

The background of the cover features large, stylized, outlined letters. A large 'R' is at the top, a large 'E' is in the middle, and a large 'L' is at the bottom. The letters are composed of thick outlines and are set against a dark, textured background.

Jacques Bouveresse

*Schmock ou
le triomphe du journalisme*

LA GRANDE BATAILLE

DE KARL BRAUER

Seuil

Jacques Bouveresse

SCHMOCK
OU
LE TRIOMPHE
DU JOURNALISME

La grande bataille
de Karl Kraus

collection **Liber**

SEUIL

Cet ouvrage est publié dans la collection « Liber »
dirigée par Pierre Bourdieu

Deviens méfiant, et une époque déjà presque dévorée par l'encre d'imprimerie verra poindre le salut. Laisse l'homme du journal épuiser ses forces vitales comme porteur de nouvelles et entremetteur commercial, mais fustige l'illusion effrontée qu'il a de parler du haut d'une chaire au peuple assemblé et d'être chargé de conférer la sanction à des valeurs intellectuelles. Ne prends pas respectueusement le mot imprimé pour argent comptant ! Car tes saints ont auparavant pris pour le mot imprimé de l'argent comptant¹.

ISBN 2-02-049201-6

© ÉDITIONS DU SEUIL, AVRIL 2001

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

**AU COMMENCEMENT
ÉTAIT LA PRESSE...**

*Le Chant de la presse**
(Couplet de Schwarz-Drucker,
paroles et musique de Karl Kraus)

La presse était aux premiers temps,
et puis le monde est arrivé.
Son propre intérêt l'exigeant,
il est venu à nos côtés.
Nous avons mis les choses en train,
puis Dieu veille à ce qu'on s'en sorte,
le monde ainsi au journal vient ;
Dieu lui apporte.

Quand à la presse il fut venu,
le monde s'en félicita,
car enfin ici-bas on put
s'apercevoir qu'il était là.
Même ce qui n'arrive pas,
nous pouvons le savoir, en sorte
que, si au journal cela va –
on le rapporte

Si la feuille a des poux sur soi,
les lecteurs restent là pourtant ;

* Extrait de l'« opérette magique » *Literatur oder Man wird doch da sehen* (1921).
Le Chant de la presse est une œuvre que Kraus aimait à proposer dans ses lectures
publiques. Il l'a fait enregistrer sur disque avec accompagnement de piano.

car ce que noir sur blanc on a,
on l'emporte chez soi confiant.
Quoi que nous puissions lui voler,
le monde nous donne aussi forte
sa croyance pour remercier ;
il nous l'apporte.

Ils lisent ce qui est paru,
ils pensent l'opinion qu'on a.
On peut gagner encore plus
si quelque chose ne sort pas.
Nous nous taisons ou écrivons,
si l'autre* en explose, qu'importe! –
pourvu que, ce que nous faisons,
ça nous rapporte.

Du monde, tant qu'il n'est pas mort,
notre mélodie est chantée.
Le ton, nous le donnons encore,
depuis toute aube que Dieu crée.
Des hommes sur nos airs minables
danse et clopine la cohorte,
car pour les morts merci aimable
ils nous apportent!

Nous dictons au temps sa posture,
faisons de l'esprit notre affaire,
car on sait que de la culture
nous sommes les commissionnaires.
Savant, penseur, venez sans peur,
viens, tout ce dont mots et chants sortent,
que le bourreau vers les hauteurs
tous vous emporte!

* L'homme que vous savez, c'est-à-dire Kraus, contre lequel Schwarz-Drucker est en train de rassembler une horde de jeunes scribouillards ambitieux prêts à partir en campagne pour l'anéantir.

Nous nous mettons, nous enfonçons
dans la vie comme des rongeurs.
La valeur, quand nous la forçons,
nous la transformons en un leurre.
Il fait noir comme dans l'enfer,
qui pue le soufre* de la sorte,
là où au lieu de Lucifer
nous on apporte**!

Traduction de J. Bouveresse

* Kraus joue ici sur le mot *Schwefel* (« soufre », mais aussi « verbiage », « parole creuse », « galimatias »).

** Le poème est construit sur le mot *bringen*, qui revient à la fin de chaque strophe et qui, dans certains usages, n'a pas d'équivalent français satisfaisant. Le propre des journaux est d'« apporter », « donner », « fournir », « livrer », « publier » (*bringen*) – de la copie, des contributions, des nouvelles, des sensations, des révélations, des idées, des lumières, des leçons, etc.

Un nouveau journal doit obligatoirement expliquer ce qu'il « apporte » de nouveau et d'important par rapport aux autres. Kraus, dans le premier numéro de la *Fackel*, annonce qu'il va faire à peu près le contraire de cela. Il explique que ce qui compte n'est pas ce qu'il « apporte » (*was wir bringen*), mais ce qu'il « liquide » (*was wir umbringen*). L'usage spécifique du mot *bringen* pour désigner simultanément tous les aspects de l'activité journalistique (en particulier, ce que les journaux *disent*, ce qu'ils *procurent* à ceux qui utilisent leurs services et ce que ça leur *rapporte*) est illustré par la partie du discours de Schwarz-Drucker qui précède immédiatement la chanson de la presse : « Nous autres, gens de la presse, ne sommes pas habitués à faire grand bruit de nos mérites, car ces mérites parlent pour eux-mêmes et une langue bien meilleure que nous ne le pourrions nous-mêmes. Que dois-je vous dire ? Il est inscrit en lettres d'airain dans l'histoire de l'humanité et notamment dans celle des dernières années que cette histoire est notre œuvre, dans la mesure où, spécialement dans les pertes de l'humanité, la part du lion nous est acquise. (*C'est vrai ! Bravo !*) Aussi, messieurs, faites confiance à la presse ! Voulez-vous la célébrité ? La presse l'apporte. Voulez-vous des carrières ? La presse les apporte. Voulez-vous de l'argent ? La presse l'apporte. (*Bravo ! Bravo !*) Donnez ici vos manuscrits, la presse les publiera (*tous tendent des manuscrits*) – non, pas vos poèmes, de cela nous parlerons une autre fois, mais ceux qui traitent le thème (*tous tendent d'autres manuscrits*), ils seront publiés. Car il n'y a rien que la presse ne donne pas. La presse donnera aussi, quand cela devra se faire, vos poèmes. (*On va bien voir !*) La presse apporte tout. La presse apporte » (*Literatur oder Man wird doch da sehen*, K 11, p. 56-57).

Nr. 4. Couplet des Schwarz-Drucker (s. 59.)

[S. 57]

Im Anfang ward die Presse und dann ersah die Welt. Im ei-ge-nen In-tresse hat

fz *p* *mf*

sie sich uns ge-sellt. Nach un-se-rer Vorbe- rei-tung sieht Gott, daß es ge-lingt, und so die Welt zur Zei-tung er bringt.

poco rit. *a tempo* *fz* *p* *mf* *poco rit.* *a tempo* *fz* *p*

Die Ouverture setzt sich zusammen aus den Themen des Couplets (Nr. 4) und des Liedes der beiden Mänaden (Nr. 2) und schließt mit dem Refrain des Chors der Bacchanten (Nr. 1).

Die Zwischenaktmusik bringt eine Strophe des Liedes der Chloë Goldenberg (Nr. 3).

[S. 65]

S. 67 »Magische Musik« ist melodramatische Untermalung.

S. 78 »Die Bacchanten«: Refrain des Chors (Nr. 1). — »Magische Musik«: Anklang an die Melodie der Chloë Goldenberg (Nr. 3).

[S. 74]

© Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1989.

LETTRE D'UN LECTEUR D'AUJOUR'HUI
À L'ÉDITEUR DE LA FACKEL

Très honoré Monsieur Kraus,

Je ne sais pas si, de l'endroit où vous êtes, vous avez encore la possibilité de jeter de temps à autre un coup d'œil sur le monde dans lequel nous vivons et la presse que nous lisons aujourd'hui. Mais, si c'est le cas, j'espère que – sauf si la prétention d'avoir toujours raison en même temps que le dépit et l'aigreur que tant de vos contemporains vous ont reprochés sont décidément incurables – vous êtes heureux de constater à quel point votre pessimisme et vos prédictions catastrophiques étaient injustifiés. Vous avez écrit en 1902 que votre « Flambeau » « s'était allumé à la sensation brûlante de la nécessité d'éclairer le monde des lecteurs autrichiens sur l'action pernicieuse, falsificatrice de l'esprit et expropriatrice de la presse autrichienne, de détruire la suggestion qui a livré les cerveaux aux noircisseurs de pages imprimées qui font l'opinion publique, d'utiliser le fouet pour mettre hors course les fausses valeurs que le règne de la journalle a apportées dans notre vie sociale, artistique et économique ». Ne croyez-vous pas qu'il serait temps qu'un « Flambeau » qui ne pourrait plus se nourrir désormais d'autre chose que du ressentiment et de la haine d'éternels mécontents et d'intellectuels marginaux s'éteigne enfin une fois pour toutes ?

Ce que vous écriviez dans votre revue sur les journalistes et les lecteurs de journaux est aujourd'hui à peu près sans rapport avec la réalité et ne peut être perçu que comme un mensonge grossier et une insulte inacceptable. Nous avons à présent une presse qui n'est pas seulement libre, mais également réglementée de façon

adéquate et, par ailleurs, tout à fait consciente de ses responsabilités, de ses obligations et de ses limites. Ce que vous considérez comme pratiquement impossible, à savoir que le métier de journaliste finisse par devenir un jour honnête et respectable, est pourtant bel et bien arrivé. Quant au lecteur, qui est lui aussi libre et responsable, qui a les moyens d'exercer et d'exprimer son jugement, sur les journaux comme sur tout le reste, et qui ne se prive pas de le faire, où peut-on trouver trace aujourd'hui du pouvoir de suggestion et de manipulation dont vous prétendiez qu'il était la victime quotidienne? Et quelle raison pourrait-il y avoir désormais d'imaginer une sorte d'anti-journal comme le vôtre, qui aurait pour fonction principale de parler de ce que les journaux nous taisent, puisqu'ils prouvent à chaque instant que c'est essentiellement et souvent uniquement sur eux que l'on doit compter pour que tout soit dit et que tous les recoins obscurs que vous vouliez éclairer de votre lanterne le soient effectivement?

Il est vrai que certains des phénomènes qui vous préoccupaient particulièrement, comme l'invasion des journaux par la publicité, leur dépendance croissante par rapport aux puissances économiques et financières, la concentration du pouvoir entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit de grandes entreprises de presse, la constitution de véritables empires journalistiques qui semblent menacer le pluralisme, la liberté de la presse et la liberté tout court, etc., sont devenus aujourd'hui encore plus perceptibles et même spectaculaires. Mais ce qu'il faut juger est avant tout le résultat et il ne comporte manifestement aucune des conséquences désastreuses que vous aviez annoncées. Toutes les rédactions et tous les journalistes vous diront que, si l'on met à part quelques difficultés et quelques accidents inévitables, ils se sentent pour l'essentiel libres d'exercer leur métier comme ils l'entendent. Et si l'acceptation des règles et des exigences universelles du marché, dans le domaine du journalisme comme dans n'importe quel autre, était le prix à payer pour que la presse puisse vivre et remplir correctement sa tâche, pourquoi devrait-on s'en indigner? Vous avez reproché au journalisme de votre époque de n'être pas seulement soumis aux impératifs du marché, mais d'être en outre exclusivement à son service. Or, en plus du fait que ce n'était sûrement pas vrai, d'où vous est venue cette haine du marché,

auquel nous devons tant de bienfaits, que tout le monde accepte dorénavant, pour de bonnes raisons, de servir et dont même les intellectuels les plus soucieux de défendre, comme vous, l'esprit et la culture reconnaissent qu'ils ont eu tort de le juger comme ils le faisaient jusqu'à une date récente? Il est curieux que vous, qui détestiez à ce point la guerre et qui, comme vous le dites, lui avez déclaré la guerre en 1914, ayez raisonné constamment en termes de guerre sociale et culturelle à mener contre des puissances ennemies, de coups à leur porter et de châtiments à leur infliger. Ce n'est plus de guerre, et même pas non plus de paix armée, mais de compréhension réciproque et de collaboration féconde, qu'il est question désormais entre les représentants de l'esprit et ceux des affaires.

Vous avez défendu une conception angélique de l'information d'après laquelle celle-ci devrait être traitée et diffusée d'une manière qui échappe, si possible, complètement à la loi du profit et aux impératifs de la rentabilité. Cela vous était, du reste, relativement facile, puisque vous aviez vous-même les moyens de vivre d'une façon qui ne vous contraignait même pas à dépendre réellement des revenus de la Fackel. On peut penser que, si vous n'aviez pas bénéficié d'une situation financièrement aussi privilégiée, vous auriez probablement été plus indulgent pour les concessions que les journaux sont obligés de faire à leurs bailleurs de fonds, celles que les écrivains sont obligés de faire aux journaux et celles que les journalistes, qui ont besoin, eux aussi, de gagner leur vie, sont obligés, le plus souvent malgré eux, de faire à des exigences qui, au moins à première vue, n'ont effectivement qu'un rapport assez lointain avec le souci de la qualité, de la vérité et de l'objectivité de l'information. Je vous accorde volontiers qu'aujourd'hui la loi du profit et l'impératif de la rentabilité exercent un pouvoir de plus en plus grand et une pression de plus en plus forte sur le monde de l'information. Mais je n'en conclus pas comme vous que nous ne sommes plus informés ou que nous le sommes plus mal. Je crois, au contraire, que nous ne l'avons jamais été autant et aussi bien.

Vous avez dépensé beaucoup de temps et d'énergie à dénoncer des choses comme les collusions d'intérêts et les ententes illicites qui existaient à votre époque, dans le domaine littéraire, entre

critiques et auteurs, les violations systématiques du principe selon lequel on ne doit pas être à la fois juge et partie, la multiplication des articles de pure complaisance, le copinage éhonté, la corruption et la vénalité omniprésentes. Mais vous pouvez constater que nous en avons fini depuis longtemps avec tout cela. Une oreille aussi avertie que la vôtre ne peut sûrement pas prendre au sérieux les rumeurs qui circulent de temps à autre sur la pratique du « renvoi d'ascenseur », les relations privilégiées qui unissent entre eux, dans certains cas, les éditeurs, les auteurs et les journalistes, le cumul des pouvoirs et des fonctions, l'existence de cliques et de mafias aussi puissantes et malfaisantes que celles auxquelles vous vous êtes attaqué, la capacité qu'ont les journaux d'ignorer ou de dénigrer le plus important et de porter aux nues le plus insignifiant, l'inégalité extrême des chances et des traitements qui, autant et plus que partout ailleurs, règne dans l'univers des productions intellectuelles ou les mécanismes curieux et les considérations peu littéraires qui gouvernent chaque année l'attribution des prix et des récompenses aux auteurs qui sont censés être les meilleurs. Vous ne croyez pas non plus, je l'espère, les gens qui insinuent que nous avons aujourd'hui, dans le monde des lettres, quelques spécimens auprès desquels les Hermann Bahr, Alfred Kerr et autres, dont vous nous parlez, pourraient aisément passer pour des enfants de chœur et même des prix de vertu. Ce sont toujours des aigris et des mécontents qui, pour des raisons personnelles et faciles à comprendre, racontent des histoires de cette sorte. Elles ne peuvent, de toute façon, en aucun cas intéresser le lecteur ordinaire, qui ne connaît rien et ne veut rien connaître de ces choses et se préoccupe uniquement de savoir si on le trompe ou non sur la valeur réelle des œuvres que la critique en général, et celle des journaux en particulier, lui recommande. Or quelle raison y a-t-il de croire qu'on le fait effectivement et, qui plus est, sciemment ? Pourquoi devrait-on supposer que les auteurs dont les journaux et les médias nous parlent constamment et qui, pour certains, y sont même omniprésents ont été sélectionnés par la grâce de quelques médiocrates qui exercent un pouvoir dictatorial et arbitraire, et non pas simplement pour leur supériorité et leur talent eux-mêmes ? Contrairement à ce qu'on essaie parfois de faire croire, les médias ne font pas les élections et ils ne font pas

non plus, quoi qu'on en dise, les auteurs et les livres importants. Par conséquent, même si ce qu'on raconte était vrai, qu'est-ce qui interdit de penser que notre système, malgré ses défauts et ses ratés, qui sont ceux de toute institution et de toute entreprise humaines, réussit tout de même à faire connaître ceux qui sont véritablement dignes d'être connus et à faire connaître davantage ceux qui méritent davantage de l'être ?

Les éditeurs, qui sont des gens sérieux, nous disent qu'il n'y a aujourd'hui aucun risque qu'un livre réellement important échappe à leur attention et ne réussisse pas à être publié à peu près immédiatement. Et je ne crois pas non plus qu'il faille craindre qu'un livre réellement important qui a été publié échappe totalement à l'attention des médias et ne soit pas traité par eux comme il le mérite. Je vous entends déjà ricaner et citer un de vos auteurs favoris, Lichtenberg : « Il y a des gens qui peuvent croire ce qu'ils veulent, ce sont d'heureuses créatures. » Mais si vous n'étiez pas à ce point prévenu contre notre système libéral et incapable de lui reconnaître des vertus et des mérites quelconques, vous admettriez peut-être que rien n'autorise à supposer que, dans le domaine intellectuel comme dans tous les autres, il favorise nécessairement plus les bluffeurs, les faiseurs, les escrocs et les cyniques que les gens honnêtes. Je n'irais certes pas jusqu'à dire qu'il est capable de remplacer la Providence ou, comme l'a fait un économiste libéral d'autrefois, que « digitus Dei est hic ». Mais, jusqu'ici, qu'a-t-on inventé de plus satisfaisant et de plus juste pour distinguer et avantager les meilleurs et servir en même temps au mieux l'intérêt général ?

Je sais, naturellement, très bien que vous n'avez jamais été vraiment intéressé et encore moins séduit par la théorie marxiste. Mais, en vous lisant, je trouve que ce que vous écrivez rappelle fâcheusement les méthodes dogmatiques et désuètes de la critique de l'idéologie et également celles de la philosophie du soupçon en général. Vous faites partie de ces gens qui, à force de refuser de croire les apparences, finissent par ne plus reconnaître la réalité qu'ils ont sous les yeux. Et même si un de vos contemporains et compatriotes, Robert Musil, a écrit qu'il ne fallait pas accorder trop d'importance à la forme que prend une activité (intellectuelle ou autre) dans la conscience de ceux qui l'exercent, je dois

vous dire franchement que les gens n'acceptent plus à présent que l'on porte atteinte aussi brutalement et injustement que vous le faites dans le cas des journalistes à l'idée qu'ils se font de leur profession, à l'importance sociale qu'ils lui reconnaissent et à la dignité qu'ils lui attribuent. Ce que quelqu'un dit sur ce qu'il fait peut, quoi que vous en pensiez, correspondre parfois à ce qu'il fait réellement et, par conséquent, mériter d'être écouté et pris au sérieux. A force de voir partout des masques à faire tomber, des représentations fausses à corriger, des visions déformées à redresser, des illusions à détruire et des mystifications à dénoncer, les hommes de votre espèce finissent par être incapables de reconnaître que les visages peuvent aussi être vrais et les choses ressembler parfois à ce qu'elles ont l'air d'être et à ce qu'on en dit.

Quand vous polémiquez contre les sociaux-démocrates et leur reprochez (vous le reprocheriez sûrement encore bien plus à ceux d'aujourd'hui) de s'embourgeoiser et de faire comme si les exploités et les exploités pouvaient avoir réellement des intérêts en commun, vous utilisez des concepts et un langage que personne ne comprend plus désormais. Le genre de critique sociale radicale que vous pratiquez ne peut contribuer en aucune façon à améliorer les choses, il ne peut que susciter artificiellement le conflit et la haine là où il faudrait, au contraire, encourager les acteurs à raisonner plutôt en termes de solidarité et de coopération. Il est vrai que, dans la phase actuelle, les inégalités entre riches et pauvres et entre pays riches et pays pauvres ont surtout tendance à s'accroître de plus en plus. Mais à quoi servirait-il d'essayer de recréer aujourd'hui une sorte de succédané de la « haine de classe », comme vous donnez parfois l'impression de chercher à le faire, et de faire revivre la vieille idée stupide et dangereuse que, quelles que puissent être les bonnes intentions et les bonnes dispositions qu'ils affichent, les riches sont tout de même, en fin de compte, les ennemis « objectifs » des pauvres ? La même chose est vraie, bien entendu, de votre façon d'inciter le public à traiter la presse, parce qu'elle est, d'après vous, au service des puissants et des privilégiés, comme son ennemie et celle du bien commun. C'est un terrain sur lequel personne de nos jours ne peut plus accepter de vous suivre.

Détester, comme vous le faites, les capitalistes reviendrait aujourd'hui à détester simplement tout le monde, puisque les éco-

nomistes les plus en vue nous disent, et la plupart des intellectuels admettent à présent, que tout le monde est, non pas seulement dans l'âme, mais dans la réalité économique, capitaliste. Il peut sembler exagéré de dire que les véritables ennemis des pauvres ne sont pas les riches, mais plutôt les pauvres eux-mêmes. Mais quand un système économique a apporté la preuve définitive qu'il était réellement le seul possible, il est sûrement plus intéressant et plus productif de faire l'hypothèse que les maux qu'il comporte ou bien sont inéliminables, ou bien ne résultent que du fait qu'il ne fonctionne pas encore de façon parfaite, et que ses victimes apparentes portent leur part de responsabilité dans cet échec relatif. Il serait, après tout, déraisonnable d'accuser les capitalistes qui sont justement les plus doués, plutôt que ceux qui ne le sont pas suffisamment, d'être les responsables principaux des insuffisances et des imperfections de l'ordre libéral. Cela reviendrait, à peu de chose près, à imputer aux musiciens qui sont à la fois les plus virtuoses et les plus respectueux de la partition imposée la responsabilité des couacs de l'orchestre. Ce que je suis en train de vous suggérer ne va-t-il pas, d'ailleurs, dans le sens de votre idée qu'il faut toujours être prêt à chercher d'abord le coupable et l'ennemi dans sa propre maison ?

Aux dernières nouvelles, il y a aujourd'hui plus de huit cents millions d'affamés dans le monde. Cela n'est sans doute pas, je l'avoue, de nature à vous réconcilier avec l'optimisme libéral et, de façon plus générale, avec l'idée du progrès et des promesses qu'il était censé comporter pour l'humanité. Mais les experts nous promettent que le nombre des sous-alimentés aura décliné, en 2015, jusqu'à un chiffre de moins de six cents millions. Vous ne pouvez, par conséquent, pas nier que nous progressions réellement, et même assez vite. Je vous accorde que notre monde a un peu trop tendance à espérer que l'égalité et la justice, qu'il prétend vouloir sérieusement, lui seront données un jour par surcroît et même par une sorte de miracle que personne n'est capable d'imaginer, alors que tout ce qu'il fait pour le moment peut donner l'impression d'aller plutôt en sens contraire. Mais vous n'ignorez pas que toutes les tentatives que l'humanité a faites pour essayer de réaliser ses idéaux par des méthodes autoritaires ont abouti à des catastrophes bien plus horribles que tout ce que le laisser-faire du libéralisme

pourra jamais produire de pire. Ce qui est inquiétant chez vous est que vous continuiez à croire un peu trop aux solutions radicales et probablement aussi aux « hommes forts » capables de les imposer. N'est-ce pas, du reste, un peu ce genre d'homme que vous avez cherché à être dans votre propre domaine ? Si vous réfléchissez un instant à ce qu'a été l'histoire du vingtième siècle, vous comprendrez sûrement pourquoi le monde se méfie beaucoup moins du vice de ceux qui profitent de l'injustice et de la corruption que de la vertu des fanatiques qui rêvent d'éliminer celles-ci.

Carl Schorske dit à propos de votre Nörgler, dans Les Derniers Jours de l'humanité, qu'il est « en un sens le dernier Homo juridicus que sa sensibilité à la corruption rend capable de voir, au-delà des subterfuges de l'idéalisme et de la noblesse fictive dont se pare la société, au-delà du courage feint et de l'illusion esthétique, la véritable bestialité dans laquelle la culture s'enfoncé avec la guerre ». Vous étiez manifestement convaincu que c'est ce qu'elle avait commencé à faire avant la guerre et ce qu'elle a continué à faire après. Mais ne trouvez-vous pas plutôt rassurant que le respect de la loi et du droit soit redevenu, justement, si important pour nous, que nous soyons depuis quelque temps beaucoup plus sensibles au problème de la corruption et que la société se soit enfin décidée à faire un effort sérieux pour que la noblesse dont elle se pare soit un peu moins fictive ? Si nous avons en ce moment l'impression de nager à ce point dans la corruption et les « affaires », en ce qui concerne le monde politique en tout cas, n'est-ce pas précisément parce que ce qui était autrefois toléré et même considéré comme normal n'est plus tenu aujourd'hui pour acceptable ? Nos sociétés « bourgeoises » n'ont-elles pas fini par évoluer, en fin de compte, exactement dans le sens que vous aviez souhaité, celui d'une liberté beaucoup plus grande dans le domaine de la moralité privée et d'une rigueur également beaucoup plus grande dans celui de la moralité publique ? Ne croyez-vous pas qu'elles sont en train de démontrer, notamment grâce à l'action de journalistes inspirés par la même volonté de clarté et de transparence que vous et de juges dont vous devez apprécier la détermination et le courage, leur capacité de nettoyer elles-mêmes leurs écuries d'Augias et n'ont, par conséquent, plus besoin d'Hercules dans votre genre pour le faire à leur place ?

Je crois comprendre que vous êtes devenu, au fil des années, de plus en plus sceptique sur l'efficacité réelle de votre lutte contre la corruption et que c'est une des raisons pour lesquelles votre revue est devenue, à partir d'un certain moment, plus littéraire qu'elle ne l'était initialement. Vous-même, semble-t-il, vous avez eu tendance, à la fin, à considérer la littérature comme le seul refuge qui puisse encore subsister dans un monde en perdition. Mais ne pensez-vous pas que vous auriez pu apprendre un peu plus tôt à supporter la corruption et à relativiser son importance, au lieu d'être à ce point obsédé par elle ? Vous avez dit une fois que « l'essence et le succès de ma satire polémique reposent sur le phénomène qui consiste en ceci que celui qui est atteint par elle continue à vivre, pour démontrer sa justification ». Mais quel intérêt peut-il y avoir à dénoncer les corrompus si le seul résultat que l'on réussit à obtenir est de leur donner la possibilité de continuer à démontrer qu'ils sont effectivement corrompus ? Ne vaudrait-il pas mieux s'accommoder une fois pour toutes de l'idée qu'ils sont probablement indestructibles, ce dont témoigne abondamment le sort de certains des corrompus les plus fameux que nous avons aujourd'hui. Vous annonciez, en 1901, que « tant que lutter sera considéré comme un métier qui certes, comme cela s'est révélé, ne nourrit pas son homme, mais le satisfait, et tant que la lutte contre des puissances corrompues suscitera un écho éthique chez des gens qui pensent de la même manière, des mécontents ou des enchaînés, l'absence de "résultats pratiques" ne me découragera pas ». Mais il me semble que l'on peut aussi trouver plus important d'obtenir quelques résultats pratiques modestes que de susciter simplement des réactions éthiques chez les idéalistes et les mécontents, et que, de ce point de vue, une critique constructive du journalisme aurait été sûrement bien préférable au genre de condamnation définitive, impitoyable et radicale que vous avez prononcé. Comme on dit, il faut toujours laisser à son adversaire une porte de sortie. Mais je n'ai pas l'impression que vous en ayez laissé une quelconque à la presse et personne ne comprend vraiment ce que vous auriez voulu qu'elle fasse au juste pour devenir, à vos yeux, sinon irréprochable, du moins acceptable à la rigueur. Se demander comment l'humanité réussissait à se tirer d'affaire avant qu'il y ait la presse, et comment elle pourrait éventuelle-

ment encore le faire s'il n'y avait plus la presse, est une expérience de pensée intéressante. Mais il ne faut pas la transformer en un acte de guerre contre un ennemi que l'on rêve d'anéantir.

Je ne vous parle pas des satires que vous avez écrites et des polémiques que vous avez menées sur un de vos thèmes préférés, à savoir « Culture et Presse ». Tout le monde vous dira qu'il n'est pas sérieux de considérer la presse comme l'ennemie de la culture et que les quelques torts que les médias ont pu infliger à celle-ci ne représentent rien en comparaison des immenses services qu'ils lui ont rendus. Vous vous êtes beaucoup inquiété du pouvoir démesuré que les journalistes étaient en train d'acquérir sur le monde de la culture et sur le monde en général. Votre diagnostic était en un sens correct, puisque tout est désormais une question d'« image » et qu'il n'y a plus de pouvoir et d'influence qui ne passent pas essentiellement par les médias, ce qui a fini par rendre les journalistes plus importants que les intellectuels et les hommes politiques eux-mêmes. Vous diriez sans doute que Schmock, qui est d'ailleurs devenu lui-même penseur, gouverne dorénavant tout ce qui pense et agit. Mais pourquoi cela devrait-il être une catastrophe? Je peux comprendre que vous ayez éprouvé le besoin de protester contre le fait qu'avec le concours décisif des médias le contenu a tendance à disparaître de plus en plus au profit de la présentation, la réalité au profit de l'apparence et le sens au profit des mots. Mais je crois que, si vous n'aviez pas conservé une telle méfiance envers les institutions démocratiques, vous auriez eu également une attitude différente à l'égard des médias, qui constituent un des éléments et un des instruments essentiels de la démocratie, telle que nous la comprenons aujourd'hui. Que vous le vouliez ou non, il faut désormais reconnaître aux gens non seulement la liberté de leurs préférences, mais également celle de leurs critères. S'ils préfèrent juger sur l'enveloppe plutôt que sur ce qu'elle renferme, sur l'image plutôt que sur le discours, et sur ce qui est dit plutôt que sur ce que cela veut dire, cela ne regarde personne d'autre qu'eux-mêmes.

Vous avez poursuivi de votre vindicte les intellectuels caméléons qui sont toujours prêts à retourner leur veste en fonction des circonstances et auxquels vous reprochiez de se comporter un peu trop comme des journalistes. Mais si les journalistes et l'approche

« journalistique » de la réalité ont acquis aujourd'hui un tel prestige et une telle influence, n'est-ce pas précisément parce qu'ils sont non seulement plus adaptés, mais également plus utiles à un monde dans lequel tout change de façon si rapide et en même temps si radicale? La vertu principale, dans une époque où rien ne dure et où l'on n'a même plus la possibilité d'acquérir des convictions réelles et encore moins de chercher à les conserver, n'est-elle pas d'être capable de changer d'avis aussi souvent qu'il le faut? De quelle utilité pourraient être à présent l'absolutisme, le puritanisme et la rigidité intellectuelle et morale de penseurs comme vous, qui campent de façon inébranlable sur leurs positions, qui défendent des valeurs réputées essentielles et immuables et qui se comportent à peu près comme s'ils étaient venus en quelque sorte de l'au-delà pour juger les vivants et les morts?

Il subsiste bien, encore aujourd'hui, quelques esprits chagrins et attardés, en particulier des sociologues, des critiques sociaux et culturels, des moralistes et même des philosophes apparemment sérieux, qui partagent assez largement, souvent sans le savoir, votre point de vue sur le monde actuel. Il y a même eu récemment un journaliste qui a accusé ses confrères de n'être que les « nouveaux chiens de garde » (du mode de pensée et de l'ordre néo-libéraux), ce qui correspond, somme toute, assez bien à ce que vous pensiez vous-même. Mais chacun sait que le journalisme ne possède en aucune façon le genre d'unité, d'homogénéité, de docilité, de conformisme et encore moins de perversité que les théories qui restent, comme la vôtre, inspirées par la vieille idée de la conspiration ont tendance à lui attribuer. Le pouvoir de la télévision et l'hégémonie des médias en général continuent, il est vrai, à susciter périodiquement des dénonciations virulentes et le système libéral conserve encore, notamment chez les intellectuels à l'ancienne mode, quelques adversaires irréductibles. Certains décrivent les effets destructeurs qu'il est en train de produire en ce moment sur la société, la culture et l'humanité elle-même dans des termes qui ne sont pas très différents des vôtres. Il y a quelques années, est paru un livre intitulé L'Horreur économique, dont le thème, à défaut du reste, vous aurait sans doute beaucoup plu. Mais ce qui vous aurait sans doute moins plu est qu'il ait connu immédiatement un succès aussi énorme, une chose qui vous inciterait

sans doute à remarquer une fois de plus qu'une des caractéristiques du monde d'aujourd'hui est de ne pas tirer de conséquences de quoi que ce soit. Mais si vous vous étonnez qu'il accepte avec autant d'enthousiasme d'entendre qualifier d'« horrible » une réalité dans laquelle il se vautre en même temps avec la plus grande délectation, je vous répondrai que vous auriez dû consentir à regarder le droit à l'ambivalence et même à l'incohérence comme étant, lui aussi, un droit fondamental qui doit être reconnu à l'être humain et qui a l'avantage de le préserver de bien des excès et des folies. J'espère sincèrement que vous ne commettez pas l'erreur de prendre au sérieux les gens que vous pourriez être tenté de considérer aujourd'hui comme vos continuateurs ou vos héritiers objectifs et que vous ne songeriez pas vous-même à rapprocher l'état présent du monde de ce qu'il était quand vous avez commencé, à la veille du siècle que nous venons d'enterrer, à publier la Fackel. Les mécontents et les râleurs dont je vous parle sont tout à fait incapables de juger la situation actuelle avec un minimum d'équité et ils n'ont, de toute façon, rien de positif à proposer.

Il est vrai que c'est aussi ce que l'on pourrait vous reprocher. Mais j'admets que le contexte dans lequel vous avez vécu et la période que vous avez connue justifiaient sans doute assez largement le genre de protestation que vous avez cherché à faire entendre. Vous avez parlé de l'Autriche de votre époque en la désignant comme « cet État si brutalement opprimé par le pouvoir de la presse ». En dépit de votre tendance à exagérer de façon systématique la gravité des situations que vous décrivez, cela correspond peut-être, du point de vue historique, à la réalité. Mais quels sont les États, les institutions ou les individus dont on pourrait dire aujourd'hui qu'ils sont réellement opprimés par le pouvoir de la presse ? N'est-ce pas plutôt la presse qui est, dans de nombreux cas et en de nombreux endroits, menacée et réprimée par des pouvoirs qui cherchent à contrôler, à limiter ou à empêcher son action ? Pour parler, justement, de l'Autriche, que pensez-vous des pressions inacceptables que la coalition de la droite et de l'extrême droite y exerce en ce moment de façon explicite sur les journalistes de la télévision ? Vous me direz sans doute qu'une fois de plus la presse – en tout cas une certaine presse – a été pour

quelque chose et même pour beaucoup dans ce qui est arrivé à l'Autriche. Mais cela ne peut pas constituer une raison de se désintéresser de ce qui risque maintenant de lui arriver à elle.

Vous constatez, en 1901, que « les têtes dirigeantes de notre vie publique n'ont plus attendu le rouge de la Fackel, ont désappris le rouge de la honte, et le rouge de l'aurore du libéralisme colore déjà de façon prometteuse notre horizon ». Je ne pense pas qu'il y ait lieu pour nous, un siècle plus tard, d'attendre quelque chose du rouge de la Fackel ou de réapprendre celui de la honte ; et je crois que l'aurore du libéralisme colore notre horizon d'une façon qui est de plus en plus prometteuse. Il y a, il est vrai, encore quelques problèmes sérieux, comme le chômage ; mais vous n'osiez sûrement pas comparer les chômeurs d'aujourd'hui à ceux de votre époque. Vous pourriez aussi, par exemple, faire remarquer que l'état actuel des chemins de fer britanniques évoque d'assez près ce que vous écriviez à propos de la Société des chemins de fer du Sud, dans l'Autriche que vous avez connue. Mais j'espère que vous êtes guéri des faiblesses que vous semblez avoir eues pour l'État-providence et pour une conception beaucoup trop dirigiste et étatiste de l'économie, et que vous ne croyez pas les rêveurs qui parlent encore d'autres solutions possibles que celle qui est en train de s'imposer partout, d'« alternatives économiques » et d'autres sornettes du même genre. Les capitalistes actuels n'ont rien à voir avec ceux dont vous parliez, ils ont compris depuis longtemps qu'ils ne pouvaient pas continuer à servir uniquement leurs propres intérêts et ils n'ont plus besoin d'être rappelés à l'ordre par l'État pour se préoccuper de celui de tous.

Les années de la Fackel appartiennent à une période dans laquelle nos sociétés libérales pouvaient encore éprouver un certain sentiment de culpabilité et même un besoin d'être réprimandées et punies pour leurs fautes, que personne, je l'admets, n'a été capable de satisfaire avec une autorité et un talent qui puissent se comparer aux vôtres. Un de vos commentateurs a dit de la Fackel qu'elle était devenue elle-même, presque immédiatement, une véritable institution viennoise, à laquelle une multitude de gens, y compris certains des représentants les plus officiels des institutions que vous attaquiez, adhéraient en cachette, avec le sentiment de manger en quelque sorte du fruit défendu et de partager l'audace

de celui qui écrit noir sur blanc ce que l'on n'ose généralement même pas dire. Mais là où il n'y a plus de mauvaise conscience, il ne peut plus y avoir non plus d'envie de manger du fruit défendu et de plaisir à le faire. Nous ne sommes plus depuis longtemps à l'époque de la gêne, des remords et des réflexes d'autopunition. Aussi, avec tout le respect que l'on doit à un homme aussi sincère, courageux et honnête que vous l'étiez, suis-je convaincu que nous pouvons apprendre de vous aujourd'hui une multitude de choses importantes sur une période cruciale de notre histoire et, en particulier, de l'histoire (ou peut-être, plus exactement, la préhistoire) des médias, mais sûrement pas en tirer une véritable leçon pour le présent.

Dans la préface du catalogue de l'exposition qui vous a été consacrée récemment par le Musée juif de Vienne, il est dit que : « Des personnalités du type d'un Karl Kraus sont devenues dans les milieux médiatiques d'aujourd'hui extrêmement rares. Le brillant de son langage et l'inexorabilité de son exigence éthique font de lui un phénomène presque singulier. Son courage et son engagement dans la confrontation avec les puissants sont toujours exemplaires. Alors que bien des positions représentées par lui doivent être questionnées aujourd'hui de façon critique et semblent même parfois anachroniques, un bon nombre de ses phrases et de ses sentences sonnent en ce moment de façon plus actuelle que jamais. A une époque où les mots vidés de tout contenu et les phrases préfabriquées dominent l'usage linguistique public, la puissance linguistique d'un Karl Kraus est devenue un bien précieux. Il a reconnu déjà à son époque que le "vaste marécage des phrases" (Phrasensumpf) représentait un symptôme du déclin de la société. » L'auteur ajoute que vous, qui avez été si violemment contesté de votre vivant, l'êtes aussi aujourd'hui, avec cette différence que votre rang dans la littérature mondiale n'est à présent plus discuté.

Vous avez compris, je pense, que je crois beaucoup plus à l'importance de la position que vous occupez et continuerez à occuper dans la littérature mondiale qu'à la pertinence et à l'exemplarité de votre croisade contre les médias. Je ne crois pas que le monde, que, de toute façon, vous n'espérez pas convaincre, ait eu tort de ne pas vous écouter et, s'il faut effectivement du courage pour

s'attaquer à un pouvoir comme celui des médias, il me semble que celui que tout le monde s'accorde à vous reconnaître aurait été, sur ce point, digne d'une meilleure cause.

En espérant que vous connaissez enfin, dans le Royaume des Morts et aussi, je le souhaite malgré tout, celui des Justes le repos, la sérénité et le détachement qui semblent vous avoir manqué si cruellement tout au long de votre vie, je vous prie, très honoré Monsieur Kraus, de me considérer, etc.

DE L'ENTHOUSIASME À LA RÉVOLTE*

Quant aux journaux, je ne peux en lire trois lignes sans me révolter. Non seulement parce que c'est un français de cuisinière, mais à cause des idées... il n'y a rien de vrai. Tout est convenu ou payé. Pas de bonne foi, pas de sincérité nulle part. Et quand on voit des hommes honorables qui, pour obéir à l'esprit de parti, disent des mensonges ou des bêtises qu'ils ne peuvent pas penser ! C'est à vomir.

MARIE BASHKIRTSEFF, *Journal*,
cité par Kraus (F 108, 1902, p. 2).

Il y a une chose que vous devez maintenir sans relâche, diffuser sans relâche : notre ennemi principal, l'ennemi principal de tout développement sain de l'esprit allemand et de la nationalité allemande, c'est de nos jours la presse ! La presse est, au stade de l'évolution de l'humanité auquel nous sommes parvenus, l'ennemi le plus dangereux, le véritable ennemi du peuple, un ennemi d'autant plus dangereux qu'il s'avance masqué. Sa pratique du mensonge, sa dépravation, son immoralité ne sont surpassées par rien d'autre, si ce n'est peut-être son ignorance.

FERDINAND LASSALLE, cité par Kraus
(« Shakespeare hat alles vorausgewußt » [1925], K 17, p. 26).

* Le texte qu'on va lire a pour origine une conférence intitulée « Actualité de Karl Kraus », qui a été donnée à l'Institut autrichien le 6 novembre 1999, dans le cadre du colloque « Actualité de Karl Kraus. Le centenaire de la *Fackel* ("Le Flambeau") (1899-1936) », et qui fut suivie d'une table ronde sur « Karl Kraus et les médias », dirigée par Gerald Stieg et à laquelle participaient Pierre Bourdieu, Thomas Haemmerli et Uwe Dick. Le texte de la conférence a été publié dans la revue *Austriaca*, n° 49, décembre 1999, p. 11-36. Ce livre constitue simplement une contribution un peu plus substantielle à la célébration d'un centenaire qui est sûrement loin d'avoir eu le retentissement qu'il aurait mérité.

Schmock, le personnage de la comédie de Gustav Freytag, *Les Journalistes* (1853), est resté dans les mémoires notamment par une réplique fameuse, qui est devenue le symbole de la mentalité du journaliste caméléon, sans convictions, sans principes et sans scrupules : « J'ai appris [...] à écrire pour toutes les tendances. J'ai écrit à gauche, et puis à droite. Je sais écrire selon n'importe quelle tendance². » Mais Schmock est encore, dans la pièce de Freytag, une victime du système et des circonstances, qui a gardé une certaine idée du contraste qui est en train de s'établir entre l'idéal du journaliste indépendant, qui n'écoute que ses propres convictions et ne dit que ce qu'il sait ou, en tout cas, ce qu'il croit, et la réalité déjà très différente du travail et de la production journalistiques³. S'il songe à quitter le journal conservateur *Coriolan* pour travailler à l'*Union* (libérale), c'est, explique-t-il, parce qu'il voudrait se retrouver en compagnie de gens honnêtes, chez lesquels on peut être correctement payé et décentement traité (*op. cit.*, p. 47), alors qu'il n'est pour le moment ni l'un ni l'autre et, pour cette raison, ne supporte plus le journal pour lequel il travaille. Rien ne serait donc plus faux que de se représenter son attitude comme un exemple du cynisme des dominants, à qui leur position donne les moyens d'ignorer les règles, les scrupules et la mauvaise conscience des gens ordinaires. C'est, en réalité, plutôt un pauvre diable, qui est tout sauf son propre maître⁴ et qui se plaint, en particulier, amèrement de l'arbitraire et de la tyrannie de son rédacteur, dont il dit qu'« il biffe trop et paie trop peu » (*ibid.*, p. 99). Il se laisse d'ailleurs persuader assez facilement, à la fin de la pièce, d'abandonner le métier de journaliste, lorsque le colonel Berg lui offre les moyens financiers de lancer sa propre affaire, à la condition qu'il promette de ne plus utiliser une plume pour un journal quelconque (*ibid.*).

Le Schmock de Freytag, qui ne peut être tenu pour responsable de sa situation pitoyable, n'a donc pas grand-chose à voir avec l'incarnation de l'arrogance, de la duplicité, de l'opportunisme et de la corruption journalistiques qu'il est devenu par la suite et, en dépit du fait que l'allusion et la

connotation antisémites qui s'attachent au nom et au personnage ne sont pas tout à fait absentes de la pièce, elles n'ont sûrement rien de commun avec ce que Hartmut Scheible appelle « le potentiel d'agressivité mis sur scène dès la seconde moitié du siècle dans les figures décriées de "Juifs du journal", avides de pouvoir et versatiles » (*op. cit.*, p. 60)⁵. En présentant Schmock essentiellement comme une victime, Freytag évite de le noircir exagérément et, en concentrant les côtés négatifs du journalisme moderne sur un seul personnage, plutôt marginal, il s'abstient de transformer sa comédie en une satire de la presse en tant que telle et en général. C'était peut-être la seule solution qui pouvait être apportée à l'époque à un problème qui, depuis lors, n'a cessé de se poser. La critique de la presse est et reste exposée constamment au risque de confondre le cynisme d'une minorité de puissants et de privilégiés du système avec l'attitude de la grande majorité de ses représentants, dont la position n'est pas forcément plus enviable, la marge de manœuvre plus importante, la responsabilité plus substantielle et la faiblesse de caractère ou l'inconsistance morale plus difficiles à comprendre et plus inexcusables que celles de Schmock.

Une cinquantaine d'années après *Les Journalistes*, quand Kraus se lance dans la publication de *Die Fackel* et utilise, comme beaucoup d'autres, le terme, devenu emblématique, de « Schmock » et ses dérivés (*Schmockerei*, *Schmocktum*, *schmockisch*, *verschmockt*, *Verschmocktheit*, etc.) pour représenter la presse, sa toute-puissance, sa suffisance, ses procédés malhonnêtes, ses ridicules et ses méfaits, le personnage du Schmock (le journaliste prototypique) ne conserve plus de l'original que ses traits les moins honorables. En 1921, Kraus répond à ceux qui croient pouvoir se servir de la pièce de Freytag pour défendre une conception idéalisée de la fonction du journaliste qu'ils commettent l'erreur d'oublier, justement, Schmock (F 557-560, p. 34). Dans cette période révolue, à laquelle on se réfère généralement avec nostalgie, il y avait tout de même déjà, rappelle-t-il, Schmock et il n'y a plus guère aujourd'hui que lui. A la fin de la comédie de Freytag,

c'étaient, malgré tout, en gros les honnêtes gens qui l'emportaient sur les coquins et la littérature sur le journalisme. Quand Kraus entre dans la bataille, il le fait, au contraire, avec le sentiment que la malhonnêteté a triomphé sur toute la ligne et que le journalisme est en train d'engloutir la littérature.

C'est que la situation s'est modifiée entre-temps de façon importante. Freytag, qui ne dissimule pas complètement ses propres inclinations libérales, écrit à une époque où le libéralisme peut encore avoir un lien essentiel avec la défense du bien public et où la perspective de l'existence d'une presse devenue enfin réellement libre et indépendante fait naître un enthousiasme et des espérances considérables, dont on peut constater hélas que, pour les esprits les plus perspicaces, ils se sont déjà transformés, à la fin du dix-neuvième siècle, en une désillusion de l'espèce la plus cruelle. Parlant de la réaction de Kraus et de Schnitzler (auteur lui-même d'une pièce intitulée *Les Journalistes. Merle et Mimosas*, qui a été représentée pour la première fois à Vienne, en 1917), Le Rider écrit qu'« après avoir été maintenue sous le boisseau d'une censure mesquine et tatillonne pendant toute la durée du "système Metternich", après avoir porté toutes les espérances des militants de 1848, la presse viennoise n'inspirait plus que le dégoût à ces deux témoins de leur société, les plus lucides sans doute de leur génération » (*Les Journalistes* de Arthur Schnitzler, Avant-propos, p. 7-8). Ils n'étaient malheureusement pas les seuls à avoir abandonné également toute illusion sur la presse en général. Kraus, qui craignait à juste titre de voir son animosité contre elle assimilée à une sorte d'idée fixe ou à la volonté de régler des comptes personnels, ne s'est évidemment pas privé de citer dans ses lectures publiques et dans sa revue le témoignage d'un bon nombre d'auteurs connus (comme par exemple – déjà! – Balzac) ou moins connus qui partageaient totalement son mépris et son écœurement.

Là où la presse, et plus particulièrement la presse libérale, parle de la liberté de pensée et d'expression qu'elle défend au nom de l'humanité, de la mission sacrée qu'elle remplit en

matière d'information et d'éducation et de la contribution essentielle qu'elle apporte à la culture et au progrès, Kraus ne parvient plus à entendre qu'un discours bien différent et beaucoup plus trivial, dans lequel il n'est question en fait que d'intérêts matériels à protéger, d'affaires à réaliser, de profits plus ou moins illicites et de corruption organisée. Même si elle s'obstine à revêtir les habits de la prêtresse, la presse, selon lui, est devenue en réalité la Grande Prostituée de Vienne et est en train de devenir aussi celle de l'époque elle-même. Loin de servir de façon désintéressée les idéaux universels dont elle se réclame, elle propose et réserve ses faveurs à ceux qui ont les moyens de les payer et les paient effectivement; elle ne fait, du reste, en cela rien de plus que confirmer à sa façon le fait que la prostitution est « l'espèce naturelle de l'ordre social capitaliste » (F 40, 1900, p. 7). Kraus cite, sur ce point, Alexandre Dumas fils, qui avait donné comme réponse à la question « Où allons-nous? » : « A la prostitution universelle. »

L'art, constate-t-il, *prostitué*, la science *prostitué*, le théâtre *un bordel*, le mariage bourgeois *une prostitution dissimulée*, la prostitution *non dissimulée le complément nécessaire du mariage bourgeois*, le marché aux femmes *dans la rue*, le marché aux femmes *dans les colonnes de « la presse bourgeoise convenable »* – et cela veut dire de tous les journaux bourgeois, notamment libéraux, sans exception (ibid.).

La seule forme de liberté que la grande bataille pour la libération de la presse a permis de conquérir est par conséquent, contrairement à ce que l'on prétend, bien différente de la liberté de l'esprit, avec laquelle elle n'a plus guère de rapport, et se réduit en fait essentiellement à celle du marché, avec toutes les possibilités d'exploitation cynique de la crédulité de l'acheteur, de manipulation, de fraude, d'escroquerie et de tromperie sur la marchandise qui en résultent. Kraus n'a aucun mal à montrer sur de multiples exemples que les entrepreneurs de la presse, qu'il considère comme moralement corrompus, ne sont pas plus honnêtes d'un point de vue purement marchand et n'hésitent pas à recourir, pour vendre

leur produit et en tirer un profit maximal, aux pratiques commerciales les plus douteuses et les plus déloyales. Une illustration typique de cela, qu'il stigmatise comme une filouterie patente et qui suscite ses protestations répétées, est le fait que, lorsque le fameux *Zeitungsstempel*, qui permet à l'État de prélever une taxe sur la valeur de chaque exemplaire, finit par être supprimé en 1902, après une longue bataille dans laquelle l'*Arbeiter-Zeitung* et son rédacteur en chef, Friedrich Austerlitz, ont joué un rôle décisif, les journaux, au lieu de faire profiter leur clientèle du gain réalisé, se contentent d'empocher cyniquement la différence. Cela s'appelle, pour Kraus, l'art de transformer immédiatement un avantage qu'on a réclamé pendant des années à cor et à cri au nom des grands principes et dans l'intérêt de tous en une simple occasion de bénéfices supplémentaires pour quelques-uns.

Comme toutes les entreprises qui sont axées principalement sur la recherche du profit, celles de la presse ont évidemment un besoin essentiel de faire croire à l'opinion publique qu'elles remplissent en réalité une fonction beaucoup plus noble et ne travaillent, en fait, que pour le plus grand bien de tous. Mais la différence avec les autres est qu'elles disposent de moyens exceptionnellement puissants et efficaces pour faire accepter leur mensonge. La force principale de la presse réside, aux yeux de Kraus, dans la façon dont elle a réussi à se rendre non pas seulement économiquement, mais intellectuellement et moralement indispensable, et à persuader le monde contemporain de l'impossibilité absolue de vivre désormais sans elle. On pourrait dire, d'ailleurs, qu'elle a réussi aussi à se rendre psychologiquement indispensable. Il suffit, pour s'en convaincre, de songer à l'espèce de sensation de manque que peut susciter aujourd'hui, même chez des gens dont le jugement sur la presse n'est guère plus favorable que celui de Kraus, l'absence subite des journaux dans les kiosques les jours où, pour une raison ou pour une autre, leur fabrication ou leur diffusion ne peuvent être assurées. Le journal fait probablement partie de ces produits dont il est admis largement qu'ils sont de qualité médiocre et même parfois

déplorable, mais que l'on continue à acheter, simplement parce qu'on est devenu incapable de s'en passer.

Si l'on en croit les sondages les plus récents, le crédit dont bénéficient en ce moment les journalistes auprès du public n'est peut-être pas beaucoup plus grand que celui des hommes politiques⁶. Mais ceux qui disent et répètent qu'il ne faut surtout pas croire ce qu'on lit dans les journaux peuvent très bien être en même temps les premiers à le croire. Et, de toute façon, il n'a jamais été nécessaire d'être respecté pour être et rester puissant et influent. Comme le dit Kraus, qui, sur ce point, savait parfaitement à quoi s'en tenir, « un journal qui gagne des contempteurs (*Verächter*) ne perd pas pour autant des abonnés » (F 118, 1902, p. 4). Il ne suffit donc sûrement pas de détruire le prestige et de ruiner le crédit des journaux pour menacer sérieusement leur prospérité. Kraus explique qu'il n'a jamais été suffisamment naïf pour croire que la deuxième chose était possible et espérer obtenir un résultat de cette sorte :

Des imbéciles ou des coquins, qui attendaient d'un rapetissement de mes objectifs l'affaiblissement de ma persévérance, ont eu beau répandre cent fois la fable mensongère selon laquelle il s'agissait d'une « campagne contre des journalistes particuliers », d'une revanche que la vanité blessée et les aspirations insatisfaites voulaient prendre sur les administrateurs de la mangeoire à foin, le public a vu avec gratitude des mêmes yeux, qui étaient à présent libérés du bandeau, la somme des réputations endommagées se condenser en une image globale du grand ennemi « Presse ». Il n'y a qu'une illusion dans laquelle la « Fackel » n'a pas voulu vivre : qu'elle pouvait abaisser le niveau de vie matériel de cet ennemi. Ce n'est pas aux abonnés de la grande presse quotidienne qu'elle parlait, mais aux lecteurs ; éclairer ceux-ci lui semblait un but qui peut être atteint, mais non : chasser ceux-là. Non pas un « nouveau journal », mais – que les anciens soient lus avec d'autres yeux, plus lucides, ce devait être cela le fruit de mes efforts. [...] Lire autrement, et non lire un autre journal (ibid., p. 2-3).

Une différence importante entre le cas de la presse et celui du monde politique est justement que, si le citoyen a appa-

remment de plus en plus tendance à exprimer son indifférence ou son mépris en boycottant plus ou moins les élections, il ne manifeste encore aucune propension comparable à boycotter le journal, et qu'il n'y a guère de raisons de s'attendre à ce qu'il commence un jour à le faire. Si la réputation de la presse est aussi mauvaise qu'on le dit, c'est une situation dont elle peut très bien s'accommoder en appliquant simplement le principe : « Qu'ils méprisent, pourvu qu'ils lisent ! » – sans parler d'un autre principe cynique qui peut avoir aussi son mot à dire dans cette affaire : « Qu'ils haïssent, pourvu qu'ils craignent ! » Quand on considère les choses à partir du diagnostic radical et du verdict sans appel que formule Kraus, qui fournit probablement le premier exemple d'une critique de la presse moderne qui soit réellement à la hauteur du problème et de l'enjeu, on se rend compte, justement, que, dans ce procès qui a commencé très tôt et ne finira sans doute jamais, l'accusée a eu le temps d'apprendre à vivre avec une image dont il est étonnant de voir avec quelle rapidité elle s'est dégradée et est devenue presque complètement négative.

On a rêvé pendant longtemps d'une presse libre. Mais maintenant que le monde est censé l'avoir obtenue, ce à quoi on devrait rêver comme à une sorte de bonheur inespéré est plutôt, selon Kraus, un monde sans presse ou même simplement une journée sans journal (pour des raisons qui sont à peu près du même genre que celles qui ont pu inspirer, de nos jours, l'instauration d'une journée sans voitures ou d'une journée sans tabac). Une journée sans journal est, il est vrai, le genre d'événement qui peut encore se produire accidentellement de temps à autre. Par un hasard assez singulier, le jour où Kraus fêtait sa centième lecture publique à Vienne, les journaux viennois furent empêchés de paraître à cause d'un manque de papier, un événement dont il expliqua qu'il ne devait susciter aucune tristesse et méritait bien plus d'être célébré que sa centième lecture publique (« Die Welt ohne Blatt », F 544-545, 1920, p. 1). À l'intention des gens qui auraient pu soupçonner le genre de puissance occulte et malveillante qu'il était supposé représenter d'y être pour quelque

chose, il précisa ironiquement qu'il récusait la comparaison avec un de ces hommes dont on dit qu'ils ont « écrit l'époque », l'empereur Guillaume II, qui, en pensant aux soldats allemands morts au combat, avait déclaré en 1915 ne pas avoir voulu ce qu'il avait pourtant fait (« Je n'ai pas voulu cela ») :

Il y a tout de même une différence dont je serai fier, lorsque je comparerais au jour du Jugement, en compagnie du rédacteur le plus responsable d'une époque incommensurable. Car il était, épaulement contre épaulement avec cette presse, sans nul doute responsable d'un excès de sang. Mais je ne suis pas responsable d'un défaut de papier. Il l'a fait, mais ne l'a pas voulu. Je ne l'ai pas fait, mais : je l'ai voulu ! (Ibid., p. 7.)

Il faut, du reste, se réjouir qu'il puisse encore y avoir de temps à autre des circonstances qui rendent impossible la parution des journaux. Car, remarque Kraus, c'est seulement dans ces moments-là que le public peut mesurer la perte irréparable qui lui est infligée :

L'indispensabilité des journaux ne se montre, comme on sait, pas tant par leur parution que par leur absence, car dans ce cas-là ils sont certes remplacés par les rumeurs, qui sont plus authentiques et également non interdites de colportage⁷, mais qui ont tout de même l'inconvénient qu'on n'a rien là d'écrit noir sur blanc. Ce qui a été ressenti partout le plus vivement est l'absence du « Neues Wiener Journal », non pas seulement parce qu'il a fallu s'en sortir sans le dialogue de Hermann Bahr avec son Dieu⁸ et toute la camelote théâtrale supplémentaire, mais parce qu'on a été privé du même coup également du contenu de toute la presse mondiale. Comme le journal paraît à nouveau, il peut avec raison renvoyer à l'état de détresse de ces jours-là, qui est provenu du fait que le public s'est trouvé réduit aux mensonges non imprimés ; on peut aussi, il est vrai, entendre s'exprimer ici une certaine envie à l'égard d'une imagination productrice de rumeurs, qui dans des jours comme ceux-là invente des sensations qui ordinairement sont hors d'atteinte aussi bien d'une plume que d'une paire de ciseaux (« Kommen Sie mal 'raus und überzeugen sich selber, was los ist » [1922], K 20, p. 35).

En d'autres termes, la rumeur n'est pas plus fausse et elle est souvent plus créative que le journal, elle invente des choses qui dépassent les possibilités de l'écriture et qui ne sont pas menacées par la censure, mais il lui manque tout de même le prestige irremplaçable de la chose écrite.

Les satires et les polémiques de Kraus renvoient assurément à une période de l'histoire de la presse moderne qui peut sembler aujourd'hui très lointaine et depuis longtemps dépassée. Nous ne sommes plus à présent, dira-t-on, à l'époque du capitalisme sauvage et encore moins de ce qu'on pourrait appeler le journalisme sauvage, qui, pour lui, en constituait un complément nécessaire et un auxiliaire indispensable⁹. Mais c'est justement une question qu'il y aurait intérêt à examiner avec un peu plus d'attention et de méfiance, et cela d'autant plus que, si nous étions peut-être, effectivement, sortis de cette phase, il y a des raisons sérieuses de se demander si nous ne sommes pas en train d'y retourner sous une autre forme, qui n'est qu'apparemment plus « civilisée ». Si les choses ont évolué de façon aussi significative qu'on le dit, dans quel sens l'ont-elles fait? Celui d'un progrès reconfortant ou, au contraire, d'une aggravation sensible et d'une confirmation peu réjouissante de tout ce que Kraus avait déjà décrit ou pressenti?

Relire aujourd'hui la *Fackel* est, en tout cas, une excellente occasion de se demander où nous en sommes exactement en ce moment. Les maux auxquels s'est attaqué Kraus ont-ils disparu entre-temps? Ou ce qui se passe n'est-il pas plutôt que nous y sommes désormais tellement habitués que nous sommes devenus incapables de les percevoir et *a fortiori* de nous en indigner? N'avons-nous pas fini, avec le temps, par trouver à peu près normal ce que Kraus a passé sa vie à combattre sans merci et sans relâche et par nous résigner à l'essentiel de ce qu'il jugeait, pour sa part, inacceptable et révoltant? Il est régulièrement question, dans *Die Fackel*, de la peur que suscite aujourd'hui, y compris chez les grands et les puissants (et même, pour des raisons évidentes, surtout chez eux), le pouvoir de la presse, et de la façon dont elle utilise la crainte qu'elle inspire pour faire taire ou neutraliser toute opposition

sérieuse. Le pouvoir en question et la soumission qu'il engendre ne sont-ils pas devenus entre-temps encore plus grands, au point que la presse peut se permettre désormais de n'accepter, en fait de questions et de critiques, que celles qu'elle consent de temps à autre à formuler à propos d'elle-même et qui, loin de constituer une menace sérieuse pour elle, sont généralement sans conséquences réelles? (L'important n'est évidemment pas de montrer qu'on est capable de répondre réellement aux critiques ou, en tout cas, d'en tenir compte, mais simplement de rappeler périodiquement qu'on reste conscient de leur existence et qu'on les connaît même mieux que personne. Quand les journaux concèdent qu'une critique formulée de l'extérieur est pertinente et sérieuse et font savoir qu'ils vont « y réfléchir », il faut comprendre surtout qu'ils réfléchiront longtemps avant que cela change quoi que ce soit à leurs pratiques.)

Je me suis abstenu la plupart du temps, dans ce livre, de répondre directement aux questions qui viennent d'être posées et j'ai préféré laisser au lecteur le soin de se faire lui-même une opinion, ce qui, je crois, n'est pas tellement difficile. On peut constater au premier coup d'œil que la plupart des polémiques de Kraus n'ont rien perdu aujourd'hui de leur actualité et que, même quand on ne sait pas grand-chose des personnages qu'elles visent et qui sont souvent oubliés depuis longtemps, on n'a aucun mal non seulement à les comprendre, mais encore à les trouver plus pertinentes que jamais. La raison de cela est évidemment que, contrairement à ce que l'on dit souvent, même s'il peut donner l'impression de personnaliser à l'excès le débat et le combat, Kraus ne s'attaque pas – en tout cas pas seulement – à des individus réels, mais bel et bien à des *types* économiques, intellectuels, moraux et socioculturels divers, qui peuvent être exemplifiés de bien des façons et qui, en dépit des changements importants qui se sont produits entre-temps, le sont probablement encore largement et même peut-être plus que jamais dans la phase actuelle, qui est justement celle de la victoire complète et, selon toute apparence, définitive de ce qu'il considérait comme

l'ennemi principal, à savoir le libéralisme. S'il revenait aujourd'hui, il ne serait sûrement pas surpris de constater que la puissance qui est en train de remporter la victoire finale, après les affrontements meurtriers qui ont marqué le siècle, et qui se prépare à unifier le monde est bien celle qu'il avait désignée clairement à l'époque de la Première Guerre mondiale, à savoir la marchandise, dont le règne universel signifie, dans la vision apocalyptique qu'il a de l'avenir qui se prépare, l'avènement d'une société qui n'est pas, comme on dit aujourd'hui, postmoderne, mais hypermoderne et post-humaine.

Il est vrai que la méfiance à l'égard du marché et la révolte contre la tyrannie de la marchandise ne sont plus vraiment de mise en ce moment chez les intellectuels. On est même entré depuis un certain temps dans la phase de la grande réconciliation. Kraus, qui ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur les intellectuels, évoquerait sans doute, à ce propos, la tendance naturelle qu'ils ont à se ranger toujours finalement du côté du vainqueur, qu'il s'agisse des idées ou des hommes. Il ne faut surtout pas, dit-on, « diaboliser » l'argent et le marché (et, bien entendu, encore moins la presse), alors que c'est justement ce que semble faire Kraus. Mais renoncer à diaboliser les réalités de cette sorte ne nous fait malheureusement pas avancer d'un pas vers la résolution du seul problème qui comptait réellement pour lui : devons-nous supporter sans protester le spectacle des abus révoltants qui résultent de leur puissance démesurée et de quels moyens disposons-nous aujourd'hui pour essayer de les ramener et de les maintenir à leur juste place ? Tout le monde est probablement d'accord en théorie pour admettre qu'il faudrait, d'une manière ou d'une autre, réussir à imposer des limites raisonnables à leur empire, mais la réalité démontre à chaque instant que cela pourrait bien n'être désormais rien de plus qu'un vœu pieux. Kraus pensait que nous avions sans doute déjà dépassé le stade où c'était encore possible et où on aurait pu le vouloir réellement.

Même s'il appartient à la catégorie des auteurs que l'on qualifie généralement de « visionnaires » et adopte volontiers,

pour parler des problèmes du monde d'aujourd'hui, un ton prophétique et apocalyptique, cela n'empêche évidemment pas Kraus de procéder en même temps de la façon la plus réaliste et la plus factuelle qui soit. A la différence de la plupart des intellectuels qui se plaignent des calamités et des aberrations d'une époque qu'ils n'aiment pas, il ne se contente jamais de formuler des accusations forfaitaires et des condamnations de principe. Il ne fait, au contraire, la plupart du temps rien d'autre, dans *Die Fackel*, que désigner des fautes, des scandales et des abus précis, des responsabilités concrètes et des coupables dûment identifiés ; et même si l'on devait oublier le ton oraculaire qu'il donne à sa protestation, il resterait tout de même encore le plus important, à savoir les faits qu'il nous invite à regarder. Le satiriste est quelqu'un qui dit à ses contemporains : « Voyez vous-mêmes ! Et si, comme je l'espère, vous voyez ce que je vois, est-ce que cela ne suscite pas chez vous le même sentiment de dégoût et de révolte que chez moi ? » On peut, bien entendu, décider de ne rien voir et également ne rien éprouver. Mais Kraus savait mieux que personne que c'est un aspect du problème sur lequel le satiriste qui a rempli son devoir et sa fonction n'a plus de prise réelle. Ce qui est certain, en tout cas, est que, si on est encore capable d'ouvrir les yeux (ce qui est toujours le plus difficile), on n'a aucun mal à se convaincre que les articles de *Die Fackel* ne nous parlent pas seulement de l'époque de Kraus, sur laquelle ils fournissent une documentation historique, sociologique et socioculturelle d'une richesse et d'un intérêt exceptionnels, et de la presse qu'il a connue et combattue. Ils nous parlent aussi, d'une façon qui est souvent on ne peut plus directe, de l'époque actuelle et de la presse d'aujourd'hui.

Kraus dit de Nestroy que l'on peut avoir envie de lui poser la question suivante : qu'a-t-il contre ses contemporains ? En réalité, il se presse trop et s'attaque, en anticipant, au petit monde qui l'entoure avec une acuité qui serait digne d'une situation qui ne s'est réalisée que plus tard (« Nestroy und die Nachwelt » [1912], K 4, p. 238). C'est évidemment une chose que l'on pourrait dire aussi bien de Kraus lui-même : il ne

peut être aussi impitoyable envers son petit monde (celui de la presse autrichienne et, plus précisément, viennoise), à première vue si restreint et tellement spécifique, que parce que, justement, il anticipe. En un sens, c'est peut-être seulement avec le système des médias et de la communication de masse d'aujourd'hui que sa critique a trouvé un objet qui soit réellement digne d'elle et démontré en même temps son caractère fondamental et universel.

Un lecteur contemporain est, il est vrai, presque fatalement tenté de lui reprocher la partialité et l'injustice de ses jugements sur la presse, en invoquant notamment le fait que, depuis l'époque de l'affaire Dreyfus, qui est contemporaine des débuts de la *Fackel*, jusqu'à nos jours, elle a été également capable de jouer un rôle décisif et irremplaçable dans la révélation d'un bon nombre d'injustices, d'abus de pouvoir, d'escroqueries et d'ignominies, qui seraient probablement restés inconnus et impunis sans elle. On pourrait dire de Kraus qu'il a, d'une certaine façon, connu le pire (une presse qui n'avait jamais été et ne sera sans doute jamais plus à la fois aussi puissante et aussi irresponsable) et n'a malheureusement guère eu l'occasion d'expérimenter ce que la presse est capable également de produire de meilleur. Il n'aurait, du reste, sûrement pas contesté que les journaux puissent se comporter aussi d'une façon qui n'est pas nécessairement honteuse et peut même être tout à fait honorable, même s'il pensait que, pour des raisons qui sont constitutives, et non pas simplement accidentelles, la manifestation de la vérité et le triomphe de la justice ne peuvent certainement pas être, quoi qu'ils en disent, leur préoccupation dominante.

En dépit du fait que sa position semble être le plus souvent celle de quelqu'un qui mène seul une guerre qui l'oppose à la presse dans son ensemble, Kraus ne pouvait évidemment pas mettre tous les journaux et tous les journalistes exactement dans le même panier, et il ne l'a pas fait non plus. Dans le numéro 2 de *Die Fackel* (1899), par exemple, il rend explicitement hommage à l'éditeur de journal Victor Adler, dont il dit qu'il « est en même temps un homme qui a donné à notre

époque – pas seulement à notre journalisme – un exemple d'héroïsme » (p. 16), et également à Friedrich Austerlitz¹⁰, avec lequel il a entretenu des relations très amicales, et à l'*Arbeiter-Zeitung*. Plus tard, en 1917, il parlera de ce journal, qui, après s'être laissé au début, comme tout le monde, emporter par l'enthousiasme patriotique, avait adopté ensuite, à partir de 1916, une position très critique à l'égard de la guerre, comme n'étant pas seulement un journal, mais encore une « force morale » (F 462-471, p. 141)¹¹. Mais le problème est justement qu'une pratique du journalisme orientée essentiellement vers la défense de la vérité, de la justice et de la dignité humaine ne peut plus, dans les conditions désormais imposées à l'exercice du métier de journaliste, que relever de l'exception plus ou moins héroïque ; et quelques exceptions héroïques ne suffisent sûrement pas à faire une institution respectable. Comme toutes les autres institutions, la presse a l'habitude de répondre à la critique en expliquant qu'on ne peut pas généraliser à partir des fautes et des vices d'un petit nombre¹². Kraus pense qu'il faut prendre les choses exactement en sens inverse : on ne peut pas excuser et encore moins absoudre la presse en généralisant à partir de l'honnêteté et du courage de quelques-uns.

C'est, de plus, une erreur de penser que les meilleurs feront école et réussiront finalement à améliorer le niveau moyen de l'ensemble. Kraus croit, au contraire, à l'existence d'une loi que l'on peut appeler celle de la réduction et de l'assimilation progressives et inéluctables au plus bas niveau. C'est une chose qui est confirmée, à ses yeux, par l'émergence, après la Première Guerre mondiale, de ce qu'il considère comme un nouveau type journalistique, encore plus impudent, plus commerçant et plus vénal, illustré de façon exemplaire par le cas du maître chanteur Békešy et de son journal, *Die Stunde*. Il n'y a sûrement aucun espoir que le niveau de la presse la plus répugnante finisse par s'élever un peu. Mais il y a, en revanche, une probabilité très forte que, pour des raisons économiques et commerciales, celui de la presse respectable tende de plus en plus à s'en rapprocher.

Quand il analyse les méthodes utilisées par la propagande nazie pour rassurer les gens qui, en Allemagne ou à l'étranger, s'inquiètent de ce qui se passe, Kraus observe que l'on peut, dans certaines circonstances, réussir à donner l'impression de respecter la vérité, le droit et la morale à très bon compte, simplement en s'abstenant occasionnellement de les violer :

La pensée national-socialiste fascine par la faculté de rendre crédible pour tous les mensonges quelqu'un qui dit une fois la vérité et de faire du vol qu'exceptionnellement il n'a pas commis un alibi pour mille assassinats (Dritte Walpurgisnacht, K 12, p. 228).

Même si la comparaison peut sembler infamante, Kraus pense que les journaux procèdent d'une façon assez semblable : lorsqu'ils réussissent occasionnellement à s'abstenir de faire une mauvaise action, de préférence sur un point relativement mineur (en renonçant par exemple à imprimer un petit mensonge, à commettre une petite indiscretion ou à réaliser un petit « coup » douteux), ils ne manquent jamais de présenter cela comme une sorte d'exploit moral qui devrait rassurer tout le monde sur la conception élevée qu'ils ont de leur mission et réussir à faire oublier des fautes courantes qui sont d'un type beaucoup plus grave. La morale des journaux pourrait s'appeler une morale de la vertu négative, dans laquelle faire le bien ne signifie généralement rien de plus qu'être capable de temps à autre d'éviter de faire le pire.

CHAPITRE II

UN « PROGRÈS » TROP CHER PAYÉ ?

... Je suis convaincu que ce n'est pas une réduction de la partie textuelle du Neues Wiener Tagblatt et pas non plus un abandon du Kleiner Anzeiger qui provoqueront un rétrécissement de l'horizon intellectuel de la population viennoise, d'abord parce que c'est une chose qui ne serait pas tant produite par l'espace dont le Neues Wiener Tagblatt est raccourci que par l'espace qui reste encore au Neues Wiener Tagblatt, et deuxièmement : parce que cela n'est simplement plus possible. Si l'on pouvait encore être honnête dans l'exercice d'un métier menteur, on proclamerait en fait sans détours culturels que ce dont on se soucie n'est pas tant le bonheur ou le malheur de l'humanité ou de la population que le sien propre

KARL KRAUS (F 544-545, 1920, p. 4-5).

Dans une époque qui continue à croire ou fait encore semblant de croire à la mission et aux vertus de la presse, Kraus pense qu'il y a déjà des raisons sérieuses de se demander si les bienfaits que nous sommes censés lui devoir ne se paient pas, malheureusement, d'un prix excessivement élevé et qui a toutes les chances de le devenir, en outre, de plus en plus. Quand le *Neues Wiener Tagblatt* raconte dans le moindre détail la façon dont le conseiller impérial von Holzinger, seul dans son bureau, s'est suicidé d'un coup de revolver entre 0 h 30 et 1 heure du matin (ce qu'on appelle, pour un journal, « être bien informé »), Kraus fait le commentaire suivant : « Omnisciente et omniprésente dans l'espace des faits est cette puissance [la presse] qui s'est établie comme providence terrestre sur les croyants de toutes zones »

(F 90, 1901, p. 4). Heureusement, remarque-t-il, si les dernières heures d'un suicidé n'ont désormais plus de secrets pour elle, « il n'y a pas encore de reporters spéciaux de l'au-delà et pas de Schmocks métaphysiques » (*ibid.*).

On peut, il est vrai, essayer de se rassurer en constatant que ce qu'il appelle l'omniscience et l'omniprésence de la presse dans l'espace de la vie terrestre (en attendant qu'elle puisse aller au-delà), sa volonté et sa prétention d'être partout, de tout voir, de tout savoir et de tout rapporter (y compris, souvent, ce qui n'a pas eu lieu) est justement ce qui lui permet d'exhumer de temps en temps des vérités que d'autres aimeraient bien tenir cachées. Mais le droit de tout connaître et de tout divulguer offre malheureusement à peu près les mêmes possibilités et les mêmes avantages à la vérité, à l'affabulation et au mensonge, il menace en permanence la vie privée et livre l'individu désarmé à la curiosité malsaine, aux indiscretions et aux violences de la presse, il conduit fatalement à privilégier le plus sensationnel au détriment du plus important et il ne fait aucune distinction entre ce qu'il est indispensable pour le lecteur de savoir et ce qu'il a simplement envie, pour des raisons qui sont souvent de l'espèce la plus méprisante, de savoir. Comme les journaux sont avant tout des entreprises commerciales et que l'information n'est désormais rien de plus qu'une marchandise parmi d'autres, qui se vend et s'achète comme les autres, c'est toujours en fin de compte la demande perçue, anticipée ou créée de toutes pièces, et non le besoin réel, qui décide.

Mais présenter les choses de cette façon revient sans doute à accorder une importance encore trop grande à la demande elle-même. Car il y a déjà longtemps que la liberté d'informer et le droit d'être informé, au sens où on les comprend aujourd'hui, n'ont plus grand-chose à voir avec elle :

Le paradoxe est que la liberté d'expression illimitée ne résulte pas en soi de la volonté humaine (la demande), mais des techniques (l'offre) que les hommes ont créées sans que toutes les conséquences et que toutes les incidences sur les relations sociales soient appréciées et mesurées avec leurs risques (Michel Mathien, art. cité, p. 15).

Le génie de Kraus, qui était pourtant loin de disposer pour son diagnostic d'un matériau comparable à celui que peuvent utiliser les théoriciens de la communication et les « médiologues » actuels, est d'avoir déjà perçu clairement le paradoxe, décrit les conséquences et évalué les risques. Ce qu'il y a derrière ses attaques répétées contre ce que les journalistes appellent la « liberté de la presse » n'est évidemment pas une préférence particulière pour la censure, mais la perception aiguë du fait que ce concept de la liberté de la presse ne peut être rattaché de près ou de loin à aucun droit fondamental et ne correspond à rien de ce que les époques antérieures ont pu connaître, imaginer ou revendiquer sous le nom de « liberté ». Il s'agit en réalité d'un artefact, dont l'apparition est liée de façon essentielle au processus de la mécanisation qui a révolutionné les techniques et les méthodes de communication elles-mêmes. Une fois de plus, le moyen a fini par prendre définitivement le pas sur la fin. C'est le développement des techniques modernes et du marché de la communication qui exigeait et qui a engendré comme justification ce concept d'une liberté de dire et d'un droit de savoir érigés en absolus, qui n'admettent pas de limites et ne reconnaissent plus comme supérieure aucune des valeurs fondamentales que l'on pourrait encore être tenté d'opposer à leurs prétentions et à leurs appétits. Ce qui compte désormais n'est pas ce que veut le public et même pas non plus ce que veulent les journalistes – car le processus dont il s'agit n'obéit probablement déjà plus à aucune volonté réelle –, mais ce que peut la technique et ce que décide le marché. Parmi tous les aspects problématiques que comporte l'autonomisation du processus de la technique déchaînée, le plus inquiétant et le plus lourd de conséquences est, pour Kraus, celui qui a trait aux effets moralement et socialement destructeurs que l'avènement des systèmes de communication modernes est en train de produire sur l'être humain¹³. C'est même, d'après lui, à cet endroit que celui qui a encore des yeux pour voir peut lire en toutes lettres l'annonce de la fin.

Dire que ce qu'on appelle aujourd'hui la « liberté de la

presse » n'a pas grand-chose à voir avec l'espèce de droit naturel, constitutif et originaire auquel on a tendance à l'assimiler pourrait sembler, à première vue, tout à fait scandaleux. Mais Kraus ne fait en un certain sens que poser une question dont la légitimité et la pertinence peuvent difficilement être contestées. Ceux qui se sont battus autrefois pour la liberté de la presse ne l'ont sûrement pas fait pour que des irresponsables puissent tromper et manipuler « librement » l'opinion publique sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit, et encore moins pour que des journalistes comme Békessy puissent, au nom d'un prétendu droit d'informer, qui est aussi un devoir, conquérir des avantages et satisfaire des appétits qui sont d'une espèce purement crapuleuse. Le problème ne se réduit évidemment pas simplement à celui des abus qui peuvent être faits de n'importe quelle liberté et des mesures à prendre pour les empêcher ou, en tout cas, les limiter. Il est que parler d'un « devoir d'informer » et d'un « droit d'être informé » n'a tout simplement aucun sens si l'on ne donne pas au moins un commencement de réponse à la question « informer ou être informé de quoi ? ». Et également, « pour quel usage ? ».

La réponse qu'avaient en tête ceux qui ont milité pour l'existence d'une presse libre, à l'époque où elle n'existait pas encore, était probablement que le citoyen doit pouvoir être informé de tout ce qu'il est nécessaire pour lui de savoir, et en particulier de tout ce qui touche au bien public et à des questions d'intérêt public. Un des problèmes que pose Kraus est celui du passage, qui s'est effectué très vite, d'un stade où le choix des objets de l'information était encore subordonné à des critères de pertinence et d'importance à un autre où il n'est plus question que d'informer, sans autre précision, et où l'information cesse d'être un moyen en vue d'une fin, pour devenir elle-même une fin en soi. Quand des mots comme « informer » ou « communiquer » en viennent à être utilisés de façon intransitive et sans aucune spécification d'aucune sorte, il faut comprendre que la difficile question « informer de quoi et pour quoi ? » a été résolue implicitement de façon tout à fait simple : ce pour quoi il existe un devoir d'informer et un

droit de l'être coïncide exactement avec tout ce que les journaux ont les moyens de faire savoir à un public qui est censé vouloir l'apprendre.

Rien ne s'oppose plus, par conséquent, à ce que l'on parle d'« atteinte à la liberté d'information » à propos de tout et de n'importe quoi : aussi bien, par exemple, quand la loi essaie d'interdire aux journaux de violer l'intimité des personnes que quand le pouvoir politique cherche à les empêcher de révéler des scandales dans lesquels il est impliqué. Cet usage confus et indifférencié de la notion d'information et cette façon de brandir à chaque fois l'étendard de la liberté d'information menacée ne constituent, en fait, rien d'autre qu'une porte ouverte, de façon cynique, à tous les abus. Comme il a passé lui-même le plus clair de son temps à essayer d'informer le public de choses que les journaux lui cachaient ou sur lesquelles ils lui mentaient, Kraus était évidemment mieux placé que quiconque pour savoir à quel point il est important que la liberté d'information existe et soit protégée. Mais il pensait, d'une part, que le droit d'informer ne peut être dissocié de l'obligation corrélative de le faire *honnêtement* et que l'on n'a malheureusement aucun moyen réel de faire respecter celle-ci, puisque les journaux démontrent à chaque instant qu'ils peuvent l'ignorer en toute impunité, et, d'autre part, que l'on ne peut accorder à une majorité écrasante de représentants de la profession, dont la seule préoccupation est d'exiger une liberté d'action totale, avec une absence non moins totale de risques et de sanctions, le droit de s'abriter derrière l'exemple d'une toute petite minorité de journalistes courageux et responsables qui sont prêts, au contraire, à prendre des risques considérables, y compris parfois celui de leur liberté ou de leur vie, pour réussir à nous informer de choses réellement importantes, qui ne sont peut-être pas celles que nous voulons le plus savoir, mais sont, en tout cas, celles que nous devons savoir.

Parlant du genre de curiosité à la fois puérile et maladive que satisfait la presse à sensation et à scandale, avec l'impression de remplir une sorte de devoir démocratique et moral,

Kraus observe que l'invocation du devoir d'informer est désormais capable de transformer à peu près n'importe quelle occupation qui, dans le contexte normal, serait considérée comme méprisante ou pas très propre en une activité respectable (F 40, 1924, p. 88). En réalité, la presse à sensation ne fait que procurer, au nom de la liberté d'expression et avec la complicité de la presse sérieuse, qui se sent obligée pour cette raison de se solidariser avec elle, une tribune à tout ce que peuvent découvrir ou inventer la curiosité ou la joie maligne d'un enfant (F 68, 1925, p. 3). Or, si on essaie justement de dissuader les enfants de regarder par les trous de serrure pour surprendre des choses qu'ils n'ont pas à savoir, dans le cas des journaux, ce procédé et tous les abus qu'il rend possibles (y compris le bluff, l'intimidation, la menace et le chantage explicite) finissent par passer pour une chose à peu près normale.

Au nombre des batailles les plus importantes de Kraus figure celle qu'il a menée toute sa vie pour la protection de la sphère personnelle¹⁴, dont il a défendu l'inviolabilité notamment contre les intrusions abusives de la justice dans les questions de moralité et d'immoralité privées (voir en particulier « Sittlichkeit und Kriminalität », F 115, 1902, p. 1-24). Or, comme en témoigne l'exemple de certains procès fameux dans lesquels il est intervenu, c'est peut-être dans les circonstances de cette sorte que la presse, qui a intérêt à entretenir et à exploiter systématiquement la confusion, manifeste de la façon la plus éclatante sa capacité d'avilir et de détruire les personnes, au nom d'une prétendue défense du droit d'informer, en même temps que de la vertu et de la moralité publiques. Ce n'est évidemment pas à la conscience morale indignée, mais à l'hypocrisie et au pharisaïsme des bien-pensants et de la société en général qu'elle prête, en l'occurrence, sa voix ; et ce qu'elle cherche à stimuler n'est pas le réflexe moral, mais le ressentiment et l'esprit de vengeance, la recherche du bouc émissaire et la pratique de la chasse aux sorcières (cf. « Der Hexenprozeß von Leoben », F 168, 1904). Dans le procès de Leoben contre Leontine von Hervay, accu-

sée en principe simplement de bigamie, mais en réalité, selon Kraus, de sorcellerie, et qualifiée par une certaine presse de « vampire moderne » et de « femme juive de constitution diabolique » (*teuflisch geartetes Judenweib*), on voit s'ajouter à l'hystérie moralisatrice le cliché antisémite qui tend à faire du Juif, et spécialement de la femme juive, l'incarnation de la sensualité, de la luxure, de la dépravation et du vice, qui font courir à la société un danger mortel. Dans cette affaire, une sorcière, qui « était venue à Mürzzuschlag à travers les airs sur un manche à balai, ce qui a rendu visible son jupon de soie » (*ibid.*, p. 8), a été utilisée pour satisfaire le goût que l'opinion populaire a conservé pour des pratiques comme celles du pilori, de l'inquisition et de la torture. Kraus, de façon prémonitoire, voit là un présage qui permet de craindre le retour du temps des procès en sorcellerie et des bûchers. Une trentaine d'années plus tard, dans *Dritte Walpurgisnacht*, il constatera que c'est effectivement ce qui est en train de se passer, à ceci près que la comparaison avec le Moyen Âge est une insulte pour celui-ci. Le danger que représente, sur ce point, la presse réside dans le fait qu'elle peut utiliser les moyens les plus sophistiqués de la technique moderne pour amplifier démesurément la rumeur et lui conférer l'autorité de la chose écrite, réveiller des peurs et des obsessions ancestrales et déclencher des passions d'un autre âge¹⁵. Avant elle, il n'existait aucun moyen comparable pour transformer des émotions et des passions modérées en hystérie et en folie, comme par exemple la méfiance que l'on éprouve à l'égard de certains de ses semblables en haine meurtrière, la fierté nationale en délire nationaliste et en xénophobie et, comme le dit Kraus à propos des événements de 1914, la peur en panique.

La liberté que l'on s'est empressé d'accorder généreusement au journal, en oubliant que l'individu devait aussi être protégé convenablement contre lui, n'a évidemment pas toujours des conséquences aussi néfastes. Mais elle ne constitue, dans le meilleur des cas, qu'un encouragement systématique qui a été donné à des enfantillages ridicules et à l'infantilisme en général. Malheureusement, constate Kraus, « la connaissance

du fait que la liberté de la presse est l'ange exterminateur de la liberté n'a pas de place dans la pensée libérale, et on commet toujours ici la vieille confusion de la liberté de pensée avec l'autorisation de crier depuis les toits de la chose imprimée n'importe quelle polissonnerie qui dans les échanges normaux serait pourvue d'une muselière. Non, le satiriste n'a absolument pas besoin d'une liberté de cette sorte, il remercie pour elle, et il préfère la censure, qui lui a affiné ses armes, et même quand elle les lui a arrachées, à la pression intolérable de la liberté de la presse » (F 712, 1926, p. 99). S'il fallait choisir entre la censure et le journal, Kraus pense que l'on devrait sans hésiter choisir la censure. Elle peut, en effet, étouffer la vérité à la longue en l'empêchant de s'exprimer, mais elle ne l'empêche pas de rester, malgré tout, la vérité. Le journal dispose d'un pouvoir bien plus considérable et plus dangereux, puisqu'il peut transformer non seulement l'insignifiance objective en importance reconnue par tout le monde, mais aussi le mensonge en vérité admise.

La presse de prestige, morale et sérieuse, s'efforce, bien entendu, de maintenir la plus grande distance possible entre elle et la presse de bas étage. Mais, en même temps, elle est, de façon générale, hostile par principe à l'idée d'une instance normative (telle que, par exemple, un « ordre des journalistes ») qui serait chargée de formuler et de faire respecter des règles qui s'appliquent à tous les membres de la profession¹⁶, et plus encore à tout ce qui évoque de près ou de loin l'idée d'une censure quelconque. Cela revient à espérer que les journalistes seront capables d'imposer eux-mêmes spontanément des limites raisonnables à l'usage qu'ils font de la liberté qui leur est octroyée. Or c'est justement, d'après Kraus, la pire espèce de calcul que l'on puisse faire et le genre de pari que l'on peut considérer comme perdu d'avance. Critiquant une loi nouvelle sur la presse qui est inspirée par la supposition que « plus on leur garantit de liberté, plus les journalistes deviennent décents et moraux », il objecte que le législateur oublie hélas simplement ici qu'« ils sont fanatiquement décidés à réduire à l'absurde cette idée » (F 712, 1926, p. 99).

Pour lui, le zèle incomparable avec lequel la presse à sensation et, dans certains cas, la *Neue Freie Presse* elle-même s'occupent de questions privées qui ne les regardent en rien « ne laisse pas d'autre remède, dans le cadre du système légal douteux d'un État qui est de part en part sans honneur, que le fouet à chiens » (« Die Hundspeitsche! », F 811-819, 1929, p. 50). Ce n'est évidemment pas parce qu'il trouve des vertus particulières à la censure et à la répression en tant que telles que Kraus se prononce ainsi ouvertement contre la liberté de la presse, telle qu'elle est généralement comprise, mais parce que ce ne sont pas seulement l'autorité et la dignité de l'État et de ses responsables, que la censure est censée protéger, qui ont besoin en permanence de l'être. L'État a le devoir de faire également pour tous les citoyens ordinaires ce qu'il est prêt à faire pour défendre ses représentants. Autrement dit, les moyens dont dispose l'autorité politique devraient pouvoir être utilisés aussi contre les atteintes qui sont portées quotidiennement par les journaux aux « droits à la liberté de l'humanité privée » (*die Freiheitsrechte des Privatmenschentums*), qui appartiennent, de la même façon, à tout un chacun (K 20, p. 59). Mais, partagé entre la peur de prendre des mesures que la presse ne manquerait pas de dénoncer comme liberticides et l'obligation qui lui incombe de faire respecter le domaine réservé de la vie et de la liberté privées des individus, il a choisi une fois de plus de s'incliner devant les plus forts. Kraus n'oublie pas, bien entendu, de préciser que, lorsque la liberté de la presse est revendiquée et utilisée elle-même exceptionnellement pour la défense de biens essentiels comme ceux dont il s'agit, il est tout prêt, en revanche, à prendre sa défense (*ibid.*).

Il reste de toute façon vrai que, même quand les journaux évitent, autant que possible, de se mêler de sujets qui ne les regardent pas, la question se pose inévitablement de savoir comment on peut espérer résoudre dans leur cas le problème de tous les pouvoirs qui ont une tendance naturelle à devenir universels et absolus : plus le pouvoir s'étend et se fortifie, plus il est essentiel de réussir à le contrôler et plus il devient

en même temps difficile ou impossible de le faire. C'est la question classique « Qui gardera les gardiens (en l'occurrence, les gardiens de la vérité et de la morale que sont censés être les journalistes) ? », « Qui jugera les juges ? » et, dans le cas du magistrère critique que les journaux prétendent exercer sur les œuvres de la culture, « Qui critiquera les critiques ? ». On pourrait d'ailleurs aisément donner à ce problème la forme d'une antinomie, dont les termes seraient les suivants. *Thèse* : Pour être réelle et efficace, une critique de la presse devrait nécessairement avoir le même genre d'audience et atteindre le même public qu'elle, ce qui signifie qu'elle ne pourrait être formulée (ou, en tout cas, rendue accessible au lecteur) que par la presse elle-même. *Antithèse* : Une institution qui dispose d'un pouvoir aussi illimité et exclusif que celui que possèdent aujourd'hui les journaux est par nature incapable de se critiquer réellement elle-même (ce qui n'exclut pas, bien entendu, qu'il soit en même temps essentiel, pour elle, de réussir à donner l'impression qu'elle le fait constamment).

Si l'on en croit la presse, aucune institution n'est plus disposée qu'elle à accepter d'être critiquée, et même de l'être sévèrement. Mais son attitude, sur cette question, ressemble en pratique fortement à celle de ce qu'on peut appeler les « réformistes virtuels », qui sont toujours prêts à accepter les réformes les plus radicales, mais, comme par hasard, jamais celle qu'on est en train de leur proposer. Tout comme les réformistes virtuels sont toujours prêts à accueillir une « autre » réforme, les journalistes sont toujours prêts à accepter une « autre » critique, et même disposés à en tenir compte, mais il n'y a apparemment qu'eux qui sachent exactement à quoi elle devrait ressembler. La plupart de celles qui existent ont, à leurs yeux, l'inconvénient de n'être pas suffisamment compréhensives et constructives. Mais l'expérience montre que, même quand elles le sont, cela ne fait malheureusement guère de différence réelle et ne produit pas beaucoup plus d'effets. Un livre comme celui de Serge Halimi¹⁷, par exemple, est écrit par un journaliste, il pourrait sembler l'être dans l'intérêt de la profession elle-même et les faits qui y sont rapportés

suggèrent assez clairement des mesures simples et concrètes qui pourraient être prises pour améliorer les choses. Mais, pour ce qui est de sa réception par le milieu journalistique, les choses ne se seraient sûrement pas passées plus mal si l'auteur avait voulu et réclamé ouvertement la mort du pécheur¹⁸. Si Kraus choisit, pour sa part, d'utiliser le fouet ou le bâton plutôt que la critique modérée et courtoise, ce n'est naturellement pas parce qu'il espère obtenir ainsi de meilleurs résultats. C'est, d'une part, parce que les choses lui semblent en être arrivées à un point tel que l'heure n'est plus à la compréhension et à la simple remontrance, mais au mépris et à la punition, et, d'autre part, parce que, s'il est vrai que ce moyen-là n'est peut-être pas efficace, seuls les naïfs croient encore qu'un autre pourrait l'être.

Il est certainement tout à fait déraisonnable et illusoire de compter, pour résoudre le problème que soulève Kraus, sur une forme de réglementation imposée de l'extérieur, même si, comme il pensait que c'était le cas en Autriche, il peut y avoir des situations dans lesquelles la loi et l'État ne remplissent pas leurs obligations sur ce point. Même le genre de législation plus répressive qu'il appelle de ses vœux ne dispenserait évidemment pas le citoyen de devoir compter aussi, pour une part essentielle, sur la capacité de se contrôler et de se discipliner elle-même qui est censée appartenir à la profession journalistique¹⁹. Mais, comme on l'a vu, Kraus pense qu'un métier dans lequel on risque d'être tenté à chaque instant au-delà de ses forces et qui est exercé dans des conditions telles que l'honnêteté et le sens de la responsabilité ont toutes les chances d'y ressembler de plus en plus à une forme d'héroïsme aussi improbable que dérisoire peut difficilement exiger qu'on s'en remette essentiellement, pour éviter le pire, aux vertus et à la rigueur morales de ses représentants. Au vu des résultats obtenus, on peut se demander, effectivement, si miser sur l'aptitude supposée des gardiens à se garder eux-mêmes n'est pas, tout compte fait, encore beaucoup plus naïf que de compter sur l'aide de la loi et de l'État.

Quand une profession invoque aussi régulièrement que le

font les journalistes ce qu'elle appelle son « éthique » ou sa « déontologie », c'est plutôt mauvais signe, car cela signifie presque toujours qu'elle se comporte généralement d'une façon qui oblige à se demander sérieusement si elle en a réellement une. L'éthique et la déontologie constituent justement le genre de choses dont on a tendance à parler d'autant plus qu'on en a moins. Kraus dit que faire de Schmock son homme de confiance revient à introduire le loup dans la bergerie. Si l'on est, malgré tout, obligé de lui faire confiance, il vaudrait sûrement mieux pouvoir s'appuyer sur quelque chose de plus solide et de plus sérieux que son sens moral, auquel on risque de demander, en l'occurrence, beaucoup plus qu'on ne le fait d'ordinaire et qu'on ne peut raisonnablement attendre. C'est un problème qui n'est, bien entendu, pas propre à la profession journalistique – qui, pour ce qui est de l'accord entre les comportements et les principes, n'est vraisemblablement ni meilleure ni pire que d'autres. Mais Kraus estime que, pour faire « moralement » un métier de ce genre, il faudrait justement être meilleur et même probablement bien meilleur que d'autres. Ce qu'il demande est ici, comme dans tous les cas, qu'on essaie de mettre la réalité en accord avec les apparences (morales) et, si ce n'est pas possible ou si on n'est pas disposé à le faire, qu'on accepte au moins de mettre les apparences en accord avec la réalité, autrement dit, d'appeler enfin les choses par leur véritable nom.

Un problème qui ne concerne pas seulement la presse à sensation, mais également la presse dans son ensemble, et sur lequel Kraus est revenu sans cesse, est celui du confusionnisme intellectuel et moral que créent, dans l'esprit du lecteur, le mélange universel des sujets, des genres et des tons que pratiquent les journaux, la juxtaposition constante, dans leurs colonnes, du plus horrible et du plus futile, du plus tragique et du plus frivole, de la rhétorique la plus idéaliste et des préoccupations les plus commerciales. Le journalisme ne contribue aucunement à rendre un peu plus perceptibles des contrastes dont la violence est de moins en moins perçue dans la vie réelle, mais, au contraire, les abolit de façon aussi systé-

matique que radicale. Que la presse, qui a dû se résigner très vite à vivre largement de la publicité, soit contrainte d'interrompre parfois ses articles consacrés aux sujets les plus graves par des annonces publicitaires de l'espèce la plus inattendue est, il est vrai, tout à fait dans la logique d'une époque qui, avec l'aide des journaux, est en train de transformer l'être humain en un simple consommateur. Si la satire est, comme le pense Kraus, un « art des contrastes », l'analyse de ce que révèlent ces associations étranges que les journaux ont rendues désormais tout à fait banales et de ce qu'elles comportent généralement, dans le meilleur des cas, de cocasse et, dans le pire, de cynique ne pouvait évidemment pas ne pas constituer un objet du plus haut intérêt pour le satiriste. Dans *Dritte Walpurgisnacht*, Kraus, qui avait lu dans la presse²⁰ des extraits du discours de rectorat de Heidegger, commente un passage dans lequel il est dit que nous devons agir « au sens de cette façon de tenir bon, questionnant et à découvert, au milieu de cette incertitude de l'étant en totalité²¹ ». Il se peut que le lecteur ne sache toujours pas très bien, après cela, ce qu'il doit faire exactement. Mais heureusement, remarque Kraus, le journal nous fournit immédiatement un point d'appui plus précis, en insérant une publicité pour une marque de fromage qu'il nous conseille d'essayer et d'adopter²².

Ayant été frappé à Vienne, en 1914, par une affiche qui reproduisait le texte de la déclaration de guerre à la Serbie rédigé par l'empereur et qui était entourée de deux placards publicitaires, un pour un restaurant populaire et un autre pour une fabrique de chaussures, Kraus explicite de la façon suivante la signification de ce voisinage étonnant, qui dit au fond l'essentiel sur l'homme d'aujourd'hui :

L'humanité est une clientèle. Derrière les drapeaux et les flammes, derrière les héros et les aides, derrière toutes les patries un autel est érigé, devant lequel la science pieuse se tord les mains : Dieu a créé le consommateur! (F 404, 1914, p. 5).

La guerre a transformé les marchés en champs de bataille et les champs de bataille ont été transformés à nouveau en

marchés. Comme le dit Kraus, les dieux ont échangé leurs rôles : Mars est devenu le dieu du Commerce et Mercure celui de la Guerre²³. L'exploit « héroïque » d'un tireur autrichien qui a réussi en un seul jour à abattre soixante-sept Russes avec un fusil Mannlicher à lunette fournit à la firme Reichert, qui fabrique la lunette en question, l'occasion d'une publicité qui vante la qualité et les performances de ses appareils optiques (F 462-471, 1917, p. 104-105).

On dira, bien sûr, que c'était justement la guerre et qu'en temps de guerre tout devient possible. Mais Kraus ne voit pas du tout les choses de cette façon. Il pense que la guerre n'a fait que révéler à notre époque, qui n'a malheureusement pas été capable de les reconnaître, certaines de ses caractéristiques les plus fondamentales et en même temps les plus banales. Si l'on se souvenait de cela, on s'étonnerait sûrement moins aujourd'hui que les choses les plus inimaginables (y compris, comme on l'a vu récemment, des photos de condamnés à mort) puissent désormais être utilisées comme moyen de promotion et argument de vente. Le journalisme, bien entendu, n'échappe en aucune façon à la transformation qui a fini par faire de toute chose une marchandise ou un moyen de la vendre (il en est même un des acteurs principaux). Ce que Dieu (à moins que ce ne soit plutôt le diable) a créé quand il a créé le journal n'était pas le lecteur désireux d'être informé et éclairé dont nous parle la presse, mais simplement un consommateur d'un nouveau genre, le consommateur de nouvelles.

« La télévision, nous dit Popper, est devenue aujourd'hui un pouvoir colossal ; on peut même dire qu'elle est potentiellement le plus important de tous, comme si elle avait remplacé la voix de Dieu. Et il en sera ainsi tant que nous continuerons à supporter ses abus²⁴. » Dans le même opuscule, John Condry observe que « les idées qu'elle propose sont fausses, irréalistes ; elle n'offre aucun système cohérent de valeurs, son système de valeurs ne sert que la consommation » (*ibid.*, p. 71). Or ces deux constatations sont exactement celles que Kraus faisait déjà à propos de la presse écrite de son

époque. Aujourd'hui, on entend souvent répéter que c'est dorénavant la télévision qui constitue le danger le plus sérieux pour la démocratie et la culture. Et les représentants de la presse écrite ont même tendance à tirer de cela un argument nouveau en faveur de leur légitimité, en se présentant eux-mêmes volontiers comme les défenseurs les plus énergiques des valeurs que la télévision est censée mettre en péril – et même comme le dernier rempart efficace qui puisse encore être opposé, dans l'état actuel des choses, à la menace qu'elle représente. On les croirait plus facilement si la différence qualitative qu'ils invoquent n'était pas en train de devenir de plus en plus imperceptible et si le comportement des journaux les plus sérieux n'était pas en train de s'aligner de plus en plus sur celui de la télévision. Il ne suffit évidemment pas de protester vertueusement contre ce qu'on appelle la « tyrannie de l'Audimat » et de se flatter d'y échapper. Il faudrait pouvoir démontrer, en outre, que le système de valeurs que l'on défend n'est pas subordonné, lui aussi, à des exigences qui se réduisent toujours, en fin de compte, essentiellement à celles de la consommation.

Bien avant qu'on lui applique couramment des concepts de cette sorte, Kraus avait déjà décrit, au début du vingtième siècle, la société contemporaine comme étant devenue essentiellement une « société de consommation » et également une « société du spectacle ». Et ce qui est important, pour lui, est que la presse a apporté, dans les deux cas, une contribution essentielle à cette évolution, dans le premier, en se chargeant de recruter une clientèle non pas seulement pour son propre produit, mais également pour tout ce qui peut s'acheter et se vendre (sans exclure, bien entendu, les prestations de service de nature sexuelle, pour lesquelles les journaux faisaient une publicité hypocritement camouflée, alors que la morale officielle, qu'ils faisaient semblant de continuer à défendre, proscrivait le sexe en dehors du mariage²⁵) et, dans le deuxième, en substituant à la réalité l'image que le journal en donne et la mise en scène qu'il en construit.

Une des choses qui ont certainement changé de façon radicale, par rapport à la réalité que Kraus a connue, est que la morale n'interdit dorénavant plus grand-chose, le marché règne à présent ouvertement et l'hypocrisie semble avoir, de ce fait, largement disparu. Mais la situation n'est pas nécessairement beaucoup plus réconfortante pour autant et c'est, de toute façon, une illusion de croire que le marché triomphant peut opérer entièrement à visage découvert et se dispenser tout à fait de recourir à des déguisements trompeurs. On peut penser, au contraire, que la couverture idéaliste n'est jamais aussi indispensable que lorsque la réalité qui s'impose est reconnue implicitement par tout le monde comme étant essentiellement celle du commerce. C'est quand les entreprises, le marché, l'argent et les affaires gouvernent sans partage qu'ils ont le plus besoin de se découvrir une âme. Comme à l'époque de Kraus, les masques sont donc toujours en place et, généralement, aussi difficiles à faire tomber réellement. « Le mal, dit Kraus, ne prospère jamais autant que lorsqu'il y a devant lui un idéal » (F 406-412, 1915, p. 126). On pourrait ajouter que, corrélativement, l'idéalisme ne prospère jamais autant que lorsqu'on a besoin d'une façade irréprochable pour dissimuler des maux que l'on préfère ne pas voir. S'il en est ainsi, on ne peut guère s'étonner que, après une période d'anémie relative, il ait retrouvé aujourd'hui une santé florissante.

Mais, diront ses partisans et ses thuriféraires, la presse ne s'est pas comportée uniquement comme un auxiliaire dévoué dans le système du marché universel, elle a aussi, à côté de cela, travaillé constamment pour la défense du bien le plus précieux de tous, celui que symbolise son existence même, à savoir la liberté de pensée et d'opinion. Une liberté réelle sans une presse libre est une chose que personne ne parvient plus à imaginer aujourd'hui. Et ce qui prouve que la presse libre joue sur ce point un rôle essentiel est justement que les régimes totalitaires commencent toujours par la bâillonner ou l'interdire. Aussi surprenant et même probablement choquant que cela puisse sembler aujourd'hui, Kraus n'a jamais été vrai-

ment impressionné par cet argument, pour au moins deux raisons.

D'une part, il y a le fait évident que tous les moyens que les journaux peuvent utiliser pour éclairer et libérer les esprits peuvent l'être tout aussi bien pour les besoins de la manipulation, de la propagande, de l'endoctrinement et du lavage de cerveau. La presse n'est pas par nature l'ennemie des tyrans, elle peut aussi être leur alliée la plus précieuse, et la forme de la dictature moderne n'est pas séparable de l'existence des systèmes d'information et de communication modernes. Kraus pensait de toute façon que, avant même que les dictateurs ne prennent effectivement le pouvoir, la presse avait déjà plus fait pour l'asservissement des esprits qu'elle ne pourra jamais faire pour leur libération. D'autre part, il était et est resté jusqu'au bout convaincu que, si la presse – et il ne pensait pas seulement, bien entendu, à la presse nationaliste et antisémite – avait accepté pour une fois de s'interroger réellement sur ses propres responsabilités, elle se serait rendu compte que l'évolution qui a entraîné pour finir sa perte avait été largement préparée et précipitée par elle-même.

On entend dire parfois, à propos de Kraus, que ce que, dans ses attaques contre la presse libérale en général et la *Neue Freie Presse* en particulier, il avait voulu sans réussir à le faire a été réalisé finalement par Hitler. Grâce à lui, Kraus, qui est mort en 1936, avant d'avoir connu le pire, aurait tout de même vécu encore assez longtemps pour commencer à voir passer le cadavre de son ennemi : « Il n'y a plus en Allemagne de journal, tous les ennemis de la *Fackel* ont été anéantis, de Reinhardt à Kerr ! » (cité dans *Dritte Walpurgisnacht*, p. 37). Mais Kraus avait répondu à cela en affirmant que :

... *Le national-socialisme n'a pas anéanti la presse, mais la presse a produit le national-socialisme. En apparence seulement, comme réaction, en vérité également comme prolongement. Au-delà de toute question ayant trait au genre de fariboles avec lesquelles ils nourrissent la masse – ce sont des journalistes. Ce sont des éditeurs, qui écrivent avec du sang. En vérité, des feuilletonistes de l'action* (ibid., p. 307).

Il est vrai que la pensée national-socialiste se situe au plus bas niveau de ce que le journalisme peut produire en matière de simplification outrancière, de falsification et de mythologisation complète de la réalité et de l'événement. Et ce n'est sûrement pas, d'après Kraus, à l'aune de la philosophie supérieure, mais plutôt à celle du cliché et du verbiage journalistiques de la pire espèce, qu'il faut mesurer les déclarations de certains des penseurs les plus réputés de l'époque, comme par exemple Heidegger, en faveur de la Nouvelle Allemagne. Mais ce n'est pas, et de loin, le plus important. Le pire est que le journalisme de la plume ait fini par engendrer des journalistes de l'action, qui n'écrivent plus simplement avec des mots, mais avec de la violence, du banditisme, des persécutions, des assassinats, de la barbarie et du sang. C'est la raison pour laquelle le problème du nazisme et de la résistance au nazisme n'est déjà plus, aux yeux de Kraus, un problème intellectuel²⁶. Quand c'est l'action elle-même qui, par la bouche de Hitler, a pris la parole, il n'est malheureusement plus possible de répondre par la parole et, moins que toute autre chose, par la parole discréditée et irrémédiablement compromise des journaux.

Kraus soutient que, tout comme la presse avait déjà produit la Première Guerre mondiale, elle a produit un peu plus tard le national-socialisme. Et une des raisons pour lesquelles elle l'a fait est que, forte de l'impunité presque totale dont elle bénéficie, elle n'a jamais eu à rendre de comptes ni même simplement à réfléchir sérieusement sur le concours décisif qu'elle avait déjà apporté au déclenchement de la première catastrophe. Si la presse avait été empêchée partout de nuire en temps utile – une chose qui n'a, dit-il, été possible ni dans l'Autriche libérale ni dans l'Autriche absolutiste –, le monde « n'aurait à se repentir d'aucune guerre et à avoir peur d'aucun Hitler » (*Dritte Walpurgisnacht*, p. 240). Kraus savait, naturellement, aussi bien que d'autres qu'une multitude de causes essentielles et occasionnelles de nature différente ont contribué, du point de vue historique, à la production du désastre final. Mais il pensait qu'elles n'auraient pas suffi à provoquer

les événements qui se sont passés s'il n'y avait pas eu *aussi* et même au premier rang la presse.

Cela peut sembler néanmoins une façon étrange et, en tout cas, très partielle d'expliquer les choses. Mais Kraus soulève au moins une question cruciale, qui devrait sûrement l'être plus souvent : c'est un fait que, même dans les cas les moins discutables, il n'y a probablement jamais de responsabilités qui soient plus difficiles à faire reconnaître que celles de la presse et jamais non plus d'innocence qui soit mieux protégée que la sienne. Kraus ne lui pardonne pas la tendance naturelle qu'elle a à se présenter après coup uniquement comme la victime ingénue de tyrans qu'elle peut avoir contribué elle-même largement à fabriquer, et à essayer de faire croire qu'ils ont toujours été ses ennemis déclarés et qu'elle les a toujours combattus, simplement parce qu'ils l'ont finalement anéantie.

La presse travaille-t-elle, comme elle cherche à nous en persuader, essentiellement pour le bien public ? Il est permis d'en douter. Mais ce qui est certain est que, comme je l'ai dit, les moyens dont elle dispose lui permettent de nous convaincre beaucoup plus facilement que n'importe quelle autre institution que c'est bien ce qu'elle fait. En 1921, dans un procès que le maire de Chicago avait intenté au *Chicago Tribune*, le juge donna raison au journal et expliqua sa décision de la façon suivante :

La presse est [...] l'œil et l'oreille du monde. Elle est l'avocate des faibles et de ceux qui souffrent et elle éclaire avec le flambeau de la vérité l'activité des fonctionnaires qui occupent des positions élevées. Sans elle, les actions de bienfaiteurs de la collectivité resteraient inaperçues et la possibilité serait offerte aux aigrefins et aux escrocs de continuer en toute tranquillité leurs activités délictueuses (cité dans F 577-582, 1921, p. 21).

Kraus suggère ironiquement que l'on peut être reconnaissant au tribunal de ce qui a été constaté par jugement (pour le moment, du moins, et en attendant la suite, en ce qui concerne la presse américaine) :

Car le préjugé qui règne en vérité encore de bien des façons est que la presse est l'avocate des forts et des commerçants et qu'elle est disponible pour toute information qui permet de tromper le public sur l'activité des fonctionnaires qui occupent des positions élevées ou, lorsqu'elle est méritante, de l'entraver. Que justement grâce à la presse les actions de bienfaiteurs de la collectivité restent inaperçues et que grâce à elle la possibilité est offerte aux aigrefins et aux escrocs de continuer en toute tranquillité leurs activités délictueuses, auxquelles la presse participe avec profit. Mais qu'en revanche sans elle la guerre mondiale n'aurait pas été déclenchée et, si elle était déjà inévitable, sans elle les hyènes ne se seraient pas donné autant de bon temps après. Assurément, il est exact que la presse est l'œil et l'oreille du monde. Car le monde est tellement aveugle et sourd qu'il permet à la presse d'exister (ibid.).

On peut, naturellement, se poser le même genre de question à propos des services que la presse est supposée rendre à l'art, à la littérature, à la philosophie et à la culture en général. Vient-elle, comme on aimerait le croire, dans ce domaine-là également, au secours de la veuve et de l'orphelin ? Veille-t-elle à ce que les bienfaiteurs obscurs de l'esprit et de la culture, les auteurs et les œuvres importants qui ont le plus de difficulté à se faire connaître ne restent pas ignorés ? Ou bien ne s'occupe-t-elle pas plutôt, pour l'essentiel, de célébrer des gens déjà célèbres et de consacrer des auteurs déjà consacrés ? Met-elle en garde ses lecteurs contre les abus de compétence et d'autorité, les malhonnêtetés et les impostures des grands et des puissants du monde intellectuel ? Dans le grand face-à-face des Mercadets et des Gogos auquel tend à ressembler aujourd'hui de plus en plus le marché de la culture lui-même, réussit-elle à occuper réellement la position qu'elle aimerait bien tenir, à savoir celle du juge compétent et impartial, ou bien ne se retrouve-t-elle pas plutôt, elle aussi, généralement du côté des premiers ou des seconds, et souvent des deux en même temps, d'une manière telle qu'on ne sait pas vraiment si ce qui l'emporte dans son attitude est la jobardise ou le cynisme ? Défend-elle les petits éditeurs, qui font souvent, avec des moyens beaucoup plus réduits, des choses que

les grands refusent de faire ; les revues et les collections qui, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la qualité de ce qu'elles proposent, ont le plus de difficulté à vivre, etc. ? Cherche-t-elle réellement à défendre le point de vue et les intérêts des gens honnêtes et sérieux ? Ou bien sert-elle essentiellement les plus forts, les plus commerçants et les plus culottés ? Et y a-t-il, sur ce point une différence réelle entre la presse de gauche, qui se soucie en principe davantage de justice et est censée s'intéresser un peu plus au sort des faibles et des défavorisés, et la presse de droite ?

Tout le monde, y compris les journalistes eux-mêmes (tout au moins lorsqu'on en parle avec eux en privé), admet probablement que ces questions sont devenues depuis longtemps presque complètement rhétoriques. Kraus n'avait déjà, pour sa part, aucune hésitation et aucun doute sur ce que doit être la réponse. Et je ne crois pas qu'elle soit aujourd'hui moins évidente. Elle n'a, du reste, rien d'étonnant, si l'on admet, comme Kraus, que le journaliste remplit une fonction principalement économique dans un système qui est, pour l'essentiel, celui du marché. Cela n'empêche pas, bien entendu, les journaux d'être les premiers à déplorer l'avènement de la culture comme marchandise (*die Ware Kultur*) et à parler, selon leur habitude, de ce qui se passe sur le mode objectif comme s'il s'agissait d'un processus dans lequel ils ne sont impliqués en aucune façon, alors qu'ils confirment en même temps à chaque instant par leur pratique que rien de tout cela ne serait possible sans eux. On pourrait dire, en songeant aux dialogues du *Nörgler* et de l'Optimiste dans *Les Derniers Jours de l'humanité*, qu'ils oscillent, sur ce point, entre la position du censeur, qui s'associe volontiers aux récriminations des représentants de la haute intelligentsia contre le genre de culture appauvrie et dévaluée dont notre époque est supposée devoir se contenter et celle de l'optimiste (libéral), qui s'efforce de croire que, par des voies qui restent passablement mystérieuses, la réduction de la culture au statut de marchandise peut tout de même être conciliée avec les intérêts de la vraie culture (*die wahre Kultur*) et même, en fin de compte, les servir.

Il est bien connu qu'un des problèmes de la culture est qu'elle doit souvent être défendue contre ses défenseurs eux-mêmes. Kraus était convaincu qu'elle doit aujourd'hui être défendue, en premier lieu, contre ceux qui se targuent d'avoir pris en charge ses intérêts dans la presse. En 1926, il constate qu'une bataille contre la corruption du genre de celle dans laquelle il s'était lancé un quart de siècle plus tôt n'est plus véritablement, pour lui, à l'ordre du jour :

Ce que je veux en pratique est la libération d'une région de la culture de l'empire criminel déguisé du journalisme, qui s'est élevé aujourd'hui au rang d'instance chargée de la représenter en propre. Pour cette fin je suis détective, commissaire, prêt à instituer une police entière à partir de moi, pour compléter ou remplacer l'appareil de l'État (« Die Stunde des Gerichts » [1926], K 17, p. 152).

Kraus voit dans la toute-puissance, désormais établie de façon irréversible, du journalisme un danger majeur pour l'avenir de la culture en général, ne serait-ce qu'à cause de la façon dont les journaux contribuent à la corruption du langage, qu'il considère comme la corruption par excellence et le symbole de la corruption morale elle-même²⁷. Une réponse trop facile serait ici de dire que, lorsque des gens comme lui-même et Schnitzler rêvent d'une culture et d'une littérature soustraites à l'emprise du journalisme, ils s'opposent de façon rétrograde à une évolution qui leur a depuis longtemps donné tort et se comportent simplement comme des représentants un peu hautains de la « grande » culture qui protestent contre une menace de désacralisation de celle-ci et de dépossession de ses détenteurs attitrés qui se fait de plus en plus précise, en même temps que contre le support matériel et l'appui intellectuel et moral que lui apportent les médias.

Cette objection appartient à une catégorie que Kraus connaissait bien, puisqu'il a eu toute sa vie à répondre à des critiques qui lui reprochaient de dramatiser des problèmes qui n'avaient pas le genre de réalité et d'importance qu'il leur attribuait et n'existaient, en fait, que pour les gens de son espèce et même, dans certains cas, pour lui seul. Mais il n'avait

sûrement pas tort de considérer que ce qui constituait un problème pour le genre d'intellectuel à l'ancienne mode qu'il ne s'est jamais caché d'être et de vouloir rester pouvait aussi être un pour la culture en général. Aujourd'hui comme hier, il n'y a pas de raisons de croire que la transformation de la culture en un bien de consommation qui, comme la plupart des autres, tend à devenir accessible à un nombre de plus en plus grand de gens a nécessairement quelque chose à voir avec la promotion de la vraie culture et avec sa démocratisation. Or ce que pensait Kraus est que, si c'est la première de ces deux choses que l'on veut, on peut compter, effectivement, sur la compétence et le zèle des journaux, mais sûrement pas si c'est la seconde.

Qu'il s'agisse du problème des rapports du journalisme avec la culture ou de n'importe quel autre, Kraus, comme je l'ai dit, n'était pas le genre d'homme à offrir à la presse le type d'échappatoire qu'elle utilise habituellement et qu'elle aurait pu utiliser aisément s'il s'en était tenu à des généralités contestables. Le procès qu'il instruit contre elle, dans lequel il ne fait au fond rien de plus que de l'obliger à témoigner contre elle-même à partir des preuves multiples et concrètes qu'elle fournit jour après jour de son incompetence, de son inculture, de sa malhonnêteté et de son cynisme, s'appuie sur des faits qui, si elle était encore capable d'entendre quelque chose, devraient parler suffisamment par eux-mêmes. Le procédé de la simple citation assassine et du collage, qu'il exploite régulièrement avec une maîtrise exceptionnelle et un talent incomparable, consiste, comme le remarque Bourdieu, à retourner directement contre les journalistes une de leurs opérations les plus ordinaires²⁸, ce qui constitue justement une des choses qu'on n'est pas censé faire et auxquelles ils sont le moins préparés. Se contenter de citer littéralement dans un contexte nouveau, qui rend tout à coup aveuglants leur ridicule, leur bêtise ou leur énormité, des choses qu'on ne pourrait pas inventer, même si on voulait diffamer leurs auteurs, est la seule réponse efficace que l'on puisse apporter à des gens qui disposent de ce que l'on peut appeler sans exagé-

ration un « monopole de la diffamation légitime » (*ibid.*). Mais c'est aussi, bien entendu, une des raisons majeures de la *Totschweigetaktik* par laquelle la presse a répliqué de façon systématique aux critiques de Kraus et qui n'avait sûrement rien à voir avec le genre de silence méprisant que l'on se sent obligé, dans certains cas, d'opposer à des attaques stupides ou injurieuses. Kraus aurait pu dire comme Wilhelm Liebknecht : « On se tait parce qu'on n'a rien à dire. *On ne répond pas, parce qu'on ne peut pas me réfuter* » (F 21, 1899, p. 9). Que peut-on faire contre une critique que n'importe quelle réponse risque avant tout de corroborer ? Kraus est, de façon générale, si sûr de son fait qu'il n'hésite pas à écrire :

... Il ne peut y avoir à ce que j'écris aucune autre réponse qu'une qui confirme ce que j'ai écrit, et ma polémique a en elle-même une fois pour toutes comme caractéristique de contenir toujours en plus déjà le coup sur la réponse à laquelle elle donne lieu (« Shakespeare hat alles vorausgewußt » [1925], p. 34).

En pareil cas, la seule réplique possible est évidemment le silence ou, à défaut, les attaques concernant la vie privée et la personne, qui, dans le cas de Kraus, ont été d'une bassesse proportionnelle à la vigueur de ses polémiques et à l'importance de l'affront subi par ses victimes²⁹.

Même s'il s'exprime volontiers comme si c'était l'existence même du journal qui constitue, à ses yeux, le fléau véritable, on ne peut pas non plus espérer lui répondre en faisant semblant de croire que la disparition pure et simple de la presse est, pour lui, autre chose qu'un rêve auquel on peut s'adonner en toute liberté, justement parce qu'il n'y a plus depuis longtemps la moindre chance qu'il se réalise. Ce qu'il demande à la presse n'est évidemment pas de cesser d'exister, mais de cesser de se mentir à elle-même et de mentir aux autres sur ce qu'elle est capable de faire et sur la réalité de ce qu'elle fait. Et ce qu'il lui reproche est avant tout sa tendance à s'ériger en juge suprême dans des domaines où il pense qu'elle n'a pas et ne peut pas avoir les moyens réels de ses prétentions. Ce ne sont donc pas le rôle et la fonction de journaliste en tant que

tels qui sont en cause, mais les usurpations de rôle et de fonction et, du même coup, de dignité et de valeur dont se rendent coupables, selon lui, régulièrement les journalistes.

Le crime mondial, écrit-il en 1925, a consisté et consiste dans le fait que la personnalité remplacée par toute espèce de technique et l'autorité que l'on retire de l'anonymat permettent à des têtes et à des caractères de valeur douteuse de s'arroger l'apparence de savoir et de dignité devant des gens à la moyenne desquels ils sont faits pour appartenir. C'est tout le pouvoir de porter la guerre et, dans toute époque de paix, la peste culturelle dans le monde. Le danger était la possibilité que les incompetents moraux et intellectuels aient la parole, mais n'aient pas encore, loin de là, la certitude que ce sont précisément les rebuts de l'humanité qui parlent à l'humanité. Mais qu'en est-il à présent, où le miracle de l'encre d'imprimerie se rend autonome, n'a plus besoin des prétextes culturels, libéré qu'il est complètement de toute responsabilité, et, n'obéissant plus qu'aux pulsions d'une nature humaine de bas niveau, s'adresse précisément à elle ? Quand la médiocrité, en tant que telle, qui auparavant forgeait ses plans dans le secret, « paraît » ? (F 696, 1925, p. 3).

Schmock, qui était initialement et aurait dû, estime Kraus, rester un serviteur utile et même probablement indispensable, s'est transformé progressivement en maître dans presque tous les secteurs de notre existence. Et, comme tous les maîtres abusifs que l'on supporte sans les respecter, celui qu'il a fini par devenir, au lieu de rester un serviteur estimable et estimé, ne devrait pas s'étonner d'être souvent méprisé et haï.

Nous avons, constate Kraus, mis l'homme qui doit annoncer l'incendie et qui devrait sans doute jouer le rôle le plus subalterne dans l'État au-dessus du monde, au-dessus du feu et au-dessus de la maison, au-dessus du fait et au-dessus de notre imagination (« In dieser grossen Zeit », F 404, 1914, p. 9).

Nous l'avons fait, bien entendu, sans nous en rendre compte et c'est de cette étourderie fatale que nous devons aujourd'hui payer le prix.

CHAPITRE III

LE DERNIER POUVOIR ABSOLU

Normalement, on a l'habitude de chercher des relations aussi pures entre le publicisme et les pouvoirs officiels dans le royaume de la fable. Mais sur terre une bande d'escrocs internationale qui jouit de la possession assurée du pouvoir de l'encre d'imprimerie se moque de tous ceux qui pourraient la poursuivre et gouverne les cerveaux de façon plus arbitraire que l'arbitraire d'un gouvernement absolutiste ne l'a jamais pu.

KARL KRAUS (F 44, 1900, p. 4).

Si nous nous demandons à présent sur quoi repose au juste la force de suggestion de la presse, on donnerait la réponse en disant que, comme aucune autre machine, il est de son essence de faire apparaître l'âne qui est à son service comme un dieu, et dans une mesure telle qu'il succombe lui-même à l'illusion. Une sottise imprimée en impose plus au lecteur que ce que les sept Sages de la Grèce pourraient lui murmurer à l'oreille.

KARL KRAUS (K 18, p. 33).

Quand on doit parler de l'actualité de Karl Kraus, on n'a, de toute évidence, que l'embarras du choix. Ses polémiques n'ont épargné à peu près aucun des pouvoirs et aucune des institutions de l'Autriche-Hongrie. Il a consacré l'essentiel de ses efforts à dénoncer sans relâche l'impéritie, la vénalité et la corruption de la bureaucratie, de l'Église, de l'armée, de la police, du pouvoir judiciaire, de la Bourse, des banques, des sociétés de chemin de fer, des partis politiques, des gouvernements, du ministère de l'Instruction publique et

du ministère des Affaires étrangères, des universités, des théâtres (le cas exemplaire, presque trop beau pour être vrai, étant ici celui de Hermann Bahr) et surtout des journaux. Et, bien qu'elles aient été motivées par des circonstances et des épisodes déterminés et visent à chaque fois des personnes précises, il n'est, comme je l'ai dit, généralement pas difficile de trouver dans la situation actuelle des équivalents qui justifieraient amplement des protestations et des dénonciations du même genre que les siennes. Qui plus est, étant donné que Kraus est apparu rapidement à Vienne comme le spécialiste des opérations « mains propres », le grand nettoyeur des écuries d'Augias et le champion de la moralité publique, une cause qui semble depuis quelque temps avoir retrouvé chez nous un certain crédit, au moins pour ce qui concerne la vie politique et le comportement des élites politiques, ce ne sont sûrement pas les raisons de s'inspirer de son exemple et de sa pratique qui risquent de manquer aujourd'hui.

Une question que l'on peut évidemment se poser, du point de vue krausien, est de savoir si le grand mouvement de moralisation de la vie politique, dont les journaux nous parlent depuis un certain temps avec un optimisme assez déconcertant, a des chances de gagner aussi un jour les milieux intellectuels et journalistiques. Le moins que l'on puisse dire est que les choses ne semblent pas pour l'instant aller dans ce sens. On pourrait naturellement être tenté de se dire qu'il n'y a plus à présent de place réelle ni de nécessité pour une entreprise comme celle de Kraus, dans la mesure où la presse est aujourd'hui beaucoup plus libre et indépendante et, par conséquent, également beaucoup plus capable de faire et disposée à faire le travail de dénonciation des scandales et de la corruption qu'il reprochait à la presse de son époque de ne pas faire. Mais, d'une part, il s'agit d'un point sur lequel il est permis d'avoir encore aujourd'hui des doutes sérieux ; et, d'autre part, il n'y a réellement guère d'espoir de voir la presse décider de s'attaquer enfin sérieusement à la corruption qui règne dans ses propres rangs, ce qui, pour Kraus, était évidemment le point crucial. Pour reprendre une image qu'Arthur

Holitscher a utilisée dans *Die Fackel* a propos de la façon dont la presse autrichienne a rendu compte de l'affaire Dreyfus, le spectacle que nous offrent les journaux semble être plutôt en ce moment celui des millions de balais dans des mains sales qui sont toujours prêts à s'activer devant la porte des autres (F 15, 1899, p. 5). Kraus a appliqué au contraire constamment, en tant que satiriste, le principe selon lequel on doit toujours faire en premier lieu le ménage dans sa propre maison, c'est-à-dire dans son métier, dans son milieu et dans son pays. A la fin de la guerre, parlant de la bataille qu'il avait menée contre elle dans la *Fackel*, il maintiendra que le vrai défaitisme, la vraie lâcheté et la vraie trahison étaient du côté des intellectuels qui se sont déchaînés contre l'ennemi extérieur et que le plus grand courage était « de voir l'ennemi dans son propre camp » (F 499-500, 1918, p. 3)³⁰.

La presse pratique régulièrement une forme de chantage qui lui permet de mobiliser en sa faveur tous les défenseurs honnêtes de la liberté de pensée et d'expression dès qu'il est question d'imposer la moindre restriction à sa capacité d'agir (et de nuire), mais qui laisse Kraus totalement insensible. Ce que défend un journal comme la *Neue Freie Presse*, sous le nom de « liberté de pensée », est en réalité une chose bien différente : « Ce n'est pas la liberté de penser, mais le laisser-faire des faiseurs, qu'il s'agit de protéger » (F 98, 1902, p. 11). Quand l'*Arbeiter-Zeitung* évoque la pression économique et idéologique intolérable qui pendant des décennies a pesé sur la presse autrichienne, Kraus répond que tout le monde devrait savoir qu'en réalité « aucun pays d'Europe ne gémit sous une presse plus libre » (F 104, 1902, p. 14). Quoi qu'en disent les journaux, la vraie liberté de la presse n'a probablement pas d'ennemi plus pernicieux que la presse elle-même. Comme l'explique Kraus dans le premier numéro de *Die Fackel*, contrairement à ce qu'elle répète, la censure la plus redoutable n'est probablement pas celle qui vient de l'extérieur, mais celle qu'elle est capable d'exercer elle-même, lorsque sa propre position et ses propres intérêts peuvent sembler menacés :

Ce que j'ai craint n'était pas la censure du procureur, mais plutôt la censure plus intime d'un rédacteur en chef qui, lorsque, plein de dégoût social, je voulais une fois pénétrer dans le démarchage ignominieux auquel se livrent nos littérateurs, dans les connexions qui existent entre le théâtre et le journalisme, s'efforçait avec une tendre sollicitude de détourner toute la colère vers des régions plus éloignées (« Die Unabhängigen », F 1, 1899, p. 5).

Pour Kraus, il est clair que la corruption par excellence et la source principale de toutes les autres est la corruption de la presse. La raison de cela est qu'il écrit à une époque où la presse a acquis un pouvoir qui est en train de devenir proprement exorbitant, un pouvoir qui, pour être exercé correctement, exigerait un sens moral et un sens de la responsabilité exceptionnellement élevés, alors qu'il est malheureusement, pour l'essentiel, entre les mains de ce qu'il appelle des « avortons moraux ». Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant dans le fait que la perspective de disposer d'un pouvoir considérable acquis à peu de frais, qui donne l'impression de n'exiger que des compétences relativement modestes et de ne comporter que des obligations morales réduites, attire naturellement des gens dont le niveau intellectuel et le sens du devoir et de la faute ne sont pas particulièrement élevés. Mais le problème n'est évidemment pas seulement ni même d'abord celui des qualités et des aptitudes morales individuelles des propriétaires de journaux et des journalistes (bien qu'il puisse aussi se poser fréquemment et que Kraus ne manque jamais de le poser), il est plutôt que la presse a fini par acquérir une position telle que le métier même de journaliste est devenu synonyme d'impunité et d'irresponsabilité.

Max Weber, dans *Politik als Beruf* (1919), souligne qu'une « œuvre » journalistique réellement bonne exige au moins autant d'« intelligence » que n'importe quelle autre œuvre intellectuelle et qu'elle est produite dans des conditions qui sont bien différentes et beaucoup plus difficiles. Et il constate que :

L'étonnant dans ces circonstances n'est point que de nombreux journalistes aient déraillé ou qu'ils aient déchu du point de vue

humain, mais que, en dépit de toutes ces difficultés, la corporation comprenne justement un si grand nombre d'hommes d'authentique valeur et même un nombre de journalistes honnêtes plus important que ne le soupçonnent les profanes³¹.

La différence d'appréciation qui existe, sur ce point, entre le satiriste et le sociologue rappelle l'histoire du pessimiste, qui dit : « Cela ne pourrait pas aller plus mal ! », et de l'optimiste, qui lui répond : « Mais si ! » Le satiriste maintient qu'il ne suffit pas de savoir que cela pourrait être encore bien pire pour que cela devienne supportable. Et il réclame le droit de juger le résultat sans avoir à se préoccuper directement des contraintes spécifiques auxquelles est subordonnée sa production, d'estimer que le temps et la difficulté ne font rien à l'affaire ou, du moins, n'excusent pas tout et que ce qui, dans les conditions imposées à ceux qui le font, n'est probablement pas faisable (en tout cas, de façon honnête et sérieuse) ne peut pas non plus être aussi nécessaire et essentiel qu'on le croit.

Comme le dit Edward Timms, l'attitude de Kraus à l'égard de la presse est marquée par une tension et une oscillation qui aboutissent à un véritable paradoxe : « En tant que critique réformiste, il voulait certainement élever le niveau d'exigences du journalisme autrichien ; mais, en tant que satiriste, il proclame que la presse est irrémédiablement corrompue³². » Il a effectivement souligné lui-même à l'occasion qu'il devait être considéré non pas comme un ennemi, mais plutôt comme un bienfaiteur de la presse, puisqu'il cherchait à faire en sorte que les journalistes ne soient plus perçus essentiellement comme des parasites sociaux, mais comme des gens qui exercent un métier digne de ce nom et socialement reconnu. Il n'y a pas de raison de douter de la sincérité de ce genre de déclaration, même si la tonalité générale de sa critique est incontestablement beaucoup plus pessimiste que cela et donne à entendre clairement que demander simplement un peu plus de rigueur, de sérieux et de professionnalisme est probablement déjà demander l'impossible. On dit souvent que la production d'un quotidien ressemble à chaque fois à une sorte de « miracle ». La tendance du critique réformiste serait de dire que, même si

le journaliste doit travailler dans des conditions qui ne permettent pas de se faire beaucoup d'illusions sur la qualité du résultat espéré, on devrait sûrement pouvoir faire nettement mieux – mais il faudrait, bien sûr, le vouloir réellement et s'en donner les moyens. Ce que suggère le satiriste radical, qui pense que la presse n'est probablement pas amendable, est plutôt que la production du « miracle » quotidien, si c'est bien de cela qu'il s'agit, ne peut pas être réellement le genre d'obligation impérieuse et même de devoir presque sacré qu'elle est devenue pour finir. Si, comme le font parfois les journalistes, on en arrive finalement au point de dire qu'on n'a pas le temps et la distance nécessaires pour contrôler, vérifier et peser sérieusement ce qu'on écrit, mais qu'il faut bien, malgré tout, imprimer quelque chose, c'est justement sur la nature de ce « il faut » qu'il convient de s'interroger sérieusement.

On parle aujourd'hui fréquemment de la presse comme étant une sorte de « quatrième pouvoir ». A l'époque de Kraus, on en parlait plutôt comme étant la sixième (ou la septième) grande puissance. Ce qui inquiète Kraus, dans la position qu'elle a acquise, est avant tout le fait, à ses yeux évident, qu'elle est en train de devenir, en outre, le seul pouvoir réellement absolu (en tout cas, celui qui subsistera vraisemblablement à la fin, quand tous les autres se seront effondrés) et en même temps celui qui dispose des moyens les plus puissants pour persuader l'opinion publique du contraire :

Que l'absolutisme de la presse sera bientôt établi dans toutes les formes, la seule à pouvoir le contester est elle-même, qui a intérêt à détourner la rancœur contre la bureaucratie, l'armée et le clergé comme étant les seuls pouvoirs oppressifs (F 82, 1901, p. 6).

Mais la vérité est qu'en Autriche le pouvoir politique a depuis longtemps pris l'habitude de s'incliner devant le pouvoir de la presse et que les droits du premier sont loin d'être aussi étendus et aussi bien protégés que ceux de la seconde : « Le pouvoir des journaux est plus grand que le pouvoir étatique, et c'est pourquoi les journaux ont aussi des droits plus importants que l'État » (F 100, 1902, p. 6).

Le livre de Serge Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, parle de « l'amnésie qui n'est pas moins grande chez les journalistes que chez leurs lecteurs et qui autorise en permanence les inconséquences et les incohérences, voire les virevoltes et les volte-face » (p. 7). C'est un des problèmes que Kraus n'a cessé de poser à la presse de son époque, notamment à propos de l'attitude qu'elle a adoptée pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale. Celui qui peut oublier et réussir à faire oublier le lendemain ce qu'il a écrit la veille n'aura évidemment jamais à rendre compte de rien et à reconnaître des fautes de nature quelconque. C'est en cela que le pouvoir journalistique a quelque chose de fondamentalement pervers et intrinsèquement corrupteur, même si cela ne constitue évidemment pas, aux yeux de Kraus, une excuse pour la corruption des individus qui l'exercent.

A la fin de la guerre, Kraus avait dit au ministre Heinrich Lammasch, qui essayait en vain de négocier une paix à peu près honorable pour l'Autriche, que « la paix la plus ignominieuse ne pourrait pas nous humilier plus profondément que la renonciation de l'ennemi à se faire livrer les journalistes de guerre et nous devrions nous obstiner même contre sa volonté à demander que Benedikt soit traduit devant un tribunal international » (F 552-553, 1920, p. 4). A quoi Lammasch avait répondu : « Mais Funder aussi³³ ! » Kraus n'hésite pas à affirmer que, pour le vrai chrétien qu'était Lammasch, la honte n'a pas été d'être humilié par les puissances ennemies, mais d'être le compatriote d'hommes comme Funder.

Il peut arriver, même si c'est plutôt rare, qu'après une guerre criminelle et désastreuse les généraux aient à rendre compte de leurs actes devant un tribunal. Ce n'est évidemment pas ce qui se passe la plupart du temps. En Allemagne et en Autriche, comme dans tous les autres pays belligérants, les bouchers de la guerre ont été plutôt honorés, de façon générale, par des distinctions diverses, dont certaines étaient particulièrement révoltantes. Comme on pouvait s'y attendre, Kraus ne laissa pas passer sans exprimer son indignation et sa honte le doctorat *honoris causa* qui fut décerné au général Ludendorff par

la Faculté de Médecine de l'Université de Königsberg, autrement dit de la ville dans laquelle avait été écrit le « Traité de paix perpétuelle » (F 577-582, 1921, p. 94). Mais, malgré tout, ni les généraux eux-mêmes ni les gouvernements des pays concernés n'ont bénéficié, en l'occurrence, d'une impunité qui puisse être comparée à celle de la presse. Le prix de la guerre a été payé chèrement par trois des grands empires européens, dont elle a entraîné, directement ou indirectement, la disparition. Mais les guerriers de la presse, qui ont déchaîné l'hystérie belliciste, entretenu pendant toutes ces années la ferveur cocardière et menti de façon systématique sur la réalité effroyable de la guerre, savaient que rien de ce qui peut arriver aux chefs militaires ou aux responsables politiques ne risquait de leur arriver à eux. La guerre à peine finie, ils avaient déjà oublié et pouvaient se retrouver, en toute bonne conscience, au premier rang des pacifistes fervents. A la différence des acteurs réels, les journalistes ont joué un jeu qui était, comme, dit Kraus, « sans mise » et, du même coup, également sans pertes (F 544-545, 1920, p. 2). Les seuls vainqueurs réels d'une guerre que tout le monde a finalement perdue ont été les gens comme Benedikt, qui apparaît dans *Les Derniers Jours de l'humanité* comme « le maître des hyènes », en quelque sorte le charognard suprême.

On soupçonne très rarement, dit Max Weber, que la responsabilité du journaliste est beaucoup plus grande que celle du savant et que le sentiment de responsabilité de tout journaliste honorable n'est en rien inférieur à celui de n'importe quel autre intellectuel – on peut même dire qu'il est plus élevé si l'on se réfère aux constatations que l'on a pu faire durant la dernière guerre (op. cit., p. 130-131).

Kraus pense que la responsabilité des journalistes en Autriche a été, pendant la guerre, effectivement beaucoup plus grande que celle des intellectuels, qui ne disposent pas, de façon générale, de moyens comparables pour influencer l'opinion publique, mais que leur sens de la responsabilité a été, en revanche, à peu près inexistant. Il ne faudrait surtout pas

croire, cependant, que, quand il s'en prend aux premiers, c'est pour trouver des excuses aux seconds – qui, à de rarissimes exceptions près, comme par exemple celle d'Arthur Schnitzler, se sont conduits, à ses yeux, de façon tout aussi irresponsable. Ils ont, en effet, rempli presque tous avec zèle la tâche de propagande guerrière et d'exaltation du sentiment national qui leur avait été assignée, implicitement ou explicitement, par le pouvoir politique et les autorités militaires.

Un des chapitres du livre de Timms s'intitule « Trahison des intellectuels » et, comme il le dit :

Le haut fait remarquable de Kraus a été d'identifier cette « Trahison des intellectuels » avant que le cataclysme ne se produise. Dans son analyse du procès Friedjung (janvier 1910), il avait démontré de façon exemplaire comment un intellectuel patriote pouvait consentir à prêter son renom à la cause de la guerre³⁴. A l'automne de 1914, il a étendu l'argument de façon à inclure presque tous les intellectuels allemands et autrichiens les plus importants (op. cit., p. 289).

On peut effectivement parler, si l'on veut, d'une trahison dans le cas d'un homme comme le professeur Friedjung, puisque, chez lui, les scrupules scientifiques de l'historien n'ont pas résisté à la fascination que la rhétorique dangereuse et anachronique de l'héroïsme guerrier, de la conquête et de l'expansion continuait à exercer sur les intellectuels et les universitaires libéraux de l'ancienne école – un comportement dont Kraus a souligné plus tard qu'il préfigurait déjà celui de la plupart des intellectuels en 1914. Mais, en même temps, on peut dire que c'est bien de cette façon que les choses ont toutes les chances de finir lorsqu'une culture en principe libérale et humaniste reste à ce point tributaire d'idées, de métaphores et de clichés qui relèvent d'un autre âge. On ne peut guère être surpris que les représentants d'une culture tellement désaccordée, qui héberge, en un mélange problématique et instable, des éléments aussi hétérogènes, soient, comme le dit Kraus, prêts le moment venu, pour combattre les Serbes, à « passer la Save dans la *Neue Freie Presse* » (« Prozeß Fried-

jung », F 293, 1909, p. 7-8). L'erreur du professeur Friedjung a sans doute été de quitter le « piédestal de la science » pour descendre dans l'arène de l'actualité politique. Mais Kraus, qui n'accorde *a priori* pas beaucoup plus de confiance, sur des questions de ce genre, aux historiens « scientifiques » qu'aux romanciers ou aux journalistes, pense que l'on a eu surtout tort de mettre la science sur un piédestal.

A certains moments, comme par exemple lorsqu'il cite avec approbation le jugement de Bismarck sur les journaux (cf. par exemple F 103, 1902, p. 1), Kraus donne l'impression de négliger un peu trop la capacité qu'a le pouvoir politique de manipuler cyniquement la presse, en particulier de se servir d'elle pour amener l'opinion publique à réclamer elle-même une guerre dont il a besoin et qui sert directement ses projets, mais dont il peut prétendre qu'elle lui a été imposée à son corps défendant. L'analyse du procès Friedjung est effectivement exemplaire, parce que, au lieu d'accuser, comme il le fait souvent, essentiellement ou exclusivement la presse, Kraus procède à une évaluation plus complète et plus équitable des responsabilités diverses. La mystification, qui avait pour but de justifier une invasion de la Serbie, a été conçue par le gouvernement autrichien, qui a utilisé pour la réaliser les colonnes de la *Neue Freie Presse* et la signature d'un intellectuel réputé. Mais Kraus n'oublie pas de mentionner aussi un autre élément du problème, qui est l'aptitude exceptionnelle que semble avoir l'opinion publique autrichienne à croire aveuglément tout ce qui est écrit dans les journaux :

Austria in orbe ultima : dans un monde qui est trompé, l'Autriche est la dernière à cesser de croire. Elle est la victime la plus volontaire de la publicité, dans la mesure où elle ne croit pas seulement ce qu'elle voit imprimé, mais également le contraire de cela, quand elle le voit aussi imprimé (« Prozeß Friedjung », p. 1).

Cela complique évidemment beaucoup le problème de l'assignation des responsabilités, puisque le public, qui veut être trompé, peut être considéré en un sens comme aussi coupable que les journaux qui le trompent et qui pourraient se

défendre en faisant remarquer qu'ils ne font jamais que des victimes volontaires et même empressées. Mais on peut, en tout cas, difficilement parler de trahison dans le cas des journalistes eux-mêmes si l'on pense, comme Kraus, que leur statut n'a rien de commun avec celui des clercs et qu'exploiter de façon systématique la faiblesse d'esprit, la crédulité et la versatilité du public est l'essence même des journaux. Quand la guerre a éclaté, la presse n'avait plus, à ses yeux, depuis longtemps aucun idéal qu'elle aurait pu encore trahir et son comportement a été, somme toute, conforme à ce que l'on pouvait attendre d'elle, à savoir le pire. Ce problème de la trahison et de l'embrigadement des représentants de la culture et de l'esprit (que l'on accepte ou que l'on refuse, comme Kraus préférerait visiblement le faire, d'y inclure les journalistes) s'est, bien entendu, posé à nouveau, sous une forme différente, en 1933 et c'est une des questions essentielles qui sont discutées dans *Dritte Walpurgisnacht*. Kraus note que « ce qui est renversant dans l'événement est que, tout à fait comme la guerre mondiale en question, il n'a pas seulement enivré les idiots les plus simples, mais privé aussi les intellectuels de leur entendement » (p. 87). Ce n'était cependant pas vraiment une surprise pour lui, puisque, déjà à l'époque du procès Friedjung, il avait parlé de son « doute principal concernant la capacité de jugement du monde intellectuel d'aujourd'hui » (« Prozeß Friedjung », p. 11).

Les adversaires de Kraus n'ont évidemment pas oublié, après la guerre, d'utiliser à leur tour contre lui ses propres « contradictions » et ses changements d'attitude politique. Comme le dit Edward Timms, il « a commencé la guerre comme un monarchiste réactionnaire et l'a finie comme un républicain radical » (*op. cit.*, p. 356). Kraus s'est expliqué sur ce point notamment dans « Monarchie und Republik » et « Meine Widersprüche » (F 577-582, 1921, p. 1-14). Sa réponse a été que, s'il avait changé, c'était parce que lui au moins, à la différence de ceux qui lui faisaient la leçon, avait appris *réellement* quelque chose des événements. Il avait compris, justement, que le régime politique envers lequel il était resté loyal

et les puissances traditionnelles comme la monarchie, l'aristocratie, l'Église et l'armée, pour lesquelles il avait conservé effectivement presque jusqu'à la fin une certaine sympathie, s'étaient discrédités de façon irréversible et que les valeurs conservatrices qu'il avait toujours défendues auparavant avaient failli à leur mission historique et gâché leur chance de façon irréparable³⁵. Plus tard, il a résumé l'itinéraire politique de la *Fackel* en disant qu'avant et pendant la guerre elle avait lutté contre la façon dont l'idée « conservatrice » était en train de se corrompre et avait fait par la suite la même chose pour l'idée « révolutionnaire » (F 890-905, 1934, p. 180). Comparant ses propres changements d'orientation intellectuellement et moralement réfléchis aux volte-face et aux reniements de tant d'autres célébrités du monde intellectuel et de la presse, il pouvait soutenir avec de bonnes raisons que les premiers se distinguaient des seconds comme une évolution organique, motivée de l'intérieur, d'une simple adaptation mécanique aux circonstances et à l'air du temps (F 531-543, 1920, p. 122).

S'il s'est converti, à la fin de la guerre, à la démocratie, pour des raisons qu'il présente comme relevant de la fidélité aux principes essentiels qui avaient inspiré depuis le début son combat, Kraus n'a jamais été, en fait, qu'un démocrate pour le moins réticent³⁶. Il a été assurément un des rares intellectuels autrichiens importants à prendre publiquement parti pour le nouveau régime et il ne fait aucun doute qu'il fondait des espérances considérables (et qui, jugées d'un point de vue proprement politique, étaient sûrement excessives et déraisonnables) sur la République et la social-démocratie pour la transformation de l'économie, de la société et de la culture. Il croyait réellement à la possibilité d'un renouveau qui ferait évoluer enfin les choses dans le sens qu'il avait toujours souhaité et restituerait, en particulier, à l'esprit et à la culture leur primauté sur l'argent et les affaires. Mais, comme le dit Sigurd Paul Schleichl, « Kraus, de façon paradoxale, était certes un républicain décidé, mais pas un démocrate³⁷ ». En 1917, il avait admis que :

Dans les États qui sont plus bêtes que leur démocratie, on doit être pour celle-ci et l'aider contre l'État dont elle a mobilisé la bêtise. Ils se sont assujettis et abaissés réciproquement. La tendance démocratique doit être soutenue dans le combat contre l'État qui résulte d'elle et la tendance aristocratique abandonnée à son profit (F 462-471, p. 172-173).

Mais cela signifie évidemment qu'il peut arriver aussi que la démocratie soit plus bête que son État et que ce soit celui-ci qui ait besoin d'être défendu contre elle. En 1929, alors que la République fête sa dixième année d'existence et que lui-même entre dans sa « trentième année de guerre » (c'est en 1899 qu'a commencé la publication de la *Fackel*), Kraus résume la situation politique de l'Autriche en écrivant que :

[...] une association de valets qui a perdu son président perd également en liberté, dans la mesure où à présent tout valet, par piété, cherche à produire la solution de rechange par la transformation d'autrui en son valet, et [...] la désimpérialisation du tout n'a entraîné avec elle qu'une impérialisation des parties (« Im dreisigsten Kriegsjahr », K 18, p. 13).

L'itinéraire politique de Kraus a été marqué à plusieurs reprises par des inflexions à première vue radicales et surprenantes, mais derrière lesquelles on reconnaît pourtant aisément une constante fondamentale. Avant la guerre, il avait fait confiance à la bonne santé et à la vitalité des valeurs conservatrices pour s'opposer à la prédominance et à l'hégémonie du moyen sur la fin, autrement dit, au triomphe complet du matérialisme, du mercantilisme, du productivisme et du consumérisme déchaînés. Mais, même après s'être rallié à la République, il a continué à se poser la même question cruciale et il n'a cessé de se demander si les socialistes étaient réellement décidés à effectuer la révolution culturelle nécessaire ou si, en continuant à bâtir sur les mêmes principes matérialistes, ils n'étaient pas plutôt en train de préparer un désastre du même genre que celui qui avait mis fin à la monarchie.

A l'objection inévitable d'une politique culturelle qui à force de politique néglige la culture : les prolétaires devraient aller au théâtre pour contribuer à la conservation des prolétaires du théâtre, j'oppose, écrit-il en 1926, la conception suivante : le nouvel ordre social serait aussi sûrement abandonné à la ruine que l'ancien si sa naissance était inspirée par l'idée que la fin sert le moyen et que Dieu a créé d'abord le producteur, ensuite le consommateur et après cela peut-être l'homme. C'est l'idée qui mène l'homme aux guerres et le ramène toujours à nouveau dans l'ancien monde! (« Nachträgliche Republikfeier », K 17, p. 97)³⁸.

Quoi que l'on pense de la pertinence des jugements et des diagnostics politiques qu'il a été amené à formuler en fonction des circonstances, au cours des trente-sept années de parution de la *Fackel*, Kraus n'a donc guère changé que dans le choix des moyens, et non dans celui des objectifs. Il aurait pu, du reste, objecter aussi à ses détracteurs que seuls ceux qui ont réellement des convictions peuvent en changer. Ceux qui n'ont pas de convictions, mais seulement des habiletés, peuvent assurément changer, et même changer très facilement, mais ce n'est pas de convictions qu'ils changent. Kraus était donc tout à fait fondé à mettre en garde la nouvelle Autriche contre ses faux amis, et notamment contre un homme comme Hermann Bahr, à qui il voulait faire passer une fois pour toutes le goût « de spéculer à la fois sur la force de croyance de l'ancienne et sur la faiblesse de mémoire de la nouvelle Autriche » (*ibid.*, p. 29). Mais, avec les journaux, la situation est pratiquement désespérée, parce qu'ils peuvent compter avec succès, en tout temps et en toute circonstance, sur le manque de mémoire du lecteur.

La presse peut être responsable – et Kraus soutient qu'elle a été, par le comportement qu'elle a eu avant et pendant la guerre, effectivement responsable – de crimes au moins aussi grands que ceux qui peuvent être imputés à des puissances comme l'État, l'armée ou l'Église. Kraus a d'ailleurs estimé jusqu'au bout que les acteurs impliqués concrètement dans ce qu'il a appelé le « carnaval tragique » (F 426-430, 1915, p. 35-39 ; F 462-471, 1917, p. 58), y compris certains militaires,

méritaient, à tout prendre, une considération nettement plus grande que les parasites du monde intellectuel et de la presse. Les « faiseurs de mots » (*Wortmacher*) du journal ne peuvent pas prétendre se disculper en rejetant la faute sur les « faiseurs d'action » (*Tatmacher*), autrement dit, en expliquant qu'ils ont seulement voulu et que d'autres ont fait. Mais qui a les moyens de leur demander des comptes et comment faudrait-il s'y prendre pour le faire ?

Nous sommes entrés aujourd'hui, apparemment, dans l'ère de la Grande Repentance, où même des institutions qui comptent à première vue parmi les plus imperméables au blâme et les plus inaccessibles au remords, comme l'Église et l'État, consentent, dans certains cas, à exprimer des regrets pour leurs fautes et à demander pardon à leurs victimes. Obtenir de la presse des aveux et des gestes de contrition du même genre est évidemment inconcevable. Et la raison de cela n'est pas simplement qu'elle n'a pas l'unité, l'homogénéité et la continuité d'institutions comme l'Église ou l'État, et pas de responsable qui puisse parler en son nom et faire pénitence pour elle. Elle est aussi qu'elle a développé depuis longtemps une capacité exceptionnelle dans l'art de diluer la responsabilité et de la rendre complètement diffuse, insaisissable et anonyme – une chose qui, comme le constate Kraus, est la plupart du temps déjà vraie à l'intérieur d'un même journal.

Posée à propos de la presse, la question de la responsabilité est à peu près toujours et presque par essence sans espoir. En 1911, après un peu plus de dix années de parution de la *Fackel*, Kraus écrit :

Est-ce que je tiens les reporters pour responsables ? C'est une chose qu'on n'a jamais pu croire. L'institution ? C'est ce que je faisais il y a dix ans. Le besoin du public ? Je ne le fais plus non plus. Sur qui ou quoi fais-je porter la responsabilité ? Toujours celui qui pose la question.

Mais la presse rend les reporters et les abonnés responsables. Elle fait retomber toute la honte de l'éditorial sur la Petite Chronique. Toujours on se défait devant de l'ordure qui s'entasse à l'arrière.

Ils se renient les uns les autres. Pendant que ceux de derrière célébraient des orgies de curiosité dans une chambre mortuaire, un qui ne se doute de rien devant se tordait les mains, quelqu'un qui croit que la cigogne apporte les enfants et ne sait pas qu'elle apporte depuis longtemps les reporters (F 338, p. 2).

Pour Kraus, le symbole par excellence de l'amnésie et de l'irresponsabilité qui en découle est le quotidien³⁹, dont le principe pourrait s'énoncer : « L'actualité change tous les jours et il doit par conséquent y avoir une vérité pour chaque jour. » Il reste vrai aujourd'hui que ce qui était vrai hier l'était hier ; mais la vérité d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier et n'a même pas forcément un lien d'implication ou de cohérence quelconque avec elle. Les conséquences désastreuses qui résultent de cette situation sont l'absence de toute espèce de recul et de distance critique par rapport à l'événement, l'impossibilité d'accorder aux questions essentielles le genre d'attention soutenue et de traitement suivi qu'elles exigeraient et la disparition de toutes les obligations que l'on pourrait avoir envers la vérité au profit de celles que l'on a envers l'« actualité » ou l'« importance », et elles seules.

On pourrait dire, d'une façon qui est à peine exagérée, que la seule espèce de vérité que les quotidiens sont capables de reconnaître et d'assumer jusqu'au bout (c'est-à-dire jusqu'au lendemain), est celle du jour, au sens le plus littéral de l'expression. Et lorsque le monde de la littérature et celui de la pensée elle-même ont tendance à être orientés de plus en plus en fonction de l'actualité et du journalisme, ils risquent d'être entraînés fatalement dans le même genre de dérive. Contrairement à ce que l'on dit souvent, ce n'est pas que la vérité elle-même soit devenue aujourd'hui une notion dont on ne peut rien faire et qui doit même susciter une méfiance particulière. Kraus dirait plutôt que c'est le rapport que l'on entretient aujourd'hui avec la vérité, et avec un bon nombre d'autres choses essentielles, qui est devenu progressivement du même type que celui des journaux. Et il ne considérerait probablement pas comme une extrapolation abusive l'idée que c'est ce processus de « journalisation » (au double sens de « jour-

nalier » et de « journalistique ») de la pensée et de la vie qui explique, en particulier, que ce que l'on aurait célébré autrefois comme des vertus (le sens de la responsabilité, le sérieux, la constance et la fermeté dans les opinions et les convictions, etc.) ait fini par faire de nos jours, pour une bonne partie du monde intellectuel lui-même, l'effet d'une chose un peu absurde et ridicule.

Comme l'écrit Edward Timms :

Pour Kraus, la source première de la mystification est la presse quotidienne. Pendant la période où il a vécu, la presse a acquis une domination plus grande sur les affaires publiques que dans n'importe quelle autre période précédente ou suivante. Le degré d'instruction plus élevé des masses, les communications améliorées et les progrès dans la technologie ont donné au mot écrit un pouvoir sans précédent. Les techniques d'imprimerie avaient été révolutionnées par l'introduction des rotatives et des linotypes. Les chemins de fer, le téléphone, le télégramme et le téléimprimeur étaient en train de transformer les communications. La collecte des nouvelles devenait systématisée par des agences de nouvelles et des bureaux de presse officiels. Des fonds étaient disponibles par l'intermédiaire de la Bourse pour un vaste développement des opérations journalistiques. L'information s'est mise à circuler massivement en raison de l'augmentation de la population et du degré d'instruction. De nouvelles techniques de présentation journalistique ont été introduites pour capter l'attention de cette masse d'auditeurs constituée de lecteurs semi-éduqués.

La propriété de la presse, cependant, était encore entre les mains d'entrepreneurs individuels plutôt que de celles des corporations financières anonymes d'une période plus tardive. C'était l'ère du « baron de la presse » – le propriétaire-éditeur qui avait le contrôle à la fois du capital réparti et de la politique éditoriale. Les propriétaires individuels pouvaient exercer un pouvoir presque féodal sur un appareil dont la sophistication technologique appartenait à l'époque moderne. Des gens comme Hearst, Northcliffe, Hugenberg étaient en mesure de faire pression sur les gouvernements démocratiques pour les contraindre à adopter des politiques de leur propre choix, même sur des questions de paix et de guerre. Et ils agissaient délibérément en connivence avec des régimes qui partageaient leur propre conception impérialiste. Leurs circulations

massives leur donnaient un pouvoir sans responsabilité. Jusqu'à l'avènement de la radio et de la télévision, ils ont détenu collectivement un monopole sur la distribution des nouvelles (op. cit., p. 30).

S'il était nécessaire de rappeler brièvement ces données, c'est parce qu'on peut dire de Kraus qu'il a assisté avec un étonnement incrédule et indigné à la montée irrésistible d'une puissance formidable et, à ses yeux, maléfique dont les possibilités, en particulier les possibilités de nuire, commençaient seulement à se manifester dans toute leur ampleur, mais qui est devenue entre-temps, pour nous, une réalité tout à fait banale et naturelle. C'est justement la possibilité d'observer, en le lisant, le pouvoir de la presse *in statu nascendi*, à un moment où il n'avait pas encore acquis tout à fait le genre de normalité et d'évidence avec lequel il s'impose aujourd'hui, qui rend son exemple si instructif pour nous. Pour décrire ce qui était en train de se passer et ce qui se préparait, Kraus a adopté naturellement un ton et une terminologie apocalyptiques, non pas seulement parce qu'ils correspondaient à ce que l'on peut appeler son tempérament intellectuel et littéraire, mais également parce qu'ils lui semblaient seuls susceptibles de procurer à l'imagination une représentation appropriée de la nature et de la dimension réelles du processus. Sa conviction a toujours été, en effet, que c'est précisément le manque d'imagination qui est responsable, dans la plupart des cas, de l'aveuglement, de la passivité et du conformisme. La guerre de 1914-1918 constitue une illustration exemplaire de cela : les peuples se sont précipités avec enthousiasme dans la guerre parce qu'ils ont été incapables d'imaginer ce qu'elle serait et, même lorsqu'elle a été là, ils ne sont pas parvenus à imaginer réellement ce qu'elle était. Kraus pense que nous vivons une époque où les choses les plus inimaginables peuvent se produire et se produire justement parce qu'elles n'ont pas été imaginées.

C'est un fait que, dans tous les pays belligérants, ni l'opinion publique, ni les intellectuels, ni les militaires eux-mêmes n'ont été capables de se faire ne serait-ce qu'une idée approximative

de ce qu'allait être la guerre qui était en train de se préparer. A de rares exceptions près, elle a été envisagée partout à partir de conceptions idéalistes et romantiques qui ne correspondaient plus en aucune façon à la réalité de la civilisation technique et industrielle⁴⁰. Or la modernisation spectaculaire des moyens de destruction n'aurait en aucun cas suffi, selon Kraus, à provoquer la catastrophe. Il a fallu aussi celle des moyens de communication et des techniques de production et de manipulation de l'opinion publique. Un des facteurs principaux qui ont rendu possibles l'illusion et l'aveuglement généralisés et, en conséquence, l'horreur absolue d'une guerre monstrueuse a été le perfectionnement décisif des instruments que les gouvernements et la presse ont aujourd'hui à leur disposition pour l'information (et, du même coup, également, la désinformation) du public. Rien n'a contribué plus sûrement à rapprocher l'humanité de la guerre que la destruction complète de l'imagination, dont les journalistes ont été, d'après Kraus, les artisans principaux :

Il [le reporter] a par une pratique qui a duré des décennies amené l'humanité justement à cet état de dénuement en matière d'imagination qui rend possible pour elle une guerre de destruction contre elle-même. Il peut, étant donné qu'il lui a épargné par la promptitude démesurée de ses appareils toute capacité d'expérimenter les choses de façon vécue et de développer intellectuellement cette expérience, implanter justement encore en elle le courage de mourir requis, avec lequel elle se précipite dans la bataille. Il a à sa disposition le reflet de qualités héroïques et un langage dont il abuse embellit les abus commis contre la vie, comme si l'humanité s'était réservé son point culminant seulement pour l'époque où vit le reporter (F 404, 1914, p. 9).

Comme *Le Canard enchaîné* en France, au moment où il a recommencé à paraître en 1916 (après une première tentative qui avait échoué l'année précédente), Kraus a fait de la dénonciation du « bourrage de crâne » et, plus particulièrement, des « bourreurs de crâne » de la presse et de l'intelligentsia un de ses objectifs principaux. Pendant toute la durée

de la guerre, les lecteurs de la *Fackel* ont eu droit, eux aussi, dans des formes et sous des intitulés différents, à leur rubrique : « Chez les bourreurs de crâne. Petite revue de la grande presse à l'usage des historiens futurs⁴¹. » *Le Canard enchaîné* était allé jusqu'à organiser un référendum pour l'élection du « Grand Chef de la Tribu des Bourreurs de crâne », dont sortit finalement vainqueur, en juin 1917, Gustave Hervé, devant Maurice Barrès. Sans avoir besoin de recourir au référendum, Kraus n'a pas hésité à décerner lui-même dans *Die Fackel*, sous sa propre autorité, des titres comme celui de « plus grand menteur », de « plus grande fripouille » ou de « plus grand lâche » à certains de ses contemporains. En 1929, un essai dirigé contre Alfred Kerr, qui, après avoir écrit, au début de la guerre, sous le pseudonyme de « Gottlieb », des poèmes dignes de figurer dans une anthologie du bourrage de crâne, s'était ensuite transformé au bon moment en un pacifiste militant, une position dont il essayait à nouveau sans vergogne d'encaisser les dividendes intellectuels et moraux, s'intitule « Le plus grand couard de tout le pays » (« Der grösste Feigling im ganzen Land », K 18, p. 49-59).

Ce n'est pas une exagération de dire que, pour Kraus, la honte suprême, dans la grande tragédie, a été le déferlement inimaginable d'une littérature et d'une poésie d'inspiration guerrière dont la bêtise et l'indécence ont ajouté une dimension supplémentaire à l'horreur du conflit lui-même⁴². Et, contrairement à un des principes fondamentaux du journalisme, qui pourrait s'énoncer : « Aussitôt dit, aussitôt oublié ! », il a fait, dans *Die Fackel*, tout ce qui était en son pouvoir pour que, à défaut de l'histoire immédiate, l'histoire future conserve fidèlement la trace de cette infamie. C'est donc en premier lieu contre les guerriers et les héros de la plume qu'il a mené sa propre guerre, sans pour autant négliger, bien entendu, les « as » du terrain, comme le baron von Richthofen, qui n'ont pas oublié non plus de gratifier le public du récit de leurs exploits (cf. « Ein deutsches Buch », F 462-471, 1917, p. 148-157).

L'honnêteté oblige, il est vrai, à remarquer que le bourrage

de crâne n'a pas simplement contribué à façonner l'opinion publique, il en a aussi, au moins à partir d'un certain moment, reflété les dispositions réelles. Mais c'est un aspect du problème que Kraus est loin d'avoir ignoré entièrement. Ce qui est vrai est que, pour lui, la capacité d'autosuggestion et d'auto-intoxication de l'opinion publique est plus une résultante qu'une cause proprement dite. Comme l'écrit Timms :

Chez Kraus, la critique de l'appareil, pris comme un tout, est plus importante que son attaque contre des journalistes individuels. Que l'opinion publique soit manipulée par les propriétaires de journaux ou par les politiciens est en un sens sans pertinence. Son argument fondamental est qu'il existe désormais un appareil qui dispose d'un pouvoir illimité pour la corruption de l'esprit public. Et, réciproquement, la capacité de réaction intellectuelle et imaginative de l'opinion publique a été tellement entamée que, dans les moments de crise, elle participe activement à un processus d'automystification. Le point central de la critique de Kraus ne réside pas dans l'attaque contre Benedikt, mais dans son identification de l'« automutilation mentale de l'humanité par sa presse » (die geistige Selbstverstümmelung der Menschheit durch ihre Presse) (F 404, 1914, p. 10). La production de la fausse conscience est un processus collectif et réciproque (op. cit., p. 282-283).

C'est un des points sur lesquels Kraus avait, de toute évidence, compris un bon nombre de choses qui n'ont été découvertes que plus tard (et même probablement de choses que nous sommes seulement en train de découvrir aujourd'hui) :

La critique krausienne de la « destruction de l'esprit » n'est en aucune façon un morceau d'idéalisme abstrait. Son insistance sur l'appareil de production de la conscience anticipe des théories plus récentes comme celles de Walter Benjamin, Hans Magnus Enzensberger et Marshall McLuhan (ibid., p. 276)⁴³.

En novembre 1917, Kraus cite Jerome K. Jerome, qui écrit dans le *Daily News* que « depuis la naissance de la presse, l'envie que le monde a de faire la guerre a encore été augmentée dans une mesure considérable par les écrivains ». Et il

contraste le sort des victimes (comme son jeune ami, le poète Franz Janowitz, qui vient de mourir de ses blessures) avec celui des écrivains qui ont fait la guerre à l'arrière, notamment dans les bureaux du *Kriegsarchiv* ou du *Kriegspressequartier*⁴⁴. Récusant l'explication et l'excuse de la contrainte, que certains d'entre eux invoquent pour essayer de justifier après coup leur glorification de l'horreur, il souligne que « la contrainte n'était qu'une conséquence du choix, dans la mesure où l'on peut sans doute être contraint de mourir du fait de l'État, mais pas d'écrire, et que l'on ne peut être contraint aussi d'écrire que quand on a préféré cela à la mort et que par conséquent la protection a rendu possible l'alternative » (« Die Kriegsschreiber nach dem Krieg » [1917], K 6, p. 8). Mais le point le plus important, à ses yeux, est, comme je l'ai dit, que les écrivains ne se seraient pas transformés en bourreurs de crâne et le bourrage de crâne n'aurait pas réussi à rendre possibles le déclenchement et la poursuite d'un conflit atroce et interminable si le travail de décervelage n'avait pas commencé en réalité bien plus tôt et n'avait pas déjà été fait, pour l'essentiel, avant la guerre par les journaux eux-mêmes ; autrement dit, si les cerveaux n'avaient pas été, grâce à eux, progressivement vidés de toute substance et de toute capacité d'analyse, d'anticipation et de jugement.

C'est, en grande partie, la conséquence d'une sorte de paradoxe de la proximité et de la distance, que Kraus avait déjà évoqué dans son analyse du procès Friedjung (K 4, p. 29-30). La distance spatiale et temporelle stimule l'imagination et rapproche souvent de l'essentiel. Mais, quand la distance est supprimée et que les événements peuvent être lus à peu près instantanément dans le journal, celui-ci, qui devrait nous les faire vivre, fait en réalité exactement le contraire : il abolit l'espace qui serait nécessaire au déploiement de l'expérience vécue, de l'imagination et de la réflexion. En 1934, Kraus parlera d'« une génération qui est privée du vécu par le récit » (*die durch den Bericht um das Erlebnis gebracht ist*) (« Warum die Fackel nicht erscheint », K 18, p. 202) et qui, par conséquent, est radicalement incapable de comprendre l'attitude

d'un auteur qui se reconnaît impuissant à traduire en mots son expérience vécue de l'événement inouï qui est en train de se produire : « Il ne reste rien de l'indicible, si ce n'est de ne pas le dire et tout au plus, si l'on y parvenait : de dire cela » (*ibid.*, p. 221). Ceux qui exigent de l'auteur de la *Fackel* quelque chose à lire, dans des circonstances aussi indescriptibles que celles dont il s'agit, confirment simplement le fait que l'expérience vécue est plus loin que jamais d'avoir reconquis sa priorité sur la phrase.

CHAPITRE IV

QUAND LA RÉALITÉ DÉPASSE L'IMAGINATION

De la terrible dévastation que provoque la presse imprimée, on ne peut encore aujourd'hui se faire la moindre idée. On invente l'aéronef et l'imagination se traîne comme une diligence. L'automobile, le téléphone et les tirages monstrueux de la stupidité – qui peut dire comment seront faits les cerveaux de la génération qui suivra la prochaine ?

KARL KRAUS (F 241, 1908, p. 14-15).

... Le contenu est tiré du contenu des années irréelles, impensables, inatteignables par tout sens éveillé, inaccessibles à toute remémoration et préservées seulement dans le rêve sanglant, pendant lesquelles des personnages d'opérette ont joué la tragédie de l'humanité. L'action, qui mène dans cent scènes et cent enfers, est impossible, pleine de failles, sans héros comme l'ont été ces années-là.

KARL KRAUS (*Die letzten Tage der Menschheit*, K 10, p. 9).

Est-ce ma faute, si les hallucinations et les visions vivent et portent des noms et sont en fonction ?

KARL KRAUS (F 338, 1911, p. 1).

Le 28 avril 1916, il se produisit à Vienne un événement dont Kraus estime que n'importe quel homme sensé aurait cru qu'il ne pouvait être qu'inventé : pour honorer la résistance héroïque des dragons impériaux lors de la bataille d'Usziczko, les survivants du régiment furent invités à se produire, sous les acclamations du public, sur la scène du

Burgtheater, où fut jouée ensuite une pièce d'Irma von Höfer, dans un décor du peintre Ferdinand von Moser, qui reconstituait de façon réaliste le lieu des affrontements. Kraus commente cet épisode incroyable en remarquant que tout, y compris la guerre, n'est désormais que « représentation » (*Vorstellung*) et que la confusion est devenue totale :

... Le tout n'est plus qu'une représentation de cette sorte, sur laquelle paraît une critique. La plaisanterie selon laquelle on attend, pour commencer la bataille, que Ganghofer arrive n'est plus nouvelle; elle est vérité quotidienne, la plus impitoyable que le monde puisse infliger à son humanité souffrante. Mais à présent on peut dire que quelque chose de plus encore est arrivé: le reporter est à nouveau assis comme autrefois au parterre, le front est venu sur la scène, les héros font leur entrée. La guerre était un théâtre, dans lequel ils avaient des places libres, avec le privilège de n'avoir pas eux-mêmes à participer au jeu, critiques et auteurs de l'œuvre en même temps, comme d'habitude. A présent la guerre a encore changé de théâtre, la montagne est venue au prophète et le critique théâtral lui-même écrit le compte rendu de la bataille (F 462-471, 1917, p. 6).

En d'autres termes, la réalité et l'horreur qu'elle devrait susciter ont disparu, tout est devenu spectacle. Et il s'agit d'un spectacle pour lequel les journalistes n'ont pas seulement, comme toujours, des entrées gratuites et dont ils ne sont pas non plus de simples commentateurs, mais d'un spectacle qu'ils produisent et mettent en scène eux-mêmes. En 1912, Kraus avait dénoncé les journalistes qui sont capables de « lancer aujourd'hui une première et demain une guerre » (F 363-365, p. 71). C'est effectivement une guerre qu'ils ont lancée deux ans plus tard, mais justement comme s'il s'était agi d'un spectacle.

En 1917, au moment où la guerre entre dans sa quatrième année, Kraus écrit que, dans des circonstances comme celles auxquelles on est désormais confronté, « on ne peut [...] travailler avec une exactitude mathématique, mais seulement avec une exactitude apocalyptique » (F 462-471, p. 171). Car, conclut-il :

Le manque d'imagination a été le présupposé psychologique de l'action de masse actuelle, dont le commando continue à agir sans qu'aucun cri opposé de la dignité humaine ne lui réponde plus, pour rassembler à nouveau la masse dissoute en destins individuels. Il n'y a plus d'arbalète et plus de tyrans; il y a de la technique et des bureaucrates. Il n'y a que le bouton sur lequel appuie l'élément ploutocratique. Mais il n'y a là aucun visage responsable. La position de problème: démocratie-autocratie tombe à côté de la cible, dans le vide de l'époque, qui est ici simplement plus tangible que dans le reste de l'Europe. L'autocratie comme concept technique: il pourrait s'agir de cela. Une chose qui ne commande pas de sa propre initiative (selbst), mais de façon automatique (von selbst). Et tous sont mus par la parole creuse du seigneur hasard, qui régit la quantité (ibid.)⁴⁵.

On n'a, d'après Kraus, encore aucune idée des choses inouïes que la toute-puissance de la presse et les forces occultes de la magie noire moderne sont en train de rendre possibles et qui ont déjà commencé à se réaliser. L'effet le plus dévastateur de la tyrannie de la phrase est la capacité qu'elle a d'évacuer l'imagination et, du même coup, d'anesthésier la sensibilité et de neutraliser les réactions et les sentiments humains les plus élémentaires.

L'hystérie sous la protection de la technique, écrit Kraus, subjugué la nature, le papier commande l'arme. Nous étions des invalides du fait des rotatives, avant qu'il y ait des victimes du fait des canons. [...] La dette de guerre de la presse, ce n'est pas qu'elle ait mis en marche les machines de mort, mais qu'elle ait vidé nos cœurs de toute substance, au point que nous ne puissions plus nous imaginer comment c'était (Die letzten Tage der Menschheit, p. 676-677).

Le mal était, bien entendu, déjà fait pour l'essentiel avant que la catastrophe finale ne se produise. Quand elle est arrivée, on n'a tout simplement plus vu, constate-t-il, le champ de morts qui s'ouvrait derrière la phraséologie de la guerre. On pourrait penser que, si la phrase et le récit ont peut-être eu, effectivement, pour effet d'étouffer l'imagination, l'image dispose, au contraire, pour la stimuler et la nourrir, d'un pou-

voir exceptionnel ; lorsque les mots ne pèsent plus rien, il peut toujours y avoir au moins le choc des photos. Mais Kraus estime que croire cela est une illusion complète. Le reporter et le photographe ont été, selon lui, au cours de la guerre, deux associés inséparables dans une entreprise de voyeurisme organisé qui a eu pour résultat de transformer l'horreur en un simple spectacle.

La photographie fameuse qui a été prise après la pendaison du « traître » Battisti⁴⁶ et qui sert de frontispice aux *Derniers Jours de l'humanité*, avec le personnage du bourreau rayonnant au sommet et un groupe de militaires et de civils au visage épanoui regroupés autour du cadavre, offre à l'humanité une vision qui n'est rien d'autre que celui de sa déchéance la plus totale. Mais là où il ne devrait y avoir de place que pour la honte et les larmes, il n'y en a plus, comme au théâtre, que pour les applaudissements. Ce qui a disparu du cœur de l'homme est justement la faculté d'éprouver encore le genre d'émotion qui serait seul approprié à l'événement et témoignerait de la capacité d'y réagir d'une façon qui est encore humaine. Le pire n'est pas, aux yeux de Kraus, la réalité elle-même, le fait que le genre d'abomination et d'infamie qui est représenté sur la photo (une photo qui n'avait rien de confidentiel et a été diffusée sous forme de carte postale) puisse avoir lieu dans des circonstances comme celles dont il s'agit ; il est que notre époque soit devenue capable d'ajouter à l'ignominie de l'acte lui-même celle de sa représentation. « Car, écrit-il, on n'a pas seulement pendu, on a également posé ; et on a photographié non seulement les exécutions, mais également les spectateurs, et même en plus les photographes » (*ibid.*, p. 510). Après le bourreau, il a fallu qu'il y ait encore le photographe et que le meurtrier immortalise la scène de son crime et de son triomphe, fournissant ainsi lui-même à la propagande ennemie les images les plus terribles et les plus inespérées qui puissent être utilisées contre lui :

... Ce n'est pas qu'il ait tué, pas non plus qu'il l'ait photographié, mais qu'il se soit photographié en même temps ; et qu'il se soit photographié photographiant – cela fait de son type le daquerréotype

impérissable de notre culture. Comme si ce que nous avons fait ne devait pas être capable de parler par soi-même ! (Ibid.)

Une image comme celle de l'exécution de Battisti constitue en réalité une sorte de constat de décès de l'humanité elle-même, qui, lorsqu'elle contemple le visage répugnant qui est devenu le sien, est incapable de comprendre que c'est d'elle et de sa mort qu'il s'agit. S'il y a une chose que la photographie montre de façon aveuglante, c'est avant tout, comme je l'ai dit, le niveau moral lamentable et effrayant auquel l'humanité contemporaine est descendue, mais c'est évidemment à peu près le contraire de ce qu'elle cherche à montrer et également de ce qu'on voit. Kraus pense que notre époque se juge de façon plus définitive et plus impitoyable que ses pires ennemis ne pourraient le faire dans ce qu'elle écrit et montre elle-même ; mais pour s'en rendre compte il faudrait, justement, être capable de lire et de voir autrement. Le juge n'a pas besoin, ici, de rédiger l'acte d'accusation et même pas non plus la sentence, car ils le sont, d'une certaine façon, déjà par le coupable lui-même. Le but d'une entreprise comme celle de la *Fackel* est, par conséquent, uniquement de transformer la justification de l'époque par elle-même en ce qu'elle est réellement, à savoir une forme d'auto-accusation irréfutable qui ne laisse subsister aucun doute sur ce que peut être le verdict. Même pour ce qui concerne l'utilisation des images de l'horreur, ce qui a été fait au cours de la Première Guerre mondiale n'a été, en réalité, qu'une préparation timide à ce qui s'est passé plus tard, à partir de 1933, avec l'arrivée au pouvoir des nazis. Plus encore que les responsables politiques et militaires de la Première Guerre mondiale, les nazis ont, en effet, recouru au procédé qui consistait à photographier les actes de cruauté et de sadisme dont ils se rendaient coupables, comme si le besoin de représenter son propre crime devenait d'autant plus grand qu'il est plus horrible et plus dégradant pour celui qui le commet⁴⁷. Comme le dit Timms, « la "Troisième Nuit de Walpurgis" allait fournir la plus terrible confirmation des vérités incarnées dans l'image krausienne du "Carnaval Tragique" » (*op. cit.*, p. 333).

Ce n'est évidemment pas un hasard si, pour Kraus, le symbole par excellence de l'inimaginable devenu réel est la rapidité effrayante avec laquelle un arbre peut désormais être transformé en journal. C'est le thème qui fait l'objet du dernier monologue du *Nörgler* dans *Les Derniers Jours de l'humanité* (p. 670-681). Mais il en est question aussi dans un article de la *Fackel*, « Die Riesentanne » (F 552-553, 1920, p. 1-4), où Kraus compare la façon dont notre époque dévore les hommes à celle dont le journal dévore les arbres et évoque le moment où les feuilles (de journal) nous empêcheront tout simplement de voir la forêt.

A ce moment-là, écrit-il, nous pourrions nous demander si nous ne voulons pas nous frotter les yeux pour en évacuer le sommeil de cette dernière nuit et, en jetant un regard sur la nature, nous assurer de ce que nous étions autrefois, avant que le diable ne nous emporte (ibid., p. 4).

Pour Kraus, la vitesse avec laquelle le journal est devenu capable aujourd'hui d'engloutir la forêt a réellement le sens d'une vision d'apocalypse, parce qu'elle symbolise à merveille à la fois la toute-puissance de l'encre d'imprimerie, l'éviction de la réalité au profit de la représentation, la bêtise et la paranoïa de ce qu'on appelle le « progrès » et la dévastation de la nature qui en résulte. Le journal a désormais à son service, en plus du reste, les possibilités illimitées de la technique, qui ont rendu possible ce qu'il appelle le « mensonge mécanisé », le mensonge reproduit, multiplié et propagé par des procédés dont la puissance et l'efficacité n'auraient jamais pu être imaginées autrefois – comme il le dit, le mensonge a beau avoir les jambes courtes, il peut aujourd'hui faire le tour du monde en un éclair et arriver au but sans même être fatigué. D'une époque qui est capable de se glorifier de réussir à transformer aussi vite un arbre en journal et une réalité inhumaine en phrases creuses, en clichés, en slogans et en mensonges répandus immédiatement à des milliers d'exemplaires, il y a de bonnes raisons de penser que l'on peut réellement tout attendre.

Une des catastrophes les plus dramatiques dont la presse moderne porte la responsabilité est, d'après Kraus, celle de la « mise en phrases » (*die Katastrophe der Phrasen*), de la verbalisation obligatoire (dans un langage préfabriqué et stéréotypé où il n'y a plus de place pour la spontanéité et l'authenticité, mais uniquement pour les idées et les expressions toutes faites) de tout ce qui devrait rester inexprimé, et le fait que le silence soit devenu impossible dans des cas où il devrait constituer, au contraire, un droit inviolable et s'imposer avec une évidence particulière. Une bonne partie des activités de la presse consiste désormais à faire parler les gens sur des choses sur lesquelles ils devraient avoir – mais n'ont malheureusement plus – la possibilité de se taire ; quiconque se trouve mêlé de près ou de loin à un événement ou à un drame publics ou privés qui attirent son attention est tenu dorénavant d'avoir des « réactions » ou des « impressions » à formuler, que les journalistes se considèrent comme chargés de recueillir et de communiquer à tous les intéressés. Celui qui prétend se soustraire à cette obligation les empêche de faire leur métier et leur devoir, et porte atteinte au droit qu'a le public d'être informé de ce qu'il veut savoir. Autrement dit, tout le monde est désormais comptable envers ce dernier du récit de ce qui, selon la formule rituelle, « s'est passé dans sa tête » à tel ou tel moment crucial. Quand certains des survivants de la Grande Guerre, revenus en quelque sorte d'entre les morts après six années d'absence, retrouvent leur famille à la gare, qui ne resterait pas muet devant l'indicible et qui voudrait décrire l'indescriptible ? Personne, sauf, bien entendu, les journalistes :

Qui se mettrait entre le cœur d'une mère et le fils ressuscité avec la priorité sur ses sensations ? La correspondante de guerre ! Elle, qui a photographié des cadavres de soldats, accueille ceux qui se sont levés de la tombe. Le spectre du feuilleton, qui est passé à travers tous les enfers de cette aventure, apparaît maintenant à la porte du salut, avec la question inexorablement posée, dans la détresse et dans la mort, dans toutes les situations et toutes les occasions de cette action héroïque, sur terre, sur mer et dans les airs, dans les tempêtes, les dangers et les entreprises de toute sorte, dans le

nettoyage des tranchées et lorsqu'on sable le champagne aux mess des officiers : que ressentez-vous en ce moment, que vous dites-vous dans ces circonstances ? Vous devez tout de même bien vous dire quelque chose ! (« Empfang durch die Kriegsberichterstatterin » [1920], K 20, p. 10-11).

La chose la plus inconcevable est justement que l'on ne se dise peut-être rien de particulier ou, en tout cas, rien que l'on puisse et que l'on veuille dire aussi à d'autres.

Le plus triste n'est évidemment pas que cette industrie du questionnement déplacé et de la curiosité indécente existe, mais qu'elle ait réussi à imposer finalement sa loi d'une manière telle que, loin de lui résister, comme l'ont fait parfois les soldats auxquels Alice Schalek, la correspondante de guerre en question, voulait à tout prix extorquer leurs impressions⁴⁸, les victimes ont plutôt tendance désormais à se prêter au jeu avec un empressement remarquable. Comme on pouvait s'y attendre, le voyeurisme des médias et l'exhibitionnisme de ceux auxquels ils offrent le moyen de tout montrer et de tout raconter sur leur vie privée, leur intimité, leurs sentiments et leurs émotions ont fini par se comprendre parfaitement. Si, comme le pensent certains, on s'achemine en ce moment vers une « fin de la vie privée », il s'agit d'une disparition qui présente malheureusement aussi toutes les caractéristiques d'un suicide.

Aujourd'hui, bien entendu, ceux qui ont encore l'envie et le courage de s'attaquer directement au pouvoir de la presse préfèrent donner une description nettement plus factuelle, plus sobre et plus mesurée de la situation que celle de Kraus. Mais, en même temps, on peut se demander si sa description apocalyptique, qui emprunte abondamment au mythe et à littérature (comme il le dit, « Shakespeare savait déjà tout avant nous⁴⁹ »), et très peu aux sciences de la société et de la culture, ne s'est pas transformée pour finir en une présentation assez réaliste de ce qui est en train de nous arriver. Sa tendance à percevoir et à interpréter la réalité dans des termes qui relèvent de la dramaturgie et de la fiction peut assurément constituer un handicap dans le traitement de questions

sociales et politiques qui exigeraient une analyse plus circonstancielle, plus informée et plus précise. Kraus pense de façon si constante et si naturelle en termes shakespeariens qu'il surestime sûrement la capacité qu'avait Shakespeare de tout prévoir et la possibilité de tout comprendre à partir de ce qu'il avait déjà dit. Mais on peut penser que ce que Timms appelle l'« imagination mythopoiétique », qui constitue, avec l'intelligence sceptique, la caractéristique de sa réponse au monde moderne (*op. cit.*, p. 57), est aussi ce qui contribue à le rapprocher davantage de la réalité et à lui donner une perception plus claire de la nature des enjeux véritables. Puisque la destruction de l'imagination a entraîné, selon lui, la perte corrélative du sens de la réalité, il n'est pas surprenant qu'il faille mobiliser à nouveau toutes les ressources de l'imagination pour commencer à retrouver le chemin de la réalité. C'est donc, comme le dit Timms, « une erreur de supposer que sa façon de faire confiance au mythe est nécessairement "régressive" » (*ibid.*) ou qu'elle le condamne à remplacer la réalité concrète par une sorte de double fantastique ou fantasmatique qui n'existe que dans son esprit.

Bien des choses ont, il est vrai, changé depuis l'époque où Kraus écrivait. On peut penser que le pouvoir de la presse est devenu en un sens encore beaucoup plus grand aujourd'hui et en même temps qu'il a diminué de façon importante par rapport à la situation très spécifique dans laquelle il a entrepris sa croisade fameuse contre le journalisme. Il est devenu apparemment beaucoup plus grand parce que la tyrannie de l'image est venue s'ajouter à celle du mot écrit et que c'est même, aux yeux de beaucoup, la première qui constitue aujourd'hui la menace principale, pour ne rien dire du fait que les technologies de la communication ont connu entre-temps un développement formidable et sont devenues incomparablement plus puissantes et en même temps plus mal-faisantes qu'il ne pouvait l'imaginer. Néanmoins, je ne pense pas que la critique contemporaine des médias ou celle de la société de communication en général aient ajouté quelque chose de réellement fondamental à ce que Kraus avait déjà

parfaitement reconnu ou anticipé. Ce à quoi nous assistons n'aurait probablement pas été perçu par lui comme une mutation radicale, mais plutôt comme une amplification démesurée d'un phénomène dont les caractéristiques principales étaient déjà clairement perceptibles à son époque.

D'un autre côté, le pouvoir de la presse peut sembler nettement moins grand aujourd'hui, notamment parce que, si elle n'a sûrement rien perdu de sa capacité de former et de manipuler l'opinion publique, elle est apparemment, de façon générale, moins dépendante du pouvoir politique et en même temps moins capable de l'influencer directement. Une des particularités de la situation autrichienne était que, comme le dit Edward Timms :

Si la presse sacrifiait son indépendance aux intérêts du gouvernement, le gouvernement à son tour devait faire des concessions aux intérêts déguisés qui contrôlaient la presse. Le résultat net de cette collaboration était de subvertir les gouvernements démocratiques, de falsifier l'opinion publique et d'ajouter une dimension supplémentaire à l'irréalité de la vie autrichienne (op. cit., p. 31).

L'exemple le plus typique était celui de la *Neue Freie Presse*, la bible de la bourgeoisie libérale et économiquement dominante, dont les spécialistes s'accordent à reconnaître que son influence considérable avait pour conséquence que la plus grande partie de ce qu'on appelle l'« opinion autrichienne » était en fait dictée ou suggérée au public par l'éditeur-proprétaire du journal, Moritz Benedikt, la cible par excellence de Kraus : en 1901, dans une discussion sur le problème de la responsabilité civile et pénale des journaux et de la quasi-impunité que leur garantit, en pratique, la législation sur la presse, il n'hésite pas à écrire que « la *Neue Freie Presse* gouverne l'Autriche d'une façon qui est moins que jamais circonscrite par des limites quelconques » (« Zur Pressreform », F 84, p. 28) et que la clique qu'elle dirige s'oppose par tous les moyens à la formulation de principes statutaires qui pourraient garantir la naissance d'une presse réellement nouvelle et libre.

Mais il est essentiel de remarquer que ce pouvoir disproportionné de la presse, et en particulier de la *Neue Freie Presse* – Kraus parle de « cet État si brutalement opprimé par le pouvoir de la presse » (*ibid.*, p. 29) –, était dû, pour une part importante, aux carences d'un autre type de pouvoir, celui de la démocratie représentative, et à l'absence de vie parlementaire réelle en Autriche. Dans le numéro de la *Fackel* de juillet 1911, Kraus publie un photomontage représentant Moritz Benedikt devant le Parlement autrichien, sous le titre « Der Sieger » (Le vainqueur), qui signifie que la puissance politique réelle en Autriche est détenue non pas, comme on pourrait le croire, par les représentants élus du peuple, mais par la presse et les intérêts économiques et financiers qu'elle défend. Il serait pour le moins difficile aujourd'hui de trouver un propriétaire de journal auquel on puisse faire jouer un rôle de ce genre, autrement dit, qui soit susceptible de représenter aussi clairement à la fois le pouvoir véritable, le « progrès » (dans l'idée que s'en font les partisans du libéralisme) et la physionomie générale de l'époque.

On pourrait être tenté de croire que Kraus s'était fait sans doute depuis le début une idée tout à fait excessive de la puissance et de la malfaisance réelles d'un homme comme Benedikt. Mais, même s'il peut donner l'impression de surestimer sérieusement le rôle des caractéristiques et des facteurs purement individuels, au détriment de données et de causes d'une espèce plus générale, le moins que l'on puisse dire est que le comportement de Benedikt (qui, en 1914, a joué le rôle de chef tout-puissant de la propagande en faveur de la cause allemande et de la guerre) n'était pas susceptible de l'inciter à réviser le diagnostic qu'il avait formulé bien avant. On peut même estimer, lorsqu'on lit la notice nécrologique que le *Times* a publiée en 1920 à la mort de Benedikt et qui est citée dans le numéro 544-545 de *Die Fackel*, que Kraus était peut-être, tout compte fait, encore en dessous de la vérité et qu'il n'avait, en tout cas, sûrement pas tort de le considérer comme ayant été en quelque sorte le mauvais génie de l'Autriche.

Le *Times* présente Benedikt, au moment de sa mort, comme

quelqu'un qui incarnait dans sa personne et dans son journal les tendances qui relèvent de ce qu'il considère comme une forme de « pangermanisme juif », et il écrit :

La mort de Monsieur Benedikt fait disparaître de la vie viennoise une influence qui était aussi puissante à sa façon que celle du défunt empereur François-Joseph lui-même. [...] Benedikt était sans scrupules, fanatique, infatigable et pernicieux. Aucun des secrets de la finance internationale ne lui était inconnu, et bien peu des secrets de l'État des Habsbourg. A l'aide de la « Neue Freie Presse » il a exercé le chantage sur les ministres et les fonctionnaires de l'État, fait monter et baisser les cours de la Bourse, s'est enrichi personnellement et a dominé un secteur important de l'opinion autrichienne. Benedikt, plus que n'importe quel autre homme, a été responsable de l'effondrement de l'Autriche. [...] Il peut être appelé avec justesse le mauvais génie de la monarchie des Habsbourg dans ses années de déclin.

Comme je l'ai dit, étant donné la façon dont les choses ont changé entre-temps, il n'est probablement pas possible d'imaginer actuellement un patron de presse disposant d'un pouvoir et capable de jouer un rôle comparables à ceux de Benedikt. Le satiriste d'aujourd'hui ne trouverait sans doute pas à sa disposition un personnage à la fois réel et mythique, susceptible d'incarner de façon aussi exemplaire la peste que représente, aux yeux de Kraus, la presse moderne⁵⁰. Mais ce n'est évidemment pas parce que le pouvoir journalistique est devenu entre-temps beaucoup plus dépersonnalisé et anonyme qu'il est devenu aussi moins dangereux et que les attaques de Kraus, parce qu'elles donnent l'impression de viser en premier lieu des hommes, ont perdu de leur pertinence. Même s'il est devenu plus difficile de leur donner des noms qui soient aussi ceux de personnes qui les représentent, les dangers et les abus sont évidemment toujours là, et le sont même plus que jamais.

Kraus admet, bien entendu, que, si l'Autriche avait un Parlement qui fonctionne, le rôle de la presse y serait certainement à la fois plus modeste et moins néfaste⁵¹, mais il

constate également que « le Parlement et la presse, les deux instances de la liberté, travaillent la main dans la main » (F 35, 1900, p. 16) et sont finalement au service des mêmes intérêts inavoués. Les numéros 116 et 117 de la *Fackel* contiennent une étude en deux parties de Joseph Schöffel, « Der Parlamentarismus », qui constitue une critique dévastatrice du système parlementaire en général et du parlementarisme autrichien en particulier⁵². Il y est dit notamment que :

Le régime parlementaire n'est rien d'autre qu'une tyrannie polycéphale, et a été en Autriche, aussi longtemps qu'il a subsisté, une suite ininterrompue d'actes de violence tout aussi insensés que brutaux, qu'un régime absolu aurait hésité à accomplir. Mais le parlementarisme autrichien est en soi et pour soi un mensonge énorme !

L'opinion de Kraus sur le caractère non représentatif, le mode de fonctionnement antidémocratique et l'inefficacité à peu près totale du régime parlementaire autrichien n'était sûrement pas différente à cette époque-là. Dans le numéro 56 de *Die Fackel* (1900), il écrit :

Réellement, je ne voudrais pas avoir une antipathie quelconque en commun avec le libéralisme boursier. C'est la raison pour laquelle je ne commence à observer la presse antisémite du jour – elle est, en effet, réellement le plus petit des deux dangers – que lorsque je suis fatigué de pourchasser la presse libérale. Les puissances actives de notre vie publique ne s'expriment plus depuis longtemps dans la réunion des corps représentatifs, et même un Parlement vivant ne serait pas aujourd'hui en Autriche une tribune comparable à la presse. L'esprit libéral peut être aujourd'hui politiquement mort ; ses possibilités d'action sociale lui restent, dans la mesure où il possède la presse, garanties (p. 9).

Le 11 juin 1902, un projet de réforme de la loi sur la presse fut présenté par von Koerber à la Chambre des députés. Kraus le dénonça comme une capitulation totale du pouvoir politique devant la presse et écrivit qu'il ne représentait « rien de moins que l'abdication complète de ce qu'on appelle le

gouvernement en faveur de la puissance réelle dans l'État, dont il a reconnu depuis longtemps en tremblant la supériorité, qu'il est maintenant disposé et contraint à reconnaître aussi officiellement » (F 106, 1902, p. 1). Tout s'est passé, en réalité, comme si la nouvelle loi sur la presse avait été inspirée par l'idée qu'« on ne pourra mettre fin aux maux de l'État malade que quand le patient se suicidera » (*ibid.*). Dans le numéro suivant de *Die Fackel*, Kraus publia un article intitulé « La plus extrême liberté de la presse » (« Die äusserste Pressfreiheit »), dans lequel il concluait que, en dépit des protestations soulevées dans le milieu journalistique par la sévérité apparente des restrictions imposées par la nouvelle loi, « la presse se voit garantir non seulement la liberté, mais l'impunité totale » (F 107, 1902, p. 4). L'étranger, constate-t-il, ne comprendra pas que l'Autriche ait éprouvé le besoin de faire une loi sur la presse dont l'effet, même si ce n'est peut-être pas son intention, est de déclarer la vie privée, la moralité, la santé et la sécurité économique, et pour finir l'honneur « *vogelfrei* », autrement dit soustraits à toute espèce de protection légale et exposés sans défense à tous les abus réels ou imaginables que les journaux sont capables de commettre (*ibid.*, p. 2). En particulier, comme la nouvelle loi, si elle rend l'injure signée courageusement du nom de l'auteur plus difficile à punir, fait de l'injure anonyme un délit qui est tout simplement impunissable, Kraus se demande si l'éditeur de la *Fackel* ne sera pas désormais le seul à pouvoir encore être poursuivi pour injures (*ibid.*, p. 5).

On peut remarquer en passant que, en dépit de ses polémiques virulentes contre le journalisme et contrairement à ce que l'on dit parfois, Kraus n'a aucun doute sur le fait que la presse est ou, en tout cas, pourrait être, avec le Parlement, un des garants et un des instruments essentiels de la liberté. Ce qu'il lui reproche est justement de ne pas être ce qu'elle devrait être et est censée être, et de faire constamment à peu près le contraire de ce que les honnêtes gens seraient en droit d'attendre d'elle. Rien n'oblige, bien entendu, à voir aujourd'hui les choses en fonction d'un exemple historique aussi

particulier que celui qui inspirait le scepticisme et la révolte d'hommes comme Schöffel et Kraus ; et on peut penser, en particulier, que, même si la presse n'est pas nécessairement devenue intrinsèquement plus vertueuse, dans les pays où les mécanismes de la démocratie parlementaire fonctionnent de façon à peu près correcte et remplissent convenablement leur rôle, le danger que représentent l'emprise et l'influence considérables et même, à première vue, démesurées des journaux sur l'opinion a diminué de façon corrélative et significative. C'est un point sur lequel il n'y a probablement pas de raison d'être aussi pessimiste et même catastrophiste que l'était Kraus. Mais cela ne signifie malheureusement pas que l'on puisse être aussi optimiste qu'on le croit généralement et que l'influence de la presse ait cessé désormais de poser un problème et de représenter un danger quelconques : ne dit-on pas justement, depuis quelque temps, que le pouvoir des journalistes est en train de supplanter non seulement celui des intellectuels, mais également celui des hommes politiques eux-mêmes, ce qui est exactement le genre de constat que, dans un contexte pourtant bien différent, faisait déjà Kraus ?

L'acharnement dont il fait preuve contre la presse libérale peut sembler, il est vrai, d'autant plus déconcertant qu'une des caractéristiques bien connues de l'Autriche, par rapport à certains de ses voisins européens, est que les libéraux n'y ont occupé le pouvoir politique que pendant une période relativement brève : ils l'ont conquis plus tard et l'ont perdu également plus tôt qu'ailleurs. Dans les dernières années du dix-neuvième siècle, au moment où Kraus a commencé à publier sa revue, le parti libéral n'était sûrement plus la force politique dominante. En 1897, l'année où l'empereur François-Joseph fut obligé d'entériner l'élection du bourgmestre populiste et antisémite Karl Lueger, les libéraux avaient perdu, avec la mairie de Vienne, leur bastion principal. Le libéralisme bourgeois, qui constituait la cible principale de Kraus, était en train d'être évincé complètement du pouvoir par la pression de mouvements politiques à la fois plus populaires et plus radicaux, d'inspiration chrétienne, socialiste, nationaliste

et/ou antisémite. En fait, comme le dit Sigurd Paul Schleichl, « la presse était la dernière place forte du libéralisme autrichien à un moment où celui-ci était en train de perdre de son influence politique⁵³ ». Cela aurait pu évidemment constituer, pour un sympathisant des idées libérales, une raison de l'épargner, mais sûrement pas pour le genre d'adversaire acharné du libéralisme qu'était le jeune Kraus.

Considéré du point de vue présent, ce qui pouvait ressembler, de sa part, à un parti pris antilibéral dont la violence ne s'explique pas vraiment est sans doute plus facile à comprendre qu'il ne l'était sur le moment et peut même apparaître comme une position que l'évolution actuelle est en train de justifier de bien des façons. Comme la plupart des antilibéraux d'aujourd'hui, Kraus réaffirme d'abord la subordination nécessaire de l'économie à la politique et il proteste contre la façon qu'a l'État de démissionner de ses responsabilités et de laisser simplement le champ libre aux forces du marché, auxquelles il faut ajouter celles de la presse, qui, d'après lui, sont essentiellement au service des premières. On dirait, dans le langage actuel, qu'il appelle à un sursaut du pouvoir politique contre les deux puissances qui sont en train de conquérir la maîtrise du monde : le pouvoir économique et le pouvoir médiatique. Ce qu'il réclame est un État suffisamment fort et déterminé pour assurer la protection économique des individus contre les conséquences destructrices qui résultent fatalement du libre jeu du marché. « ... S'il prend soin de la sécurité économique, je tiens, écrit-il dans *Sittlichkeit und Kriminalität*, la mission du législateur pour presque remplie » (F 115, 1902, p. 5). Si l'on ajoute à cela quelques autres tâches importantes, comme le maintien de l'ordre et la préservation de la santé publique, on peut considérer que l'État a fait tout ce que l'on est en droit d'attendre de lui. C'est de ces choses-là, et non pas, par exemple, de la culture ou de la morale, qu'il devrait s'occuper en premier lieu. Or c'est à peu près le contraire de ce qu'il fait réellement : effacé, inactif et, comme on dirait aujourd'hui, « minimal » dans les questions qui sont de son ressort, il devient, au contraire, autoritaire, indiscret et enva-

hissant dans celles qui ne le concernent en rien ; et il peut compter, dans les deux cas, sur la compréhension et le concours de la presse.

Je déclare [...], dit Kraus, que, du point de vue de l'ami de l'État, qui ne cesse d'exiger de la législation ce que la mentalité d'escroc de l'esprit manchestérien appelle en ricanant la « prise en charge » (Bevormundung), je considère en premier lieu le domaine de validité des valeurs économiques (ibid.).

Or c'est ce domaine-là, et en aucun cas celui de la moralité, qui aurait besoin d'être mis sous tutelle et d'être surveillé et réglementé bien davantage. Et ce sont « les destructeurs actifs du bien-être matériel du peuple » et, avec eux, « les auxiliaires de la presse » qui devraient être rappelés sévèrement à l'ordre (*ibid.*).

Kraus indique clairement, dans un des passages qui ont été cités plus haut, que, à ses yeux, ni la peur d'encourager les antisémites, que la *Neue Freie Presse* considère comme ses ennemis principaux, ni la faiblesse du parti politique libéral ne peuvent constituer une raison de ménager le véritable adversaire, à savoir la mentalité ou l'esprit libéral, qui a déjà largement contaminé et corrompu tous les partis politiques, y compris la social-démocratie⁵⁴. Il va même jusqu'à écrire que :

C'est seulement dans les couloirs de la Bourse que l'Autriche existe encore. La Bourse constitue la synthèse de toutes les oppositions qui donnent naissance aux luttes de notre presse. Quoi qu'il puisse y avoir sur la première page des journaux, au dos l'« Economist », le « Volkswirt », le « Vorsichtige Kapitalist » ou quel que soit le nom qu'ils peuvent porter, sont du même avis sur les points essentiels. Le jeu de la Bourse est pour eux tous d'un sérieux sacré (F 58, 1900, p. 12).

Même si elle essaie de susciter automatiquement une réaction de solidarité de tous les juifs à chaque fois que l'un d'entre eux est menacé, Kraus ne croit pas que la *Neue Freie Presse*

cherche réellement à combattre l'antisémitisme et à protéger contre les calomnies, les violences et les persécutions la communauté juive dans son ensemble; elle ne s'intéresse, selon lui, en réalité aucunement au sort des juifs en général et elle cherche essentiellement à protéger les capitalistes, les spéculateurs et les affairistes juifs. « La lutte de la *Neue Freie Presse* pour les biens les plus élevés de la culture, écrit-il, se réduit à la défense du capitalisme juif » (F 98, 1902, p. 12)⁵⁵. Kraus veut dire que la communauté juive aurait tout intérêt à dissocier aussi complètement que possible sa cause de celle du capitalisme juif et que, aussi bien derrière le philo-sémitisme de la *Neue Freie Presse* que derrière l'antisémitisme du parti chrétien-social, se dissimulent des options et des intérêts qui n'ont pas grand-chose à voir avec la question juive. En se comportant comme elle le fait, la *Neue Freie Presse* ne sert pas la cause qu'elle prétend défendre, elle ne fait que renforcer, au contraire, un préjugé antisémite tout à fait typique, qu'il faudrait justement combattre :

Chaque fois que l'on essaie de commencer quelque chose en matière de politique sociale, la presse viennoise libérale s'y oppose avec la même colère rentrée que si l'exploitation et l'escroquerie étaient effectivement les conditions de vie indispensables de la communauté juive viennoise, qui parle par cette presse. Et une opinion publique à laquelle on impose la conviction que les intérêts essentiels du sémitisme sont des intérêts antisociaux ne peut échapper à la longue à la conclusion erronée qui consiste à considérer, en revanche, l'antisémitisme comme social... (F 57, 1900, p. 7).

L'attitude d'un journal comme la *Neue Freie Presse* sur la question juive constitue, du reste, pour Kraus, un exemple assez typique du genre de double jeu qu'il pratique régulièrement. Il est, pour de bonnes raisons, qui sont essentiellement économiques et financières, officiellement assimilationniste – il l'est même tellement que son directeur s'est efforcé au moment de la déclaration de guerre, comme l'indique l'expression de « pangermanisme juif », qui est utilisée par le *Times*, d'apparaître comme encore beaucoup plus allemand que les

Allemands les plus nationalistes. Mais, en même temps, s'il n'a et ne peut avoir aucune sympathie pour les idées séparatistes, il n'est pas du tout gêné de compter au nombre de ses rédacteurs un homme comme Theodor Herzl, qu'il utilise cependant pour d'autres choses et n'autorise pas à défendre ouvertement ses positions dans les colonnes du quotidien auquel il collabore.

La *Neue Freie Presse* a en effet la générosité de permettre à Herzl de militer pour la cause sioniste, mais à la condition que ce soit en dehors du journal. Comme le faisaient, au moins en privé, beaucoup de journalistes, Herzl s'est d'ailleurs plaint lui-même de n'être pas autorisé à exprimer une opinion personnelle dans les colonnes de la *Neue Freie Presse*. Il va sans dire que le fait qu'il ait été justement un journaliste, et, plus précisément, un journaliste de la *Neue Freie Presse*, n'était pas de nature à améliorer sa position aux yeux de Kraus, qui considère que sa situation et son comportement personnels sont affectés, eux aussi, d'une ambiguïté fâcheuse⁵⁶. Journaliste mondain, parfaitement installé dans la société et matériellement prospère, il exploite en pratique tous les bénéfices de l'assimilationnisme tout en cultivant par ailleurs les conceptions ou les rêves séparatistes et en se faisant le porte-drapeau de l'idée du grand retour à la terre des ancêtres. Mais le rôle de feuilletoniste et celui de prophète risquent de se révéler difficiles à concilier l'un avec l'autre (« Der Zionismus – Ein wohlthätiger Zweck », F 71, 1901, p. 1-2).

Il n'y a évidemment pas que les journaux qui soient, en dernière analyse, au service de la Bourse. Kraus soutient que la même chose est vraie des partis politiques, y compris de ceux qui, comme le parti chrétien-social, cherchent à donner l'impression d'avoir déclaré une guerre sans merci au capitalisme boursier et à la corruption des milieux financiers. Il n'est pas vrai que le parti chrétien-social cherche réellement à combattre la corruption, pour laquelle il a simplement trouvé un bouc émissaire commode, à savoir les juifs. « Ce qui manque à Monsieur Lueger, écrit Kraus, et ce qu'on voudrait lui souhaiter est plus de combativité et de courage contre le ver

qu'il y a dans son propre camp, plus d'énergie contre la Bourse et la presse » (F 65, 1901, p. 7). Autrement dit, si les milieux et les journaux antisémites s'en prennent aux juifs, c'est justement pour éviter de s'attaquer à la corruption en général, et à celle qui sévit dans leurs propres rangs en particulier. L'*Arbeiter-Zeitung* croit avoir un ennemi commun avec la *Neue Freie Presse*, à savoir le parti chrétien-social et la « réaction cléricale », qui constituent une menace directe pour la culture. Mais Kraus est tout à fait sceptique sur la possibilité que le prolétaire et l'exploiteur aient réellement un ennemi commun, et plus encore sur la réalité de la menace :

... Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur l'activité chrétienne-sociale, il nous apparaîtra que la peur qu'elle a fait éprouver à la culture et à la propriété était à tous égards superflue. Ce n'est pas pour la « culture » qu'il leur a fallu trembler, mais malheureusement pas non plus pour la corruption (F 65, 1901, p. 3).

En résumé, Kraus pense que la *Neue Freie Presse* ne protège pas réellement les juifs, en tout cas sûrement pas ceux qui sont le plus menacés, mais la corruption, et que les antisémites ne s'attaquent aux juifs que pour mieux la ménager, eux aussi, comme le font tous les autres. C'est là la vraie solidarité, bien plus réelle que la guerre qu'ils se livrent officiellement, qui unit en fin de compte les adversaires politiques apparemment les plus opposés. Pour le satiriste, démontrer le caractère illusoire de contrastes qui ne sont qu'apparents est évidemment aussi important que de faire ressortir ceux qui sont, au contraire, bien réels.

OÙ SE SITUE LE VRAI DANGER ?

Comment devrait-on s'adresser à ceux qui, quand ils parlent d'idéaux, croient les avoir, et croient encore les avoir quand ils font le contraire ?

KARL KRAUS (F 531-543, 1920, p. 193).

Il y a deux questions cruciales qu'on est obligé de se poser lorsqu'on considère aujourd'hui le cas de Kraus. 1) Pourquoi a-t-il été à ce point convaincu que la presse constituait l'ennemi numéro un à combattre et la source principale de la corruption ? 2) Pourquoi a-t-il jugé nécessaire de concentrer l'essentiel de ses attaques sur la presse libérale et, plus précisément, sur la *Neue Freie Presse* ? Comme on pouvait s'y attendre, il a été accusé fréquemment de se tromper d'adversaire et de surestimer nettement l'importance de la presse. Et il l'a été notamment par les représentants de la social-démocratie, avec laquelle il avait entretenu pendant un temps des liens de sympathie et de solidarité assez étroits, avant de s'en éloigner de plus en plus et d'attaquer assez durement ses prises de position et son programme politiques.

Kraus connaissait naturellement mieux que personne l'habitude qu'a la presse, lorsqu'elle est critiquée, de répondre que le critique exagère considérablement son importance. Par exemple, lorsque les journaux sont accusés d'exercer une sorte de droit de vie ou de mort sur les livres qui paraissent, ils s'empressent d'expliquer que ce qu'ils disent n'a, en réalité, que peu ou pas du tout d'influence réelle sur le destin des livres. Kraus observe que les journalistes font preuve générale-

ment, lorsqu'ils sont attaqués, d'une modestie qui n'a d'égalé que la prétention qu'ils manifestent en temps normal :

Il est remarquable de voir à quel point les journalistes se font une idée modeste de leur métier quand on l'attaque, et avec quelle effronterie ils se pavanent comme la sagesse du monde quand ils se recommandent aux lecteurs et croient être seuls avec eux. Eux-mêmes, dans les congrès par exemple, ne peuvent pas se manifester trop d'honneur, mais, quand on se comporte avec eux de façon polémique, on leur fait trop d'honneur (F 613-621, 1923, p. 37).

C'est le genre d'objection classique qui a été formulé régulièrement contre Kraus, en particulier par l'*Arbeiter-Zeitung*.

A cela, il répond dans le numéro 54 de la *Fackel* (1900) en renvoyant les sociaux-démocrates à un texte de Wilhelm Liebknecht, dont il avait publié lui-même au début dans sa propre revue des articles sur l'affaire Dreyfus :

Qu'est-ce que la presse ? « La presse est la sixième grande puissance », disent ses admirateurs. Nous ne sommes pas ses admirateurs et nous disons : la presse est la première grande puissance. La presse est la grande fabrique qui produit l'« opinion publique », et en même temps l'entonnoir de Nuremberg par lequel l'« opinion publique » est déversée dans tous les crânes individuels. Elle est la nourrice du peuple, qu'elle élève au biberon avec le brouet de pensées et de sentiments qu'elle a concocté comme il convient. Plus puissante que le roi constitutionnel de la fable, qui règne, mais ne gouverne pas, la presse porte un sceptre sans limites : elle règne et gouverne ; et le despote le plus fier, le plus méprisant pour le peuple, le plus hostile à la liberté reconnaît son pouvoir, s'incline devant lui. Mais comment la presse exerce-t-elle sa puissance ? Dans l'intérêt de la collectivité ? Pour éduquer le peuple ? Cherche-t-elle à réparer les dommages dans l'État et la société ? Est-elle la vengeresse du droit insulté ? Tend-elle la main à l'opprimé ? Lève-t-elle l'épée contre l'opprimeur ? Non, et encore une fois non ! (P. 16-17.)

Autrement dit, Kraus suggère que les journaux qui se réclament de la social-démocratie, et dont il critique sévèrement les concessions, les compromissions et les reniements, réflé-

chissent à ce que les inspirateurs du mouvement ont été capables d'écrire eux-mêmes sur ce qu'est devenu aujourd'hui le pouvoir de la presse et sur la façon dont il est exercé par ceux qui le détiennent. Il avait déjà rétorqué un peu auparavant, dans le numéro 40, que ce n'était pas lui, mais le parti social-démocrate, qui commettait, sur ce sujet, une grave erreur d'appréciation :

Il n'est pas vrai que j'« exagère l'importance de la presse libérale ». Il est vrai que tout ce que j'ai avancé jusqu'ici contre la presse libérale est encore beaucoup trop peu. Il est vrai que l'« Arbeiter-Zeitung », qui a attaché les espérances les plus folles à la suppression du timbre des journaux pour l'évolution du journalisme, n'a absolument pas les idées claires sur la dangerosité de la presse libérale et qu'il la mesure de façon erronée à l'aune de l'insignifiance du parti libéral. Il est vrai que, par sa tiédeur tactique et sa façon sournoise de jeter le soupçon sur mon combat, il se rend complice de la presse libérale, mais qu'il ne me viendra cependant pas à l'esprit de mesurer l'importance du parti social-démocrate aux inepties de la presse social-démocrate (F 40, 1900, p. 5-6)⁵⁷.

En 1926, à un moment où il se plaint à nouveau de la mollesse du soutien que lui apportent le parti et la presse sociaux-démocrates (cette fois, dans la bataille qu'il mène pour faire chasser Békessy de Vienne), Kraus n'hésite pas à se présenter comme l'héritier spirituel et le véritable continuateur de Liebknecht :

Aujourd'hui encore – et à nouveau, un quart de siècle plus tard, face à la social-démocratie – je me perçois comme l'exécuteur de la dernière volonté qu'a contenue la dernière parole que le vieux Liebknecht m'a adressée, m'encourageant à mener la lutte contre les auxiliaires du mal dans l'État et dans la presse : « Je veux les fouetter ! » Je ne suis avide d'aucune espèce de succès pratique et je me contenterais, le cas échéant, de la tabula rasa sur laquelle ils seront tous marqués, depuis le haut jusqu'en bas et de la droite à la gauche, ceux qui par faute ou par faiblesse m'ont empêché de mener à son terme une œuvre bienfaisante au sens le plus pur (« Der Nichtgenannte » [1926], K 17, p. 127).

Dans ses démêlés avec la presse social-démocrate, Kraus a toujours insisté sur le fait qu'il n'avait fait au fond qu'essayer de réaliser lui-même un programme que les sociaux-démocrates avaient annoncé, et ensuite oublié à peu près complètement :

Ce dont on constate l'absence est l'effort passionné en vue de réformes de la législation qui auraient repris la ligne de pensée lassallienne délaissée de la mise hors la loi de la presse et auraient dû démontrer le courage, tout en garantissant le droit à la liberté d'opinion politique, d'en finir avec l'idole de la liberté de la presse, qui est l'ange exterminateur de la liberté (« Nachträgliche Republikfeier » [1926], p. 104).

L'essai de 1929, « Im dreissigsten Kriegsjahr », se termine également par une référence à Ferdinand Lassalle :

... Comme ce Lassalle, qui a reconnu le mal universel (das Weltübel) sans avoir vécu son accroissement gigantesque, une certitude me fait tressaillir : le moment viendra où nous ferons jaillir l'éclair qui ensevelira cette presse dans la nuit éternelle ! (P. 48).

Le point sur lequel Kraus est malheureusement toujours resté, dans cette affaire, assez évasif est celui de savoir quel genre de régime politique serait capable de prendre les mesures qu'il jugeait nécessaires pour mettre au pas la presse tout en préservant la liberté d'opinion et d'expression politiques. Mais il ne semble pas avoir jamais douté de la possibilité, pour un gouvernement décidé, de réussir à déboulonner une fois pour toutes l'idole de la liberté de la presse, sans pour autant porter atteinte à la liberté elle-même. L'évidence qui associe aujourd'hui intrinsèquement la liberté de la presse à la liberté tout court n'est pour lui rien de plus qu'une donnée historique et culturelle contestable et même déplorable, elle a été fabriquée largement par la presse elle-même et elle ne constitue pas une réponse, mais, au contraire, un aspect essentiel du problème.

Sur les raisons pour lesquelles la *Neue Freie Presse* symbolise,

du point de vue de Kraus, ce qu'il peut y avoir de pire, en matière politique, sociale, culturelle et accessoirement journalistique, le type d'explication qu'il donne est, en fin de compte, toujours le même. Un point crucial, à ses yeux, est la différence essentielle qui doit être faite entre la défense explicite d'opinions erronées et la défense d'intérêts économiques et financiers inavoués⁵⁸ :

Ce serait le progrès le plus important de la culture et de la morale, écrit-il, si nous en arrivions seulement au point que des opinions même erronées soient représentées dans nos quotidiens, au lieu d'intérêts. Mais, il est vrai, combattre pour des intérêts est l'essence de nos journaux : car ils vivent de cela (F 60, 1900, p. 5).

Kraus pense cependant que, sur ce point, le cas de la *Neue Freie Presse* est réellement à part. Bien des journaux qui pourraient sembler constituer des cibles beaucoup plus naturelles (comme ceux de la presse cléricale, nationaliste, antisémite, sioniste, pangermaniste, panslave, etc.) défendent, souvent avec une violence et une agressivité extrêmes, des opinions qu'il considère comme erronées et qui sont assurément dangereuses. Aucun d'entre eux, bien entendu, n'a été épargné par ses critiques. Mais il soutient que le danger représenté par le comportement de la presse libérale, et spécialement de la *Neue Freie Presse*, est en réalité de beaucoup le plus grand. Même s'il est vrai que tous les journaux mentent et sont capables de bassesse, dans le cas de la *Neue Freie Presse* le mensonge et la bassesse sont en quelque sorte constitutifs, permanents et imposés.

Dans le numéro 40 de *Die Fackel*, que j'ai déjà cité, Kraus écrit :

Il n'est pas vrai que j'« attends toujours de voir ce que la "Neue Freie Presse" va dire, pour dire ensuite le contraire ». Il est vrai que je dis souvent le contraire déjà avant, parce que, d'après moi, dans toute chose qui touche à des intérêts publics, la « Neue Freie Presse » ne peut pas ne pas adopter l'attitude la plus corrompue, la plus vile, la plus intéressée. Il est vrai que cette connaissance n'est

malheureusement pas toujours partagée par l'« Arbeiter-Zeitung » et que l'« Arbeiter-Zeitung », dans la lutte contre la puissance la plus dangereuse dans l'État, contre la presse stipendiée, est un allié qui n'est pas sûr (p. 5).

Dans le numéro 28, publié en janvier 1900, Kraus avait justifié sa position sur cette question de la façon suivante :

Pourquoi donc me suis-je choisi la « Neue Freie Presse » comme objet principal de mes attaques ? Parce que je la tiens pour quelque chose de plus qu'un journal qui sert à ceux qui l'achètent des nouvelles et des annonces. Parce que la croyance à la révélation avec laquelle notre bourgeoisie accueille chacune de ses déclarations me semble être un mal qui paralyse chez nous toute évolution. Corrompue, la presse d'Allemagne, de France et d'Angleterre et de tous les pays qui se tiennent, avec la fierté de la culture, sur le seuil plein de promesses d'un siècle de la ligne sur quatre colonnes en caractères de six, l'est aussi. Mais quelle différence ! La dame publique qui à l'extérieur satisfait des besoins publics sans résistance, mais également sans grands sentiments, s'habille ici dans le vêtement de la prêtresse, qui avec des paroles de vertu et de sagesse absout celui qui a payé comptant. Si notre presse se donnait pour ce qu'elle est réellement, qu'elle doit sans doute être en tant qu'élément de l'ordre mondial capitaliste, combien les choses iraient mieux autour de nous ! Il ne s'agit pas de combattre les bureaux d'insertion d'annonces, de saper les colonnes publicitaires, les piliers de la « vie économique ». Nous ne continuerons à nous maintenir dans la culture de l'esprit que si nous commençons par obtenir de celle d'aujourd'hui l'aveu qu'elle n'en est pas une. Et les conditions américaines dont notre journalisme tend à se rapprocher seraient une issue salubre, qui ne pourrait être suivie que par la réaction bienfaisante (p. 6-7).

En d'autres termes, les Américains font simplement des affaires et le disent ouvertement, alors qu'en Autriche on fait aussi essentiellement des affaires, mais sous le manteau de la culture, de l'esprit, de la vertu et de la sagesse. Les Allemands ont une certaine tendance à se percevoir, selon la formule consacrée, comme un peuple de poètes et de penseurs (on dit aussi, mais ce n'est pas du tout contradictoire à partir du

moment où la guerre devient l'expression même de l'idéalisme et de l'héroïsme moral, comme un peuple de penseurs et de soldats) et à considérer les pays anglo-saxons comme des « nations de boutiquiers ». Ils s'imaginent volontiers que, quand ils font la guerre, c'est effectivement toujours pour défendre des idéaux, alors que les autres ne la font que pour défendre des intérêts matériels. C'est le genre de cliché qui, en 1917, suggère à Kraus la réflexion suivante :

Les affaires sont les affaires : parce que ceux-là l'ont dit, ceux-ci ont dit que c'étaient des boutiquiers. Mais ceux-là voulaient dire que les affaires sont les affaires, et non pas aussi la vie et la religion (F 462-471, 1917, p. 172).

Mieux vaut donc, à tout prendre, un peuple « où on laisse au moins les idéaux en paix, quand les exportations sont en danger, et où on parle si honnêtement des affaires qu'on ne les appellerait pas patrie (*Vaterland*) et renonce par prudence immédiatement à avoir un mot pour cela dans sa langue » (F 406-412, p. 112), qu'un peuple d'« idéalistes des affaires », où les boutiquiers essaient de se faire passer pour des héros de la moralité et de la culture.

Tout comme les peuples en guerre, les journaux devraient, selon Kraus, laisser au moins les idéaux tranquilles. C'est pourquoi il ne voit aucune raison de s'en prendre spécialement à une feuille comme le *Wiener Tagblatt*, qui ne fait pas mystère de ses objectifs, qui sont de conseiller et d'aider les détenteurs d'actions dans leurs opérations boursières. Mais le cas de la *Neue Freie Presse* est bien différent :

... Dans tous les cas, la spéculation non dissimulée est plus sympathique que l'idéalisme hypocrite d'une grande feuille boursière, qu'un pathos moral qui parle avec les mains et, plus précisément, avec les mains ouvertes (ibid., p. 7).

Pour le satiriste qu'est Kraus, le véritable ennemi est bien moins l'affairisme lui-même que la contradiction entre les mots et les actes, qu'il s'agit de faire éclater, la duplicité et le

double langage. Comme il l'écrit, on est obligé de considérer autrement le cas de la *Neue Freie Presse*, « qui se donne pour la grande feuille d'opinion, qui est toujours considérée comme telle et ne constitue en vérité qu'une enveloppe de feuilles pour le contenu pénétrant de l'«Economist». Sans ce soutien malpropre, un gouvernement a expliqué encore il y a deux ans qu'il était impossible de gouverner en Autriche; quoi d'étonnant à ce que des puissances d'argent qui pratiquent le brigandage s'empressent de s'assurer la faveur du journal, à ce que, avant et après la fameuse prolongation du privilège des Chemins de fer du Nord, tout ce qui est entrepris contre les poches de la population se passe sous le protectorat de la *Neue Freie Presse* » (*ibid.*, p. 7-8).

Une chose essentielle que Kraus a comprise très rapidement est que l'indépendance économique et financière est aujourd'hui, en matière de presse, la condition *sine qua non* de l'indépendance morale et intellectuelle⁵⁹. C'est la raison pour laquelle il a choisi la solution radicale qui consistait à être à la fois l'éditeur et le propriétaire, le rédacteur et même pour finir, à partir de 1912, l'auteur unique de sa revue. Il fallait, bien entendu, disposer au départ des moyens nécessaires pour cela. La publication des premiers numéros de la *Fackel* a été assurée grâce à l'aide et à la garantie financières du père de Kraus. Il a, de plus, hérité, à la mort de celui-ci, en 1900, d'une fortune personnelle substantielle. Et surtout le succès spectaculaire qu'a connu immédiatement sa revue lui a permis de s'autofinancer sans problème, tout au moins jusqu'au début des années trente, où la situation de la revue est devenue nettement plus critique⁶⁰. Comme le dit Edward Timms, « le ton moral élevé qu'il a adopté a été rendu possible par sa base financière forte » (*op. cit.*, p. 36). Il n'a jamais eu à faire à des patrons riches et intéressés le genre de concessions qu'il a reproché constamment aux autres journaux. Au moment où les autres étaient, pour une raison ou pour une autre, généralement de nature économique et financière, contraints de se taire, il pouvait encore parler.

Un problème auquel il a accordé depuis le début une

importance décisive est celui de la dépendance de la presse par rapport aux grands annonceurs qui ont les moyens de s'offrir ses services. Kraus pense qu'il est à peu près impossible de croire que celui qui paie ne va pas à un moment ou à un autre exiger quelque chose en contrepartie et intervenir de façon plus ou moins directe dans ce qui est dit et, plus encore, dans ce qui ne l'est pas. Et il montre que c'est effectivement ce qui se passe dans la plupart des cas. J'ai à peine besoin d'insister sur le fait que ce qui constituait déjà un problème à l'époque de la *Fackel* l'est devenu aujourd'hui, étant donné le degré auquel la survie de la plupart des journaux et des magazines dépend désormais des recettes publicitaires, encore bien davantage. S'il revenait parmi nous, Kraus ne verrait dans cette situation que la confirmation d'une chose qu'il avait déjà dite et répétée, à savoir que le journalisme moderne doit être perçu avant tout comme un rouage et un auxiliaire essentiels dans le système du marché universel.

Il est vrai que, là aussi, les choses pourraient donner l'impression d'avoir changé radicalement. Bien que l'on ait parlé récemment d'« *omerta* française », il est peu probable aujourd'hui, dit-on, que, même en matière politique, économique et financière, une « affaire » ou un scandale puissent rester indéfiniment cachés : à défaut d'une préoccupation sérieuse pour la vérité elle-même, la curiosité infatigable des journaux, leur besoin de fournir à chaque instant des « révélations » (sensationnelles, de préférence) à leur public et la compétition effrénée à laquelle ils se livrent, dans tous les domaines, pour la recherche du « scoop » semblent garantir que tôt ou tard, comme au jour du Jugement, « *quidquid latet apparebit* » (tout ce qui est caché apparaîtra) et même, si l'on est tout à fait optimiste, que finalement « *nil inultum remanebit* » (rien ne restera impuni). Le zèle et le courage dont sont capables de faire preuve, dans ce domaine, les « journalistes d'investigation », comme on les appelle, sont même cités régulièrement comme une des choses qui sont susceptibles en quelque sorte de racheter tout le reste, quand l'honneur de la presse peut sembler mis en cause et que son blason a besoin d'être un peu redoré.

On a pourtant des raisons de rester, sur ce point, un peu sceptique. Un article du *Monde*, du 16 décembre 1999, porte comme titre : « Quand Rupert Murdoch rappelle les limiers du *Times* », suivi du sous-titre suivant : « En mettant fin à son enquête sur des “affaires” impliquant le trésorier du Parti conservateur, le quotidien britannique déçoit ses concurrents, et jette le doute sur la liberté de la presse » (p. 36). On pourrait s'étonner, en l'occurrence, de l'étonnement du *Monde*, qui affecte ici de découvrir la règle par rapport à laquelle il se flatte régulièrement de constituer une exception vertueuse (puisqu'il est, d'après son directeur, « le seul quotidien de la presse française qui appartienne à ceux qui le font et à ceux qui le lisent » et dont le capital « n'est contrôlé par aucun groupe industriel, financier ou médiatique, mais par ses différentes sociétés de personnel⁶¹ ») et les implications qui résultent à peu près inévitablement de cette situation. Il n'est pas difficile d'imaginer le genre de commentaire sarcastique que Kraus aurait publié dans *Die Fackel* à propos d'une nouvelle comme celle dont il s'agit. Il aurait sûrement fait remarquer à nouveau que la vraie menace pour la liberté de la presse ne réside plus depuis longtemps dans la censure étatique, mais dans les formes d'autocensure qui résultent fatalement de l'assujettissement des journaux à des intérêts et à des pouvoirs économiques qui les contrôlent, et également que, si un doute est jeté sur quelque chose, ce n'est pas sur la liberté de la presse, qui pourrait difficilement être plus grande, mais plutôt sur l'indépendance des journaux et la volonté réelle de ceux qui les font de la faire respecter. Car si les journalistes sont toujours prompts à se mobiliser contre le spectre de la censure exercée par le pouvoir politique, ils sont généralement beaucoup plus discrets et beaucoup moins déterminés quand il est question des relations de dépendance économique dans lesquelles est impliquée de plus en plus la presse et des conséquences autrement plus redoutables qui en découlent. Et, pour ce qui est de la soumission des journaux aux exigences des publicitaires, un autre article du *Monde*, du 29 mars 2000, intitulé « Douce pub ou première guerre civile mondiale ? »,

parle de « l'appropriation directe des différents médias par les grands groupes, ou plus subtilement par la pression des annonceurs sur le contenu éditorial, tentant d'instrumentaliser la rédaction de nombreux journaux et magazines, transformés en machines à dire du bien, en simples annexes ou auxiliaires des régies publicitaires » (p. 16). Qui, après cela, pourrait dire que Kraus avait exagéré ?

Sur cette question des rapports des journaux avec les publicitaires, Kraus s'en est pris régulièrement à l'*Arbeiter-Zeitung*, auquel il reprochait d'accepter d'insérer des annonces en faveur de grandes banques et de grandes entreprises capitalistes dont il dénonçait par ailleurs vigoureusement dans ses colonnes le comportement antisocial. Dans le numéro 65 de *Die Fackel* (1901), il constate que :

L'hostilité « principielle » a [...] cessé depuis longtemps d'incommoder les messieurs qui habitent la Ringstrasse – avec une prise en considération particulière du Schottenring [autrement dit, de la Bourse] –, et les escrocs individuels dorment et digèrent mieux depuis que notre social-démocratie a expliqué avec magnanimité que les maux publics ne pouvaient être séparés du mal fondamental de l'ordre social, et se borne à amoindrir les possessions des expropriateurs uniquement par le prélèvement d'honoraires pour l'insertion d'annonces dans l'« Arbeiter-Zeitung » (p. 2).

Kraus s'était référé, dans le numéro 2 de *Die Fackel*, à Lassalle, qui avait écrit qu'« il s'agit d'énoncer ce qui est » (*aussprechen, was ist*) (p. 1) ; et il le cite à nouveau dans le numéro 49 (1900) sur la question des annonces publicitaires :

Je vous ai montré que le pervertissement de la presse est provenu avec nécessité du fait qu'elle est devenue, sous couvert de défendre des intérêts intellectuels, du fait du système des annonces une spéculation financière industrielle. Il ne s'agit par conséquent que de séparer ces deux choses, qui effectivement n'ont rien à voir l'une avec l'autre...

Dans un État social-démocratique on doit donc promulguer une loi qui interdit à tout journal de publier une annonce quelconque (p. 16).

Dans le numéro 33 (1900), Kraus donne des exemples précis et concrets de ce qu'il appelle « les relations tendres qui existent chez nous entre la Bourse et la presse » (p. 12). Il dénonce la manière dont les journaux les plus vénaux, mais malheureusement aussi parfois les plus honorables, sont susceptibles de se laisser acheter par les annonceurs. Et il s'en prend également au système des « participations », qui constitue un autre moyen de dédommager les rédacteurs, en particulier les rédacteurs économiques, intéressés : on leur réserve, en cas d'émissions nouvelles, un certain nombre d'actions qu'ils peuvent obtenir à des conditions privilégiées et qu'ils s'empressent ensuite de revendre, dès que le cours de l'action a monté. Le capitalisme financier tend de plus en plus à ressembler à un capitalisme pour initiés, dans lequel les propriétaires de journaux et les journalistes occupent évidemment une position qui les avantage considérablement. Et la collusion entre la Bourse et la presse ne fait évidemment qu'aggraver le problème, en rendant invisibles aux yeux de l'opinion publique les opérations financières malhonnêtes auxquelles se livrent en sous-main les détenteurs du grand capital, qui sont souvent en même temps des spéculateurs à grande échelle.

Lorsqu'il a été accusé par l'*Arbeiter-Zeitung* de chercher essentiellement à protéger les poches des actionnaires, Kraus a répondu que son but était effectivement de défendre les droits régulièrement lésés des petits actionnaires contre les manipulations et les malversations des grands.

Celui qui n'est qu'actionnaire, écrit-il, n'est sûrement pas un homme utile, mais n'est pas pour autant un homme malhonnête. Quiconque fait du tort à l'actionnaire au mépris du droit est un homme nuisible et malhonnête. Que ce soit Rothschild ou un journal. — Et c'est pourquoi j'ai combattu contre l'exploitation des actionnaires par Rothschild et par les journaux, et je crois remplir par là un devoir du publiciste indépendant. Mais de quelle manière les relations de l'« Arbeiter-Zeitung » avec les sociétés d'actions peuvent être mises en harmonie avec les devoirs d'un publicisme socialiste, cela, je ne le sais pas (F 49, 1900, p. 15).

Les sociaux-démocrates ont estimé à partir d'un certain moment qu'il était nécessaire « de garder le silence sur les petits maux pour pouvoir combattre les maux plus grands avec des moyens plus grands » (*ibid.*). Mais, objecte Kraus, « c'est ce point de vue que j'attaque ; non pas seulement parce qu'il me semble que l'*Arbeiter-Zeitung* a perdu l'appréciation correcte de la grandeur pour les maux de notre vie sociale, mais parce que je suis convaincu qu'un mouvement ayant la force originale de la social-démocratie ne doit pas travailler avec de tels moyens d'une morale relative » (*ibid.*)⁶². Le problème de la protection des droits des petits actionnaires contre les pratiques malhonnêtes des grands est évidemment encore un problème dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas dépourvu d'actualité. Compte tenu de ce qui vient d'être dit, on comprend, en tout cas, assez bien pourquoi on trouve, dans les premières années de la *Fackel*, un nombre aussi important d'articles précis et bien documentés qui sont consacrés au marché financier et, plus précisément, à l'analyse d'opérations boursières suspectes.

CHAPITRE VI

LA PRESSE
ET LE GRAND CAPITALISME

L'absence de caractère bénéfique de la considération, le caractère est traîné dans la boue, l'injustice célébrée comme ordre universel divin, les dommages sociaux recouverts par des mouches – bref: vulgarité, mensonge, corruption; corruption au sens le plus bas: tout pour de l'argent – pour tout de l'argent. Tout comme aucune filouterie politique, aucune filouterie industrielle ne l'est trop, n'est trop infâme, trop sordide, pour ne pas trouver dans cette presse un appui enthousiaste – pour de l'argent. Par l'intermédiaire de la presse, l'escroquerie boursière et le brigandage financier s'adonnent à leurs mystifications grossières; ils posent les pièges, tendent les filets et la presse les leur remplit – et remplit en même temps ses propres poches.

La presse quotidienne est le vrai miroir des situations dans l'État et la société; et à un historien impartial et impitoyable de l'avenir une année de parution de nos journaux suffira pour prononcer le verdict de condamnation sur les états de choses actuels dans l'État et la société.

WILHELM LIEBKNECHT (1872)

(cité par Kraus, « Die Presse » [1926], K 17, p. 110-111).

Les polémiques de Kraus contre les grands entrepreneurs capitalistes, au nombre desquels figuraient, bien entendu, certains propriétaires de journaux, témoignent d'une vigueur, d'une verve et d'une puissance satirique exceptionnelles. Un des représentants du grand capital auquel il s'est attaqué à différentes reprises se trouve être Karl Wittgenstein, le père du philosophe, qui était un des membres les plus éminents du « cartel de l'acier » (Kraus parle à propos de lui et

de ses confrères de « bêtes dévoreuses d'acier ») et également, par ailleurs, un collaborateur occasionnel de la *Neue Freie Presse*, pour laquelle il écrivait des articles économiques. Dans le numéro 33 de *Die Fackel*, à l'occasion d'une grève entreprise par les mineurs de charbon contre leurs exploiters, Kraus écrit :

En vérité, a-t-on ignoré jusqu'ici la nocivité du clan contre lequel luttent en ce moment les mineurs de charbon? Ou bien a-t-on cru que les Rothschild, Gutmann, Wittgenstein abandonneraient subitement l'espèce et mettraient le bien des hommes au-dessus du profit du capital? (P. 3.)

Kraus n'était évidemment pas le genre d'homme à se laisser impressionner un seul instant par les activités de bienfaisance dans lesquelles sont censées se manifester la générosité et l'humanité des grands capitalistes, et en particulier par les « bonnes œuvres » de la famille Wittgenstein :

Quand Monsieur Wittgenstein paie mille couronnes la carte d'entrée à la Fête Allemande de l'Association des Écoles, on doit dire à l'opinion publique que le monsieur qui veut aider, en l'occurrence, la germanité par une aumône, de même que ses comparses non moins allemands, chasse, par des salaires de misère dont le travailleur allemand d'un niveau culturel plus élevé ne peut pas vivre, la main-d'œuvre allemande des territoires dans lesquels elle est implantée, favorise la slavisation de l'Autriche de façon plus efficace que ne pourraient le faire dix ordonnances linguistiques (F 31, 1900, p. 3).

Dans le numéro 56 de la *Fackel* (1900), Kraus écrit, à propos de ce qu'il soupçonne d'être une falsification de bilan effectuée par « les rois de l'acier autrichiens », qu'il peut y avoir des raisons sérieuses de mettre en doute la parole des rois eux-mêmes. « La Bourse, constate-t-il, craint Dieu, Taussig, Wittgenstein et en dehors de cela rien au monde » (p. 6). Il est évidemment conscient du fait que le véritable maître du jeu économique n'est probablement déjà plus le capitalisme industriel, mais plutôt le capitalisme financier et

spéculatif. Les grands industriels pourraient donc avoir des raisons de craindre aussi, de leur côté, le jugement de la Bourse ; mais ils n'ont, en réalité, pas grand-chose à redouter, parce que ce sont eux, justement, qui la contrôlent.

Une opération de fusion qui a beaucoup agité les milieux financiers et journalistiques entre la Société d'escompte de Basse-Autriche et la Société d'escompte de Bohême a donné, en 1901, à Kraus une nouvelle occasion de s'en prendre à Wittgenstein père :

Pour ce qui est de savoir, écrit-il, si la partie du journalisme qui a combattu les tractations entre la Société d'escompte de Basse-Autriche et la Société d'escompte de Bohême a agi pour le compte du groupe Rothschild, je ne peux pas le décider. Dans le cas des petits journaux, qui même aujourd'hui n'ont pas encore abandonné leur attitude oppositionnelle, une explication plus plausible me semble être que l'« Américain » Wittgenstein⁶³ a toujours suivi le Principe-Barnum, qui consiste à ne payer que les grands et à ne pas se soucier des petits criailleurs (F 65, 1901, p. 16).

Cette accusation valut à Kraus une demande de rectification envoyée par Karl Wittgenstein. Comme la lettre n'avait pas été dûment authentifiée et transmise dans les formes légales, Kraus a affecté dans un premier temps de croire qu'elle émanait d'un pseudo-Wittgenstein qui avait voulu faire une bonne plaisanterie en se servant du nom du vrai et en spéculant sur la crédulité du destinataire. Et il conclut son commentaire en remarquant que « le vrai Wittgenstein a déjà dans sa vie réalisé des spéculations meilleures » (F 66, 1901, p. 28).

Kraus fut néanmoins obligé de publier en bonne et due forme dans le numéro suivant la rectification de Karl Wittgenstein et, comme il avait feint de lui offrir une porte de sortie honorable en suggérant qu'il ne pouvait sûrement pas être l'auteur des absurdités qu'elle contenait, il la présenta comme un aveu inespéré : « Il est suffisamment courageux pour assumer entièrement un non-sens qu'il a commis et s'empresse de me convaincre que c'est bien lui l'auteur » (F 67, 1901, p. 13). Kraus parle de non-sens, parce qu'il aurait dû,

estime-t-il, être clair pour tout le monde qu'il n'avait pas accusé Karl Wittgenstein d'être intervenu personnellement auprès des journaux et de les avoir achetés lui-même, mais seulement voulu dire que « le groupe Montan dans ses relations avec les racketteurs des journaux procède selon le système américain Wittgenstein » (*ibid.*, p. 14). Karl Wittgenstein, qui s'était, à cette époque-là, en principe retiré des affaires, essayait de faire croire, dans sa lettre, qu'il n'avait appris la fusion de la Société d'escompte de Basse-Autriche avec la Société d'escompte de Bohême qu'en lisant les journaux. Ce qui amène Kraus à remarquer ironiquement qu'« il ne spéculait plus aujourd'hui que sur le § 19 » (le paragraphe de la loi sur la presse concernant le droit à la rectification) et que : « Les journaux ne lui servent plus aujourd'hui que de lecture. Les temps sont loin, où ils apprenaient quelque chose de lui, aujourd'hui il apprend tout d'eux » (*ibid.*).

Je me suis attardé un peu sur cet épisode, d'une part, parce qu'il constitue un exemple typique de la façon dont les grandes puissances industrielles et financières étaient capables de manipuler la presse et, d'autre part, parce que l'irrespect total avec lequel Kraus traite un des magnats de l'industrie et de la finance autrichiennes contraste singulièrement avec le ton et le style de ce qu'on peut lire à présent sur ce genre de sujet. Comparé au langage de la déférence et de la connivence qui est maintenant de rigueur, le sien est d'une franchise et d'une violence meurtrières auxquelles le lecteur d'aujourd'hui n'est sûrement plus habitué, surtout depuis que l'on a compris qu'il valait mieux éviter, autant que possible, de parler non seulement de « lutte de classe », mais même simplement de conflits sociaux et de luttes sociales, si on ne voulait pas risquer d'encourager les divisions et la haine. Kraus écrit à une époque où le « dégoût social », comme il l'appelle, et la haine des corrompus, des escrocs et des exploités peuvent encore être considérés comme une chose compréhensible et honorable. Ce qu'il s'est permis d'écrire noir sur blanc dans une société et sous un régime politique qui étaient incontestablement beaucoup moins libéraux que les nôtres peut sembler

étonnant, mais cela confirme simplement une chose qu'il avait déjà très bien comprise, à savoir qu'il n'y a pas forcément une relation directe entre la liberté d'expression et la liberté de pensée ou, si l'on préfère, entre la liberté de pensée, considérée comme un droit, et la liberté de la pensée, considérée comme une réalité. Une liberté d'expression totale est de peu d'intérêt quand la pensée est, pour des raisons d'un autre ordre, totalement convenue et ne s'exprime plus que dans un langage dégradé, qui, justement, n'est pas fait pour penser, mais uniquement pour faire des phrases – autrement dit, pour l'euphémisation, l'ornementation et le décor. Kraus ne recule pas devant le paradoxe qui consiste à soutenir que la censure aurait aujourd'hui plus de chances de produire des esprits libres que ce qu'on appelle (en tout cas, ce que les journaux appellent) la « liberté de pensée et d'expression ».

La logique du profit, qui constitue la vraie réalité qu'il y a derrière les phrases, amène, constate-t-il, des sociétés comme celle des Chemins de fer du Sud ou celle des Vapeurs du Danube, qui ont été deux de ses cibles favorites, à mettre régulièrement en danger la vie de leurs passagers pour satisfaire à des exigences de rentabilité. La Société des chemins de fer du Sud, qui se distingue surtout par la fréquence des retards et des accidents, est le prototype de l'entreprise qui ne remplit aucunement sa fonction sociale. Mais, comme je l'ai déjà suggéré implicitement, ce qui constitue, aux yeux de Kraus, le vrai problème est peut-être moins le capitalisme lui-même que le fait que l'impératif numéro un soit devenu aujourd'hui celui de la rentabilisation des actions, ce qui a pour conséquence que l'intérêt des travailleurs, et même celui des entreprises, est de moins en moins pris en compte, alors que celui des petits actionnaires n'est finalement pas non plus réellement protégé. La nouveauté principale dans l'avènement de l'actionnariat populaire et dans ce que certains appelleraient la « démocratisation du marché financier » se réduit, pour Kraus, essentiellement à la chose suivante :

Il y a sûrement une tendance démocratique, égalisatrice, dans le fait qu'il est permis à toutes les couches de la population de se lais-

ser dépouiller par des matadors de la Bourse ; jusqu'à présent il y avait là un privilège injustifié des classes possédantes. Mais nos financiers géniaux veulent bien se montrer condescendants et accepteront aussi obligeamment les petites sommes qui peuvent être récupérées auprès de gens plus pauvres (F 18, 1899, p. 18).

Autrement dit, ce qui s'est démocratisé est surtout le droit pour les plus pauvres, les plus faibles et les plus naïfs de se laisser spolier librement par les plus riches, les plus forts et les plus malins.

Dans le numéro 6 de *Die Fackel* (1899), Kraus publie, visiblement avec une complète approbation, un texte qui lui a été envoyé de Brünn, à propos d'une grève qui dure depuis plus d'un mois dans les fabriques de textile pour l'obtention de la journée de 10 heures (au lieu de 11). L'auteur observe que « le niveau de vie incomparablement plus élevé et la durée du travail incomparablement plus réduite des travailleurs anglais n'ont pas empêché l'industrie textile anglaise de conquérir le monde, elle a au contraire, par le perfectionnement de l'habileté des travailleurs, rendu seule possible cette conquête » (p. 9). Il s'interroge sur la spécificité du capitalisme et, plus encore, du journalisme autrichiens et constate que, à bien des égards, l'Autriche n'a pas encore accédé au stade de ce qu'on pourrait appeler le « libéralisme éclairé » :

Que l'on compare une fois la façon dont les luttes de classe industrielles sont rapportées dans les grands journaux anglais, depuis le « Times » conservateur jusqu'au « Daily Chronicle » radical, avec celle de toute notre presse bourgeoise. Là des rapports détaillés, appropriés à la signification économique de l'événement, et la liberté de parole complète d'une salle de conférence, ici des bulletins indigents que le comité d'entreprise a émis et que le bureau des dépêches officiel a privilégiés. Une grève, quelle que puisse être la quantité d'héroïsme et de solidarité active qu'elle a libérée, ne semble pas à notre presse digne du compte rendu propre que l'on ne refuse pas à la journée d'une association scolaire, et le travailleur n'est pas intéressant pour elle, tant qu'il ne pille pas des débits d'eau-de-vie juifs (ibid., p. 11-12).

Il s'est trouvé que l'auteur du texte publié dans le numéro 6 de *Die Fackel* sur la grève de Brünn, qui défendait les idées de la social-démocratie, a attaqué un peu plus tard Kraus en lui reprochant de d'« exagérer de façon risible » l'importance de la presse libérale. Kraus, dans le numéro 40, le renvoie à ce qu'il avait écrit lui-même dans *Die Fackel* sur l'indifférence coupable des quotidiens en vue et souligne qu'il y a eu une époque où les porte-parole de la social-démocratie avaient une idée un peu plus exacte de l'importance qu'il convient d'attribuer à la presse libérale.

Un des problèmes que pose Kraus, qui n'est pas du tout le genre d'ennemi de la modernité pour lequel on le fait passer parfois, est que l'Autriche, qui a accédé plus tard que la plupart des autres pays d'Europe occidentale au stade du grand capitalisme industriel et financier, en a pour le moment tous les inconvénients et les aspects négatifs, en particulier du point de vue social et culturel, et presque aucun des avantages. L'Autriche est un pays où les ouvriers sont moins payés et travaillent plus longtemps qu'ailleurs et où en même temps à peu près rien ne marche correctement, en tout cas sûrement pas les trains. Le capitalisme autrichien en est resté à un stade plus primitif et sauvage que dans d'autres pays plus avancés ; et il est entre les mains de gens qui n'ont aucune compréhension pour les problèmes sociaux et sont capables également d'agir d'une façon qui est directement contraire à l'intérêt national. Kraus n'a pas de mots assez durs pour ceux qu'il appelle les « *Fortschrittlichen* », les hommes de progrès, qui sont toujours prêts à accepter de gaieté de cœur, au nom de la rationalisation et de la modernisation, des choses comme la disparition des travailleurs indépendants et des métiers artisanaux, la paupérisation de couches entières de la population, la baisse des salaires et les licenciements dans les usines, la répression des grèves, etc., et qui accusent ceux qui protestent et résistent d'être restés tributaires d'une vision des choses archaïque et de mettre en danger l'ordre social (Kraus se demande, à ce propos, s'il faut parler de l'ordre de la société ou de celui *des sociétés* – industrielles et financières).

On ne peut évidemment comparer que ce qui est comparable. Mais il est permis de se demander si, avec le triomphe sans partage du libéralisme et le phénomène de la mondialisation de l'économie et du marché, les choses ne sont pas en train de revenir à une situation qui n'est pas sans analogie avec celle qui suscitait l'indignation de Kraus. Aujourd'hui, il considérerait sans doute que le rôle des *Fortschrittlichen* a été repris de façon assez typique par les partisans de l'ultralibéralisme, qui prêchent l'acceptation et la résignation aux victimes de la modernisation du système économique, ne trouvent jamais trop élevés les coûts humains et sociaux et les sacrifices qu'elle implique et accusent ceux qui se demandent si l'on doit réellement consentir à payer ce prix d'être des nostalgiques d'un ordre périmé. Mais, même si l'on estime que les choses ont changé de façon suffisamment importante pour rendre contestable la pertinence d'une comparaison de cette sorte, on ne peut pas, en tout cas, ne pas être frappé par la parfaite actualité de tout ce que Kraus a écrit sur des choses comme l'immoralité de la haute finance et le problème de la grande délinquance financière, la déification de l'argent et la mercantilisation systématique des valeurs de l'esprit et de la culture.

On peut remarquer que Karl Wittgenstein avait été, justement, en Autriche le champion par excellence de la modernisation de l'économie et de la société et que c'est peut-être parce qu'il avait eu le sentiment que ses efforts étaient plutôt entravés que réellement soutenus par les gouvernements et l'autorité impériale qu'il avait décidé, à l'âge de cinquante-deux ans, de se retirer des affaires. Certains diraient sans doute que l'attitude de Kraus est, de ce point de vue, affectée d'une certaine ambiguïté : il avait la conviction de se battre, dans tous les cas, essentiellement pour la défense de l'intégrité et de la dignité de l'être humain et, en particulier, de celles des victimes et des opprimés. Mais en s'opposant au processus de l'« américanisation », symbolisé de façon typique par le personnage de Karl Wittgenstein, il pouvait également donner l'impression de chercher surtout à préserver les valeurs, le

mode de vie et la culture de la vieille Autriche et à combattre une évolution qui était, en tout état de cause, nécessaire.

Là aussi, cependant, on peut penser que Kraus allait peut-être simplement un peu trop vite et ne faisait, somme toute, qu'anticiper. Dans une époque qui est devenue entre-temps obsédée au point où on l'est désormais, dans tous les domaines, par les problèmes de « conservation » (des valeurs réputées « essentielles », de la culture, de l'environnement, des espèces naturelles, de la mémoire, des traditions, des langues, etc.), les polémiques qu'il a menées depuis le début contre les thuriféraires de la modernité et du progrès ne semblent pas seulement en avance sur son temps, elles apparaissent finalement aussi comme beaucoup plus progressistes qu'elles ne pouvaient en donner l'impression à ses contemporains. Critiquer les illusions et les méfaits du progrès au nom d'une autre idée du progrès est certes toujours une tâche délicate, et l'est d'autant plus, en l'occurrence, que, par définition, le satiriste est peu sensible aux aspects positifs que peut comporter également la situation, ne se préoccupe guère du respect des nuances et des petites différences et choisit même délibérément d'être excessif et injuste⁶⁴. (Comme le dit Kraus, quand il n'y a plus de place pour l'exagération et que l'époque transforme du jour au lendemain la calomnie en vérité, il n'y en a plus non plus pour la satire.) Mais, quand la réalité finit par rattraper la description, la critique ressemble beaucoup plus à ce qu'elle était censée être, à savoir une interrogation légitime et indispensable sur l'avenir, qu'à une simple condamnation du présent au nom des valeurs et des idéaux du passé.

CHAPITRE VII

LA FABRICATION DE L'ÉVÉNEMENT

L'organe [...] par lequel dans tous les compartiments de la vie publique la vérité supérieure des choses est établie, face à une réalité tout à fait ordinaire, est la presse. [...] Vous-même n'avez vécu que la réalité plate, mais là il y avait la vérité. Ne croyez pas que je plaisante, que je veux être ironique, je vais vous démontrer immédiatement à quel point ce que je dis est irréfutable. Car si toutes les choses qui sont établies par la presse, au moment où elles paraissent publiquement, ne semblent encore que la vérité, dès le lendemain elles sont encore en plus de cela la réalité de tout ce qui a été, puisque les événements ne continuent à vivre dans les cerveaux des contemporains que sous la forme qui a été déterminée par le journal.

CARL STERNHEIM, *Der Kandidat* (1914),
d'après Flaubert, acte III, scène 3
(*Dramen II*, Luchterhand Verlag, 1964, p. 65-66).

La déformation de la réalité dans le compte rendu est le compte rendu conforme à la vérité sur la réalité.

KARL KRAUS (F 360, 1912, p. 25).

La dernière chose qui aurait pu être reprochée à la *Neue Freie Presse* était sûrement de manquer de journalistes brillants et littérairement doués. Harden, qui soupçonnait Kraus de noircir la situation de l'Autriche par rapport à celle de l'Allemagne, n'a pas manqué de lui rappeler l'excellence dont étaient capables de faire preuve, dans le genre du feuilleton, des auteurs comme Speidel, le critique d'art Hevesi, le critique musical Hanslick, Herzl ou Bahr lui-même (F 2,

1899, p. 3). Mais Kraus n'est jamais parvenu à considérer cela comme une circonstance atténuante.

Vous avez, répond-il à Harden, une littérature autonome, qui parle au public par des livres et qui, de temps à autre, même si c'est un mouvement affecté, produit tout de même du mouvement. La nôtre est conçue en fonction des journaux, chez nous le reporter a englouti l'écrivain, et c'est pourquoi notre système journalistique manifeste le degré d'évolution le plus élevé. Celle-ci s'est effectuée au détriment de toutes les possibilités d'art meilleures (ibid., p. 8).

Dans le numéro 30 de *Die Fackel*, Kraus soutient que :

La presse viennoise a détruit la littérature viennoise. Mais à ce prix elle a elle-même pu, en s'assurant les services des talents littéraires, atteindre dans un domaine, celui du feuilleton, une hauteur à laquelle nulle part à l'étranger les journaux n'ont pu accéder et dont même aujourd'hui elle n'est pas encore complètement redescendue (F 30, 1900, p. 11).

Non seulement le prix payé pour cela par la littérature a été, du point de vue de Kraus, beaucoup trop élevé, mais encore il ne voit pas de raison de dissimuler ses réticences à l'égard d'un genre qui privilégie beaucoup trop l'impression vécue, l'effet littéraire, l'esthétisme et le subjectivisme, et sa préférence pour un journalisme nettement plus sobre, plus factuel et plus terne, du genre de celui que l'on pratique en Allemagne. La « capacité stylistique supérieure », qu'il reconnaît tout à fait, et les prétentions culturelles élevées de la presse viennoise ne constituent pas, pour lui, un argument en sa faveur, mais plutôt l'inverse. Dans le numéro 62, il constate qu'on a reproché pendant longtemps avec raison aux journaux de Vienne de négliger leur tâche la plus immédiate, à savoir le reportage précis et détaché sur les événements du jour, pour lui préférer des considérations grandiloquentes et prophétiques sur les grandes questions et les grandes idées (F 62, 1900, p. 15). Heureusement, remarque-t-il, les choses sont en train de changer : la presse viennoise a fait un pas

important en direction du réalisme, mais c'est seulement du réalisme commercial et publicitaire. On lit certes encore des entrefilets sur les questions ultimes de la philosophie, de petits feuilletons sur la destination de l'homme et des notices locales sur la vraie nature du mariage. Mais on peut être sûr qu'un article sur la destination de l'homme, par exemple, se terminera par une conclusion du genre suivant : « Nous ne savons donc pas où nous allons. Mais, quand nous allons, nous avons besoin de bonnes chaussures, et vous les trouverez à des prix défiant toute concurrence à tel ou tel endroit. » Autrement dit, entre les grandes idées et les petites affaires, il n'y a plus vraiment de place pour ce qui devrait constituer l'essentiel du travail journalistique.

Kraus soutient que le feuilleton et aussi, de temps à autre, l'éditorial ont absorbé ce que la littérature pouvait encore produire de plus vivant. Au feuilleton, il reproche d'encourager et d'entretenir la confusion du factuel et de l'informationnel avec l'ornemental ; et il cherche à exclure l'ornement littéraire du journalisme, de la même façon que Loos cherche à bannir de l'architecture la surcharge purement décorative. Dans son pamphlet contre Heine, qu'il considère comme le véritable ancêtre du genre (« Sans Heine, pas de feuilleton ! »), il note qu'« à la souillure (*Verschweimung*) de la vie pratique par l'ornement, comme la démontre le bon Américain Loos, correspond l'infiltration du journalisme par des éléments intellectuels (*Geisteselemente*), qui, cependant, ne pouvait pas ne pas conduire à un embrouillamini encore plus catastrophique. Au lieu d'assécher intellectuellement la presse et de restituer à la littérature les jus qu'on lui a fait "presser", qu'on lui a extorqués, le monde du progrès pratique toujours à nouveau la rénovation de l'ornement intellectuel. L'ornement littéraire n'est pas foulé aux pieds, mais modernisé dans les Ateliers Viennois de l'esprit » (« Heine und die Folgen » [1910], K 4, p. 188-189)⁶⁵. Les « fioritures poétiques » sont devenues de plus en plus indispensables pour conserver au « vernis de la corruption » le brillant nécessaire et l'on a ressenti toujours davantage le besoin de « rendre plaisante l'enveloppe qui

recouvre la mauvaise intention » (*ibid.*, p. 189). C'est à cela, dit Kraus, qu'« aident l'esprit lui-même, qui se sacrifie, et l'esprit qui a été volé à l'esprit » (*ibid.*). C'est donc en vertu d'une exigence qui est avant tout de nature éthique que l'on devrait, selon lui, maintenir, en ce qui concerne les relations de la littérature et du journalisme, le principe de la séparation des genres. Si la presse valorise à ce point le style, au détriment de la substance, ce n'est pas pour l'amour de la littérature, mais parce qu'elle a besoin de lui et l'utilise essentiellement pour la dissimulation et le mensonge. Elle compte (avec raison) sur le fait que la curiosité du public sera toujours plus grande que sa prudence et également que son amour de la vérité; et c'est pour cela qu'elle mise à ce point sur l'ornement et la parure. Comme toujours, on décore la façade de façon voyante pour aguicher le passant pressé (ce qu'est exactement le lecteur de journal) et le dissuader d'aller voir réellement ce qu'il y a derrière.

Ce dont Kraus fait grief à la presse n'est pas, bien entendu, le fait qu'elle n'ait que peu ou pas du tout de rapport avec l'esprit et avec les choses de l'esprit, puisque c'est bien ainsi que les choses devraient, selon lui, se passer, mais la façon qu'elle a de vouloir et de prétendre en avoir un. Car l'esprit n'a rien à voir avec ce qui devrait constituer normalement l'affaire et la tâche du journalisme :

La presse, en tant que dispositif social, parce qu'il est décidément inévitable que la pauvreté en imagination soit abreuvée en faits, aurait sa place dans l'ordre progressiste. Mais qu'est-ce que l'annonce du fait qu'il a plu à Hongkong a à voir avec l'esprit? Et pourquoi une catastrophe boursière arrangée ou un petit racket ou même simplement le silence non rétribué sur un fait requièrent-ils tout le grand appareil auquel des académiciens ne craignent pas de collaborer et pour lequel même des esthètes acceptent de transpirer la sueur de leurs pieds? (Ibid.)

Joseph Roth, qui connaissait bien la question puisqu'il a été à la fois un journaliste vedette et un des maîtres du feuilleton, dit, dans un article de 1929 sur « La presse quotidienne comme vécu », que :

Si le journal était aussi immédiat, aussi sobre, aussi riche, aussi facilement contrôlable que la réalité, alors il pourrait sans doute, comme celle-ci, communiquer des expériences vécues. Seulement il donne une réalité qui n'est pas sûre, qui est filtrée – et une réalité qui est mise en forme de façon insuffisante, ce qui veut dire, par conséquent : une réalité falsifiée. Car il n'y a pas d'autre objectivité qu'une objectivité artistique. Elle seule peut représenter un état de choses de façon conforme à la vérité. Toute autre espèce de présentation est une présentation privée, ce qui veut dire : incomplète. Or les reporters et les correspondants ne sont la plupart du temps pas des artistes. Leurs nouvelles, reportages, descriptions, sont comme des communications écrites privées, mais adressées à l'opinion publique⁶⁶.

Puisque la distance bien connue qui sépare le fait de la nouvelle est trop grande et la relation qui existe entre eux marquée par un nombre beaucoup trop grand de contingences, de hasards et d'accidents divers, l'objectivité factuelle, en matière d'information quotidienne, est probablement un rêve et il ne reste pour finir, en fait d'objectivité, que celle que le traitement littéraire est seul capable de conférer au sujet.

Roth note que, dans les journaux actuels, les annonces payées sont les seules notices qu'il peut encore lire avec crédulité, parce que, justement, elles restent conscientes de leur caractère exagéré et le reconnaissent.

Le journal d'aujourd'hui est, conclut-il, bien moins fiable qu'une annonce privée, que le coureur de Marathon. Son « matériau » est la plupart du temps élaboré de façon tellement mauvaise que je ne peux en tirer un vécu quelconque. Je peux seulement goûter ça et là dans le journal un vécu déjà mis en forme. Je veux dire les rares contributions des rares bons écrivains. Et c'est ce seul fait qui sauve le journal d'aujourd'hui : la collaboration de bons écrivains (ibid.).

Si l'on suit le raisonnement jusqu'au bout, il implique que ce sont les écrivains que les journaux devraient utiliser, de préférence, comme reporters – ce qu'ils font d'ailleurs assez souvent, sans que l'on sache cependant s'ils cherchent réellement à utiliser les bons, et non pas simplement les plus

célèbres. Kraus, comme on l'a vu, estime que ce n'est sûrement pas de ce côté-là qu'il faut chercher la solution du problème et que le journalisme bien compris devrait avoir le moins de rapport possible avec la littérature et avec l'art en général. En matière de journalisme, mieux vaut, à tout prendre, ce qu'il appelle, dans sa réponse à Harden, la « steppe de nouvelles » (*Nachrichtensteppe*) que les champs de fleurs de l'esprit et de la poésie. Mais il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ce sont les seconds que préfèrent à la fois les journaux et leur public. A l'époque de Kraus, les journaux ont déjà tendance à utiliser de plus en plus les écrivains pour rehausser leur prestige, en particulier auprès de la classe cultivée, et augmenter leurs chiffres de vente; et les écrivains se servent eux-mêmes de plus en plus des journaux pour accroître leur notoriété et leur influence sur le grand public et assurer la promotion de leurs propres œuvres. Corrélativement, les « écrivains du journal » sont régulièrement soupçonnés d'être simplement les moins créatifs, les plus opportunistes, les plus versatiles et finalement les plus malhonnêtes. Kraus, dont certains d'entre eux (Hermann Bahr, Alfred Kerr, Felix Salten, etc.) ont été les victimes les plus fameuses, estime que le jeu qui se pratique sur ce point ne peut rien produire d'autre que le pire, non pas seulement pour la littérature, mais également pour le journalisme lui-même, qu'il ne faut surtout pas encourager dans l'idée qu'il a, comme la littérature, affaire avec la vérité artistique, plutôt qu'avec la vérité banale et la vérité tout court, et même peut-être, en fin de compte, avec la fiction plutôt qu'avec la réalité.

Je ne me risquerai pas ici, bien entendu, à essayer de défendre la solution que propose Kraus ou l'idéal dont il rêve : celui de journaux qui n'emprunteraient rien à l'univers de la littérature et d'une littérature qui ne demanderait rien aux journaux. Pour des raisons qui sont intrinsèques et qui ne tiennent pas seulement à la nature de l'évolution qui s'est effectuée, son idée d'une séparation stricte entre les deux domaines est sûrement beaucoup trop rigoriste et radicale, et à peu près aussi irréaliste et inapplicable que son attaque

contre Heine est, sur certains points, surprenante et injuste. Mais ce qui n'est pas contestable est que le problème qu'il pose est, une fois de plus, bien réel et condamné à resurgir constamment dans les débats sur la littérature et la culture contemporaines.

Ce n'est pas une exagération de remarquer que, parmi toutes les leçons que Kraus a données à la presse de son époque, la première est sûrement une leçon de journalisme⁶⁷, par le soin qu'il a apporté à la recherche, au contrôle et à la vérification de l'information, et par la précision et la rigueur avec lesquelles il l'a utilisée. C'était, du reste, un point sur lequel la position très vulnérable qu'il occupait et ses attaques constantes contre les approximations, les malhonnêtetés et les falsifications caractérisées de la presse l'obligeaient à être lui-même irréprochable. Après la publication des premiers numéros de la *Fackel*, il a été alimenté abondamment par des auxiliaires bénévoles en informations sur les pratiques corrompues et les scandales de toutes sortes dans les domaines les plus divers⁶⁸; et sa revue a commencé à ressembler effectivement à ce qu'il voulait en faire, à savoir une tribune pour l'expression de tous les mécontentements et de toutes les protestations qui ne pouvaient pas se faire entendre autrement et, en tout cas, sûrement pas dans les journaux. Compte tenu des risques considérables qu'il a pris à chaque instant, il est plutôt surprenant que, même s'il a été impliqué effectivement dans un certain nombre de procès, il ait été aussi rarement pris en défaut. Mais la raison de cela est justement qu'en matière factuelle il ne se permettait pas le genre de liberté ou de laxisme qu'il reprochait tellement aux journaux. Si, comme il le faisait, on revendique le droit à la subjectivité et à l'unilatéralité de l'évaluation, il faut être d'autant plus intransigeant dans l'établissement et la présentation des faits eux-mêmes (sur cette distinction, cf. F 14, 1899, p. 15). Sous prétexte que Kraus était lui-même avant tout un écrivain et un poète, on oublie trop facilement que rien n'était plus important, à ses yeux, que de reconnaître et de faire reconnaître clairement des faits. Dans la *Troisième Nuit de Walpurgis*, il résume son combat en

se présentant comme un publiciste « qui pendant toute sa vie n'a rien fait d'autre que de ne pas nier des états de choses (*Sachverhalte*), et avant tout contre des gens qui le faisaient et dont c'était le métier de le faire » (p. 239).

Bolz, dans la comédie de Freytag, dit au colonel Berg, auquel il vient d'avouer qu'il se repentait d'avoir écrit sur lui un article trop flatteur, et donc inexact : « Je désire vous convaincre que même un journaliste peut regretter d'avoir écrit des choses qui ne sont pas vraies » (*Die Journalisten*, p. 90). Ce qui est remarquable est justement qu'il soit devenu très vite aussi difficile, pour le lecteur de journaux, de se convaincre de cela. Bolz, qui perçoit les choses d'une façon qui est à la fois sans illusion et sans pathos d'aucune sorte, demande à Adelheid s'il n'est pas normal que celui qui ne travaille jamais que pour le jour vive également dans la réalité du jour (*ibid.*, p. 77-78). Et la réalité du jour est faite aussi des insatisfactions et des regrets non moins quotidiens que suscite le sentiment de tout ce qui est manqué et mauvais. Mais c'est, malgré tout, de façon détachée, sereine et joyeuse qu'il faut considérer la condition et le métier du journaliste :

Nous bourdonnons, explique Bolz, comme les abeilles, volons en esprit à travers le monde entier, suçons le miel là où nous le trouvons et piquons là où quelque chose nous déplaît. – Une telle vie n'est pas précisément faite pour produire de grands héros, mais il doit aussi y avoir des numéros dans notre genre (ibid., p. 78).

La réalité que décrit Freytag est, en fait, presque idyllique, comparée à l'idée que Kraus se fait des journaux et des journalistes de son époque. Chez lui, le mépris et le sarcasme ont remplacé l'humour et la gaieté, qui ne sont plus adaptés à une situation devenue beaucoup trop sérieuse et même désespérée. Si les journalistes ne sont toujours pas des héros, ils sont devenus, en tout cas, des potentats, dont l'arbitraire ne connaît plus de limites. Et ils ne font plus seulement les députés (ce qui constituait le sujet de la pièce de Freytag), ils font aussi la réalité elle-même. En d'autres termes, le rapport des journaux à la vérité, y compris dans ce qu'elle a de plus tangible et de

plus factuel, n'est plus seulement distancié et un peu ironique, il est devenu d'un type incomparablement plus cynique que n'aurait pu le concevoir un homme comme Bolz, qui fait honnêtement son métier et juge, en outre, honnêtement ce qu'il fait. C'est bien de cynisme qu'il faut parler lorsqu'on constate que tout réside désormais dans le ton⁶⁹, qui peut éventuellement être démenti par la réalité, et non dans le contenu, qui ne le peut jamais vraiment et est au fond indifférent. Puisqu'on peut être cru quand on imprime une chose, et également, sans que cela suscite une surprise ou une indignation quelconques, quand on imprime le contraire, il faut croire que ce qui rend une information appropriée à l'événement n'a pas grand-chose à voir avec ce qui est dit : tout dépend du moment où elle est publiée et de la façon dont elle est présentée.

Le journal, écrit Kraus, n'est pas une chose qui apporte des annonces (Meldungen), mais des intonations d'annonces (Tonfalle von Meldungen)⁷⁰. La plausibilité d'une annonce peut souffrir d'une faute d'impression qui déforme le sens, mais jamais d'une qui produit le contraire du sens. Le principe fondamental de la possibilité d'entrée intellectuelle pour tout ce qui est imprimé quotidiennement est : tout est égal et ça sera toujours assez vrai (es wird schon stimmen) (F 462-471, 1917, p. 116).

Ce que suggère la dernière formule est que, même si elles sont contradictoires ou matériellement fausses, les choses qui ont été dites finiront toujours par s'arranger globalement entre elles et avec la réalité. « Ça tombera bien (d'une manière ou d'une autre) juste ! » ou : « Pour ce qui est de la vérité, ça ira toujours ! » Autrement dit, ce qui n'est pas vrai peut toujours le devenir et ce qui reste faux ne l'est jamais vraiment, mais toujours uniquement sur des points secondaires ou dans le « détail ». Qui plus est, ce dont les journaux réussissent à faire un épisode ou un événement importants peut très bien se passer d'être vrai. Une fois que l'on a réussi à créer un rassemblement d'opinion autour de l'impression que quelque chose d'essentiel est en train de se passer, il importe finalement assez peu que l'événement ait réellement lieu. Le public,

qui ne veut pas être privé de ce qu'il attend, prendra plus facilement le parti du porteur de fausses nouvelles que celui de la personne qui récrimine au nom de la vérité.

La *Wiener Allgemeine Zeitung* imprime en lettres énormes (ce qu'on appelle les « lettres de sensation » ou les « lettres de catastrophe ») une information mensongère concernant la question cruciale de savoir si le prince Starhemberg se trouve ou non en ce moment au Tyrol. Mais, lorsqu'elle est contrainte, en vertu de la loi, de publier une rectification en aussi gros caractères, elle se plaint de devoir gâcher de l'encre d'imprimerie pour une chose aussi peu importante. En d'autres termes, on commence par annoncer bruyamment une chose fautive et, lorsqu'on est pris en flagrant délit de mensonge, on répond simplement : « Quelle importance ? » ou : « Pourquoi tout ce vacarme ? » ; et l'on parvient ainsi à mettre à nouveau de son côté le public, qui a oublié le mensonge initial et peut très bien se dire que c'est uniquement à cause d'une loi mesquine et malveillante ou parce qu'il s'agit d'un prince que le journal est obligé, à son corps défendant, de revenir en caractères aussi énormes sur une question aussi insignifiante. Kraus commente cette façon de faire en remarquant que la question de savoir si Starhemberg séjourne ou non au Tyrol est effectivement tout à fait dénuée d'importance, mais que ce qui serait, en revanche, important pour tout le monde est que Schmock ne séjourne nulle part (« Wichtigkeit ! », K 20, p. 170).

Ayant démonté et dénoncé lui-même le procédé de la *Wiener Allgemeine*, il s'étonne qu'elle n'hésite cependant pas à l'utiliser à nouveau, et, cette fois, contre lui. Le journal, qui a publié un compte rendu truffé d'affirmations inexactes sur un procès dans lequel Kraus était impliqué, reçoit de celui-ci une rectification minutieuse qui ne lui fait grâce sur aucune virgule et qu'il ne peut faire autrement que de publier sans rien enlever ni ajouter. Mais il trouve le moyen d'avoir le dernier mot ou, en tout cas, de sauver la face en publiant la réponse sous le titre « Les soucis d'un poète allemand », qui suggère que ce n'est pas le menteur, mais plutôt la victime, qui a, en l'occurrence, du souci à se faire. C'est, dit Kraus, comme lorsque

quelqu'un court à travers les rues et crie : « Au feu ! ». Si on attire son attention sur le fait qu'il n'y a pas de feu, il crie : « Peu importe ! » (*Wichtigkeit!*) ou : « Qu'est-ce que ça peut faire ? », et le râleur qui a protesté se trouve devant la foule qui s'est attroupée et qui aime entendre ces expressions-là autant que l'alarme, comme un éternel mécontent, qui vient une fois de plus de se couvrir de confusion (F 852-856, 1931, p. 4-5). Le procédé est toujours le même. Dans un premier temps on crie : « Sensation ! », et dans un deuxième : « Quelle importance ! » Ce qui signifie que, si c'était important, il importait finalement assez peu que ce soit vrai ; et, si ce n'est pas ou plus important, il importe peu, sauf pour les mauvais esprits rancuniers et les faiseurs d'histoires, que ce soit faux.

Les journaux sérieux ne manquent jamais, bien sûr, d'afficher un respect absolu pour les faits. Un seul fait dûment vérifié est plus important qu'une page entière d'interprétation et de commentaire discutables :

Le Monde s'efforce, sans toujours être fidèle à sa règle, d'établir d'abord la réalité de l'événement, ce qui n'est pas facile, tout le monde le sait. L'authenticité, la chronologie exacte d'un événement, c'est une première tâche. Elle est à nos yeux primordiale. Il vaut mieux se passer de commentaire s'il doit conduire à négliger le fait ou à se contenter d'approximations. [...] Nous sommes engagés dans la recherche difficile de la vérité de l'événement⁷¹.

Mais, en pratique, la marge de tolérance que les journaux s'octroient à l'égard de l'approximation et de l'erreur est, de façon générale, si étonnante, y compris sur des points sur lesquels la vérité est peu contestable et la vérification facile à effectuer, que le lecteur est obligé de se demander sérieusement si elle s'explique réellement par les difficultés que présente la recherche de la vérité (surtout quand on dispose d'aussi peu de temps pour parvenir jusqu'à elle), et non pas plutôt par le fait que la vérité est loin d'être, pour eux, la chose qui compte réellement. Il est certes indispensable, pour donner une impression d'impartialité et d'honnêteté, de réserver une petite place aux critiques des lecteurs et de publier

de temps à autre des rectificatifs, autant que possible sur des points relativement secondaires. Mais que représentent les quelques critiques que les journaux acceptent de publier, par rapport à toutes celles qu'ils reçoivent et surtout à toutes celles qu'ils pourraient recevoir, si la plupart des gens n'étaient pas découragés d'avance et persuadés que l'espoir de réussir à avoir raison contre un journal est à peu près inexistant⁷²? Le mécontent qui leur signale une erreur indiscutable sait, en tout cas, qu'il a *a priori* nettement plus de chances de susciter une réaction d'irritation du type « *Wichtigkeit!* » qu'un sentiment de gêne ou de regret sincère. C'est plutôt lui qui risque pour finir de se sentir un peu coupable (d'un manque de compréhension pour la réalité du travail journalistique et d'indulgence pour ceux qui le font).

En février 1920, Kraus fut invité par Ludwig von Ficker, qui dirigeait la revue *Der Brenner*, à donner deux lectures publiques à Innsbruck, au profit de la Commission du *Land* pour l'assistance aux mères et aux nourrissons. La première connut au total un succès énorme, mais donna lieu à un incident tout à fait mineur au moment de la lecture de la scène « L'empereur Guillaume II et les généraux », tirée des *Derniers Jours de l'humanité*. La presse antisémite locale s'empressa alors d'annoncer triomphalement que « le Juif viennois Karl Kraus » avait été empêché par les huées d'un public légitimement révolté de salir l'honneur allemand. A la suite de quoi les responsables de la police, sous le prétexte fallacieux d'éviter des troubles sérieux, décidèrent, au lieu de prendre les mesures de protection qui auraient pu se révéler nécessaires, de retirer leur autorisation pour la deuxième séance qui avait été prévue. C'était vraisemblablement la première fois, depuis l'instauration de la République, qu'une manifestation artistique était interdite, ce qui suscita une protestation émanant des milieux socialistes, qui fut signée notamment par Friedrich Adler et Friedrich Austerlitz. Il est intéressant de remarquer qu'au nombre des personnalités universitaires qui prirent, à cette occasion, ouvertement la défense de Kraus figure le philosophe brentanien Alfred Kastil.

Le cahier de *Die Fackel* qui rassemble les numéros 531-543 est consacré pour l'essentiel, sous le titre « Innsbruck und Anderes », à cet épisode et à ses suites. Kraus constate que :

Par un tour de magie qui est probablement le plus merveilleux et le plus abominable de tous les temps, cette nourrice à la bouche de laquelle nous sommes suspendus devient d'abord la sage-femme de la factualité, et nous qui sommes insérés dans la souffrance du monde, nous ne soupçonnons pas du tout que la narratrice, justement du fait de son récit, du fait que, précisément, elle nous représente les choses qui jusque-là ne se sont pas produites, devient l'accoucheuse de nos jours, non, la parturiente des actions en question (F 531-543, 1920, p. 1-2).

La campagne de presse mensongère qui a provoqué l'interdiction de la deuxième lecture publique amène Kraus à qualifier les journalistes de « rétro-prophètes ». Tout comme les prophètes ont le pouvoir d'annoncer ce qui n'a pas encore eu lieu et qui, le moment venu, deviendra vrai, les journalistes ont la capacité de faire en sorte que ce qui n'a pas eu lieu ait eu lieu ou, en tout cas, que ce qui n'était pas arrivé finisse par arriver effectivement :

Prophètes rétrospectifs – oh, si seulement l'humanité utilisait enfin l'occasion et empêchait par des coups les faiseurs de mots de devenir des faiseurs d'action! Que n'ont-ils pas concocté à Innsbruck en fait de mensonges, pour faire de cela ensuite la vérité la plus brutale – concocté dans un cercle si étroit, où chacun pourtant est le témoin oculaire de ce qu'il ne sait que par oui-dire. Malgré cela, ils ont menti et c'est ainsi que, dans un espace étroit où se crée une pression effrayante, ce qui l'instant d'avant était encore un mensonge ne peut pas ne pas devenir, au moins après coup, vrai (ibid., p. 5).

On cite souvent la déclaration fameuse selon laquelle on peut appeler « journalisme » ce qui sera moins vrai demain qu'aujourd'hui. Mais il faudrait probablement en ajouter une autre, qui est que le journalisme est aussi ce qui, si l'on peut dire, n'a pas besoin d'être vrai pour l'être ou, en tout cas, le devenir. Normalement, quand on dit de la presse qu'elle « fait » l'événement, on veut dire que c'est elle qui, dans tout

ce qui a pu arriver, détermine ce qui mérite et ce qui ne mérite pas de constituer un « événement ». Mais Kraus souligne qu'elle peut aussi faire l'événement dans un sens beaucoup plus littéral. Si elle n'accorde pas plus d'importance à la vérité, ce n'est pas seulement parce que la vérité n'est pas pour elle la chose la plus importante, ni même une chose très importante, mais également parce que, dans un monde où le journal et la réalité tendent à ne faire plus qu'un (« le journal, c'est-à-dire le monde... »), les journaux ont les moyens de transformer tôt ou tard ce qu'ils disent en vérité et réalité. Le journaliste ne peut donc pas se retrancher, comme il aimerait bien le faire, derrière son rôle de simple spectateur, qui se contente d'enregistrer ce qui se passe. S'il était capable de faire au moins cela et de le faire correctement, il n'y aurait justement pas d'affaires comme celle d'Innsbruck.

Kraus accuse les journaux d'avoir été, dans des circonstances comme celles de la Première Guerre mondiale, les auteurs des faits eux-mêmes, et non pas seulement du récit qu'ils en ont écrit. Mais ils font aussi les événements en temps normal, dans un sens qui est heureusement moins tragique et même généralement beaucoup plus futile, pour la raison qu'un événement, au sens journalistique du terme, est toujours constitué à la fois de ce qui est arrivé et du fait que les journaux l'ont su, et peut même, dans certains cas, se réduire à peu près uniquement à la deuxième chose. Par exemple :

Dans les derniers jours Monsieur Chlumecky a parlé avec Monsieur Fuchs, Monsieur Dipauli avec Monsieur Jaworski, Monsieur Jaworski avec Monsieur Fuchs, Monsieur Kathrein avec Monsieur Jaworski, Monsieur Dipauli avec Monsieur Pergelt, Monsieur Chlumecky avec Monsieur Jaworski, Monsieur Pergelt avec Monsieur Jaworski, Monsieur Dipauli avec Monsieur Chlumecky, Monsieur Fuchs avec Monsieur Pergelt, Monsieur Chlumecky avec Monsieur Kathrein, Monsieur Kathrein avec Monsieur Pergelt et Monsieur Pergelt avec Monsieur Chlumecky. – Monsieur Mendel Singer du « Neues Wiener Tagblatt » l'a appris. – C'est cela qu'on appelle : « la situation » (F 17, 1899, p. 6-7).

CHAPITRE VIII

KRAUS A-T-IL RÉUSSI OU ÉCHOUÉ ?

Je ne sais pas si elle a toujours existé – mais c'est l'engeance qui aurait demandé à Hercule, une fois le travail accompli : dites-moi, je vous prie, qu'avez-vous exactement contre Augias ?

KARL KRAUS (F 743-750, 1926, p. 145).

Les polémiques de Kraus contre le groupe Wittgenstein n'ont apparemment pas empêché les membres de la famille du philosophe d'être des lecteurs assidus de la *Fackel*. McGuinness, dans sa biographie de Wittgenstein, note que :

Les petites brochures (Die demolierte Literatur, Sittlichkeit und Kriminalität, etc.) peuvent être trouvées dans leurs éditions originales sur les rayons des bibliothèques de la famille et sa sœur Gretl (et peut-être également d'autres membres de la famille) avaient une collection complète de Die Fackel, en dépit de ses attaques vigoureuses contre son père⁷³.

Cet exemple fournit une occasion de s'interroger sur la signification exacte qu'il convient d'attribuer à la réception enthousiaste dont a bénéficié la *Fackel*, y compris parfois dans les milieux de la grande bourgeoisie libérale, qui étaient en principe les plus directement visés par ses polémiques, et cela en dépit de la conspiration du silence qui a été appliquée de façon systématique à l'égard de la revue par les autres journaux. Dans le numéro 82 (1901), Kraus répond à ceux qui

lui expliquent qu'il pourrait se contenter de pousser des gémissements et d'écrire des variations sur le thème classique de la « méchanceté de l'homme », et décider de substituer des plaintes (*Klagen*) aux accusations (*Anklagen*), qu'il est comme un bon nombre de ceux qu'il attaque : il n'y a pas d'espoir de réussir à l'améliorer. Essayer de rendre les hommes un peu meilleurs, quand on le peut, est certainement une tâche morale qu'il faut remplir ; mais, remarque-t-il, « mettre en colère les canailles qu'on ne peut pas améliorer est aussi un but éthique » (p. 2). Comme le note Timms (*op. cit.*, p. 37), c'est une déclaration qui pourrait être rapprochée du programme d'un autre satiriste fameux, Jonathan Swift : « *To vex rogues, though it will not amend them* » (Contrarier les coquins, même si cela ne les reformera pas).

Kraus a certainement réussi dans un certain nombre de cas à mettre en colère les canailles. Dans le numéro 9 de *Die Fackel* (1899), il publie le bilan suivant, après trois mois de parution :

| | |
|-----------------------------------|------------|
| <i>Lettres d'injures anonymes</i> | 236 |
| <i>Lettres de menaces</i> | 83 |
| <i>Agression</i> | 1 (p. 27). |

Mais, comme il le constate lui-même, le résultat que l'on peut espérer obtenir dans une époque comme la nôtre n'est généralement même pas celui-là :

Dans les époques d'élévation morale, le blâme aiguise les consciences, dans les époques de déclin moral, il les émousse. Car il y a deux façons de répondre aux attaques : que les organes de défense soient renforcés ou que l'organisme devienne insensible. Nous vivons dans une époque de décadence morale, et par conséquent d'endurcissement moral. Il est plus difficile que jamais aujourd'hui de s'attaquer aux profiteurs de la corruption ; parce qu'ils se sont rendus insensibles à toute attaque. Les grands procès en diffamation, dans lesquels des hommes occupant des positions publiques cherchent à rejeter des attaques formulées publiquement avec une conscience plus ou moins bonne, deviennent chez nous toujours plus rares. Une longue expérience a permis de se rendre compte que le procès

est une arme à double tranchant, et on craint les méchants « déballages de pièces à conviction ». On ne se défend plus, on supporte, il s'agit seulement de s'entendre à jouer le plus naturellement possible le rôle de l'innocent bafoué.

Le silence complet passe cependant toujours pour un aveu. On a alors trouvé un terme intermédiaire entre le fait de tolérer simplement les attaques et la plainte : la menace de la plainte (F 48, 1900, p. 16-17).

Kraus observe que les corrompus ont aujourd'hui la peau tellement endurcie qu'on ne réussit plus guère à leur porter des coups réellement douloureux, mais seulement à les chatouiller. Cela résume assez bien le problème qui se pose au satiriste : une époque dont le niveau moral est en train de baisser de façon inquiétante appelle irrésistiblement la satire ; mais en même temps la satire ne pourrait produire des effets significatifs que si la conscience morale n'était pas devenue à ce point insensible au blâme. C'est une caractéristique des époques où le niveau moral est le plus bas que d'être aussi celles dans lesquelles on devient le plus chatouilleux sur les questions d'honneur. Les plus corrompus sont toujours les plus empressés à brandir l'étendard de leur honneur ignominieusement insulté. Mais, comme dit Kraus, on ne peut parler d'honneur dans leur cas que si l'on admet que leur honneur est au même endroit que leur argent, à savoir dans leur poche, et n'en sort, justement, que dans des circonstances comme celles dont il s'agit.

On peut probablement appliquer aussi à l'honneur ce que l'on dit de choses comme le sentiment religieux ou le patriotisme :

De même que le sentiment religieux de la plupart des gens pieux ne se manifeste que quand il est blessé, le patriotisme de la plupart des patriotes est aussi à l'affût de l'occasion d'être vexé. L'usage linguistique, qui parle du fait que quelqu'un qui est facile à insulter est « volontiers » insulté, a raison. Le sentiment religieux et le sentiment patriotique n'aiment rien tant que leur vexation (« Der Patriot », F 267-268, 1908, p. 6).

L'honneur aussi n'aime généralement rien tant que les occasions de se sentir insulté et c'est surtout dans ces circonstances-là qu'il se manifeste. On pourrait, du reste, probablement généraliser cette constatation à la plupart des valeurs et des idéaux que l'on prétend aujourd'hui défendre. On aimerait, pour se convaincre de leur réalité et de leur importance, disposer de preuves un peu plus sérieuses et un peu moins épisodiques que le sentiment d'indignation que ne manquent jamais de susciter les occurrences dans lesquelles ils peuvent sembler avoir été humiliés ou injuriés.

Une des caractéristiques de ce qu'on appelle aujourd'hui l'« honneur » semble être que moins on en a, plus on craint d'en être dépouillé et s'indigne de le voir mis en cause. Ce n'est donc pas un hasard si une des corporations les plus susceptibles sur la question de l'honneur est précisément celle des journalistes. Qu'elle cherche à utiliser sur ce point la protection de la loi est, aux yeux de Kraus, d'une ironie singulière quand on connaît la tendance qu'elle a à se situer au-dessus des lois et le peu de cas qu'elle fait la plupart du temps de l'honneur des individus, qu'elle n'hésite pas à détruire moralement et même dans certains cas, pour finir, physiquement, tout en restant assurée d'une impunité à peu près totale. Lorsqu'il est question d'honneur perdu, ses réactions font plutôt penser, remarque Kraus, à un pauvre diable qui se désignerait comme la victime d'un vol de plusieurs millions (F 100, 1902, p. 8).

En 1902, la Cour suprême, sur une plainte de l'*Ostdeutsche Zeitung*, eut à se prononcer sur la difficile question de savoir si un journal peut ou non avoir un honneur et être, par conséquent, fondé à se plaindre d'une atteinte à l'honneur. Le tribunal répondit que le mot « journal » pouvait désigner deux choses différentes : l'entreprise journalistique et la feuille publiée, et qu'aucune des deux ne pouvait être considérée comme susceptible d'une atteinte à l'honneur. Une entreprise journalistique est une personne juridique, et non une personne morale, et elle n'est, d'après le droit autrichien, pas plus susceptible d'avoir un honneur qu'une société par actions.

Quant au produit qu'elle met en vente, il l'est évidemment encore moins. On doit donc pouvoir traiter, sans porter atteinte à l'honneur de qui ou de quoi que ce soit, un journal de « torchon » ou de « feuille de caniveau », tout comme on peut traiter un fromage de « cochonnerie » ou les Chemins de fer du Sud de « saloperie de société ».

Le jugement fut, bien entendu, abondamment commenté et discuté et, comme on pouvait s'y attendre, critiqué et contesté par les journaux dans leur ensemble, qui l'interprétèrent précisément comme signifiant que la presse, en tant que telle, avait été injuriée de façon inacceptable, puisqu'elle était en quelque sorte « déclarée sans honneur », alors qu'il était dit simplement qu'un journal n'est pas le genre d'entité susceptible d'avoir ou de ne pas avoir un honneur. Kraus célébra, au contraire, le verdict comme une décision sensée et courageuse par laquelle la Cour suprême avait refusé de s'incliner devant le pouvoir de la presse et simplement « reconnu le droit moral du public de s'insurger contre une presse éhontée » (F 99, 1902, p. 2). C'est à cette occasion qu'il introduisit le terme de « journalle » (dont, contrairement à ce que l'on dit parfois, il n'est pas l'inventeur, mais qui lui avait été suggéré par quelqu'un d'autre, qui était, en fait, un collaborateur occasionnel de la *Neue Freie Presse*, et donc bien placé pour savoir de quoi il parlait) pour désigner « la dévastation de l'État par la mafia de la presse » (*ibid.*, p. 1, note)⁷⁴. Il ne pouvait évidemment qu'accueillir avec satisfaction une décision qui justifiait le combat qu'il avait mené depuis le début dans *Die Fackel* pour éclairer le public sur la nature et la fonction de la presse et qui signifiait que l'homme ordinaire, qui ne sait malheureusement à peu près rien de ces choses, a bel et bien le droit de donner au sentiment confus de répulsion et de dégoût qu'il éprouve néanmoins spontanément à l'égard des journaux « l'expression qui libère » (*der erlösende Ausdruck*), sous la forme d'une injure qui, juridiquement parlant, n'en est pas une.

Dans un numéro de *Die Fackel*, Kraus publia peu après une lettre attribuée à « un mathématicien », qui démontrait ironi-

quement que la question de savoir si les journaux ont ou non un honneur peut être formulée entièrement en termes mathématiques, et concluait que, dans les relations et les fonctions intellectuelles qui expriment de façon mathématique et exhaustive l'essence des journaux, « le facteur "honneur" ou bien n'apparaît pas du tout, ou bien disparaît de lui-même dans les équations », de sorte que « la question de savoir si un journal est ou non sans honneur peut être élucidée complètement et n'a besoin d'aucun commentaire explicatif. CQFD » (F 102, 1902, p. 23). Pour Kraus, bien entendu, la question était réglée depuis longtemps, et dans un sens bien précis : les journaux se déshonorent de façon si systématique qu'on ne peut sûrement pas porter atteinte à une chose qu'ils revendiquent avec d'autant plus d'insistance qu'ils ignorent davantage ce qu'elle est.

A-t-on ou non le devoir de s'attaquer à la corruption ? Cela vaut-il ou non la peine de le faire ? Et avec quelles chances de succès le fait-on ? Ce sont évidemment des questions auxquelles Kraus a eu à répondre constamment. Au début d'octobre 1900, la *Deutsche Zeitung*, le journal du parti chrétien-social, a publié un article intitulé « Le coprophore », dans lequel la *Fackel* était comparée à une balayeuse d'ordures et la lutte contre la corruption présentée comme une entreprise inutile. Kraus répond que :

La « Deutsche Zeitung » et Monsieur Stefan Gruff ne se soucient pas du tout de démontrer que ma lutte contre la corruption n'est qu'« un pseudo-moralisme affairiste⁷⁵ » (geschäftsmässiger Scheinmoralismus). Ils déclarent la lutte contre la corruption en soi, le fait de balayer les ordures en tant que tel – même là où il ne s'agit pas de la crotte des rues à Vienne – superflus, et même nuisibles au bien commun (F 56, 1900, p. 10).

Kraus trouve fascinant que la presse chrétienne-sociale ne se donne même plus la peine de simuler l'aversion contre « la pourriture boursière libérale », à laquelle elle était supposée pourtant avoir déclaré la guerre, prêche désormais ouvertement l'obligation de pratiquer la conspiration du silence sur

la corruption et se permette de faire la leçon à ceux qui ont le courage de s'y attaquer.

La question touche évidemment à un point particulièrement sensible pour le satiriste, qui voit là « une des objections les plus stupides qui aient jamais été soulevées contre le mode d'écriture polémique ».

Celui qui ne reconnaît pas le contenu productif du travail de destruction, écrit-il, et ne peut pas être détourné de la croyance que « tout le monde peut blâmer », à celui-là on dit en vain que la louange représente un savoir-faire qui n'est pas moins facile, pas moins stérile. Mais c'est de la stupidité complète que me semble être sortie la conception qui reconnaît les maux de ce monde, mais qui avant tout combat aimerait se réfugier déjà derrière le mur d'un « ordre social » mythique. Les « états de choses » actuels sont gratifiés d'un blâme décerné de façon forfaitaire, les attaques contre les personnes qui sont responsables des états de choses en question ou les représentent sont récuses comme de la présomption (ibid., p. 11).

Contre cette façon de voir, qui « prêche l'attaque sans douleur contre les "institutions" », Kraus a toujours souligné, au contraire, qu'il y a justement quelque chose d'éminemment « positif » dans une démarche qui s'efforce de traîner sur le devant de la scène des individus nuisibles typiques qui agissent impunément derrière la protection du rideau qu'on appelle, en l'occurrence, « ordre social » (F 118, 1902, p. 2).

La *Deutsche Zeitung* reproche de façon étrange à Kraus de n'avoir pas encore trouvé de moyens pour faire disparaître les maux auxquels il s'attaque. A cela, il répond :

Eh bien, je dois avouer que je ne me suis pas imaginé moi-même, après un an et demi d'existence de la « Fackel », que tous ceux qui font violence à la loi et tous les protecteurs dans l'État, tous les parasites de la société, tous les racketteurs, les librettistes et les escrocs de la Bourse auraient disparu. Mais je peux assurer à ce monsieur que ceux qui sont en activité dans ces branches sont au moins devenus plus prudents et que partout – et même sur le terrain des usuriers du charbon, on pourrait obtenir un résultat

encore meilleur si la presse chrétienne-sociale connaissait dans chaque cas singulier son devoir et essayait de l'accomplir avec une meilleure résolution et un meilleur talent (ibid., p. 11-12).

Kraus souligne ici qu'il ne faut pas se méprendre sur le but, qui est simplement de rendre la vie un peu plus compliquée aux fripouilles, et non de les amender ou de les éliminer une fois pour toutes ; mais c'est un but à la poursuite duquel tous les honnêtes gens devraient être prêts à collaborer. Aux attentes déraisonnables de la *Deutsche Zeitung*, il oppose sa conviction que ce qu'il fait est le minimum qui, de toute façon, doit d'abord être fait :

Eh bien, l'« élimination des maux » est une chose que, même si j'étais mieux soutenu par la « Deutsche Zeitung », je ne peux pas décréter moi-même. Mais je ne crois pas non plus que les gens s'habituent aux maux que l'on ne fait que révéler, et n'élimine jamais. Je crois plutôt qu'ils s'habituent aux maux qu'on ne révèle même pas, et s'en déshabituent d'autant plus qu'on les révèle plus souvent. Car la familiarité avec les maux est le pire de tous les maux, et plus on fait pénétrer dans l'esprit des hommes l'idée que la presse moderne représente un danger pour la culture, mieux on les immunise. Mais même avec les gens qui « ne s'étonnent plus de rien », on ne perd pas sa peine. Finalement même eux ne seront pas suffisamment « abêtis » pour ne pas s'étonner de la parution d'un édit de tolérance boursico-libéral dans un journal chrétien-social (ibid., p. 12-13).

Kraus prend soin de préciser, à ce propos, que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce ne sont pas les faits de la corruption eux-mêmes qui le choquent le plus, mais, d'une part, le fait que ce sont aujourd'hui les corrompus qui sont considérés comme les vrais représentants des valeurs importantes et, d'autre part, l'absence de réaction des gens honnêtes, le laisser-faire qui s'accommode de la corruption et dont elle tire sa force principale :

Ce ne sont pas les faits de la corruption qui fixent mon attention, mais le phénomène qui consiste en ceci que ceux qui la représen-

tent sont aujourd'hui chargés exclusivement d'être les transmetteurs et les producteurs de valeurs culturelles (« Die Stunde des Gerichts » [1926], p. 156).

... Ce que je considère comme le mal n'est pas la corruption, qui trouve le moyen de se glisser dans n'importe quel groupement politique, mais l'inertie qui ne l'extirpe pas ; la bêtise particulière qui renforce la corruption la plus grave, parce que celle-ci sait à quoi s'en tenir sur celle-là ; et avant tout le mode de pensée qui, au nom de la grande cause, qui ne peut pas être plus grande que l'honneur, contraint ses représentants les plus purs à couvrir le déshonneur et à tolérer le chantage infâme (« Der Nichtgenannte » [1926], p. 125).

Quant à la raison pour laquelle la corruption linguistique et le pouvoir de la presse qui en est responsable constituent le vrai problème pour Kraus, un problème qui le préoccupe finalement davantage que la corruption politique et économique elle-même, elle est que seul le langage perverti et corrompu que le journal a mis à la disposition des politiciens et des affairistes de toutes sortes pouvait permettre à la corruption de prospérer à ce point sous le manteau de l'innocence et même de la morale. La vérité, sur ce point, est que :

Toute cette façon de s'occuper d'intérêts derrière des phrases (Phrasen) ne serait pas possible sans les plantations de la phraséologie, ces grandes sornettes de la politique sans les sornettes encore plus grandes de la presse. Ce que la magie du mot irresponsable a ajouté à l'humanité ne peut être réparé par aucun bouleversement économique, et un jour d'étourdissement cérébral par des êtres inférieurs, auxquels la technique permet de transformer le bousillage moral et linguistique d'un monde de voyageurs de commerce en opinion autoritaire, vole plus à la culture qu'elle ne reçoit dans l'année de ses pères nourriciers (« Die Stunde des Gerichts », p. 156).

Il ne serait évidemment pas sérieux de prétendre que les politiciens ont dû attendre les journalistes pour disposer des armes essentielles que constituent, dans l'exercice de leur

profession, le mensonge et la rhétorique creuse et pompeuse. Mais Kraus pense que, dans l'utilisation du cliché et du mensonge, il faut réellement distinguer la phase de l'artisanat et de l'amateurisme, qui est antérieure à l'avènement de la presse moderne, et la phase technique et industrielle, qui a amplifié et multiplié à l'infini les possibilités. C'est pourquoi, explique-t-il, « la simple vérialité du journaliste, en tant que telle, me préoccuperait aussi peu que les abus multiples que rend possibles le métier de politicien et que la souillure générale du capital » (*ibid.*). C'est, comme on l'a vu, dans les mots, et plus particulièrement dans les mots du journal, que se lit en premier lieu le déclin ; et c'est la force du satiriste que d'être capable d'interpréter immédiatement le message.

Sensible comme je le suis aux symptômes, écrit-il, je conclus à la guerre et à la famine à partir de l'usage que la presse fait du langage, à partir de la distorsion du sens et de la valeur, à partir de la façon dont on a vidé et déshonoré tout concept et tout contenu (Dritte Walpurgisnacht, p. 322).

Pour celui qui est capable de reconnaître et d'interpréter les symptômes linguistiques, la catastrophe qu'a représentée le nazisme s'annonçait déjà dans la manière dont les mots les plus importants (par exemple, le mot « liberté », dans l'usage qu'en font les journalistes lorsqu'ils parlent de « liberté de la presse ») avaient été vidés de toute espèce de sens et transformés en clichés ou en slogans capables de justifier à peu près n'importe quoi. On invoque fréquemment comme une excuse le fait que la presse n'est après tout qu'« une expression de l'époque » et que, comme on dit aussi, l'époque a en fin de compte le journalisme qu'elle mérite, ce que Kraus admet tout à fait. Mais, rétorque-t-il, dans ce cas-là, « comment l'horreur de celle-ci pourrait-elle être mieux reconnue que sur cette livraison quotidienne ? » Et, pour ce qui est de l'exemple, naguère encore à peu près inimaginable, que donne Békešsy, « pourquoi, remarque-t-il, devrais-je m'interdire la connaissance justement sur le cas le plus pénétrant, devant lequel toute la pauteur que l'époque a jamais secrétée par les pores

du journal s'est transformée en encens » ? (*ibid.*, p. 156-157).

Kraus a manifestement toujours eu une confiance inébranlable dans son talent, effectivement exceptionnel, de déchiffreur de symptômes, son aptitude à appréhender instantanément le tout dans la partie la plus minime, l'essentiel dans le détail à première vue le plus insignifiant et l'inquiétant dans ce qui est apparemment le plus anodin : un solécisme, une faute de grammaire, un néologisme qui insulte la langue, une expression toute faite, un slogan, une photographie, une affiche publicitaire, etc. On pourrait parler aussi, à son propos, d'une imagination physiognomique d'une puissance sans égale et constamment en alerte, qui lui permet de voir en quelque sorte directement à travers les masques les plus divers, sans même avoir besoin de les ôter d'abord, et de retrouver partout la même figure prototypique.

La raison de l'espèce de fixation qu'il peut donner l'impression de faire sur la presse devient, du même coup, très claire : il est convaincu que, pour quelqu'un qui possède un œil comme le sien, une simple phrase de journal permet de reconnaître plus immédiatement et plus sûrement que n'importe quel autre signe le vrai visage de l'époque tout entière :

... Du dernier petit coin d'une feuille de journal que je suis encore en train de lire me guette déjà, pendant que je la parcours du regard, la face de Judas grimaçante du siècle, toujours la même, qu'il s'agisse du journaliste ou du médecin, du colporteur ou du politicien social, du commis d'épicerie ou de l'esthète. [...] J'ai cette faculté malheureuse de ne pas pouvoir les distinguer, et j'identifie le visage originnaire (Urgesicht), sans me préoccuper de le démasquer (« Der Fortschritt », F 303-304, 1910, p. 39).

Comme il arrive toujours en pareil cas, Kraus a été, bien sûr, accusé de ne faire que répéter des choses que tout le monde sait : Theodor Reik, par exemple, lui a reproché ce qu'il appelle : « Le *Kulturkampf* en mugissant des banalités contre la presse. Jamais jusqu'ici on n'a enfoncé avec un cri de triomphe plus grand des portes plus ouvertes » (F 357, 1912, p. 52). Cet argument est si stupide qu'on se demande com-

ment il peut être utilisé aussi régulièrement, en particulier par la presse contre ses critiques⁷⁶. Mais il y a apparemment un nombre toujours aussi grand de gens qui croient qu'il suffit qu'un mal soit bien connu pour qu'il devienne inutile d'essayer de le corriger. C'est évidemment Kraus qui avait raison de penser que les maux les plus connus sont justement ceux qu'il faut rappeler sans cesse et combattre sans répit.

 CHAPITRE IX

COMMENT LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ?

Ce monde malpropre affirme de celui qui lui enlève sa saleté qu'il l'a lui a apportée. Mon patriotisme – qui n'est justement pas celui des patriotes – ne supporterait pas de laisser le travail à un satiriste ennemi. C'est ce qui a déterminé mon attitude pendant la guerre.

KARL KRAUS (*Die letzten Tage der Menschheit*, p. 508).

« L'institution la plus permanente en Autriche est, observe Kraus, la corruption » (F 108, 1902, p. 7-8). Il décrit également la situation en remarquant que l'on peut tout obtenir en Autriche, à condition de ne pas utiliser pour cela les moyens légaux. Kürnberger avait dit une fois que, « si en Autriche un homme suivait les lois, il en résulterait immanquablement une révolution ». Kraus, qui cite cette déclaration, constate que ce genre de révolution a été épargné à son pays : « On peut tout avoir, à condition qu'on ne le réclame pas comme un droit. Il n'y a pas de personnage plus comique qu'un Michael Kohlhaas⁷⁷ en Autriche » (F 29, 1900, p. 8). Une autre des caractéristiques de l'Autriche est, d'après lui, que, à la différence de ce qui se passe parfois en Allemagne, la dénonciation de la corruption semble incapable d'y produire un résultat quelconque (F 60, 1900, p. 2-3). Mais, lorsqu'il parle de « la détresse lamentable des honnêtes gens face aux gens culottés » (F 57, 1900, p. 22), il s'agit sûrement moins, dans son esprit, d'une caractéristique propre à l'Autriche que d'un des traits les plus universels et les moins

attirants de la société libérale en général, où le règne de l'argent, du profit et de la concurrence plus ou moins sauvage a pour conséquence inévitable que l'honnêteté ne fait généralement pas le poids en face du culot. Et c'est une chose qui, bien entendu, n'est pas moins vraie du monde littéraire et intellectuel que du reste de la société.

Une des raisons pour lesquelles la corruption prospère à ce point est, selon Kraus, que, si tout le monde est en principe contre elle, ce qui constitue d'une certaine façon la moindre des choses, personne, et surtout pas les journalistes, ne cherche réellement à s'y attaquer concrètement.

... La lutte impersonnelle contre la corruption réelle ou supposée est, écrit-il, une particularité de tout notre journalisme. Dans tous les camps et dans tous les domaines il y a chez nous des anticorruptionnistes, car quiconque suit les phénomènes dans n'importe quel domaine de notre vie publique pendant un temps suffisamment long arrive à la conviction qu'à Vienne toute querelle de principes est stupide, sans but et sans résultat, parce que tous les principes sont falsifiés par la corruption de leurs adeptes. Il s'agit donc ici de purifier d'abord les principes qui se combattent d'un dépôt qui les recouvre et qui n'est sûrement pas une patine. Mais quand les anticorruptionnistes, lorsqu'ils critiquaient les processus de notre vie sociale, auraient-ils jamais désigné nommément des personnes déterminées comme responsables de ces processus ? (Ibid., p. 23-24.)

Kraus s'en prend notamment, sur ce point, à Hermann Bahr, qui concède que le thème de la critique corrompue est un des plus importants qui soient pour les artistes, mais se garde prudemment de citer et d'attaquer jamais un quelconque critique corrompu. Et il conclut que :

L'anticorruptionnisme viennois sert au journalisme viennois comme manteau de Noé pour sa propre corruption déjà présente ou seulement encore à exercer. Mais le combat factuel (sachlich) contre la corruption est en vérité le combat personnel, que je mène dans la « Fackel » (ibid., p. 25).

Dans le cas de la lutte contre la corruption, les choses se passent à peu près comme dans celui de la lutte pour l'égalité. « La journalle, écrit Kraus, a le sentiment démocratique. Mais seulement en général » (F 105, 1902, p. 1). Elle combat la monarchie comme « institution », déteste la noblesse comme caste et célèbre avec enthousiasme les jours de fête les idéaux de l'égalité bafouée. Mais la répugnance que l'on éprouve pour la classe n'empêche évidemment pas d'avoir les relations les plus aimables avec ses représentants. Si les « organes démocratiques » sont capables d'élever un jour l'humanité à une hauteur qui fera paraître superflue l'existence d'une haute noblesse, on peut être certain, estime Kraus, qu'ils prêcheront en même temps au public la nécessité de conserver néanmoins tous les comtes et barons. La même chose est vraie, évidemment, de la corruption : officiellement, la presse la déteste, mais son antipathie ne s'applique jamais aux individus, et elle accepterait volontiers de voir disparaître la corruption à la condition que tous les corrompus puissent en même temps être conservés. Il est vrai que, sur ce point-là également, le journaliste n'est probablement ni meilleur ni pire que tous les autres. Kraus avait dit de l'Autriche, à propos du procès Friedjung, qu'elle est un pays « où l'on ne tire pas de conséquences » (F 293, 1909, p. 20) ; mais on pourrait dire aussi bien que c'est toute la société et l'époque qui ne tirent pas de conséquences et qui veulent le plus souvent une chose en général et en même temps tout ce qui la contredit en particulier.

Auparavant, Kraus avait déjà eu une polémique sur le thème de la corruption avec Kanner, qui s'en était pris, dans *Die Zeit*, aux « juifs riches » en général, mais expliquait en même temps qu'on ne devait pas et qu'il ne voulait pas attaquer nommément un juif riche particulier quelconque. Kanner avait qualifié la *Fackel* de « feuille de chou spécialisée dans l'injure » (*Schmähblättchen*). Kraus concède qu'il a, effectivement, perdu son sang-froid en présence de certains abus particulièrement révoltants et « déjà souvent injurié, là où Monsieur Kanner a gardé sa circonspection et sa retenue paisible »

(F 28, 1900, p. 21). « Monsieur Kanner, écrit-il, est un adversaire de la corruption, mais il ne supporte pas de l'entendre injurier » (*ibid.*, p. 22). Il accepte même de faire, dans les annonces de son journal, de la publicité pour les « bandits du Sud », comme les appelle Kraus (autrement dit, les responsables de la Société des chemins de fer du Sud), sans dire un mot sur ce qui peut se passer quand on essaie d'aller par le train de Vienne à Trieste.

*Monsieur Kanner, conclut-il, se désigne, dans l'article dans lequel il appelle la « Fackel » une « follicule spécialisée dans l'injure », comme un « ennemi principal de la corruption publique ». Que je sois l'éditeur d'une follicule spécialisée dans l'injure – elle se distingue déjà par le petit format de « Die Zeit » –, j'en prends connaissance avec la fierté que suscite la reconnaissance d'un homme comme Kanner. Mais il me manque encore d'être parvenu à la clarté nécessaire. C'est ainsi que – mauvaise tête comme l'est la jeunesse⁷⁸ – je ne suis pas encore principiellement, mais seulement dans chaque cas particulier, un ennemi de la corruption publique (*ibid.*, p. 23).*

Nous touchons là évidemment à un problème crucial pour tous ceux qui choisissent de se lancer dans une entreprise comme celle de Kraus. Dans les périodes où règnent la corruption ordinaire et en même temps l'anticorruptionnisme abstrait, qui ne la gêne en rien, celui qui publie une revue comme la sienne court le risque de la voir rabaisser immédiatement au rang de simple feuille à scandale et d'être accusé d'agir essentiellement sous l'effet du ressentiment et de la haine, et pour le simple plaisir de diffamer et d'injurier. L'imagination morale (et sociale) devient si pauvre et si stéréotypée qu'on ne trouve plus, pour expliquer le comportement des contestataires qui demeurent, que des motivations personnelles peu honorables et même franchement suspectes. Jusqu'à la fin, Kraus a dû accepter d'entendre répéter la légende en vertu de laquelle c'est essentiellement parce qu'il avait été écarté au début par la *Neue Freie Presse* qu'il a consacré ensuite l'essentiel de son énergie à la poursuivre (en même temps que

la presse dans son ensemble) de son dépit et de sa vengeance (*hinc ille furor et illae lacrimae*). La préférence pour les explications de cette sorte et la facilité avec laquelle elles sont acceptées constituent justement un bon indice du niveau moral inquiétant auquel on est en train de descendre. Or nous vivons aujourd'hui une période de consensus libéral, où il faut, paraît-il, être aimable et conciliant en tout, y compris, par conséquent, dans la critique⁷⁹, et où il n'est sûrement pas de bon ton de se livrer à des attaques du genre de celles de Kraus. Autrement dit, ceux qui se risquent encore à dénoncer des scandales qui sont pourtant aussi incontestables et inadmissibles qu'il est possible de l'être, en particulier dans les milieux littéraires et journalistiques, sont pratiquement assurés d'être traités à peu près comme Kraus l'a été par Kanner. Pour reprendre une de ses images favorites, les organisateurs et les profiteurs de la corruption, qui donnent volontiers, en plus du reste, des leçons de sérénité, de détachement, de courtoisie et d'amabilité à ceux qui s'indignent, méprisent Hercule, parce qu'il se complique la vie et la complique à trois mille bœufs, et ils ne comprennent pas pourquoi il s'énerve ainsi contre Augias (F 317-318, 1911, p. 60).

Dans sa description des événements de la Première Guerre mondiale, Kraus avait constaté et déploré avant tout l'absence d'un « visage responsable » et le fait qu'il n'y a plus désormais que des forces et des processus anonymes qu'aucune intention et aucune volonté individuelles ne contrôlent réellement. Cela créait évidemment pour lui un problème difficile, et même presque insoluble, puisqu'il ne voulait pas renoncer et n'a, en fait, jamais renoncé à l'idée que ce sont néanmoins bel et bien les individus et, plus spécialement, certains d'entre eux qui sont responsables. Même dans un drame comme *Les Derniers Jours de l'humanité*, il n'a pas hésité à utiliser les noms de personnages réels, ce qui constituait évidemment un risque sérieux. Lorsqu'il fut poursuivi pour diffamation par deux des journalistes qui avaient fait partie de ses cibles préférées, Hans Müller et Alice Schalek, la correspondante de guerre de la *Neue Freie Presse*, il expliqua qu'il n'avait pas attaqué la

seconde en tant que personne privée, et que des noms comme celui de « Schalek », dans le drame, « ne représentent rien de plus que des symboles » (*nichts weiter als Symbole vorstellen*) (F 521-530, p. 13). C'est donc en tant que personnage symbolique, et non en tant que personne réelle, qu'elle avait été utilisée. Et si l'on se demande ce qu'elle symbolise exactement dans la pièce, la réponse est que c'est justement une des forces collectives anonymes qui ont joué un rôle déterminant dans le Carnaval Tragique, à savoir la tendance au voyeurisme et à la jouissance perverse du spectacle de la cruauté et de la mort qui s'est emparée de toute une population en guerre. C'est pour rendre plus saisissables l'existence et l'action de forces de ce genre qu'il était nécessaire de les représenter sur la scène par des figures emblématiques, qui ont été empruntées, pour une part, à la réalité et, pour une autre, au mythe. Quand le réel lui-même lui fournissait directement des personnages investis de ce pouvoir de représentation, comme Benedikt ou Alice Schalek, Kraus les a utilisés sans hésiter. Puisque, de l'aveu même de l'auteur, le drame est sans héros et sans action réelle, les figures en question ne sont qu'apparemment les protagonistes d'un drame dans lequel il est question de ce qu'ils font et de leur destinée individuelle. Mais, s'il en est ainsi, quel sens peut-on encore donner à l'idée de leur responsabilité et de leur faute ?

Dans un dialogue entre le *Nörgler* (le Râleur) et l'Optimiste, la question de la responsabilité est discutée de la façon suivante :

L'Optimiste : *Mais songez qu'il [Berchtold] n'est tout de même pas responsable –*

Le Râleur : *Non, c'est nous seuls qui le sommes, nous qui avons permis que de tels enfants ne soient pas responsables de leur jeu. Nous sommes responsables d'avoir supporté de respirer dans un monde qui fait des guerres pour lesquelles il ne peut tenir personne pour responsable. Responsables de la seule chose dont on doit vraiment répondre : le fait de disposer de la vie, de la santé, de la liberté, de l'honneur, de la propriété et du bonheur de ses semblables [...] Il y a tout de même de plus grands crétiens que nos hommes politiques –*

L'Optimiste : *Ceux de nos ennemis ?*

Le Râleur : *Non, nous-mêmes (p. 412-413).*

C'est sûrement le moment, dans la pièce, où Kraus est allé le plus loin dans le sens de l'idée d'une responsabilité partagée équitablement entre tout le monde et d'une responsabilité des intellectuels réfléchis et raisonnables eux-mêmes (à la catégorie desquels appartiennent les deux personnages) qui pourrait avoir été plus grande que celle des hommes politiques. Car le problème réel est : à qui incombe la responsabilité du fait qu'on a laissé se construire un monde dans lequel plus personne ne peut être tenu pour responsable ? Même ceux qui sont restés conscients, au moment où tout le monde agissait plus ou moins en état de transe, et ont dénoncé sans faiblir la folie collective de la guerre ont également leur part de responsabilité, ne serait-ce qu'à cause de ce qu'il aurait peut-être fallu faire avant qu'il ne puisse plus, justement, y avoir de responsables. Comme le dit Timms, « le rôle du Râleur n'est pas seulement celui du Chœur. Il est aussi un citoyen » (*op. cit.*, p. 400-401).

Le passage des *Derniers Jours de l'humanité* qui vient d'être cité peut sans doute être compris en partie comme une forme d'autocritique et, de façon plus générale, comme un reproche adressé aux intellectuels et à la façon dont ils s'étaient désintéressés avant la guerre de la politique et avaient choisi de laisser faire des politiciens irresponsables dont ils savaient et répétaient, par ailleurs, qu'on ne peut attendre généralement que le pire, ce qui ne les a pas empêchés d'être totalement incapables de le percevoir lorsqu'il est effectivement arrivé. Après son ralliement à la République, Kraus a adopté, effectivement, une attitude qui peut être considérée comme politiquement beaucoup plus engagée ; mais il n'est évidemment pas devenu pour autant un militant politique, et encore moins un homme de parti. Sa position sur le problème des relations que le satiriste entretient avec la politique est restée jusqu'au bout exactement la même, et il l'a réaffirmée sans aucune ambiguïté en 1935, en citant un commentaire d'Otto Rommel sur le cas de Nestroy :

Le satiriste peut, comme tout le monde, s'identifier pour un temps à une thèse politique ou à une formulation de la loi morale, mais comme c'est son don et sa mission particuliers de voir et de représenter l'insuffisance de l'humanité par rapport à l'Idée, il lui sera impossible de persévérer dans les erreurs volontaires opportunistes dont le pathéticien (Pathetiker) de l'exigence politique ou morale ne peut se passer pour les besoins de la formation d'un parti ou de la conservation de soi (« Der Satiriker » [1935], K 18, p. 353)⁸⁰.

Comme le souligne Timms, après Kraus lui-même, il y a, sur ce point, une différence importante entre la situation du polémiste et celle du satiriste. Le polémiste s'attaque à des individus précis, auxquels il reproche des manquements déterminés, et il peut, dans certains cas, obtenir des résultats concrets : il arrive, en effet, heureusement que les faussaires, les filous et les canailles de toutes sortes soient réellement démasqués et que la publication de la vérité leur soit fatale. Mais le problème du satiriste est différent. Puisque son objet est, comme dit Rommel, l'inadéquation ou l'insuffisance fondamentales des choses humaines par rapport à l'idée et, plus précisément, par rapport à l'idée dont l'humanité prétend s'inspirer, sa protestation reste légitime et indispensable, même s'il n'y a pas ou plus de responsables qui puissent encore être nommés et pas non plus de résultats tangibles à espérer. Quand le satiriste s'attaque à un mal qui, pour lui, prend la forme impersonnelle et anonyme d'une pathologie dévastatrice, comme par exemple la peste journalistique, il le traite comme un fléau dont il sait très bien qu'il n'a probablement pas de responsables déterminés et peut-être pas non plus de remèdes ; mais cela n'empêche pas la peste de rester exactement ce qu'elle est, à savoir un fléau qu'il est important d'appeler par son nom.

Un problème du même genre que celui des vrais responsables de la guerre se pose, *mutatis mutandis*, à propos de la question de la corruption. Kraus n'a aucun doute sur le fait que la responsabilité en incombe d'abord aux individus corrompus, et non à des mécanismes dont le jeu impersonnel rend la corruption omniprésente, inévitable et, pour finir,

normale. Mais, en même temps, que peut-on encore faire dans un monde où il semble que, sur ce point-là également, on soit devenu incapable de désigner des responsabilités quelconques ? La faute principale n'est-elle pas d'avoir toléré une évolution qui a produit pour finir un monde dans lequel l'humanité joue un jeu qui est pour elle, d'une autre façon, aussi destructeur que celui de la guerre et pour lequel elle est tout aussi incapable de trouver des responsables ? Ne s'agit-il pas à nouveau d'un jeu qui est joué, en toute bonne conscience, par des enfants qu'on laisse faire et qui ne soupçonnent même pas qu'ils pourraient être en train de faire des choses moralement répréhensibles ? Si on considère les choses du point de vue actuel, on peut constater que parler d'enfants qui ne se rendent pas compte de ce qu'ils sont en train de faire n'a rien d'une exagération puisque, même pris la main dans le sac, les corrompus se présentent invariablement comme aussi innocents que l'enfant qui vient de naître et crie au complot politique ou médiatique dirigé contre leur personne par des gens qui ne leur pardonnent pas le zèle qu'ils ont déployé au service du bien commun. Quand la volonté d'appliquer simplement la loi à tout le monde est assimilée à peu près automatiquement à un procédé dictatorial (on dit même parfois « fasciste »), on est obligé de constater qu'on n'est décidément pas très loin de la situation de l'Autriche de Kraus, où ce n'était pas la violation de la loi, mais plutôt la volonté de faire respecter celle-ci, qui était considérée comme un abus – pour ne rien dire d'une autre ressemblance qui est tout aussi importante, à savoir que les mots ont décidément perdu toute espèce de sens.

Kraus, qui prend acte du fait qu'on lui a prêté parfois le talent d'un « commissaire de police », avoue qu'il « ne dédaignerait même pas le rang d'un Grand Inquisiteur, totalement libéré du poids de la psychologie individuelle, de la sociologie et d'autres besoins » (« Die Stunde des Gerichts », p. 151). Mais quand la corruption est devenue à ce point exemplaire, c'est déjà la protestation de n'importe quel honnête homme qui risque d'être identifiée à une forme d'inquisition et c'est

la tolérance au mal qui devient la forme par excellence et le modèle de la tolérance en général. Ce qui est vrai, bien sûr, est uniquement qu'on ne parvient plus à donner un sens à l'idée de chercher des responsables pour le jeu qui se joue, et non qu'il n'y a pas de responsables ou qu'il est impossible de dire de certains qu'ils ont une responsabilité plus précise et plus importante que d'autres⁸¹. Mais, en même temps, la situation est probablement devenue telle que celui qui prétend encore faire la leçon aux coupables ne peut guère espérer obtenir un autre résultat concret que celui de se rendre désagréable et même insupportable non pas seulement à leurs yeux, mais également à ceux de tous les participants du jeu.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que la critique devienne inexistante et même impossible. Elle ne l'était nullement dans l'Autriche de Kraus. Mais elle était soumise à l'obligation de respecter deux règles sur lesquelles Kürnberger (voir le passage cité par Timms, *op. cit.*, p. 33) avait déjà insisté et que Kraus a choisi de violer délibérément : 1) ne jamais critiquer, en toutes choses, qu'un aspect secondaire, et non le point principal, et 2) ne jamais donner l'impression de se dissocier complètement de ceux que l'on critique et de prétendre appartenir à une autre catégorie que la leur. La critique n'est acceptable que quand elle ne constitue pas une menace réelle pour les institutions ou les personnes qu'elle vise et que son auteur lui-même ne cherche pas vraiment à être pris au sérieux. Avec Kraus, toutes les prudences et les déguisements usuels disparaissent d'un coup : la critique cesse d'être détournée et marginale, elle devient directe, explicite et radicale. Et il n'hésite pas à se mettre réellement à part et à rompre ouvertement le pacte de solidarité implicite qui est censé exister entre tous ceux qui, de façon parfois honnête et plus souvent mal-honnête, acceptent de jouer un jeu qu'il réprovoque dans son principe.

L'année 1900 n'a pas été seulement la première d'un nouveau siècle. Elle a été aussi celle de la mort de Wilhelm Liebknecht, le chef de la social-démocratie allemande, et de Nietzsche, deux hommes qui avaient occupé une place impor-

tante dans *Die Fackel*. Le numéro 51 de la revue rend hommage dans les termes suivants à la mémoire de Nietzsche :

Friedrich Nietzsche, qui a tant supporté en matière de « souffrance de la vérité volontaire », est délivré. Une de ses sentences dit que « ce fait de déclarer hautement la vérité apparaît comme une émanation de la méchanceté ». Mais le plus grand nombre a su y faire pour s'armer contre sa méchanceté et sa vérité : en se faisant la peau épaisse. Ainsi, ses aiguillons ne leur ont jamais fait mal ; leur acuité les a chatouillés agréablement. C'est donc comme un artiste qu'ils considèrent l'esprit le plus rigoureux du siècle (F 51, 1900, p. 19).

L'article, signé « J. », n'est pas de Kraus lui-même, qui, à cette époque-là, ne connaissait apparemment guère Nietzsche que de réputation⁸². Mais, en le publiant, il ne pouvait sûrement pas ne pas songer à son propre cas. Dans une époque où le mensonge et le verbiage idéalistes sont devenus à ce point indispensables pour rendre tolérable une réalité qui l'est de moins en moins, celui qui choisit de faire tomber les masques et de montrer ce que les choses sont réellement ne peut évidemment apparaître que comme un homme méchant et haineux. La façon la plus simple de neutraliser son action est de le faire passer pour un pamphlétaire qui règle simplement des comptes personnels avec la société et la réalité. Comme le dit Kraus, l'accoutumance au mal peut être plus dangereuse que le mal lui-même. Mais celui qui ne voit plus le mal ne verra pas non plus la légitimité de la révolte qui s'exprime dans le discours du satiriste.

Une question cruciale que l'on n'a cessé de poser à Kraus de son vivant et qui continue à lui être posée de nos jours est de savoir s'il ne s'est pas trompé fondamentalement sur le lieu et l'origine réels de la corruption qui règne aujourd'hui. Dans le numéro 48 de *Die Fackel*, il écrit :

On peut mettre la main où l'on veut dans notre vie financière, partout on tombe sur la corruption ouverte la pire qui soit et cela semble par conséquent aujourd'hui en Autriche une entreprise oiseuse que de soulever la question de la justification des institutions

de la vie financière. On doit d'abord purifier ces institutions de l'immoralité qui ne réside pas dans leur essence, avant que cela vaille la peine de critiquer l'immoralité de leur essence (F 48, 1900, p. 24).

Kraus était, bien entendu, tout à fait familiarisé avec l'idée que c'est essentiellement à un « ordre social » injuste qu'incombe la responsabilité principale des pratiques corrompues dans les banques, la presse et la Bourse (cf. F 82, 1901, p. 1). En 1899, Harden l'avait lui-même mis en garde contre la tentation de s'en prendre avant tout aux individus concernés : « J'espère que vous apprendrez de plus en plus à reconnaître que les maux viennent de l'institution, et non des personnes » (F 2, 1899, p. 3). Harden lui recommandait de ne pas oublier « les connexions économiques, qui expliquent tout, rendent tout pardonnable... » (*ibid.*, p. 5). Kraus s'est si bien souvenu de cet avertissement, qu'il a entendu par la suite répéter fréquemment, qu'il y fait encore allusion, en février 1936, dans l'article final du dernier cahier de *Die Fackel* (« Wichtiges von Wichten », F 917-922, p. 103). Mais il n'a jamais accepté l'idée que les connexions économiques permettent de tout comprendre et encore moins la suggestion qu'elles autorisent à tout pardonner ; et il ne s'est jamais laissé convaincre par ceux qui essayaient de le persuader de changer d'adversaire. C'est, bien entendu, le point sur lequel ses convictions sont restées le plus éloignées de celles des marxistes, qui pensaient qu'il fallait d'abord remédier à l'immoralité des institutions de la vie économique et financière, avant de prétendre s'attaquer à celle des individus. Kraus avait une perception différente de la situation. Il considérait comme légitime et indispensable de dénoncer la corruption des personnes, indépendamment de la question de savoir si ce ne sont pas, en fin de compte, les institutions elles-mêmes qui sont corrompues et doivent être transformées ou abolies – ce qui, bien entendu, ne l'a pas empêché de critiquer aussi vigoureusement certaines d'entre elles. Mais il est clair que se cantonner dans la dénonciation de la corruption supposée des institutions lui semblait constituer plutôt, dans les faits, une incitation à fermer les yeux sur la corruption bien réelle des individus et une façon d'encou-

rager une pratique du double langage et du double jeu, dont les sociaux-démocrates eux-mêmes fournissaient, à ses yeux, des exemples tout à fait typiques. Et, de plus, comme le dit Timms, ce qu'on lui objectait sur ce point « ne concordait pas avec son expérience des affaires autrichiennes, dans lesquelles le pouvoir semblait résider dans les mains d'un nombre relativement réduit d'individus corrompus » (*op. cit.*, p. 38).

De toute façon, Kraus n'a jamais été convaincu que la superstructure idéologique soit déterminée par (et constitue le reflet de) l'infrastructure économique. C'est ce qu'a montré clairement, explique-t-il, le résultat à première vue surprenant des élections municipales de 1900, qui ont vu la victoire du parti chrétien-social, lequel, à mesure qu'il conquérait des couches plus importantes et plus variées de la population viennoise, a mis, comme il se doit, de plus en plus son programme économique en sourdine.

Cela n'a rien de frappant, commente Kraus : aux adeptes du credo marxiste, qui voit dans la victoire d'éléments idéologiques sur des intérêts économiques une anomalie, un regard circulaire sur la politique européenne peut enseigner qu'une telle exception est presque la règle (F 43, 1900, p. 4).

Mais Kraus était aussi capable de remarquer, à propos d'une affaire dans laquelle un directeur de banque était accusé de détournements de fonds :

Il n'y a pas de spectacle plus repoussant que l'essai de farder de morale une institution immorale dans son essence, et il n'y a pas de rêve plus insensé que celui d'une Bourse sans corruption et de banques sans corruption (F 116, 1902, p. 15).

La déclaration d'un de ses admirateurs, qui avait écrit qu'« il y a justement des institutions dont l'essence est l'abus » (F 852-856, 1931, p. 31), lui inspire le commentaire suivant : « Il voulait certes dire par là la censure, mais je veux dire la presse. » De la même façon, à propos d'une phrase imprimée quelque part, qui dit que la *Fackel* « lutte contre les débordements

ments de la presse », il corrige et abrège l'énoncé en demandant que « les débordements de la presse » soit remplacé tout simplement par « la presse ». On ne peut pas parler de débordements à propos de la presse, car en réalité « elle n'en a pas, elle en est un ! » (*ibid.*). C'est ici, bien entendu, le satiriste radical, et non, comme à d'autres moments, le critique réformiste, qui parle.

Je ne crois pas que Kraus ait été en retard sur son époque dans sa façon de souligner l'autonomie relative et l'importance décisive des rapports de domination idéologiques et symboliques, dont le rôle est au moins aussi déterminant que celui des relations de pouvoir et de dépendance de type proprement économique. C'est, au contraire, sûrement un point sur lequel il était plutôt en avance par rapport à beaucoup d'autres. Mais, de toute façon, même le peu que j'ai eu l'occasion de dire sur cette question dans les chapitres précédents suffit à montrer clairement que le dernier reproche que l'on pourrait lui adresser est d'avoir ignoré ou de n'avoir pas compris ce que Harden appelle les « connexions économiques ». Kraus n'a pas accepté l'explication ultime et universelle par l'économie, mais peu d'auteurs ont traité de façon aussi constante et aussi précise que lui de questions économiques et de l'aspect économique des problèmes qui se posent au monde d'aujourd'hui. Il est exact que, de façon générale, chez lui : « L'attaque passe de la polémique individuelle à la satire apocalyptique. Mais la dimension intermédiaire de l'analyse socio-économique reste inexplorée » (Edward Timms, *op. cit.*, p. 49). La polémique individuelle s'attaque à des personnages réels et s'appuie sur des faits précis. La satire apocalyptique s'intéresse moins aux faits qu'aux possibilités, elle utilise essentiellement l'imagination poétique et recourt largement à des figures empruntées à la mythologie et à la littérature. Mais ce que cela signifie est simplement que Kraus, qui percevait lui-même clairement sa démarche comme relevant de la critique sociale et parle à un moment donné de sa force d'action comme d'« une énergie vraiment sociale » (« Die Stunde des Gerichts », p. 150), n'a pas jugé nécessaire,

pour ce qu'il cherchait à faire, de se livrer à une exploration systématique de la dimension socio-économique, et sûrement pas qu'il l'a ignorée ou ne l'a pas comprise.

Je n'ai pu parler qu'en passant, dans ce livre, d'un aspect du problème de la corruption auquel Kraus s'est attaqué avec une énergie particulière et qui nous concerne manifestement au plus haut point, à savoir la corruption du milieu littéraire et l'absence presque totale d'une critique à la fois indépendante et sérieuse. Kraus n'a cessé de dénoncer les collusions et les connivences entre critiques et auteurs, le cumul des fonctions (F 30, 1900, p. 15), la pratique du copinage systématique – en particulier à la *Neue Freie Presse*, « dont les colonnes sont ouvertes à tout reporter pour louer son ami qui fait de la littérature ou sa bien-aimée qui chante » (F 55, 1900, p. 12) – et la façon qu'ont les auteurs en vue de se décerner les uns aux autres des éloges tellement disproportionnés qu'il devient vite impossible de les maintenir constamment au niveau requis :

On s'inquiète de savoir à quoi mènera ce tapage assourdissant infligé à des contemporains dont l'intellectualité n'est plus entretenue que par le besoin de voir leurs représentants se jouer la sérénade les uns aux autres, et ce qui arrivera lorsqu'avec l'âge croissant des titulaires d'honneurs et l'augmentation de la pression qui pousse à maintenir et à faire monter le standard des honneurs, les occasions fournies par le calendrier s'accumuleront, se presseront et s'embrouilleront. Naturellement on peut, grâce à la façon dont la langue est déshonorée par le reportage, grâce à l'aplatissement du contenu des mots, redire sans cesse tout ce qu'on veut sur tout et encore plus. Mais on se demande si ce n'est pas une tactique peu avisée, étant donné qu'il se pourrait que, si tout a déjà été dit du vivant des personnes, il ne reste pour plus tard rien d'autre que la vérité (« Um Wildgans », F 852-856, 1931, p. 75).

Dans le numéro 30 de *Die Fackel*, Kraus parle d'un livre écrit par un de ses amis sur l'histoire de la culture au dix-neuvième siècle, dont l'éditeur lui a aimablement communiqué les épreuves et dont il cite un fragment, qui lui sert à illustrer les rapports fraternels qui se sont instaurés entre le théâtre et

le journal. Il évoque à ce propos le paradigme connu qui est utilisé de la même façon pour familiariser l'étranger avec les particularités du verbe allemand et avec celles de la critique allemande :

*Je te loue
Tu me loues
Il se loue
Nous nous louons
Vous vous louez
Ils se louent tous ensemble (1900, p. 27).*

Le point culminant de cette évolution de la littérature a été, remarque Kraus, atteint au moment de la campagne d'annonces qui a précédé pendant un an dans les journaux la première représentation de la pièce de Theodor Herzl, *I love you*, et fait naître dans l'esprit du public cultivé des attentes qui étaient aussi démesurées qu'elles ont été irrémédiablement déçues. Herzl constitue lui-même une illustration typique du fait que, comme le dit Kraus, le journalisme, qui a emprunté à la littérature ses romanciers, lui fournit en contrepartie ses dramaturges.

Je ne suis pas sûr que l'on ne devrait pas utiliser aussi le paradigme de conjugaison qui vient d'être évoqué pour initier l'étranger à la fois aux particularités du verbe français et à celles de la critique française⁸³. C'est même une chose qui est, je crois, plus ou moins admise par tout le monde ; mais celui qui déciderait d'aller plus loin et de citer publiquement des noms et des faits précis sait parfaitement à quoi il doit s'attendre. On invoque souvent contre Kraus le fait qu'il n'aurait été capable que de critiquer et de dénigrer. Mais, en réalité, rien n'est plus faux : il a aussi beaucoup loué. Il ne s'est pas contenté, comme on le croit parfois, de ridiculiser de fausses gloires et de détruire des réputations usurpées, il a également publié, défendu, promu et soutenu (moralement et parfois aussi matériellement) un bon nombre d'écrivains et d'artistes, jeunes ou moins jeunes, peu connus ou méconnus, qui méritaient particulièrement d'être aidés et en avaient le

plus grand besoin, comme Strindberg, Else Lasker-Schüler, Altenberg, Wedekind, Loos, Schönberg et beaucoup d'autres. Berthold Viertel, qui avait été un des auteurs de la *Fackel* et un des collaborateurs de Kraus, l'a qualifié de « génie de l'éloge » et dit de lui qu'« on trouverait difficilement un autre publiciste allemand qui ait comme lui restitué à la louange son innocence⁸⁴ ». La formule me semble à la fois tout à fait pertinente et particulièrement actuelle. Le problème le plus urgent et le plus sérieux de la critique est probablement de réussir à rendre son innocence à l'éloge, dont on use et abuse aujourd'hui avec une telle absence de discernement et de mesure qu'il ne signifie à peu près plus rien et évoque, en outre, presque fatalement, dans l'esprit du lecteur un peu averti, la complaisance, la connivence et la collusion d'intérêts. Même les meilleurs finissent, de cette façon, par être discredités. Ce n'est pas la critique, qui n'existe presque pas, mais la surabondance de l'éloge, qui détruit. Comme le dit Kraus :

... Je n'ai – chose épouvantable – même pas besoin de les démasquer. Je n'ai besoin que de citer ce qui est chanté pour leur louange. Je prends le miel à des lèvres qui coulent et voilà que c'est de la poix⁸⁵. Ils se démasquent l'un l'autre. Ils sont dix l'un à côté de l'autre dans un passage intermédiaire, et ils se compromettent l'un l'autre de façon si radicale que l'on peut à nouveau se frayer un chemin. Les choses se passent de la pire façon pour le meilleur (« Der Schmock, das Talent und die Familie » [1913], K 19, p. 102).

La bataille que Kraus a menée contre la corruption du milieu théâtral lui a valu à la fois l'agression physique dont il a été question plus haut et un procès, qu'il perdit, contre le directeur du Volkstheater, Bukovics, et Hermann Bahr en 1901⁸⁶. Au nombre des lettres de soutien, susceptibles d'être produites devant le tribunal, qu'il reçut à cette occasion figure celle de John Reid, rédacteur en chef du *Morning Leader*, de Londres, qui lui écrivit ceci :

Monsieur White, notre correspondant à Vienne, me demande, en votre nom, d'exprimer mon opinion, en tant que journaliste et

directeur de journal anglais, sur le sujet d'un critique dramatique qui critique toujours de façon favorable les pièces jouées dans un théâtre dont le Directeur accepte des pièces écrites par ledit critique dramatique!

Je puis vous assurer que la critique dramatique dans la Presse de Londres n'est pas encore tombée à une profondeur aussi déplorable dans la dégradation; et je peux vous assurer également que, s'il arrivait jamais qu'un critique dramatique quelconque s'adonnât à des méthodes aussi scandaleuses et qu'elles viennent à la connaissance de son éditeur, on se passerait sur-le-champ de ses services comme critique dramatique (F 69, 1901, p. 31).

On frémit à l'idée du vide préoccupant qui ne manquerait pas de se créer si un de nos journaux réputés sérieux se mettait tout à coup à appliquer des principes de cette sorte.

Aux États-Unis, écrit Serge Halimi, certains quotidiens « interdisent formellement » à leur rédaction en chef de confier la critique d'un livre à quiconque connaît l'auteur, ou a lui-même écrit un ouvrage dont l'auteur aurait précédemment rendu compte, ou « entretient des liens étroits avec une personne souvent citée dans le livre en question ». Disons que ces consignes, parfois difficiles à respecter, sont chez nous enfreintes dans une impudence tellement joyeuse qu'elle étonne les pays étrangers (Les Nouveaux Chiens de garde, p. 85).

L'auteur de ces lignes est, à mon avis, en dessous de la vérité. Pour que l'on puisse parler de règles qui sont violées, il faudrait au moins avoir l'idée que des règles de cette sorte puissent être adoptées, alors que leur introduction est probablement considérée, chez nous, comme étant encore une de ces bizarreries anglo-saxonnes dont nous n'avons pas à tenir compte. Malgré cela, on attend avec curiosité et espérance le moment où un de nos journaux réputés « meilleurs » ferait le pari (risqué) de donner le premier le bon exemple.

CHAPITRE X

LA SATIRE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?

On n'a besoin que de dire la plupart des choses comme elles sont pour faire une excellente satire.

SEUME, cité par Kraus
(« Der Satiriker », F 912, 1935, p. 2).

C'est trop. Un satiriste peut fermer boutique quand la réalité lui fait une telle concurrence dans la malpropreté.

KARL KRAUS (F 151, 1904, p. 28).

Dans le numéro 46 de *Die Fackel*, Kraus a justifié son entreprise en disant que « Du fait que notre procès pénal public et oral ne connaît pas la plainte populaire, c'est en vérité pour les besoins de *la plainte populaire, publique, écrite*, que j'ai fondé la *Fackel* » (1900, p. 20). C'est peut-être la formule la plus exacte qu'il ait trouvée pour caractériser ce qu'il avait décidé de faire et qui était, effectivement, de donner une expression publique et écrite à la plainte que les gens ordinaires ne peuvent généralement faire entendre qu'en privé et verbalement contre les mensonges et les malhonnêtetés de toutes sortes que le public, qui en est la première victime, est en droit de reprocher à des pouvoirs comme celui de la presse. Et il voulait aussi, bien entendu, faire en sorte que la plainte aboutisse réellement à une condamnation, et quelquefois à une condamnation à mort, au moins, à défaut d'une sanction pénale impossible, sur le plan moral. Pour défendre les droits du public face au journal, il n'a pas trouvé d'autre moyen que

de créer lui-même un journal périodique qui puisse être considéré comme l'organe de ce qu'on a appelé parfois, en droit, l'« action populaire », dans laquelle le simple citoyen est autorisé à prendre lui-même directement en charge la défense de l'intérêt général lorsque les instances qui représentent en principe celui-ci ne sont plus capables de le protéger et font même à peu près le contraire de cela. Comme on l'a vu, il ne pouvait y avoir rien de plus urgent et de plus nécessaire, aux yeux de Kraus, qu'une sorte d'action populaire concertée contre les forfaits et les exactions du gouvernement de la presse.

Mais les armes qu'il a utilisées étaient essentiellement celles de la satire. Et il a été obligé de se demander, à partir d'un certain moment, si elles étaient encore appropriées à la nature de la tâche qu'il s'était fixée. Le poète Juvénal avait dit que « *difficile est satiram non scribere* » (il est difficile de ne pas écrire de satire). En 1929, Kraus écrit :

Juvénal s'en était tenu au difficile est satiram non scribere. Il pouvait écrire une satire, il lui était même difficile de ne pas en écrire une. J'ai été mis par punition dans une époque qui avait comme particularité d'être si risible qu'elle n'avait plus aucune idée de sa risibilité et n'entendait plus le rire (« Im dreissigsten Kriegsjahr », F 800-805, 1929, p. 1).

De plus en plus, Kraus s'est rendu compte qu'il était aujourd'hui difficile d'écrire une satire, justement parce que la réalité elle-même est devenue une satire et pourtant ne fait rire personne. Avec l'arrivée au pouvoir des nazis, il a eu le sentiment qu'on était entré en quelque sorte dans une dimension nouvelle de la bêtise, du ridicule, de la cruauté et de l'horreur, dont même lui, qui avait anticipé et imaginé tant de choses, n'avait pas été capable de se faire une idée, et contre laquelle les instruments qu'il avait toujours utilisés auparavant n'étaient probablement plus efficaces. C'est ce qui explique l'aveu qu'il a fait, et qu'on lui a tellement reproché, de n'être sans doute plus en mesure de faire entendre une protestation qui soit réellement à la hauteur de l'événement et en même temps de

ce qu'il avait toujours essayé de faire et, dans une certaine mesure, réussi à faire jusque-là. En 1934, il a reconnu qu'il ne se sentait plus de force avec Hitler et que les abominations qui étaient en train de se passer (la possibilité, par exemple, qu'un prolétaire doive passer cent quatre-vingt-douze heures dans « un des cercueils de pierre connus⁸⁷ », ou que des femmes qualifiées de « *Judendirnen* » ou de « *Judenliebchen* » soient exhibées en public et promenées par les rues) se situaient en dehors des limites de ses possibilités de penseur et d'écrivain (*ausser dem Bereich meines Denkens und Dichtens*) (« Warum die Fackel nicht erscheint », F 890-905, 1934, p. 249). Quand le temps des mythes primitifs, des adorateurs du feu et des bûchers revient, comme il l'avait envisagé sans le croire, et que l'intellect est mis hors circuit, la satire n'est plus de mise⁸⁸.

Au nombre des procédés satiriques que Kraus avait utilisés à l'occasion, figure la technique qui est passée dans le vocabulaire sous le nom de *Grubenhund*⁸⁹ et qui constitue en quelque sorte le symétrique de celui de la citation qui tue. (Au lieu de citer des passages dans lesquels un journal se ridiculise, on lui envoie et on le persuade de publier des choses qui, pour tous les gens informés, sont grotesques, mais dont le ridicule lui échappe totalement.) Kraus, qui était le véritable inventeur du procédé, l'a toujours défendu dans son principe, comme une réaction de légitime défense du lecteur contre les usurpations d'autorité et de compétence de la presse⁹⁰. La pratique du *Grubenhund* a connu pendant un temps une vogue telle qu'elle a fini par représenter un vrai problème pour des journaux comme la *Neue Freie Presse*. C'est ce qui a amené celle-ci à se déconsidérer, si possible, encore davantage en menaçant de réclamer contre lui la protection de la loi, pour la raison que l'envoi de *Grubenhunde* à des rédactions surchargées et surmenées constituait une entrave inadmissible à l'exercice d'un métier déjà suffisamment difficile et où tout se fait nécessairement dans la hâte. Kraus avait réagi à cela en réaffirmant le droit fondamental du lecteur au *Grubenhund* et en présentant même celui-ci comme une sorte de devoir moral auquel on ne doit pas se dérober, quels que soient les risques.

Mais, en 1931, dans « Grubenhund und Hakenkreuz » (« *Grubenhund* et croix gammée »), il s'est demandé si le *Grubenhund* était encore un moyen réellement adapté aux problèmes du moment. En 1913, du reste, il avait déjà suggéré que la citation et le montage étaient probablement suffisants pour parvenir au but et que la satire ne pouvait pas y ajouter grand-chose :

Qu'on laisse la « Neue Freie Presse » vivre sa vie, qu'on ne lui mette pas de bâtons dans les roues et qu'on ne l'aide pas. Elle n'a pas besoin de compter sur nous. Ses collaborateurs internes, ses correspondants compenseront largement le manque. Ce qu'ils donneront pour remplir leur devoir sera au moins aussi bon que tout ce que je pourrais donner [...], et si quelqu'un parmi vous ressent vraiment un besoin de fausses informations, il n'a qu'à lire la « Neue Freie Presse », et non à lui téléphoner ! (F 368-369, p. 52).

Sur le problème de la possibilité de la satire, Kraus semble considérer qu'on est passé successivement par trois stades. Avant et pendant la Première Guerre mondiale, la satire pouvait encore s'écrire, même si l'art satirique se réduisait pour l'essentiel à un art de la citation, ce qui, du reste, ne portait nullement atteinte à sa créativité, car l'obligation de se contenter de transcrire ou de recopier l'époque ne diminue en aucune façon la part de l'invention poétique. Kraus se présente comme ayant été « le créateur de la citation, pour l'essentiel rien de plus que cela » (« Im dreissigsten Kriegsjahr » [1929], p. 9) et il parle des *Derniers Jours de l'humanité* comme n'ayant été au fond rien de plus qu'« une longue citation ». Mais il constate en même temps que la Première Guerre mondiale, dans ce qu'elle a eu de proprement inouï, avait probablement déjà changé fondamentalement les données du problème. En parlant d'une époque qui a commencé à équiper ses soldats de gaz toxiques comme étant celle de la fin, des derniers jours de l'humanité, la satire frappait déjà en deçà d'un objet par lequel elle était peut-être irrémédiablement débordée. En 1929, en tout cas, Kraus observe que même le moment où la satire proprement dite n'était plus

nécessaire, puisqu'il suffisait de laisser parler la réalité elle-même, a sans doute déjà été dépassé :

L'époque où il n'y avait plus besoin de la satire, parce que l'époque « parlait par elle-même » – même si ce n'était jamais pour l'oreille de ses acteurs –, cette époque était passée. Même la production de sa transcription satirique était devenue impossible et il ne restait plus rien que l'expression artistique de cette impossibilité, qui, formée de façon toujours nouvelle à partir du mot, ne montrait à chaque fois que l'absence d'issue (ibid., p. 12).

Dans les années 1933-1934, cependant, Kraus pense que les choses ont pris encore une tournure différente : même l'expression artistique de l'impossibilité dont il parle semble être devenue elle-même impossible. Bien que l'avènement du national-socialisme puisse encore être compris comme l'aboutissement logique d'un processus qu'il avait commencé à analyser bien plus tôt et consacre le triomphe final de la triple alliance fatale qu'il n'avait cessé de dénoncer entre « l'encre, la technique et la mort », Kraus estime qu'il n'y a réellement aucune commune mesure entre les catastrophes précédentes et celle qui est en train de se produire. Et il n'y en a pas non plus entre les possibilités de résistance que la situation offrait encore au satiriste à l'époque de la Première Guerre mondiale, qui pourtant préfigurait déjà la suite, et celles qui subsistent après l'arrivée au pouvoir de Hitler.

En 1931, tout en admettant que le *Grubenhund* « reste le moyen de correction culturellement certifié et l'épée de Damoclès contre la presse, en tant que telle » (F 852-856, 1931, p. 30), Kraus conteste que la bêtise et l'inculture d'un journal comme le *Völkischer Beobachter* (l'organe de Hitler) puissent justifier le recours à un procédé de cette sorte :

Qu'on laisse aux hommes de la croix gammée la littérature comme ils la voient, et le Grubenhund bien compris, qui ne pourrait vraiment plus rien ajouter, ne devrait s'en prendre au publicisme völkisch que là où, pour dévoiler l'image d'ensemble, il entend l'atteindre dans sa bêtise politique la plus intime. Une race

d'hommes dont on doit s'étonner que pour sa propagation elle puisse se servir du progrès de la rotative et ne se contente pas de la transmission par les inscriptions de pissotière ne vaut rien comme victime d'une mystification en matière d'histoire littéraire. Aussi la démonstration réussie du fait que la feuille de Hitler prend une strophe de moi habillée de façon antisémite pour un travail de Grillparzer et, de même, ne connaît pas un poème plus célèbre, à peine plus important, de Heine n'est-elle tout simplement pas une continuation réjouissante de la collection des Grubenhunde d'Arthur Schütz qui est parue maintenant aux Éditions Jahoda & Siegel (ibid., p. 29).

Une des raisons de la méfiance de Kraus envers l'usage insuffisamment réfléchi et motivé du *Grubenhund* repose sur la crainte que celui-ci « ne signifie qu'une ruse pour bercer dans la sécurité ceux qui, précisément, se réjouissent des maux d'autrui, se donnent des allures d'exception et décernent à l'inventeur un éloge antipathique, avant qu'il ne leur arrive ce qui leur revient avec autant de justice qu'au calibre intermédiaire entre la *Neue Freie Presse* et la *Reichspost* » (*ibid.*, p. 30). Kraus pensait ici, plus particulièrement, au cas de l'*Arbeiter-Zeitung*, qui avait été épargné par les mystifications de Schütz, mais aurait eu tort, selon lui, de se réjouir un peu trop vite. Sa tendance était évidemment de déconseiller le genre d'attaque contre les journaux et les journalistes qui, en ridiculisant les plus mauvais, a pour seul résultat de donner à ceux qui sont ou se croient un peu moins mauvais le sentiment d'être véritablement bons, et d'entretenir ainsi le mythe d'une « meilleure » presse possible et même peut-être réelle.

Comme on l'a vu, ce n'est pas seulement l'utilité du *Grubenhund*, mais également celle de la satire elle-même, qui est devenue, à un moment donné, problématique pour lui. La raison essentielle de cela est que, comme il l'a souligné lui-même, les personnages de la satire ont beau être réels, il faut tout de même les inventer. Ce n'est donc pas un paradoxe de dire, comme il le fait, que tout ce dont il est question dans *Die Fackel* est réel, mais tout aussi est inventé et est de lui et de lui seul. Or que peut encore faire la satire quand « la réalité

coïncide avec elle jusqu'au bord » (F 800, 1929, p. 1), autrement dit, quand il n'y a plus de distance entre le contenu et la forme et plus de place pour l'invention satirique, quand les possibles les plus invraisemblables deviennent à chaque instant réels et que ce qui a été imaginé hier se produit aujourd'hui ? Le problème de la satire qui est tirée de l'actualité a toujours été qu'« elle ne devient efficace, et même compréhensible, qu'avec la distance par rapport à l'occasion » (« Warum die Fackel nicht erscheint » [1934], K 18, p. 206). Le satiriste se trouve, par conséquent, réduit à l'impuissance lorsque la relation entre la satire et la réalité s'inverse, autrement dit, lorsque ce n'est plus la satire qui tourne en dérision la réalité, mais l'objet lui-même qui nargue et ridiculise à chaque instant la satire et, dans la « concurrence temporelle », trouve le moyen d'être toujours déjà en avance par rapport à elle.

Si Kraus a décidé de se taire à un moment où tout le monde attendait et exigeait de lui qu'il parle, ce n'est donc pas uniquement parce que le silence délibéré lui semblait une réponse plus appropriée, plus digne et plus conforme à ce qu'il avait toujours fait jusque-là que la parole dérisoire d'une multitude de gens qui avaient choisi, au contraire, de se faire entendre. (A la question « Que peut-on faire contre ce qui est en train d'arriver ? », il répond : « Rien qui soit de l'ordre de ce qui se dit [*nichts, was geredet wird*]; rien qui soit tiré d'une phraséologie de l'humanité, quand le meurtre est devenu en même temps religion et *Realpolitik* » [*ibid.*, p. 304]). Son mutisme ne s'explique pas non plus simplement comme une protestation contre le comportement d'une opposition politique qu'il considère comme largement responsable de ce qui est en train de se passer et d'une démocratie qui est suffisamment naïve pour croire qu'« elle est recommandée à la protection du public, voire même placée sous la protection des Monuments historiques, à laquelle la social-démocratie allemande a confié les archives du parti, quand Hannibal était déjà *intra portas* » (*ibid.*, p. 202). Kraus explique, sans espérer être compris, à ceux qui lui demandent de s'exprimer que « la violence n'est pas un objet de polémique, la démence n'est pas un objet de

la satire » (*ibid.*, p. 222). Mais il n'y a pas seulement la question de savoir si la satire est encore un moyen adapté à la situation, il y a aussi celle de savoir si elle est simplement encore possible. On oublie trop souvent ici que ce n'est pas l'homme, le citoyen et le protestataire, mais le créateur et l'artiste Kraus, qui a eu dans les dernières années le sentiment de se trouver plus ou moins réduit au silence par la nature du matériau lui-même.

Ce qu'il prêche n'est donc pas, comme on le suppose parfois, la résignation pure et simple ou la capitulation devant le nazisme – et cela d'autant plus qu'il a trouvé le moyen de dire tout de même un bon nombre de choses tout à fait claires et décisives sur Hitler⁹¹ –, mais la nécessité de recourir à d'autres moyens de lutte que ceux dont disposent les gens comme lui et même probablement les intellectuels en général. Les moyens à utiliser, s'il y en a encore, sont ceux auxquels on est obligé de recourir quand la folie a pris le pouvoir et que la violence règne à l'état pur. La parole devient dérisoire lorsque les tyrans, les tortionnaires et les assassins sont capables d'employer, eux aussi, le langage des démocrates et des humanistes et de parler de liberté, d'humanité, de dignité, de justice et de défense des plus faibles. Le paradoxe est que des gens dont un bon nombre étaient restés plutôt sceptiques sur le bien-fondé et l'efficacité de ses polémiques antérieures demandent maintenant à Kraus de faire contre le nazisme quelque chose de comparable à ce qu'il avait fait auparavant avec succès contre la presse. A cela il rétorque que, d'une part, ils surestiment sérieusement l'importance des résultats qu'il a obtenus et, d'autre part, ils jugent la situation à partir de concepts et de catégories qui ne lui sont plus applicables. La démonstration du fait que la presse est par essence mensongère a été, estime-t-il, réussie, mais c'est un résultat qui « peut aussi peu faire du tort à l'effet du journalisme, qui se situe au-delà de toute ratio comme précisément celui d'un évangile ou celui d'une épidémie, que l'esprit au national-socialisme » (« Warum die Fackel nicht erscheint », p. 324). On pourrait lui objecter qu'il n'avait pas jugé pour autant inutile, dans sa jeunesse, de s'attaquer

ouvertement au pouvoir de la presse et a continué à le faire inlassablement par la suite. Mais, remarque-t-il, le journalisme n'avait encore que des « camps de concentration de l'esprit », et contre ceux-là on peut encore utiliser les moyens de l'esprit. Avec les camps de concentration nazis, les choses ont pris une dimension qui est sans rapport avec ce qui a précédé, même s'il y en a bel et bien un entre la façon dont le pouvoir de la presse, loin d'être ébranlé par des attaques comme celles de la *Fackel*, s'est, au contraire, accru sans discontinuer depuis la fin de la guerre, et ce qui est arrivé pour finir.

Ce qui peut obliger le satiriste, comme le dit Kraus, à « fermer boutique » ou à « plier bagage » n'est cependant pas seulement la démesure dans le tragique et l'horreur, ce peut être aussi le comique déjà évident et omniprésent. Comment peut-on encore caricaturer lorsque la réalité elle-même est devenue une caricature et que la caricature la plus imaginative est susceptible d'être rattrapée et dépassée à chaque instant par la réalité la plus ordinaire ? Kraus s'est demandé s'il était encore possible d'utiliser la satire contre les médias (c'est-à-dire, pour lui, les journaux). On peut se poser la même question à propos des médias d'aujourd'hui. Il m'arrive souvent de penser que, s'il revenait à présent parmi nous, Kraus constaterait peut-être aussi que ses capacités ne sont plus du tout à la hauteur d'un phénomène aussi inouï et aussi démesuré que celui des médias actuels. Est-il possible par exemple de faire, à la télévision, des émissions satiriques sur des émissions qui sont déjà elles-mêmes des satires ? Kraus dit que, à la différence du politicien, le satiriste « a l'habitude de renoncer aux résultats et de ne tirer du sérieux de la vie que le profit du côté comique » (F 890, 1934, p. 308). Mais il peut y avoir des cas dans lesquels il n'y a tout simplement plus rien à gagner sur la réalité et la vie, pour ce qui est du comique. Que peut-on encore faire dans ce genre de situation ? La réponse, peu enthousiasmante, à laquelle on est contraint est probablement la même que celle à laquelle Kraus avait déjà abouti : il est à peu près aussi impossible aujourd'hui de faire une satire que de ne pas la faire.

QUELQUES REPÈRES BIOGRAPHIQUES, HISTORIQUES ET THÉMATIQUES

1874

Naissance de Karl Kraus à Jičín (Bohême) le 28 avril. Il est le neuvième enfant de Jakob Kraus, commerçant et fabricant de papier, et d'Ernestine, née Kantor, fille du médecin Ignaz Kantor.

1877

Installation de la famille à Vienne.

1891

Études secondaires au Franz-Joseph Gymnasium à Vienne. Mort de la mère, le 24 octobre.

1892

Première publication (un compte rendu des *Tisserands* de Hauptmann). Collaboration à différents journaux et revues.

1893

Études de droit à Vienne.

1894

Kraus opte pour des études de philosophie et de germanistique.

1896

Publication, à partir du 15 novembre, dans la *Wiener Rundschau*, du premier pamphlet, « Die demolierte Literatur ». Il connaît un certain succès, mais Kraus se fait aussi ses premiers ennemis sérieux. Il écrira, dans le premier numéro de la *Fackel*, que jusqu'ici, à Vienne, il n'est « pas allé au-delà de la célébrité de quelqu'un qui a réussi à se faire mal voir dans des cercles étroits ».

1898

Kraus quitte l'université avant d'avoir terminé son doctorat. Publication du pamphlet antisioniste *Eine Krone für Zion*.

1899

Parution, le 1^{er} avril, du premier numéro de *Die Fackel* (Le Flambeau). Robert Scheu a décrit l'événement de la façon suivante : « Un beau jour, aussi loin que l'œil puisse porter, que – du rouge. [...] Dans les rues, dans le tramway, dans le parc municipal, tout le monde en train de lire un cahier rouge... » Dans la nuit du 10 au 11 mai, Kraus est victime d'une agression organisée par des représentants du milieu journalistique et sérieusement maltraité.

Début de la relation avec l'actrice Annie Kalmar.

Le 12 octobre, Kraus quitte la communauté israélite de Vienne et se déclare désormais « sans confession ».

1900

Mort du père, le 5 avril.

1901

Le 22 et le 23 février, procès de Kraus, qu'il perdra, contre Hermann Bahr et Emmerich Bukovics.

Mort d'Annie Kalmar à Hambourg, le 2 mai, à l'âge de vingt-quatre ans. Procès, dans lequel Kraus témoigne, de la mère de l'actrice contre les journaux qui avaient imprimé des insultes et des calomnies au sujet de celle-ci. Les rédacteurs responsables consentent à publier des excuses, mais moins pour exprimer des regrets sincères que parce que c'est, pour eux, la façon la moins onéreuse de se tirer d'affaire. Seules l'*Arbeiter-Zeitung* et la *Fackel* parlent du « remords » hypocrite des *Wiener Karikaturen* et de la modification du droit de la presse dont ce genre d'épisode manifeste clairement la nécessité.

Obtenir la réforme d'une législation qui permettait aux journaux d'échapper trop facilement à leurs responsabilités constituera une des grandes batailles de Kraus. En attendant, il utilisera lui-même au maximum les possibilités existantes et n'hésitera pas à exiger fréquemment des journaux, par la voie légale, la rectification des affirmations inexactes, tendancieuses ou mensongères qu'ils impriment. De façon générale, sa stratégie ne consistera pas à prêcher la subversion de l'ordre légal, mais plutôt à montrer que le système ne respecte en aucune façon ses propres règles et à demander d'abord l'application stricte et le respect scrupuleux de la loi, que les puissants et les privilégiés, qui devraient être les premiers à donner l'exemple, ont tendance à ignorer ou à transgresser de façon systématique.

1902

Publication par Moritz Frisch de l'essai *Sittlichkeit und Kriminalität*.

1903

Kraus commence, à l'automne, à publier dans la *Fackel* des contributions littéraires, notamment de Franz Wedekind, Otto Stoessl et August Strindberg.

1904

Représentation organisée par Kraus, le 29 mai, de *La Boîte de Pandore*, de Franz Wedekind, dans laquelle lui-même et l'auteur jouent tous les deux un rôle.

1907

Publication de *Maximilian Harden. Eine Erledigung*.

1908-1910

Kraus publie dans les revues munichoises *Simplizissimus* et *März*. Publication, en octobre 1908, de *Prozeß Veith et Apokalypse*.

1910

Commencement de la série de lectures publiques (au total, il y en aura sept cents), que Kraus appelle à partir de l'automne 1925 « Theater der Dichtung » (Théâtre de la poésie). Publication de *Heine und die Folgen*.

1911

Première polémique contre Alfred Kerr (« Der kleine Pan ist tot »).

Le 8 avril, Kraus se fait baptiser à la Karlskirche de Vienne. Son parrain est Adolf Loos.

A partir de décembre, il n'accepte plus, pour la *Fackel*, de contributions venant d'autres auteurs et rédige désormais seul sa revue.

1912

Kraus fait la connaissance de Ludwig von Ficker, éditeur de la revue *Der Brenner*, publiée à Innsbruck. C'est à Ficker, à cause de ce que Kraus dit de sa revue et de ce qu'elle dit de Kraus, que Wittgenstein s'adressera, lorsqu'il décidera en 1913, à la mort de son père, de faire un don anonyme en faveur d'écrivains et d'artistes dans le besoin.

Publication de *Nestroy und die Nachwelt*.

1913

Début de la liaison amoureuse et épistolaire de Kraus avec la baronne Sidonie Nadherny von Borutin. Elle durera, avec des péripéties, des conflits et des ruptures, jusqu'à la fin de sa vie. (Sidonie Nadherny fera, en avril 1920, un mariage conforme aux exigences de son milieu avec le comte Max von Thun und Hohenstein, mais il ne durera que quelques mois et elle se reconciliera en décembre de la même année avec Kraus. Leurs relations seront interrompues à nouveau entre 1924 et 1927.)

1914

Après une interruption qui dure depuis l'été, Kraus publie en décembre dans la *Fackel* l'essai « In dieser grossen Zeit ».

1914-1918

Kraus, qui a été dispensé, pour inaptitude physique (une déformation de la colonne vertébrale), de l'obligation de servir, parle, écrit et publie contre la guerre. Plusieurs numéros de la *Fackel* se heurtent aux rigueurs de la censure et Kraus est obligé de renoncer à publier certains textes.

1915

Premier voyage en Suisse, en compagnie de Sidonie Nadherny. Kraus y travaille à sa grande tragédie, *Les Derniers Jours de l'humanité*.

1917

Deuxième voyage en Suisse. Franz Grüner et Franz Janowitz, deux amis de Kraus, sont tués à la guerre.

1918

La lecture de l'essai intitulé « Für Lammasch », le 27 mars, vaut à Kraus d'être menacé d'un procès pour défaitisme et manque de loyauté envers le gouvernement et le pays.

En novembre, effondrement de la Monarchie et proclamation de la République. Kraus, dans le texte « Nachruf », prend position en faveur du nouveau régime et se rapproche de la social-démocratie, sur laquelle il fonde de grands espoirs.

1919

Mort de Peter Altenberg, dont Kraus prononce l'éloge funèbre.

Weltgericht, un recueil des articles publiés pendant la guerre, est édité par Kurt Wolff en deux volumes.

En mai, Kraus répond aux félicitations de Karl Seitz, président de l'Assemblée nationale, pour le vingtième anniversaire de *Die Fackel*.

Publication des *Derniers Jours de l'humanité* sous la forme de cahiers spéciaux de la *Fackel*.

1920

En février, une séance de lecture organisée à Innsbruck par Ficker est perturbée par des manifestants pangermanistes et Kraus est victime d'une campagne antisémite. Peu de temps après, à Vienne, il donne sa première lecture devant un public d'ouvriers. Kraus, qui apprécie ce genre de public, en fera un certain nombre d'autres.

1921

Entrevue avec le président Masaryk. Kraus écrit « Literatur oder Man wird doch da sehen », en réponse à une attaque de Franz Werfel dans sa pièce polémique *Spiegelmensch*.

Après sa rupture avec Kurt Wolff, son éditeur allemand, Kraus crée sa propre maison d'édition, les Éditions « Die Fackel », pour publier ses livres.

1923

Représentations des *Derniers Jours de l'humanité* à Vienne et à Brno (Moravie). Une représentation à Prague est interrompue par des protestataires émanant des milieux nationalistes et pangermanistes.

Le 7 mars, Kraus quitte l'Église catholique.

1924

Début de la polémique contre l'éditeur de journal et maître chanteur Imre Békessy, et contre la presse crapuleuse de l'après-guerre.

1925

Kraus publie dans la *Fackel* et fait placarder sous forme d'affiches le pamphlet contre Békessy, « Hinaus aus Wien mit dem Schuft! ».

Conférences de Kraus à la Sorbonne.

Il est proposé pour la première fois pour le prix Nobel de littérature ; il le sera à nouveau deux fois sans succès.

1926

Deuxième polémique contre Kerr.

Békessy est obligé de quitter Vienne.

1927

A la suite de la manifestation du 15 juillet (incendie du Palais de justice) et de la répression violente qui s'ensuit, provoquant la mort de plus de quatre-vingt-dix manifestants ou passants et faisant plus de six cents blessés graves, Kraus engage une polémique violente contre le préfet de police Schober. Il fait placarder sur les murs de Vienne une affiche qui porte le texte suivant :

« Au préfet de police de Vienne, Johann Schober.

Je vous somme de démissionner.

Karl Kraus, éditeur de la *Fackel*. »

Procès contre Kerr à Berlin.

Soirées de lecture des *Derniers Jours de l'humanité* à la Sorbonne.

1928

Kraus, qui a perdu son procès contre Kerr, en publie les actes dans un cahier de 208 pages de la *Fackel*, « Der grösste Schuft im ganzen Land » (La plus grande fripouille de tout le pays). Publication de *Die Unüberwindlichen* (*Les Invincibles*), une pièce de théâtre dans laquelle Kraus dénonce la corruption autour de Békessy et Schober.

1929

500^e soirée de lecture.

Représentation des *Invincibles* à Dresde et à Berlin. Malgré de bonnes critiques, la pièce est sacrifiée pour des raisons politiques et les représentations sont suspendues à la suite d'une intervention de l'ambassade d'Autriche.

1930

Représentation des *Derniers Jours de l'humanité* à Berlin.

1931

En novembre, 600^e soirée de lecture, à Vienne. La première partie de la soirée est retransmise par Radio Vienne.

1932

Avec la publication de *Hüben und Drüben*, Kraus rompt définitivement avec la social-démocratie. Il continuera néanmoins à compter un certain nombre de défenseurs dans les rangs de celle-ci. Certains représentants de l'opposition de gauche à l'intérieur du parti, sensibles aux protestations de Kraus contre les arrangements conclus par celui-ci avec la bourgeoisie, créeront même, à un moment donné, une « Sozialdemokratische Vereinigung Karl Kraus ».

1933

Kraus commence la rédaction de *Dritte Walpurgisnacht*.

Une faiblesse cardiaque est constatée pour la première fois chez lui.

En octobre, le numéro 888 de la *Fackel* ne contient que le discours prononcé sur la tombe de Loos et le dernier poème de Kraus, où il est fait allusion à son silence devant l'avènement du nazisme.

1934

En février, guerre civile en Autriche. Instauration de l'État corporatif autoritaire sous la direction du chancelier Engelbert Dollfuss.

Première maladie grave de Kraus.

En juillet, parution d'un cahier de 316 pages de la *Fackel*, qui contient l'essai « Warum die Fackel nicht erscheint ». Des parties du manuscrit de *Dritte Walpurgisnacht* sont intégrées au texte. Kraus y prend parti pour Dollfuss, qu'il considère comme la dernière chance et le dernier rempart de l'Autriche contre Hitler.

Un film, dans lequel Kraus lit certains de ses textes, est réalisé et projeté à Vienne, le 29 avril, pour célébrer son soixantième anniversaire.

Le 25 juillet, assassinat de Dollfuss par des putschistes nazis. Kraus, qui a refusé jusqu'au bout de condamner sa politique, malgré la suppression des libertés démocratiques et la répression exercée contre les partis et les organisations de gauche, et lui a rendu hommage après son assassinat, est victime de l'incompréhension d'une bonne partie de ses amis et de son public et se retrouve de plus en plus isolé.

1934-1935

Kraus publie deux volumes d'adaptations de drames de Shakespeare.

Le 22 novembre 1935, il donne sa dernière lecture publique (les suivantes n'auront lieu que devant un public d'auditeurs qui se sont annoncés au préalable et disposent d'un billet d'entrée qui leur a été délivré personnellement).

1936

En février, paraît le dernier cahier de la *Fackel* (n° 917-922).

En traversant une rue, Kraus est renversé par un cycliste. A la suite de cet accident, son état de santé se détériore de plus en plus.

Le 2 avril, 700^e et dernière lecture de Kraus, en privé. (Il en a donné en tout 2 à Trieste, 10 à Paris, 17 à Munich, 57 à Prague, 105 à Berlin, 414 à Vienne et le reste dans d'autres villes autrichiennes. 260 ont été consacrées exclusivement à ses propres œuvres, 302 à d'autres auteurs et 138 aux deux.)

Il meurt le 12 juin à Vienne après dix jours de maladie. On rapporte qu'une de ses dernières paroles, en réaction à une observation de son amie Helene Kann, qui trouvait qu'il s'était montré injuste envers son médecin, a été : « Envers qui ai-je donc jamais commis une injustice ? »

1938

Avant l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, Helene Kann avait mis à l'abri en Suisse une partie des archives de Kraus ; mais tout ce qui était resté à Vienne en fait de livres, manuscrits, documents et lettres sera pillé et détruit après l'Anschluss.

1952

Édition posthume par Heinrich Fischer de *La Troisième Nuit de Walpurgis*.

NOTES

- 1 *Die Fackel*, 98, 1902, p. 4. Les citations de Kraus sont tirées soit directement de la *Fackel* elle-même (pour laquelle j'utiliserai dorénavant la lettre F, suivie de l'indication du numéro de la revue, de l'année et de la page), soit de l'édition en 20 volumes des œuvres de Kraus, publiée sous la direction de Christian Wagenknecht (*Karl Kraus, Schriften*, Francfort, Suhrkamp Verlag, 1987-1994), pour laquelle j'utiliserai la lettre K, suivie du numéro du volume et de la page. Je dois des remerciements à Gerald Stieg et Felix Kreissler pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans la résolution de certains problèmes de traduction particulièrement délicats ; mais ils ne sont, bien entendu, pas responsables de ce que les solutions auxquelles je suis arrivé peuvent comporter, dans certains cas, d'insatisfaisant ou d'erroné.
- 2 Gustav Freytag, *Die Journalisten*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1966, p. 47-48.
- 3 Sur ce point, cf. Hartmut Scheible, « "Je sais écrire pour n'importe quelle tendance." Les comédies de journalistes avant Schnitzler », in *Les Journalistes* de Arthur Schnitzler, *Satire de la presse et des journalistes dans le théâtre allemand et autrichien contemporain*, édité par Jacques Le Rider et Renée Wintzig, Tusson (Charente), Du Lérot Éditeur, 1995, p. 13-71.
- 4 Si Schmock symbolise habituellement la versatilité et l'opportunisme du journaliste ordinaire, il pourrait être utilisé aussi pour représenter la précarité de sa condition, qui, dans les circonstances économiques actuelles, a plutôt tendance, semble-t-il, à s'aggraver.
- 5 Les dramaturges n'ont évidemment pas été les seuls à envisager le problème sous cet aspect. Pour des raisons qui sont en grande partie contingentes (le fait qu'en Autriche les journaux étaient, pour une part importante et plus souvent que dans d'autres pays, possédés, dirigés et rédigés par des juifs), Kraus lui-même n'a malheureusement pas échappé tout à fait à la tentation de considérer que la présence significative des juifs dans le monde du journal constituait un facteur aggravant de la corruption.

- 6 « Régulièrement depuis dix ans en France, et pour la 11^e édition consécutive en janvier 1998, un sondage réalisé par la SOFRES pour *Télérama* et *La Croix* renvoie une image nuancée, voire négative, de l'opinion française sur ses perceptions de l'activité des médias et des journalistes l'année écoulée. [...] Selon le dernier sondage de la SOFRES, 64 % des Français pensent que les journalistes ne sont pas indépendants. C'est-à-dire qu'ils ne résistent pas aux pressions des partis, des pouvoirs politiques et économiques » (Michel Mathien, « Le journalisme professionnel face aux mutations de l'information et de la communication. Déroute des valeurs ou réaction? », *Quaderni*, n° 37, hiver 1998-1999, p. 17-18). Comme le remarque l'auteur, une des caractéristiques de ces sondages est que, même si l'on entend affirmer parfois le contraire (sans aucune preuve réelle), ils restent à peu près sans effet sur les pratiques rédactionnelles : « Constatons que le "doute sur soi" n'excite guère les professionnels du doute comme certains journalistes tiennent à se qualifier pour expliquer leurs rapports aux sujets de l'actualité qu'ils traitent » (*ibid.*, p. 23).
- 7 Le colportage libre des journaux était interdit en Autriche. Kraus, dans sa réponse à la lettre de soutien et d'encouragement que lui avait envoyée Harden pour saluer les débuts de la *Fackel*, admet que l'interdiction du colportage constitue, avec l'existence du *Zeitungsstempel*, un handicap sérieux pour les journaux autrichiens, par rapport aux journaux allemands. Mais c'est en réalité surtout pour le public que cette situation est dommageable : elle a pour conséquence que les journaux sont principalement entre les mains d'une caste de privilégiés à qui le public n'inspire aucun respect et aucune crainte et jouissent d'un prestige immérité qui fait de la lecture de certains quotidiens à peu près l'équivalent de la prière du matin et du soir (F 2, 1899, p. 8-9). Maximilian Harden (1861-1927) dirigeait à Berlin une revue indépendante, intitulée *Die Zukunft*, dont l'exemple a inspiré fortement Kraus pour le lancement de la *Fackel*.
- 8 Depuis que Hermann Bahr était revenu au bercail de la religion catholique, il n'oubliait pas, en plus du reste, d'exploiter bruyamment ce thème dans les colonnes du *Neues Wiener Journal*, une chose qui ne pouvait qu'indisposer fortement Kraus, qui considérait que la religion était et devait rester une affaire privée et avait gardé secrets sa propre conversion, en 1911, au catholicisme et son baptême. Quand on entend le nom de Hermann Bahr, on sait immédiatement, explique-t-il, qu'il faut comprendre « La foi et les affaires » (*Glaube und Geschäft*). Kraus n'a fait connaître publiquement sa conversion au catholicisme qu'en 1923, au moment où il a décidé, justement, de quitter l'Église, à laquelle il reprochait de n'avoir été capable, pendant la guerre, que « de bénir, et non de maudire » (F 601, 1922, p. 4). Il est, d'une certaine manière, redevenu alors simplement ce qu'il avait, en fait, toujours été, aussi bien en matière religieuse qu'en matière politique, à savoir un homme sans confession réelle.

- 9 Le fait que la législation sur la presse soit plus restrictive, que les journalistes aient acquis entre-temps un statut professionnel qui comporte des droits et des obligations relativement précis et que les individus soient (un peu) mieux protégés contre les abus des journaux signifie sans doute, pour certains, que la plupart des critiques de Kraus sont devenues aujourd'hui caduques. Personnellement, je n'en crois rien. Même une critique aussi compréhensive et bienveillante que celle de Cyril Lemieux (*Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, A. M. Métailié, 2000) est obligée de concéder que le « pouvoir de nuire » de la presse a toujours conservé une ou plusieurs longueurs d'avance par rapport aux systèmes de réglementation juridico-morale qui ont été conçus successivement pour le limiter et que les réponses qui, jusqu'à une date relativement récente, pouvaient sembler suffisantes ne le sont plus dans la phase actuelle. Si l'on est optimiste, on dira qu'un ajustement acceptable finira par être trouvé à nouveau ; mais on peut penser aussi, de façon plus « krausienne », que le pouvoir de la presse comporte des caractéristiques telles que le problème n'a été à aucun moment et ne pourra jamais être résolu de façon satisfaisante. On peut remarquer qu'avec les possibilités nouvelles que l'Internet offre désormais à la bêtise et à l'infamie privées de s'exprimer publiquement et de se diffuser largement (c'était déjà, pour Kraus, le problème du journalisme), et avec les formes nouvelles de transgression et de délinquance impunies qu'il rend possibles, la loi et le droit risquent d'accuser à nouveau un retard sérieux par rapport à la réalité (ou à la technique) et d'être confrontés à un problème qui pourrait bien se révéler finalement insoluble. Il n'est pas nécessaire d'être spécialement pessimiste pour estimer que le respect de la vie privée, des droits de l'individu, de la propriété intellectuelle, etc., ne peut déjà plus être assuré sur l'Internet et ne le pourra probablement jamais vraiment. Kraus pensait que l'abus est inscrit par essence dans ce qu'on appelle la « liberté de communication », puisque ce sont toujours, en réalité, les possibilités offertes par la technique et les intérêts matériels qui sont impliqués dans leur utilisation « libre » qui finiront par avoir le dernier mot. Une liberté qui a derrière elle des intérêts économiques aussi puissants et qui exploite des mobiles psychologiques aussi efficaces que, par exemple, le goût du sensationnel ou la curiosité de l'individu pour les affaires de son prochain aura toujours moins besoin d'être protégée que les personnes, les institutions et les valeurs qu'elle menace. Le milieu journalistique est, par définition, toujours convaincu que la réglementation juridique et professionnelle est suffisamment stricte et le sens moral de ses membres suffisamment élevé pour qu'il n'y ait pas de souci sérieux à se faire. Mais il n'est peut-être pas le mieux placé pour en juger et ce n'est pas forcément l'avis du simple citoyen – en particulier de ceux qui ont été, d'une manière ou d'une autre, les victimes du pouvoir de la presse.

- 10 Voir sur ce point également l'hommage rendu à Friedrich Austerlitz, dans la *Fackel*, au moment de sa mort, en 1931 (« Zu der Tragödie Friedrich Austerlitz », K 18, p. 156-159).
- 11 La formule exacte est : « Ce journal, qui est en danger d'être, en plus d'une force morale, également un journal... » Dans *Les Derniers Jours de l'humanité*, les deux cibles privilégiées de Kraus sont la *Neue Freie Presse* et la *Reichspost*, alors que l'*Arbeiter-Zeitung* est épargnée.
- 12 Il est fascinant de voir avec quelle promptitude la presse, qui généralise si facilement et si injustement quand il s'agit de critiquer d'autres institutions (l'Université, par exemple), réagit lorsqu'elle a l'impression que le principe selon lequel « il ne faut pas généraliser » n'est pas suffisamment respecté dans son propre cas. La seule façon de lui donner satisfaction serait sans doute de renoncer à dire quoi que ce soit sur le journalisme « en général » ; ou plutôt, si c'est pour louer ses vertus et ses mérites, c'est tout à fait acceptable, mais si c'est pour les contester, on est pratiquement certain d'être accusé, quoi que l'on puisse dire, de ne pas faire assez de différences, de pratiquer l'« amalgame » et d'être « réducteur » (ce qui constitue la réponse universelle et autosuffisante que produit à peu près automatiquement toute critique possible). Autrement dit, l'éloge n'est jamais trop général, mais la critique n'est, au contraire, jamais suffisamment individualisée.
- 13 Quand on dit aujourd'hui que « le marché et la communication s'imposent comme les modèles généraux ayant vocation à transformer toutes les activités humaines » (Ignacio Ramonet, *Géopolitique du chaos*, Paris, Galilée, 1997), on ne fait en un certain sens que confirmer à quel point l'évolution actuelle est en train de donner raison à Kraus. Sa tendance à voir dans l'action de ce qu'il appelait la « magie noire » (celle de l'encre d'imprimerie) le facteur principal du déclin était aussi une anticipation de ce que l'on peut constater en ce moment : « Pendant longtemps, la communication a libéré, parce qu'elle signifiait (depuis l'invention de l'écriture et celle de l'imprimerie) diffusion du savoir, de la connaissance, des lois et des lumières de la raison contre les superstitions et les obscurantismes de toutes sortes. Désormais, en s'imposant comme obligation absolue, en inondant tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle, elle exerce une tyrannie. Elle est probablement devenue la grande superstition de notre temps » (*ibid.*, p. 158). Le problème que Kraus n'a cessé de poser dans tous les domaines est celui de la transformation des instruments de libération et de progrès (en l'occurrence, le développement des systèmes de communication) en mécanismes qui engendrent des formes nouvelles et aggravées de servitude.
- 14 Comme l'écrit Carl Schorske : « Tout en exigeant l'application de critères moraux sévères dans la sphère publique, en matière de politique et de législation, Kraus défend la liberté sexuelle et l'autodétermination dans la

sphère privée » (*De Vienne et d'ailleurs. Figures culturelles de la modernité*, traduit de l'anglais par Sylvette Gleize, Paris, Fayard, 2000, p. 215-216). Il faut ajouter qu'il le fait avec une insistance particulière dans le cas de la femme, qui est sur ce point, à l'époque et dans le milieu où il vit, victime d'un traitement tout à fait discriminatoire par rapport à l'homme. Or la société bourgeoise, qui a tendance à fermer les yeux et à laisser faire quand il est question des atteintes à la morale publique, est, au contraire, facilement curieuse, rigoriste et intolérante dans les questions de morale privée. Kraus a toujours considéré, pour sa part, le respect de la sphère privée comme un principe qui ne souffre pas d'exceptions. Mais la vie privée cesse de l'être lorsqu'elle est mêlée de telle façon à des intérêts publics qu'en décidant de l'épargner on porterait atteinte au bien commun (F 57, 1900, p. 19-20), et également lorsqu'elle choisit de se proposer elle-même à l'attention et à la curiosité du public : « Je fais [...], dit Kraus, de la vie privée une chose sacrée quand je la détache de la connexion avec des intérêts publics qui lui sont sacrifiés et avec l'intérêt public auquel elle s'offre volontairement » (*ibid.*, p. 22). Même la préoccupation pour le bien public et la poursuite de buts politiques respectables ne peuvent justifier l'exploitation d'informations concernant le domaine réservé de la vie privée, comprise de cette façon. L'application conséquente de ce principe fut à l'origine de la rupture spectaculaire de Kraus avec Harden (cf. *Maximilian Harden. Eine Erledigung*, Wien und Leipzig, Verlag « Die Fackel », 1907). Harden, pour dénoncer la corruption qui régnait dans l'entourage de Guillaume II, n'avait pas hésité à publier des informations concernant l'homosexualité réelle ou supposée de certains des conseillers de l'empereur. Kraus n'admettait pas cette utilisation de faits relevant de la vie privée à des fins politiques. Et il l'admettait d'autant moins que, contrairement à Harden, auquel il reprochait d'être resté fidèle à une conception beaucoup trop conventionnelle et bourgeoise de la sexualité et de la morale, il ne considérait pas l'homosexualité, et pas non plus d'ailleurs une forme quelconque de comportement sexuel impliquant des individus libres et consentants, comme une chose répréhensible et susceptible d'être utilisée contre qui que ce soit. Puisqu'il était convaincu que les personnages les plus haut placés, même s'ils sont corrompus, nuisibles et méprisables, conservent le droit à la protection de leur vie privée, il était évidemment d'autant plus fondé à s'indigner du peu de cas que la presse faisait généralement de celle des gens plus ordinaires.

- 15 Pour une illustration typique de cela, voir la campagne de dénonciation publique entreprise récemment, avec tous les effets désastreux que l'on pouvait prévoir, par certains journaux de la presse populaire anglaise contre les pédophiles. On ne manque jamais de rappeler, dans ce genre de circonstances, que cela ne pourrait en aucun cas arriver chez nous et qu'en France, Dieu merci, nous n'avons pas de « presse de caniveau ». Mais on peut hésiter parfois sur la question de savoir où il faut faire passer exacte-

ment la limite entre la presse de caniveau et l'autre; et, de toute façon, l'existence du pire, qui est au fond rassurante pour ceux qui réussissent à être simplement moins mauvais, ne suffit sûrement pas à transformer ce qu'ils font en quelque chose de réellement bon.

- 16 En France, la Charte de 1918, qui avait pour but de préciser ce qu'un « journaliste digne de ce nom » peut ou ne peut pas faire du point de vue professionnel, stipulait qu'il « ne reconnaît que la juridiction de ses pairs, souverains en matière d'honneur professionnel ». Mais, constate Michel Mathien (art. cité, p. 28) : « La "juridiction des pairs", qui est le propre d'une profession "libre", n'a jamais vu l'ombre d'une concrétisation, à l'exception de la période de la Libération où elle a fait office de "commission d'épuration". La CCIJP [Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels] délivre ce document à partir du moment où le journaliste exerce son activité dans un média et qu'il tire l'essentiel de ses revenus de son activité journalistique. C'est dire qu'elle n'a aucun pouvoir de sanction, ne serait-ce que moral. » Il résulte de cela que « le journalisme demeure une *profession inachevée* » (*ibid.*). Comme le note Cyril Lemieux : « Là où [...] la particularité du journalisme se révèle vraiment, et où les prétentions de ce groupe à s'autoréguler sur le plan moral deviennent plus problématiques, c'est dans le fait que les journalistes prétendent exercer leur monopole déontologique non pas au niveau d'instances professionnelles centralisées (la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, par exemple), mais d'une façon beaucoup plus dispersée, au niveau des unités de production elles-mêmes (les rédactions) » (*op. cit.*, p. 88).

Il est probable effectivement que chaque rédaction, y compris, du reste, celles de la presse de caniveau, a sa déontologie. Mais, pourrait-on objecter, c'est, après tout, aussi le cas des bandes de brigands elles-mêmes – il peut d'ailleurs arriver, comme on l'a vu récemment en Allemagne, même à la presse de caniveau de défendre de bonnes causes, telles que, par exemple, l'antiracisme. La moindre des choses, quand on objecte, comme on l'a fait à la critique « globalisante » de Serge Halimi (cf. *Les Nouveaux chiens de garde*, Paris, Éditions Liber-Raisons d'agir, 1997), qu'il n'existe rien de tel que « le journalisme » ou « les médias », serait de reconnaître aussi qu'il n'existe rien de tel qu'une éthique ou une déontologie du journalisme ou des médias en général. Je ne vois donc pas comment on pourrait se sentir réconforté d'entendre les journalistes expliquer, la main sur le cœur, qu'« ils ne font tout de même pas n'importe quoi » ou qu'ils se posent constamment des problèmes de déontologie, car il y a probablement autant de conceptions différentes du n'importe quoi à ne pas faire qu'il y a d'idées et de pratiques du journalisme. De toute façon, il vaudrait sûrement mieux éviter de parler de déontologie quand l'argument ultime est le plus souvent que, si l'on n'avait pas fait soi-même une chose peu recommandable, des concurrents, qui n'ont pas le même genre de

scrupules, l'aurait faite sans hésiter. Les hésitations et les scrupules n'ont jamais suffi à transformer une mauvaise action en un comportement honorable, tout au moins pour la morale commune, et ils peuvent sans doute suffire à apaiser la conscience des journalistes, mais sûrement pas à rassurer le public.

Kraus aurait été, bien entendu, heureux de pouvoir se dire au moins que le journalisme de son époque était peut-être en train de devenir une profession digne de ce nom. Pour lui, le journalisme est un métier qui est pratiquement sans obligations ni sanctions, ou plutôt ce n'est pas du tout un métier, mais une activité exercée par une confrérie de gens sans foi ni loi auxquels on a décidé de laisser à peu près entièrement les coudées franches. Il ne fonde aucun espoir sur des instances comme la « juridiction des pairs » ou le sens de l'« honneur professionnel » et, bien sûr, encore moins sur la seule chose sur laquelle on pourrait encore compter pour se rassurer, à savoir l'honorabilité personnelle des intéressés. La situation est certes différente aujourd'hui, mais il reste vrai que la confiance se mérite et que, de ce point de vue, la balle est, comme on dit, plutôt dans le camp des journalistes, et non de leurs critiques. Toute critique, pensent les premiers, devrait, pour être recevable, commencer par présupposer que l'on peut (au moins en gros) leur faire confiance. Mais c'est justement là que pourrait bien résider le problème. Il me semble que les critiques ont, dans l'ensemble, fait assez correctement leur travail et que, même si la question « Qu'est-ce qui ne va pas dans la critique? » peut aussi se poser, c'est tout de même la question « Qu'est-ce qui ne va pas dans le journalisme et, en particulier, dans sa façon d'ignorer la critique? » qui reste primordiale. Autrement dit, si les journalistes veulent inspirer davantage de confiance, il faudrait peut-être qu'ils commencent d'abord par changer, sur certains points, de comportement. Le mot d'ordre devrait donc être, selon moi : « Que messieurs les journalistes commencent! », et la critique, qui peut, elle aussi, être honnête, suivra.

- 17 *Op. cit.*

- 18 Le livre de Cyril Lemieux ne distingue pas suffisamment, à mon avis, entre une critique susceptible d'être bien accueillie par les journalistes et une critique susceptible de les amener à modifier leurs comportements. Il n'y a pas forcément un rapport quelconque entre ces deux choses. « Ironie de la "postmodernité", nous dit l'auteur, la capacité à affronter la critique devenant, avec l'impératif de communication, un principe d'excellence, les journalistes ne rechignent pas nécessairement à médiatiser les critiques intellectuelles et savantes dont les médias font l'objet. Ils le font d'autant plus volontiers sans doute que cela n'exige nullement d'eux une véritable transformation de leur *praxis* » (*op. cit.*, p. 82). Mais il reste, à mon sens, entièrement à démontrer que la même chose n'est pas vraie également de la critique interne et « située ». Si elle est plus sûre d'être bien reçue par les journalistes et a encore plus de chances d'être médiatisée, rien ne prouve

que ce ne soit pas d'autant plus vrai qu'elle est perçue comme moins gênante et moins susceptible d'exiger des changements réels et sérieux. Il est normal que les journalistes veillent, comme tout le monde, être « compris » ; mais ils ont aussi, comme tout le monde, tendance à croire que « tout comprendre, c'est tout pardonner ». Kraus ne cherchait évidemment pas particulièrement à comprendre, ce qui n'excluait pas, de sa part, le sentiment d'être, en ce qui le concerne, généralement très bien et même trop bien compris. Il considérait le fait d'être ignoré ou injurié par la presse comme une chose qui doit être accueillie avec satisfaction et qui constitue plutôt la preuve réconfortante du fait que la critique touche réellement à un point essentiel et qu'elle n'est pas réfutable. En dépit de tout ce qui a pu être dit et écrit sur sa vanité, il aurait trouvé sûrement plus inquiétant pour la cause qu'il défendait d'être célébré par les journaux que d'être insulté par eux. C'est un point sur lequel, effectivement, on ne sait pas vraiment, de façon générale, ce qui doit être préféré.

- 19 C'est d'autant plus vrai que, comme le remarque Cyril Lemieux, il existe, en matière de journalisme, un bon nombre de manquements que l'on ne peut considérer autrement que comme des *fautes* indiscutables et qui ne sont ni sanctionnables ni réparables dans l'état actuel (ni d'ailleurs non plus, probablement, dans aucun état possible) de la législation et du droit. Kraus est visiblement convaincu que même une législation idéale n'empêcherait pas le journalisme d'être une activité qui exige des qualités morales hors du commun et devrait être réservée, autant que possible, à des individus qui les possèdent. Pour ce qui est du problème de la réparation, on peut remarquer que les victimes d'erreurs judiciaires réussissent parfois à obtenir au moins une indemnisation pour le préjudice qu'elles ont subi. Mais quel genre de recours et de réparation pourrait-on imaginer pour des spéculations, des insinuations, des erreurs ou des affabulations journalistiques qui, sans tomber clairement sous le coup de la loi, peuvent avoir, dans certains cas, des conséquences à peu près aussi dramatiques ? Je ne vois personnellement rien d'exagéré dans la façon qu'a Kraus de rappeler sans cesse que la presse dispose d'un pouvoir qui devrait inspirer non seulement la méfiance, mais également la peur, spécialement chez les gens honnêtes, qui sont toujours les plus vulnérables. (Il n'est sans doute pas vrai que, comme il le dit, les gens malhonnêtes n'ont justement rien à craindre d'elle, mais ce sont généralement eux qui sont les mieux armés pour se défendre.) L'individu ordinaire a sûrement une appréciation plus juste que les journalistes de la disproportion totale des forces qui existe, en cas de conflit, entre lui et le journal. On peut essayer de réduire quelque peu l'asymétrie et l'inégalité (c'est à cela que sert notamment l'introduction de « médiateurs »), mais elle n'en conservera pas moins toujours un caractère profondément inquiétant.
- 20 Pour se documenter sur le comportement des intellectuels allemands au moment de l'arrivée au pouvoir de Hitler, Kraus semble avoir utilisé lar-

gement des renseignements et des citations fournis par certains périodiques allemands, en particulier *Das neue Tage-Buch*, édité par Leopold Schwarzschild. Ce journal était le successeur du *Tagebuch*, un journal libéral de gauche au républicanisme très affirmé, qui avait été créé à Berlin par Ernst Rowohlt. Il était une des premières publications à avoir émigré de Berlin à Paris et il a continué à paraître en exil de 1933 jusqu'en 1940. Mais la question de savoir dans quel journal Kraus, qui n'avait sûrement jamais été un lecteur de Heidegger, a pu trouver à la fois des citations de la *Rektorsrede* et une publicité pour un fromage appelé « Berna-Käse » n'est pas facile à résoudre. Les spécialistes de Kraus que j'ai consultés avouent n'avoir pas trouvé jusqu'ici de réponse satisfaisante. Kraus, dans *Dritte Walpurgisnacht*, pratique sans hésiter ce que l'on peut appeler la retraduction du discours philosophique « noble » de Heidegger dans le banal et le trivial, dont l'effet est proprement dévastateur, mais qui est considérée comme interdite par les interprètes officiels. Son exemple n'a malheureusement guère été suivi et ne l'est toujours pas. Il est significatif que, même dans les discussions et les controverses auxquelles a donné lieu en France l'« affaire Farias », le nom de Kraus n'ait, à ma connaissance, jamais été prononcé. Pour une réflexion sur le degré auquel la réputation de Heidegger, notamment comme penseur de la technique et défenseur de l'environnement, pourrait souffrir de la comparaison avec Kraus, qui l'avait, sur ce genre de question, devancé sérieusement, voir Gerald Stieg, « Karl Kraus gegen Martin Heidegger », in Amy Colin et Elisabeth Strenger (eds.), *Brücken über den Abgrund, Auseinandersetzungen mit jüdischer Leidensfahrung, Antisemitismus und Exil, Festschrift für Harry Zohn, Wilhelm Fink Verlag, 1994, p. 159-183.*

- 21 Martin Heidegger, *L'Auto-affirmation de l'Université allemande*, traduit de l'allemand par Gérard Granel, Mauvezin, T. E. R., 1982, p. 13.
- 22 *Dritte Walpurgisnacht*, K 12, p. 72. Commentant un autre passage du « penseur Heidegger », où il est question des « forces de la terre et du sang », Kraus explique que ce n'est pas une surprise pour lui : « J'ai toujours su déjà qu'un cordonnier bohémien s'approchait davantage du sens de la vie qu'un penseur néo-allemand » (*ibid.*, p. 71).
- 23 Kraus résume la situation dans un jeu de mots intraduisible en français : « *Es handelt sich in diesem Krieg –* "Jawohl, es handelt sich in diesem Krieg" » ["On a affaire dans cette guerre –" "Oui, on fait des affaires dans cette guerre"] (F 406-412, 1915, p. 111). A la place du tiret, on met généralement le nom d'une grande cause ou d'un idéal quelconque, alors qu'il faudrait mettre en réalité simplement « au commerce ». De façon très significative, la formule est reprise dans *Dritte Walpurgisnacht* (K 12, p. 86), à propos de la révolution nationale : « *Es handelt sich in dieser Revolution –* "Jawohl, es handelt sich in dieser Revolution!" » En réponse à une déclaration de Gottfried Benn, qui avait dit qu'« il ne s'agit pas du tout ici de formes de gouvernement, mais d'une nouvelle vision de la

naissance de l'homme », Kraus constate que l'on pourrait se croire revenu à l'époque de la Première Guerre mondiale. Dans les circonstances de cette sorte, quand les responsables politiques et les intellectuels parlent de « ce qui est en question », on peut être certain que ce qui est réellement en question est ce dont, justement, il ne sera jamais question. Il faut ajouter, pour être complet, que, quand les armes se sont tuées, de nouvelles possibilités se sont ouvertes immédiatement pour le marché, que l'industrie du tourisme s'est empressée d'exploiter en proposant des déplacements organisés sur les lieux de l'horreur et des visites commentées des champs de bataille, une chose que Kraus a dénoncée avec férocité dans « Reklamefahrten zur Hölle » [Voyages promotionnels en enfer] (F 577-582, 1921, p. 96-98).

- 24 Karl Popper, *La Télévision : un danger pour la démocratie*, traduction de Claude Orsoni, Paris, U.G.E., « 10/18 », 1994, p. 36.
- 25 Kraus n'est cependant pas contre le commerce du sexe, pratiqué ouvertement et honnêtement – comme il le dit, il serait absurde de condamner le commerce du sucre sous prétexte que le cartel du sucre n'est pas honnête. Ce qu'il reproche aux journaux bien-pensants est surtout de considérer le marché du sexe comme une honte et de le pratiquer, par conséquent, honteusement. « Tout homme, dit Lichtenberg, a aussi son derrière (*Backside*) moral, qu'il ne montre pas sans nécessité et qu'il couvre aussi longtemps que possible avec les culottes de la bienséance. » Kraus insiste sur le fait que les journaux ont, comme les êtres humains, un devant, qu'ils s'efforcent de garder à peu près propre et présentable, et un derrière, beaucoup plus sordide, qu'ils préfèrent tenir caché et dont ils affectent volontiers de ne rien savoir. Si le devant doit être moral, le derrière peut être basement commercial, mais, autant que possible, de façon dissimulée. « Der Fall Riehl » (F 211, 1906, p. 1-28), un article que Freud avait lu dans *Die Fackel* et qu'il admirait particulièrement, n'est pas du tout une attaque contre le libertinage sexuel ou contre l'existence de la prostitution, mais avant tout contre le moralisme répressif et l'hypocrisie institutionnalisée. La thèse de Kraus est que ce que l'on continue à appeler la « morale » représente la solution la plus funeste et la plus dégradante qui puisse être imaginée, à la fois pour la vie sexuelle et pour la morale. La morale, qu'il n'hésite pas à qualifier de « maladie vénérienne », comporte, explique-t-il, trois stades : la vertu, l'ennui et la syphilis (*ibid.*, p. 247). Or il y a déjà longtemps qu'elle n'a plus rien à voir avec le premier et ne connaît plus, dans la réalité, que les deux autres. Ce qui constitue un problème fondamental à Vienne est « le mélange infâme de la moralité et de la curiosité, qui est une caractéristique innée du Viennois » (*ibid.*, p. 228). C'est, bien entendu, ce mélange funeste qui offre aux journaux des possibilités à peu près illimitées quand il est question de défendre la morale. « La société bourgeoise est, remarque Kraus, constituée de deux espèces d'hommes, ceux qui disent qu'on a déniché quelque part une caverne

du vice et ceux qui regrettent d'avoir appris l'adresse trop tard » (« Der Sündenpflu » [1908], K 2, p. 34). Cette division s'applique également à l'intérieur d'une seule et même personne ; mais, dans les procès de moralité et spécialement dans les comptes rendus qu'en font les journaux, c'est toujours la première des deux moitiés de l'être humain et elle seule qui parle (et condamne).

- 26 Dénoncer les formes d'injustice, d'oppression et de violence qui se dissimulent derrière la défense de la liberté (en particulier de libertés comme celle de la presse) constitue un problème intellectuel et exige un travail intellectuel difficile et important. Mais quand la violence opère ouvertement, la tâche devient fondamentalement différente. A ceux qui soupçonnaient son silence de s'apparenter à une forme de lâcheté, Kraus a répondu en 1936 : « On doit tenir les têtes creuses conséquentes qui continuent à faire bénéficier la fumisterie la plus manifeste de la sanctification par le but lointain et lui ont consenti toutes les saletés possibles pour des idéalistes contre lesquels il peut être dangereux d'intervenir. Il pourrait se faire qu'à cause des contradictions auxquelles un homme peut céder pendant des décennies, mais qu'il ne peut pas expliquer, ils veuillent, au lieu de se casser la tête, casser plutôt la sienne, pour résoudre enfin le problème. Il pourrait s'avérer qu'il a fallu plus de courage pour intervenir contre la liberté que contre une violence par laquelle on se trouve placé *eo ipso* non pas devant un problème intellectuel, mais seulement devant la question du sauvetage de sa vie » (« Wichtiges von Wichten », K 18, p. 374).
- L'attitude de Kraus, dans les dernières années de sa vie, devient beaucoup plus compréhensible si l'on se souvient que les adversaires principaux contre lesquels il s'était toujours battu jusque-là en utilisant les procédés démythifiants de la satire et dont il avait raison de rappeler à quel point ils peuvent être, eux aussi, dangereux étaient l'hypocrisie, le mensonge et l'incohérence idéalistes, et qu'il s'est trouvé tout à coup en présence d'un ennemi bien différent, qui était, pour lui, d'une espèce complètement inédite.
- 27 Corrélativement, Kraus a une certaine tendance à penser que quelqu'un qui est capable d'écrire un allemand réellement bon (c'est une des raisons de son admiration pour Bismarck) ne peut pas être foncièrement mauvais. Cela l'a amené à appliquer parfois, en matière politique, des critères esthétiques contestables, qui ont été responsables de certaines de ses erreurs de jugement. Mais même si l'on considère que sa position sur le problème de la corruption linguistique comme symptôme privilégié de la corruption en général est beaucoup trop unilatérale et radicale et pourrait être critiquée de bien des façons, on peut constater que Victor Klemperer (*LTI. La langue du III^e Reich*, traduit de l'allemand et annoté par Élisabeth Guillot, Paris, Albin Michel, 1996) a fait d'une certaine façon, pour la langue du Troisième Reich, le genre de travail que Kraus avait jugé

nécessaire et commencé déjà longtemps auparavant pour celle de l'époque qui a précédé et préparé l'avènement du nazisme.

- 28 Pierre Bourdieu, « A propos de Karl Kraus et du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 131-132, mars 2000, p. 124.
- 29 Kraus, qui citait volontiers dans la *Fackel* les commentaires élogieux que la presse allemande publiait parfois à son sujet, s'est senti à un moment donné obligé de préciser qu'il trouvait à tout prendre plus satisfaisante pour lui l'attitude de la presse autrichienne, qui avait décidé, de façon générale, de faire comme s'il n'existait pas. La conspiration du silence constituait, à ses yeux, au moins la confirmation du fait que la presse avait parfaitement compris ce qui était en question entre elle et lui. Il ne s'agissait pas d'une confrontation dans laquelle il aurait pu critiquer la presse et la presse critiquer la critique, mais d'une guerre qui ne tolérait ni médiation ni conciliation, qui ne pouvait se conclure par aucune espèce de paix et dont la seule issue possible était la disparition de l'un des deux adversaires : « Ce que je veux – si l'on peut extraire immédiatement de ce que je dis une tendance – est que la presse cesse d'être. C'est ce que je veux finalement presque à chaque ligne. Or comment la presse peut-elle rendre justice à l'œuvre qui se compose à partir de lignes de cette sorte ? Elle a deux chemins : ou bien cesser d'être, ou bien faire comme si j'avais moi-même cessé d'être. Une troisième chose : des réponses, n'existe pas. Cela orienterait l'attention vers mon existence et n'améliorerait pas celle de la presse. Une quatrième chose : la reconnaissance, serait une hypocrisie grosse comme le poing, dont la presse peut être considérée comme capable dans n'importe quel cas, sauf le mien. Que doit-elle par conséquent faire ? Deux chemins sont possibles. Cesser : ce serait beau, mais pas rentable. Il ne reste dans ces conditions que la conspiration du silence (*Totschweigertaktik*), ce qui est toujours encore pour elle la façon la plus commode et pour moi la plus agréable dont la presse s'explique avec moi » (« Das Recht, totzuschweigen » [1912], K 4, p. 130-131).
- Kraus souligne que le succès considérable de ses lectures publiques, dont aucune n'était annoncée par la presse (à l'exception, toutefois, de l'*Arbeiter-Zeitung*) et pour lesquelles il refusait par principe d'envoyer des invitations aux journalistes, peut être assimilé à une « débâcle journalistique » et que la démonstration du fait que l'on peut se passer de l'aide du journal constitue le vrai et le premier résultat pratique de l'action qu'il a entreprise contre la presse. On ne peut peut-être déjà plus grand-chose contre le journal, mais on peut au moins essayer de démontrer qu'il est possible de se passer entièrement de ses services. Le problème est évidemment que le monde intellectuel manifeste volontiers son respect et son admiration pour ceux qui le font, mais se garde bien, de façon générale, de les imiter. On peut considérer comme un geste typiquement « krausien » la déclaration publiée en 1979 par un groupe d'auteurs, dans laquelle il était dit notamment que : « Les auteurs des Éditions Champ Libre s'étonnent de

constater que, parfois, un journaliste prétend encore "rendre compte" d'un de leurs livres ; ou même, ce qui est pire, ose lui décerner une sorte d'approbation arbitraire, comme pour afficher là un air glorieux de familiarité, qui pourtant n'aura pu être simulé que par la médiation d'une pseudo-lecture. Les auteurs actuels des Éditions Champ Libre, bien évidemment, regardent les "travailleurs intellectuels" de la presse d'aujourd'hui, sans aucune exception, comme étant notoirement dépourvus de l'intelligence et de la présomption de véracité qui seraient requises pour donner un avis sur leurs écrits. Les professionnels de la falsification et de la jobardise semblent oublier qu'ils se sont, par leur fonction, privés du droit de faire, même sur un seul détail, l'éloge de quelque chose de vrai. De telles illusions devront cesser ; et donc ces gens-là devront se taire. [...] Les Éditions Champ Libre ont [...] cessé de reconnaître l'existence de la presse. Ceux qui, déjà, n'avaient pas d'"interviews" ont été en outre privés des textes. » Kraus lui-même s'est insurgé régulièrement contre le genre de reconnaissance indue qui est accordé aux parasites du journal par des pratiques douteuses, comme celle du service de presse ou de l'envoi de billets gratuits pour les spectacles.

- 30 Il va sans dire que c'est aussi cette idée que l'on doit toujours être prêt à chercher l'ennemi également et même d'abord chez les siens, et non pas seulement chez les autres, qui explique en grande partie ce qui peut sembler aujourd'hui si problématique et si contestable dans les prises de position de Kraus sur la question juive et le problème de l'antisémitisme.
- 31 Traduction française de Julien Freund, révisée par Eugène Fleischmann et Éric de Dampierre, dans *Le Savant et le Politique*, Paris, Plon, 1959, p. 134-135.
- 32 Edward Timms, *Karl Kraus, Apocalyptic Satirist. Culture and Catastrophe in Habsburg Vienna*, New Haven & London, Yale University Press, 1986, p. 41.
- 33 Moritz Benedikt était le propriétaire et le directeur tout-puissant de la *Neue Freie Presse* et Friedrich Funder avait été d'abord le rédacteur en chef, puis le directeur de la publication du journal clérical, la *Reichspost*, qui était en fait l'organe du parti chrétien-social.
- 34 En s'appuyant sur des « preuves » écrites qui lui avaient été fournies par le ministère des Affaires étrangères, Friedjung avait accusé certains membres de la Diète croate d'avoir, en liaison avec le gouvernement de Belgrade, ourdi un complot contre la sûreté de l'État autrichien. Les personnalités qui avaient été mises en cause réagirent en portant plainte contre Friedjung pour dénonciation calomnieuse. Il fut démontré, au cours du procès, que les documents utilisés étaient des faux grossiers et l'affaire, qui était supposée aboutir à l'humiliation de la Serbie, tourna à la confusion de Friedjung, du ministère des Affaires étrangères et de l'Autriche elle-même.

35 Même en matière d'information, Kraus avait d'ailleurs eu tendance, pendant la plus grande partie de la guerre, à accorder davantage de crédit aux renseignements fournis par l'armée elle-même (et, en particulier, par certains militaires qui lui inspiraient confiance) qu'à ce qu'écrivait la presse libérale-nationaliste. Du simple point de vue stylistique, il considérait aussi les comptes rendus factuels, sobres et précis émanant de certaines sources militaires comme bien supérieurs au lyrisme et à la rhétorique exaltée de la presse civile. C'est seulement vers la fin qu'il a commencé à accuser ouvertement les militaires de s'être rendus coupables – dans le meilleur des cas, par fidélité à des valeurs et des idéaux anachroniques – de « haute trahison » envers l'humanité (F 489-498, 1917, p. 235). Autrement dit, s'il a été depuis le début un pacifiste résolu, il n'est devenu antimilitariste que dans la phase ultime de la guerre.

Sur la façon dont s'est effectué ce changement, voir les chapitres 19 et 20 du livre d'Edward Timms et également, du même auteur, l'article « Karl Kraus, das Militär und der innere Feind », in *Karl Kraus et son temps*, sous la direction de Gilbert Krebs et Gerald Stieg, Asnières, Publications de l'Institut d'allemand, 1989, p. 93-99.

36 On peut s'étonner, cependant, de lire encore de temps à autre des choses comme celle-ci : « Bien que le pacifisme du mouvement des travailleurs ait été à son goût, il a gardé, par suite de son attitude culturellement élitiste, ses distances par rapport à la social-démocratie austromarxiste. Après la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne, Karl Kraus, qui se fiait toujours beaucoup à son propre jugement indépendant, a été suffisamment aveuglé pour tomber, dans son essai, *Die dritte Walpurgisnacht*, au niveau d'un apologiste de l'austrofascisme et faire confiance, pour le sauvetage de l'Autriche, à son porte-parole, le chancelier millimetternichien réactionnaire Dollfuss » (Walter Grab, « Egon Erwin Kisch und das Judentum », in *Juden in der Weimarer Republik*, Skizzen und Porträts, herausgegeben von Walter Grab und Julius H. Schoeps, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998, p. 219).

Ce que Kraus reprochait aux sociaux-démocrates n'était sûrement pas de défendre les intérêts des plus faibles, des exploités et des défavorisés (c'est ce qu'il faisait lui-même la plupart du temps dans *Die Fackel*), plutôt que ceux des privilégiés et de l'élite culturelle et sociale, mais de manquer de conséquence, de netteté et de radicalité dans leur opposition au capitalisme libéral. C'est la raison pour laquelle il s'est rapproché davantage, à un moment donné, du parti communiste. Par ailleurs, il est évident qu'il aurait préféré de beaucoup, dans la lutte contre Hitler, avoir comme allié et comme partenaire le parti social-démocrate, plutôt que les austrofascistes, s'il avait considéré que c'était possible. Et il est trompeur de suggérer qu'il a adhéré positivement au programme du chancelier Dollfuss, à peu près comme s'il correspondait au fond à ce qui avait toujours été implicitement son idéal politique. Il a simplement décidé que l'austro-

fascisme devait, du point de vue politique, et non pas moral, être accepté provisoirement comme un moindre mal qui offrait peut-être encore une chance d'empêcher l'Autriche de tomber sous la coupe de l'Allemagne hitlérienne. Il entraînait dans cette attitude à la fois un élément de patriotisme autrichien (la volonté de préserver à tout prix l'indépendance de l'Autriche) et la conviction, sur laquelle on ne devait, d'après lui, en aucun cas transiger, que n'importe quoi, y compris l'austrofascisme ou un retour à la monarchie, était préférable à Hitler. C'est, d'une part, sa tendance à voir dans le fascisme hitlérien le mal absolu et, d'autre part, son manque total de confiance dans les capacités de résistance de la gauche politique autrichienne, et non une sympathie ou un enthousiasme particuliers pour Dollfuss, qui ont été déterminants dans son choix.

Sur les raisons et les circonstances qui ont consommé la rupture de Kraus avec la social-démocratie autrichienne, voir l'essai paru en octobre 1932, *Hüben und Drüben* (K 18, p. 165-192). Il commence par l'affirmation que, si le monde était plein d'hommes de la croix gammée, le mérite principal en reviendrait à la social-démocratie allemande et autrichienne et que les sociaux-démocrates ont « utilisé la flétrissure de tous les idéaux pour pouvoir partager avec le monde bourgeois ».

37 « "Hüben und Drüben", 1918-1936 in der "Fackel" », in « *Was wir umbringen* », "Die Fackel" von Karl Kraus, herausgegeben von Heinz Lunzer, Victoria Lunzer-Talos, Marcus G. Patka, Wien, Mandelbaum Verlag, 1999, p. 135.

38 Comme on peut le constater d'après ce genre de remarque, un des griefs majeurs que Kraus a eu à formuler contre la première République autrichienne et contre le comportement du parti social-démocrate en particulier avait trait à l'absence d'une véritable politique de la culture. C'est un point qui, pour lui, n'avait évidemment rien de secondaire et était, au contraire, tout à fait essentiel.

39 Kraus semble s'être convaincu très tôt, essentiellement à cause de l'exemple donné par la *Neue Freie Presse*, que, en raison des contraintes spécifiques qui lui sont imposées aussi bien pour son financement que pour sa fabrication, un journal quotidien réellement sérieux, honnête et économiquement indépendant constituait en pratique une quasi-impossibilité. C'est sans doute là qu'il faut chercher la raison de la polémique virulente (et injuste) qu'il a menée contre *Die Zeit*, lorsque ce magazine hebdomadaire, dirigé par Heinrich Kanner et Isaac Singer, a décidé, en 1902, de se transformer en un quotidien, avec une volonté d'indépendance politique et financière, des objectifs anticorruptionnistes et une forme de radicalisme en matière sociale et politique qui, à première vue, pouvaient sembler assez analogues à ceux de la *Fackel*. Indépendamment de son asservissement à peu près inévitable à des intérêts purement commerciaux, ce que Kraus reproche au quotidien est évidemment de repré-

senter le degré de dépendance le plus élevé par rapport à la pression de l'actualité immédiate, dont il cherche au contraire à s'affranchir au maximum. Initialement, la *Fackel* était censée paraître trois fois par mois, mais, par la suite, Kraus a adopté une formule beaucoup plus libre et plus souple. Aussi bien le rythme de parution que l'épaisseur des cahiers de la *Fackel* ont varié de façon considérable avec les années : le numéro 888, d'octobre 1933, ne comporte que les trois pages de l'éloge funèbre de Loos et le poème de dix vers « Man frage nicht » ; en revanche, le cahier 890-905, daté de la fin du mois de juillet 1934, dont la première partie est constituée par le texte « Warum die Fackel nicht erscheint », représente à lui seul un volume de plus de trois cents pages. La publication de la revue a connu à plusieurs reprises, pour des raisons à la fois internes et externes, en particulier dans les années 1914-1915 et 1933-1934, des périodes d'interruption relativement longues. En s'abstenant de parler des choses dont l'actualité exigeait qu'il parle et sur lesquelles tout le monde attendait qu'il le fasse, Kraus a aussi utilisé le « silence éloquent » comme un moyen d'exprimer ce qu'il avait à dire.

- 40 Ce qui avait été prévu et annoncé dans tous les pays était une guerre de mouvement rapide, courte et fulgurante, où l'héroïsme individuel ferait la décision. Au lieu de cela, on s'est trouvé impliqué presque immédiatement dans une guerre de position interminable et sans issue, qui était celle du matériel, du nombre et de l'héroïsme humain anonyme. C'est ce qui a amené Kraus à parler de l'aventure (et de l'illusion) « techno-romantique(s) ».
- 41 Comme le remarque Gerald Stieg dans sa postface (Karl Kraus, *Les Derniers Jours de l'humanité*, version scénique établie par l'auteur, traduit de l'allemand par Jean-Louis Besson et Henri Christophe, Marseille, Éditions Agone, 2000, p. 226), l'ironie de l'histoire a voulu que ce soient deux professeurs français qui appartenaient plutôt à la catégorie des « bourreurs de crâne », Charles Andler et Charles Schweitzer, qui prennent l'initiative de proposer, à trois reprises (1926, 1928 et 1930), Kraus pour le prix Nobel de littérature, afin de faire barrage à un Allemand (le projet échoua et la proposition fut écartée au profit de Thomas Mann). Dans sa troisième réponse négative, en 1930, le rapporteur de la commission Nobel de l'époque, Per Hallström, expliqua que la candidature avait semblé dès le début « inspirée par des passions et des intérêts politiques » (ce qui n'était malheureusement pas tout à fait inexact) et était peu compréhensible d'un point de vue purement littéraire : « ... Il nous est apparu impossible de considérer la production de ce publiciste comme "un durable monument" de la littérature allemande et bien souvent même, c'est à peine si elle nous paraissait intelligible. »
- 42 Le nombre de poèmes relevant du genre de la *Kriegslyrik* qui ont été publiés à l'époque dans tous les pays en guerre est si énorme que l'on a

aujourd'hui beaucoup de mal à s'en faire une idée. Kraus, qui a fait sur ce point un travail de documentaliste et de gardien de la mémoire (en l'occurrence, celle de la honte et de la trahison commise à l'égard de l'humanité et de l'esprit), a reproduit dans la *Fackel*, pendant et également après le conflit, un certain nombre de ceux qui étaient parus du côté allemand. Comme en témoigne sa deuxième polémique contre Kerr (la première avait eu lieu en 1911), lui-même, bien des années après la fin de la guerre et la disparition de l'Autriche impériale, n'avait toujours pas consenti à tourner la page du déshonneur des écrivains. Il a continué à utiliser l'attitude nationaliste et belliciste qu'avaient eue certains d'entre eux pendant la guerre, et plus encore le tournant internationaliste et pacifiste qu'ils avaient pris ensuite, comme un critère qui les disqualifiait de façon définitive. Dans la conférence fameuse qu'il a donnée en 1927 à la Sorbonne, c'est Alfred Kerr qui est visé par la phrase : « J'affirme que le spectacle qu'offrent les chantres de la guerre et les lèche-bottes de mon propre pays belligérant en venant, une fois la guerre terminée, en pays ennemi pour tendre aux populations une main salie par les contributions qu'apportèrent leurs écrits à l'effusion de sang – j'affirme que le revirement qui les amène à fraterniser avec les peuples est bien plus ignominieux que leur activité durant la guerre, qu'ils aimeraient bien désavouer aujourd'hui » (« L'oiseau qui souille son propre nid », traduction française d'Éliane Kauffholz, reproduit dans *Les Derniers Jours de l'humanité*, version scénique, p. 21).

- 43 Il n'en est que plus intéressant de constater que Régis Debray n'a apparemment toujours pas songé à inclure Kraus dans sa liste des « médiologues » avant la lettre. Pour ce qui est de la perspicacité, de la profondeur, de la puissance critique et aussi, ce qui n'est pas négligeable, de la puissance comique (un élément sur lequel je regrette malheureusement de n'avoir pas eu le temps de m'attarder), la comparaison n'est pourtant pas, c'est le moins qu'on puisse dire, à l'avantage des médiologues actuels et Kraus est sûrement encore loin d'avoir été simplement rattrapé. Si le manque de curiosité et l'ignorance ne constituaient pas une explication plus plausible, on serait presque tenté de croire que, pour ce qui le concerne, la conspiration du silence continue (voir à ce propos l'absence totale d'intérêt qu'a manifestée la presse pour la réédition récente de la version scénique des *Derniers Jours de l'humanité*).
- 44 De façon à première vue paradoxale, Kraus lui-même a utilisé parfois son crédit et les bonnes relations qu'il avait avec certains des représentants de l'autorité politique et militaire pour permettre à des écrivains d'échapper au massacre – ce fut le cas, en particulier, pour Rilke et également pour Ludwig von Ficker, qui avait d'abord été envoyé au front, mais put ensuite, grâce à lui, bénéficier d'une affectation moins dangereuse. Mais ce que Kraus reprochait à certains des écrivains qui avaient réussi à se soustraire aux rigueurs et aux abominations de la lutte sur le terrain n'était

évidemment pas d'avoir cherché à sauver leur vie, mais de s'être sentis obligés, pour justifier le privilège qui leur était octroyé, de faire preuve d'une ardeur d'autant plus grande dans la propagande patriotique et guerrière. Le cas le plus grave, à ses yeux, était évidemment celui des auteurs dont le comportement ne résultait pas simplement de la bêtise et de l'aveuglement, mais de l'opportunisme et de la corruption caractérisée, et qui n'ont produit rien de plus qu'une littérature de commande qui n'avait même pas l'excuse de correspondre à leurs convictions réelles.

- 45 La dernière phrase est inspirée des paroles d'Egmont à la fin de la pièce de Goethe : « *Und diese treibt ein hohles Wort des Herrschers, nicht ihr Gemüt.* »
- 46 Cesare Battisti était un italo-phonie irrédentiste, représentant la région de Trente au *Reichsrat* autrichien, qui, bien que sujet de la monarchie des Habsbourg, avait choisi de faire la guerre du côté italien. Fait prisonnier par les troupes autrichiennes, il fut exécuté pour haute trahison. Quand l'Optimiste lui objecte que les autres puissances en guerre ont aussi parfois exécuté leurs traîtres, comme l'a fait l'Angleterre avec Casement, le *Nörgler* répond qu'il n'a pas de cartes postales de ces choses-là, que les autres n'ont pas transformé l'événement en une kermesse et que Casement a eu sur Battisti l'avantage de bénéficier au moins d'un procès (*Die letzten Tage der Menschheit*, p. 509).
- 47 Il va sans dire que ce désir d'ajouter à l'horreur de la réalité celle de sa représentation n'est pas contredit par le fait que les images de l'horreur doivent être produites et utilisées avec discernement et ne sont pas nécessairement faites pour l'usage public. Aussi bien pendant la Première Guerre mondiale que sous le régime nazi, on s'est évidemment bien gardé de diffuser des images qui auraient risqué de donner à la population et au monde une idée un peu trop précise de ce qui était réellement en train de se passer et de révéler des choses qui ne devaient justement pas être sues, et encore moins vues. L'efficacité de la propagande dépend d'une combinaison heureuse entre l'art de montrer la réalité et celui de la dissimuler ou de l'embellir.
- 48 En mai 1916, le général de brigade von Lempruch, qui était un admirateur de Kraus et se faisait envoyer *Die Fackel* au front, annonça à son auteur une nouvelle qu'il ne pouvait pas ne pas accueillir avec satisfaction, à savoir qu'Alice Schalek avait été éjectée du secteur où il opérait par l'officier qui exerçait le commandement. Mais le fait que la guerre des journalistes n'était pas nécessairement celle des soldats était loin d'être évident pour tout le monde. Kraus préférerait, pour sa part, croire les témoins qui étaient en train de se faire égorger. Par ailleurs, il partageait assez largement, à cette époque, les convictions conservatrices de militaires comme le général von Lempruch. S'il avait une certaine sympathie pour le point de vue des militaires, la réciproque, aussi surprenant que cela puisse sembler à première vue, pouvait également être vraie : *la Fackel* a eu dans

l'armée elle-même, y compris pendant le conflit, des lecteurs et des admirateurs, qui appréciaient non seulement les polémiques et les diatribes de Kraus contre la corruption du système libéral et le libéralisme en tant que tel, mais également sa critique du bellicisme de la presse civile et de la présentation que celle-ci donnait des opérations militaires et des réalités de la guerre.

- 49 Pour illustrer la « prescience » de Shakespeare et la « force divinatoire du génie qui atteint des régions aussi éloignées qu'on veut », Kraus a mis en épigraphe à « *Sittlichkeit und Kriminalität* » neuf extraits du *Roi Lear* et de *Mesure pour mesure*. Ce texte-là et de nombreux autres ressemblent à des exercices particulièrement brillants dans un genre que Kraus affectionnait spécialement et qui pourrait s'appeler « le Shakespeare appliqué à l'actualité ». Voir également l'utilisation qui est faite du *Faust* de Goethe dans *Dritte Walpurgisnacht*.
- 50 Pour un Kraus contemporain, s'il s'en trouvait un, il y aurait tout de même quelques candidats sérieux, comme par exemple Silvio Berlusconi, dont la façon de cumuler le pouvoir médiatique, le pouvoir politique et l'affairisme justifierait sans doute le titre honorifique de « Benedikt italien » d'aujourd'hui.
- 51 En particulier, le fait que le Parlement autrichien, qui était suspendu, n'ait pas été consulté au moment de la déclaration de guerre a sûrement contribué à rendre encore plus important le rôle de la presse et, spécialement, de la *Neue Freie Presse*.
- 52 Josef Schöffel était un politicien de la vieille génération, réputé pour sa rigueur morale, son sens du bien public, son indépendance d'esprit (y compris à l'égard de son propre parti, le parti chrétien-social) et son incorruptibilité. Au moment où Kraus s'est intéressé à son cas, il s'était retiré de la vie publique, après avoir perdu à peu près toute confiance dans le parlementarisme et la politique en général. Quand il est mort, le 7 février 1910, Kraus a publié dans la *Fackel* un article nécrologique, dans lequel il dénonçait le comportement honteux que la presse avait eu à son égard et qui constituait pour lui un des meilleurs exemples de la façon dont elle s'évertue à compliquer ou à rendre impossible l'action des politiciens honnêtes et des hommes de bien en général. Un des mérites principaux de Schöffel était d'avoir été en quelque sorte le sauveur de la Forêt Viennoise, menacée d'être livrée aux appétits des industriels du bois et des spéculateurs. La *Neue Freie Presse*, qui avait ignoré ou ridiculisé son combat, n'a cependant pas hésité par la suite à se poser elle-même en gardienne de l'environnement et à réclamer une loi pour la protection des trésors qui, comme la Forêt Viennoise, faisaient partie du patrimoine naturel de l'Autriche. Kraus, qui était un grand amoureux de la Forêt Viennoise et qui, en plus du reste, pourrait être considéré comme un des précurseurs de la pensée écologique, fut particu-

lièrement indigné de ce revirement opportuniste (cf. F 78, 1901, p. 1-5, et F 81, 1901, p. 1-5). La récupération par la presse, trente ans après la fin de la lutte pour le sauvetage de la Forêt Viennoise, de l'action solitaire que Schöffel avait menée, en l'occurrence, contre la cupidité et la corruption des responsables économiques, financiers et politiques constituait évidemment un des plus beaux exemples de l'amnésie et du cynisme journalistiques.

On peut remarquer que, dans le domaine littéraire, artistique et philosophique, arriver après une bataille qui a été gagnée par d'autres sans leur aide et quelquefois directement contre eux, et essayer néanmoins de se faire attribuer une part des lauriers, est aussi une spécialité des journaux. Le phénomène de l'amnésie a pour conséquence que, quand ils se mobilisent tardivement pour une cause qui, au moment où ils consentent enfin à s'y intéresser, n'a plus besoin d'être défendue, ils réussissent aisément à se convaincre et à convaincre leurs lecteurs qu'ils l'ont toujours soutenue et qu'elle a triomphé grâce à eux.

- 53 « Karl Kraus et la mise en scène théâtrale de la satire de la presse et des journalistes », in *Les Journalistes* de Arthur Schnitzler, p. 277.
- 54 Les choses se passent, bien entendu, d'une façon qui n'est pas fondamentalement différente dans le domaine de la culture, qui a été conquis, lui aussi, par les principes et les pratiques du libéralisme. Kraus parle de « manchestérisme littéraire » à propos des relations qui existent entre le monde du théâtre et celui du journal.
- 55 Il va sans dire que je n'ai pas essayé d'aborder réellement dans ce livre la difficile question des relents d'antisémitisme que comporte par moments la critique krausienne de la presse, ni celle de ce que certains considèrent, chez lui, comme une forme typique d'« antisémitisme juif » ou de « haine de soi juive », d'une part, parce qu'il existe déjà, sur cette question très discutée, une littérature abondante et, d'autre part, parce que Timms me semble avoir entièrement raison lorsqu'il affirme que « la critique krausienne des systèmes de communication n'est pas amoindrie par ce courant antisémite souterrain » (*op. cit.*, p. 146) – une chose qui devient particulièrement claire quand on considère sa réponse à la propagande en faveur de la guerre. Kraus, dont le mépris total pour la presse antisémite ne peut faire aucun doute, semble parfois sous-estimer nettement le danger de voir son propre discours confondu avec le sien et également celui de l'antisémitisme en général. Il est le premier à reconnaître honnêtement qu'il ne sait pas ce que sont aujourd'hui des « qualités juives » (*jüdische Eigenschaften*) et que les caractéristiques négatives que l'opinion de l'époque a l'habitude d'attribuer aux juifs, comme la cupidité ou l'amour du pouvoir, lui semblent « distribuées de façon régulière et conformément à l'arrêt d'une justice diabolique entre tous les peuples de l'Occident » (« Er ist doch ä

Jud », F 386, 1913, p. 3). Et il sait aussi très bien que, quand le journal est en train de dévorer la forêt (et un bon nombre d'autres choses qui sont d'une importance vitale pour l'humanité), « on ne peut pas distinguer si les cris que l'on entend sont ceux de la hache juive ou de la hache chrétienne » (F 552-553, 1920, p. 4).

Mais il lui arrive néanmoins de céder lui aussi, de façon inacceptable, à la tentation de passer de la constatation purement factuelle que la presse, qui est tendancieuse et corrompue, est, dans un bon nombre de cas, juive à la suggestion qu'elle est tendancieuse et corrompue parce qu'elle est juive. Il n'est donc pas surprenant que l'on ait pu dire, au moment où les nazis ont pris le pouvoir en Allemagne, qu'en lui la communauté juive avait suscité en quelque sorte sa propre Némésis, qui lui a fait payer d'un prix qui s'est révélé incomparablement plus élevé qu'il ne pouvait l'imaginer les fautes commises dans le monde du journal. Sur la réponse de Kraus à ce genre d'accusation et à celle de « *jüdischer Selbsthaß* » qui lui est habituellement associée, voir notamment « Warum die Fackel nicht erscheint » (K 18, p. 231 *sq.*, 324-325).

Il faut remarquer, à ce propos, que le concept de la haine de soi est d'un maniement bien plus délicat que ne le supposent généralement ses utilisateurs, parce qu'il a l'inconvénient d'assimiler trop facilement à un refus ou à un déni d'appartenance l'attitude des dissidents qui, comme Kraus, refusent simplement de se solidariser avec le discours identitaire, la rhétorique de l'autojustification et l'apologétique officielle du groupe, et de les rejeter ainsi dans la catégorie des ennemis déclarés. Kraus, qui ne cherche aucunement à dissimuler ou à nier ses origines juives, fixe les limites de sa solidarité en disant qu'il « accompagne encore l'évolution du judaïsme jusqu'à l'Exode, mais ne participe plus à la danse autour du Veau d'or » (« Er ist doch ä Jud », p. 329). Quant à savoir si c'est ou non déjà, comme certains le diraient sans doute, une forme d'antisémitisme, voir les remarques qu'il fait un peu plus loin (p. 331-332) à propos de la difficulté qu'il y a, dans certains cas, à décider ce qui est « juif » et ce qui est « antisémite ».

Les interprètes qui ont proposé de voir en Kraus un homme qui reprend en quelque sorte la tradition du prophète qui fait la leçon à son peuple égaré me semblent, en tout cas, bien plus proches de la vérité que ceux qui l'ont considéré comme un renégat et ont parlé d'« antisémitisme juif ». On peut dire que, dans « Er ist doch ä Jud », « il a adopté consciemment le rôle du prophète de l'Ancien Testament, auquel il s'est également référé sans cesse par la suite » (Victoria Lunzer-Talos, « Ich und das Judentum », in « *Was wir umbringen* », « Die Fackel » von Karl Kraus, p. 66). On pourrait même, me semble-t-il, le considérer comme l'opposé diamétral d'un autre « prophète d'Israël » (c'est ainsi qu'il le qualifie à un moment donné : F 65, 1901, p. 1), Benedikt, qui adresse aussi des remontrances au peuple juif (et à la société dans son ensemble), mais leur reproche, au contraire, de ne pas manifester suffi-

samment de conviction et d'ardeur dans la danse autour du Veau d'or. Par ailleurs, si l'on peut dire aujourd'hui que Kraus s'est trompé sur le bien-fondé et les chances de la cause sioniste, à laquelle il reprochait de n'avoir pour effet que de faire naître des espérances fallacieuses chez les juifs les plus défavorisés, il n'est tout simplement pas vrai que, comme on l'affirme souvent sur la base de déclarations interprétées de façon hâtive, son point de vue ait été celui du juif viennois assimilé et privilégié qui exprime un certain mépris pour les juifs de l'Est pauvres et incultes : « L'histoire a montré que cette perspective [celle de Kraus] était fausse (mais cela ne justifie pas une interprétation du texte [*Eine Krone für Zion*] d'où il résulte que Kraus se serait moqué ici des "juifs de l'Est"). Kraus a mis explicitement en garde son lecteur contre la possibilité de le considérer comme le porte-parole de ces juifs en cours d'assimilation qui occupent des positions avantageuses et traitent avec condescendance leurs coreligionnaires moins heureux de l'Est » (Victoria Lunzer-Talos, art. cité).

Pour une analyse des positions respectives de Benedikt (l'assimilationnisme avec la surenchère nationaliste), de Kraus (l'assimilationnisme sans le nationalisme) et de Herzl (le séparatisme) sur un problème qui s'est posé à tous les juifs autrichiens et un point de vue (très critique, mais pas nécessairement équitable) sur l'attitude de Kraus, voir notamment George Clare, *Dernière Valse à Vienne. La destruction d'une famille, 1842-1942*, traduit de l'anglais par Jean-Baptiste Grasset avec la collaboration d'Odile Pidoux, Paris, Payot-Rivages, 1998, p. 109-117. Sur la façon dont les idées de Herzl lui-même ont pu être soupçonnées d'avoir préparé directement le chemin à Hitler (pour la raison que le mot d'ordre « Nous, dehors ! » a précédé et aurait pu inspirer ensuite celui des nazis : « Les juifs, dehors ! »), voir par exemple Victor Klemperer, *LTI*, chap. 29. Dès les débuts du sionisme, Kraus avait lui-même attiré l'attention sur la possibilité qu'il existe une convergence d'opinion préoccupante entre les anti-sémites et les sionistes sur un point crucial, à savoir qu'il n'y aura pas de salut pour les peuples européens tant qu'ils n'auront pas été débarrassés de tous leurs juifs. Pour une étude des points communs entre Schönerer, Lueger et Herzl, comme transfuges et adversaires de l'austrolibéralisme, auquel ils tentent tous les trois de substituer une conception qui peut être qualifiée de « communautarienne », voir Carl Schorske, « Politics in a New Key: An Austrian Trio », in *Fin-de-siècle Vienna, Politics and Culture*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1961, p. 116-180. On pourrait ajouter à ces trois noms celui de Kraus, dont l'attitude est également une réaction à l'échec de l'austrolibéralisme et à la crise de la culture libérale en général, mais dont les choix politiques restent beaucoup plus ambivalents et indéterminés.

56 Par la suite, Kraus a non seulement pris ses distances par rapport à son pamphlet antisioniste, *Eine Krone für Zion* (1898), mais également modi-

fié son jugement sur la personne de Herzl. Alors qu'il le soupçonnait fortement, au début, de n'être qu'un illuminé et un mégalomane qui cherchait essentiellement à satisfaire des ambitions personnelles et pratiquait une sorte de double jeu malhonnête, il a eu l'occasion de se convaincre plus tard sinon de la justesse de sa position, du moins du fait que ses convictions étaient plus sincères et ses motivations et son combat plus désintéressés qu'il ne l'avait cru initialement.

- 57 Dans ce passage, Kraus utilise ironiquement la forme obligatoire que la loi sur la presse impose à une demande de rectification adressée à un journal : « Il n'est pas vrai que, etc. Il est (en revanche) vrai que, etc. »
- 58 La tendance de Kraus à estimer que les ennemis les plus redoutables sont ceux qui se dissimulent derrière des masques et que ceux qui s'avancent, au contraire, à visage découvert sont toujours, en fin de compte, moins dangereux à constituer, du point de vue politique, à la fois sa force et sa faiblesse. Elle l'a rendu, même après la guerre, dans les années vingt, insuffisamment attentif à la montée d'idéologies ouvertement racistes qui, justement, ne dissimulaient rien de leur perversité et de leur monstruosité. Comme beaucoup de juifs cultivés et assimilés, il considérait l'antisémitisme ethnique et racial comme une doctrine beaucoup trop stupide, absurde, incroyable et méprisable pour avoir des chances sérieuses de réussir à s'imposer. Il avait beau savoir mieux que personne que « plus c'est gros, plus ça passe », on peut constater que, comme la plupart des représentants de la grande culture autrichienne, qui en étaient restés au stade d'une conception et d'une pratique de la politique relativement civilisées, il a ressenti comme un véritable « coup sur la tête » la prise du pouvoir en Allemagne par un compatriote qui avait été perçu pendant longtemps plutôt comme un agitateur de brasserie et un aventurier à peu près inculte et sans avenir politique réel. Il n'a sûrement pas été le seul à se trouver littéralement sans moyens et sans voix (« Mir fällt zu Hitler nichts ein ») quand l'impensable que représentait le triomphe d'un homme comme Hitler s'est produit effectivement.
- 59 C'est un des points sur lesquels il s'est inspiré de l'exemple de Harden, qui s'était rendu compte que, si l'on voulait pouvoir rester autonome, il fallait être le propriétaire et le rédacteur en chef de son propre journal.
- 60 Deux tirages du premier numéro, représentant au total 30 000 exemplaires, furent rapidement épuisés, ce qui, comparé au tirage moyen de la *Neue Freie Presse* (55 000 exemplaires pour l'année 1901), était évidemment énorme.
- 61 Jean-Marie Colombani, « *Le Monde*: un quotidien engagé dans l'indépendance », *Le Monde*, une sélection d'articles, 18 août 2000, p. 1. Sur la même page, un article de Bertrand Poirot-Delpech s'intitule « Une école de liberté ». Autrement dit : 1) la presse (en tout cas *Le Monde*) est libre,

- et 2) elle nous libère (notamment de la tyrannie de l'image). Kraus pensait, sur ces deux points, exactement le contraire.
- 62 La raison ultime de l'espèce de relation d'amour-haine et de l'incompréhension, des malentendus et des conflits qu'il y a eus entre Kraus et les sociaux-démocrates a été, de toute évidence, l'incompatibilité qui existe entre l'absolutisme moral et le pragmatisme politique, pour laquelle il n'y avait pas, à ses yeux, de médiation possible, même s'il a fait lui-même à la fin une concession importante (et malheureuse) au pragmatisme politique. Sur ce point, cf. Felix Kreissler, « Karl Kraus et la social-démocratie », in *Karl Kraus et son temps*, p. 19-26.
- 63 Le père de Wittgenstein avait fait fortune en Amérique. Comme on peut s'en rendre compte, le problème de l'« américanisation » de l'économie, de la société et de la culture européennes, dont on parle tant aujourd'hui, n'est pas particulièrement nouveau.
- 64 Dans son analyse du procès qui l'a opposé à Hermann Bahr et Bukovics, Kraus cite, en plus de Paul-Louis Courier – qui, dans un procès de presse du même genre, avait été qualifié par l'accusateur de « misérable pamphlétaire », ce qui signifiait déjà une condamnation à peu près certaine –, Cicéron : « *Errat, qui temperantiam, mediocritatem, modum denique desiderat in re optima* » (F 69, 1901, p. 1) ; ce que l'on pourrait traduire, en l'occurrence, schématiquement par : « La retenue et la modération ne sont pas de mise dans une cause excellente. »
- 65 Sur la critique krausienne du genre du feuilleton, voir également « Harkiri und Feuilleton » (F 357-359, 1912, p. 75-84). Sur l'arrière-plan idéologique de la critique du feuilleton, considéré comme un genre « français », « juif » et « moderne » (autrement dit, incarnant les faiblesses et les vices de la société, de l'époque et de la culture modernes), cf. Hildegard Kernmayer, « Les maux imaginaires du *feuilleton* : français, juif, moderne », in *Les Journalistes* de Arthur Schnitzler, p. 85-102.
- 66 « Die Tagespresse als Erlebnis. Eine Frage an deutsche Dichter », *Die literarische Welt*, 4 octobre 1929 ; reproduit dans Josef Roth, *Leben und Werk in Bildern*, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1994, p. 162.
- 67 Hans Weigel écrit que « personne n'a été un plus grand journaliste que lui, qui voyait dans les journalistes le diable et les tenait pour responsables du déclin du monde » (*Karl Kraus oder Die Macht der Ohnmacht*, Munich, Deutsche Taschenbuch Verlag, 1972, p. 9). Cela me semble tout à fait exact, même si Kraus doutait sûrement qu'un journaliste puisse être réellement grand. Un point qui, à ses yeux, était tout sauf négligeable et sur lequel il a tenu, pour des raisons évidentes, à être particulièrement exemplaire est le soin extrême apporté à la présentation et à la langue, la volonté de ne laisser passer aucune faute d'impression, d'orthographe, de sémantique ou de grammaire. Dans sa réponse à une lettre qui lui a été

- envoyée, il parle des gens qui sont « à l'affût orthographique » et cherchent, comme on pouvait s'y attendre, à le prendre lui-même en défaut.
- 68 Dans le numéro 110 de la *Fackel*, il remercie les nombreux correspondants qui lui signalent les erreurs et les absurdités qu'ils ont remarquées dans la presse quotidienne, souligne que la surabondance du matériau l'oblige malheureusement à faire des choix et justifie la priorité qui, selon lui, revient de droit, dans tous les cas, à la *Neue Freie Presse* : « L'éditeur de la *Fackel*, dont tous les expéditeurs qui lui font part des déraillements linguistiques, scientifiques et éthiques de la presse quotidienne peuvent être assurés de la gratitude, n'est pas en mesure de communiquer ne serait-ce que la centième partie du matériau de cette opinion publique qui a renoncé au respect pour les faiseurs d'opinion et appris à guetter les révélations quotidiennes avec une hilarité incrédule. Le principe, toujours observé ici, selon lequel on ne doit pas susciter l'impression de la complétude et il faut laisser encore abondamment de l'espace libre à l'imagination du lecteur a justement dans la dernière semaine, qui voulait déverser devant ma porte des wagons entiers de malformation linguistique, d'inculture et d'abjection journalistiques, fait jouer son action inhibitrice. Il se peut que la hâte du collectionneur ne fasse pas toujours exactement le bon choix, mais même elle doit payer son tribut à la tradition sanctifiée qui assigne à la *Neue Freie Presse* la première place. Des accidents stylistiques et des lacunes culturelles qui, dans le cas de feuilles que l'on reconnaît plus facilement comme une œuvre humaine, méritent à peine d'être pris en considération doivent par nature peser d'un poids important dans le cas d'une Pythie qui délivre des oracles » (F 110, 1902, p. 10).
- 69 Voir sur ce point « Der Ton » (1912), K 4, p. 74-84.
- 70 Je ne sais pas s'il faut voir là également une allusion aux intonations particulières que les colporteurs adoptaient, dans leurs annonces, pour promouvoir leurs marchandises auprès du public. Mais Kraus, qui compare souvent la mentalité des journalistes à celle des voyageurs de commerce ou des camelots, était sûrement convaincu que, pour ce qui est de la fiabilité et du souci de la vérité, il n'y a pas de différence importante entre les premiers et les seconds.
- 71 Jacques Fauvet, cité par Jean-G. Padioleau, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris, PUF, 1985, p. 94.
- 72 Malgré quelques progrès récents, sur lesquels Cyril Lemieux a insisté dans son livre, le degré de *feed-back* du système, comme on l'appelle, me semble être resté au total extrêmement faible ; ou, si l'on préfère, la presse est probablement la seule à croire et à essayer de faire croire qu'elle est réellement influencée par la critique, tout comme elle est la seule à contester que son pouvoir ait quoi que ce soit d'absolu. On peut même considérer que, dans des domaines, il est vrai secondaires, comme la cri-

tique littéraire et philosophique, les possibilités de rétroaction sont tout simplement inexistantes (critiquer les critiques journalistiques est, de toute façon, une chose qui ne se fait pas). C'est cette absence de *feed-back*, qui est la caractéristique de tous les pouvoirs qui fonctionnent de façon complètement autarcique, qui a amené Kraus à chercher une solution dans l'instauration d'un véritable contre-pouvoir, capable de s'opposer au journal sur son propre terrain et avec des moyens du même genre (même s'ils étaient évidemment beaucoup plus faibles), qui était représenté, en l'occurrence, par la *Fackel*. Il s'agissait, bien entendu, d'un pouvoir essentiellement moral, exercé de façon éminemment personnelle et auquel on a souvent reproché de l'être de façon dogmatique et dictatoriale. Mais Kraus voulait aussi, de toute évidence, remplir une fonction de porte-parole de la protestation et d'organisateur de la résistance populaires contre la presse. Il se serait sûrement senti insulté d'être considéré lui-même comme un journaliste, et cela d'autant plus qu'il ne croyait guère à la possibilité d'un « bon » journalisme et ne cherchait probablement même pas à démontrer par son exemple qu'il pouvait y avoir une autre façon de concevoir et de pratiquer le journalisme. Mais la bataille qu'il a menée dans sa revue n'en est pas moins aussi éloignée que possible de la critique intellectuelle, théorisante et savante du journalisme, telle qu'elle est faite habituellement (avec une absence de résultat qui ne l'aurait certainement pas surpris). Et, du point de vue socioprofessionnel, il était tout de même essentiellement l'éditeur et le rédacteur d'un journal périodique et appartenait, par conséquent, lui aussi, au moins du point de vue formel, au monde de la presse.

- 73 Brian McGuinness, *Wittgenstein, A Life. Young Ludwig (1889-1921)*, London, Duckworth, 1988, p. 37.
- 74 La raison pour laquelle les journaux tiennent particulièrement à avoir un honneur est évidemment que, s'ils en ont un, on peut espérer qu'il se distribue individuellement et une fois pour toutes sur les travailleurs qu'ils emploient, aussi déshonorant que puisse sembler, par ailleurs, leur comportement. Mais, dans le numéro 103 de la *Fackel*, Kraus publie une communication qui lui est parvenue sur la question de l'honneur des journaux, dans laquelle l'auteur soutient que les journalistes auraient justement le plus grand intérêt à ce que non seulement le journal lui-même, mais également ceux qui le font, soient libérés du souci de l'honneur et déclarés indifférents par rapport à ce genre de question. Le terme « journalle », qui a été évidemment formé sur le modèle de « canaille », pourrait alors, comme ce dernier, acquérir un sens qui n'a plus rien de péjoratif : « Combien plus confortable serait la vie des journalistes libéraux si personne n'avait plus le droit de leur reprocher d'accepter tranquillement les accusations les plus graves portées contre leur honneur, personne, parce que le rédacteur de journal serait un être qui n'a pas d'honneur, ne pourrait plus parler de rédacteurs sans honneur, et si, de même qu'il y a un

siècle et demi le mot « canaille », comme désignation du peuple « commun », avait perdu tout mauvais sens, on parlait de la « journalle » sans indignation et sans mépris » (1902, p. 6-7).

Le mot « canaille » peut effectivement servir aussi à désigner simplement le bas peuple sans aucune intention de mépris, et y appartenir peut même être revendiqué éventuellement comme un honneur. Mais, pour que le mot « journalle » en vienne à être utilisé de la même façon, il faudrait avant tout que la profession et ses représentants retrouvent justement un certain sens de l'honneur, ce qui permettrait peut-être aux journalistes de s'écrier, eux aussi, avec fierté : « C'est la journalle ! Eh bien, j'en suis ! » Le mépris et la haine sont des choses que l'on doit être prêt à affronter, quand on défend une bonne cause, et ce peut même être un honneur d'avoir à les supporter. Mais quand les journalistes ordinaires se plaignent de n'avoir en partage que le mépris et la haine dont on accable la « journalle », alors que les patrons qui les emploient ont au moins, en plus de cela, le profit, ils n'ont évidemment pas ce genre de consolation. (Voir à ce propos le commentaire de Kraus sur les propos du journaliste mourant Rademacher dans une des « Lebendige Stunden » d'Arthur Schnitzler [*ibid.*, p. 7]). Les moments de vérité et d'honnêteté du journaliste sont, à ses yeux, ceux dans lesquels il exprime son ressentiment et sa haine pour les obligations dégradantes que lui impose son métier et la façon dont les profiteurs réels du système exploitent cyniquement son travail et son talent. Kraus, qui, de façon générale, appréciait modérément Schnitzler comme auteur dramatique, lui rend hommage pour avoir réussi à représenter dans quelques phrases, qui sauvent le reste des « Lebendige Stunden », ce que la figure du journaliste peut comporter également de tragique.)

- 75 Comme toujours, les affairistes, qui ont l'habitude de juger les motivations des autres en fonction de leur propre cas, ne se sont pas privés d'accuser Kraus de faire, lui aussi, des affaires, mais, cette fois, avec de la (pseudo-)morale.
- 76 La presse est tellement habituée à penser en termes de « nouveautés » et de « révélations » qu'elle a sans doute tendance à estimer que, en matière de dénonciation de la corruption comme dans tous les autres domaines, les seules choses qui puissent présenter un intérêt réel doivent avoir aussi le caractère de nouveautés ou de révélations, ce qui risque fort d'être, comme le remarquait Kraus, le plus sûr moyen de protéger la corruption (et, en particulier, sa propre corruption) ordinaire. On peut remarquer du reste que, si les critiques formulées contre la presse sont, pour de bonnes raisons, à peu près toujours les mêmes, les réponses (en particulier celle qui consiste à leur reprocher justement de ne faire que répéter des choses déjà dites) sont aussi à peu près toujours les mêmes et aussi peu convaincantes.

- 77 Héros d'un roman fameux de Kleist qui, après avoir été victime d'une injustice révoltante, lutte désespérément pour faire reconnaître son droit et, faute d'y parvenir, choisit finalement de se mettre en dehors de la loi et de recourir à l'action violente.
- 78 Kraus n'avait que vingt-cinq ans lorsqu'il a commencé à publier la *Fackel*.
- 79 Cela signifie, en pratique, qu'il n'y a plus vraiment de place pour la satire, qui, par définition, ne peut être compréhensive et consensuelle. Comme le remarque Timms, la raison essentielle pour laquelle Kraus n'a pas rendu publique sa conversion au catholicisme pourrait être l'incompatibilité qui existe entre la fonction du satiriste et la pratique de la charité chrétienne : « On ne peut pas servir en même temps deux maîtres – Jésus et Juvénal » (*op. cit.*, p. 244). (On peut remarquer, cependant, qu'il y a des exemples célèbres de polémistes catholiques qui ne semblent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, avoir été spécialement préoccupés par cette incompatibilité et inhibés par la peur d'être accusés de manquer à la charité chrétienne.) Le satiriste a par essence besoin d'ennemis à combattre et, à la différence d'une Église, il doit, comme le dit Kraus, pouvoir maudire, et non pas simplement bénir. Mais la situation n'est pas plus favorable pour la satire quand l'obligation d'être charitable est devenue laïque et que ce ne sont plus les serviteurs de Dieu, mais plutôt ceux de Mammon (les apôtres et les bénisseurs de l'ordre libéral), qui ont décidé que le moment était venu désormais, pour tous les acteurs du système, de s'aimer les uns les autres et d'éviter d'adresser des reproches à qui que ce soit en particulier pour les injustices et les abus qu'il comporte. On ne peut pas critiquer sérieusement le système, parce que personne n'est plus capable d'en proposer un autre, et on ne peut pas non plus critiquer les individus, parce que, justement, ce n'est pas « libéral ». Dans de telles circonstances, l'amnésie du monde journalistique et intellectuel, qui indignait si fortement Kraus et contre laquelle il a lutté en temps de paix comme pendant la guerre, a toutes les chances de se transformer en une vertu cardinale. On peut penser qu'une des raisons essentielles de l'hostilité de principe qu'il manifeste contre le système libéral réside dans le fait qu'il s'agit du système qui excelle le plus dans l'art d'héberger et en même temps de rendre invisibles ou anodins les contrastes les plus choquants, à la fois dans la simultanéité et dans la succession, et de réaliser les compromis les plus nombreux et les plus douteux. On peut donc parler d'une véritable incompatibilité d'humeur entre lui et le satiriste, qui, comme il arrive à Kraus de le dire, obéit avant tout à une exigence de logique, croit à l'existence d'inimitiés et d'incompatibilités réelles et demande que l'on accepte, au moins de temps à autre, d'en tirer des conséquences. C'est le contraire de cela qui se passe, selon lui, en Autriche : on n'y agit pas toujours sans raison, mais toujours sans conséquence(s). C'est à la fois la force et, à ses yeux, la faiblesse rédhitoire du système libéral que d'être justement en mesure de tout comprendre et de tout pardonner, à com-

- mencer par les incohérences les plus criantes. L'exigence du respect de la logique élémentaire peut même très bien finir par y apparaître comme étant elle-même de nature oppressive et antilibérale. Il va sans dire que l'immoralité et l'absence de logique sont directement liées entre elles et ne constituent même que deux aspects différents du même phénomène. Kraus parle du relâchement et de la mollesse de la pensée qui régissent la vie publique dans une époque qui « est devenue incapable de percevoir que la logique provient de l'éthique, c'est-à-dire de la volonté de penser logiquement » (F 70, 1901, p. 7).
- 80 La contrepartie de l'individualisme du satiriste et de l'indépendance qu'il cherche à conserver par rapport à toute affiliation politique et idéologique explicite et durable est évidente. Dans *Dritte Walpurgisnacht*, Kraus note que, puisqu'il est impossible de critiquer un parti politique sans donner l'impression de se rapprocher de l'un ou l'autre de ses adversaires, on pourrait presque croire, en voyant ce qui se passe, qu'il a gardé les cochons avec les représentants de toutes les convictions politiques, alors qu'il a cherché en réalité uniquement à se protéger lui-même à la fois contre les bergers et les troupeaux. Même les nazis, explique-t-il, ont pu s'imaginer que sa « défense de l'humanité, la prise de parti pour la nature et l'esprit contre les puissances destructrices de la technique non maîtrisée et de l'intelligence ratée » avaient quelque chose à voir avec une défense de l'« aryo-germanisme » (*Ariogermanentum*) qui lui était complètement étrangère (p. 313). Après avoir cité un hommage appuyé qui lui avait été rendu par Lanz von Liebenfels dans sa revue *Ostara* pour avoir, déjà avant la guerre, liquidé la « journalle » et rendu la parole à l'aryo-germanisme, il note que le droit à la parole qu'il est supposé avoir restitué à l'aryo-germanisme permet heureusement aussi, ce qui est plutôt rassurant pour lui, de le présenter comme appartenant à « un cercle partiellement contaminé par la syphilis de littérateurs juifs, dans lequel le viol des femmes fait partie de l'ordre du jour » (*ibid.*, p. 318).
- 81 En 1917, à propos du comportement de prisonniers évadés qui mettaient en danger leurs camarades et ceux qui les avaient aidés dans leur fuite en faisant des confidences aux journaux, Kraus, qui dénonce le « concubinage de la guerre et de la presse », constate que « tout criminel d'aujourd'hui n'est qu'un complice, souvent uniquement la victime d'une profession en elle-même criminelle, qui englobe toutes les branches » (F 462-471, p. 12). Dans un premier temps, il n'y a plus que des complices, et pour finir il n'y a plus non seulement d'auteurs principaux, mais même d'auteurs tout court. Cela n'a, malgré tout, pas dissuadé Kraus de continuer à assumer le rôle du justicier et de s'obstiner à nommer et accuser publiquement des auteurs principaux, en l'occurrence les gens qui, comme Benedikt, n'ont pas besoin de commettre eux-mêmes une infamie qui rapporte, mais peuvent tirer simultanément profit de toutes celles qui sont commises au nom de la profession et de ses prétendus devoirs.

- 82 Sa relation à Nietzsche est devenue, semble-t-il, plus directe et plus précise par la suite. Dans *Dritte Walpurgisnacht*, il cite des textes anti-allemands, antinationalistes et prosémites qui disculpent, selon lui, entièrement Nietzsche de toute responsabilité dans l'avènement du nazisme. En revanche, Spengler est présenté (p. 78) comme l'homme qui comprend et a pu inspirer les « *Untergangster des Abendlandes* ».
- 83 Voir à ce propos le commentaire tiré d'un feuilleton de Hanslick (5 septembre 1900), que Kraus reproduit dans la *Fackel* (F 69, 1901, p. 30), sur une particularité de la critique musicale française, qui est de considérer la politesse comme le devoir suprême. La conséquence de cela est qu'il n'y a que deux possibilités : ou bien on publie une critique aimable et élogieuse, ou bien on se tait. Hanslick note cependant que Paris semble s'affranchir graduellement de « cette critique nationale fondée sur la flatterie et l'hypocrisie ». (Je ne suis pas sûr, malheureusement, que ce ne soit pas pour y retomber périodiquement.) En pratique, bien sûr, les choses sont un peu plus compliquées : en plus de l'échange de bons procédés, qui constitue la règle, le système tolère tout de même aussi, à l'occasion, les règlements de comptes caractérisés et il y a, de toute façon, des auteurs qui sont, comme on dirait en Allemagne ou en Autriche, *vogelfrei*, c'est-à-dire à l'égard desquels on peut se permettre à peu près n'importe quoi en toute tranquillité et impunité.
- 84 Cité dans *Wörterbuch der Redensarten zu der von Karl Kraus 1899 bis 1936 herausgegebenen Zeitschrift, Die Fackel*, herausgegeben von Werner Helzig, Verlag der österreichische Akademie der Wissenschaften, 1999, p. 1039.
- 85 Le mot *Pech*, utilisé par Kraus, signifie aussi « malédiction » ou « poisse ».
- 86 Kraus avait notamment accusé Bahr d'avoir reçu en cadeau de Bukovics un terrain à bâtir pour sa villa à Ober-St. Veit. C'est un des deux points, sur la centaine qu'il avait invoqués, qu'il ne fut pas en mesure de prouver de façon irréfutable devant le tribunal, ce qui entraîna malheureusement, pour lui, la condamnation à une amende très lourde et aux dépens. Comme le dit Timms, rarement un jeu de mots comme celui auquel Kraus s'était livré sur le terme *Grund*, en remarquant qu'un critique envers lequel un directeur de théâtre manifeste le genre de générosité dont a bénéficié Bahr « a une bonne raison [*einen guten Grund*, ce qui veut dire aussi « un bon terrain »] pour la construction d'une villa », a coûté aussi cher à son auteur. Kraus commenta ironiquement le résultat du procès, qui lui donnait raison sur tous les points essentiels, en constatant que : « Monsieur Hermann Bahr [...] se fixe de façon rigide sur le terrain de la villa et met en avant le contrat de vente. Tant mieux. Dans ce cas, j'étais sur ce point informé de façon erronée ou inexacte, et le critique qui se fait donner en cadeau par la direction du Deutschen Volkstheater plusieurs milliers de couronnes par an a été assez noble ou assez mesquin

pour ne pas se faire donner également un terrain pour une villa » (F 69, 1901, p. 9).

Comme le remarque Kraus, une des caractéristiques des procès de cette sorte est que les corrompus, quand ils réussissent à démontrer le caractère insuffisamment fondé de l'accusation sur un point mineur (dans le cas précis, en exhibant après coup un contrat de vente passablement suspect), s'empressent généralement de se prévaloir d'une absolution et d'une victoire totales. C'est un peu comme si l'absence de preuves juridiques suffisantes pour l'accusation d'avoir volé quelques centimes les disculpait du vol de plusieurs millions qu'ils ont réellement commis.

Une autre particularité remarquable de la situation, que Kraus considère comme révélatrice du niveau éthique préoccupant auquel on se situe désormais, consiste dans la fréquence avec laquelle on se pose et on lui pose, à Vienne, la question : « Qu'est-ce que cela peut bien vous faire que Bahr ait reçu de Bukovics un terrain en cadeau et pourquoi vous mêlez-vous de ce genre de chose ? » Si on appliquait ce type de principe, on pourrait, remarque-t-il, très bien conclure que, s'il avait démontré au tribunal qu'il avait eu une raison personnelle d'attaquer Bahr et un profit matériel à tirer de l'action qui lui était reprochée, il aurait été non seulement beaucoup mieux compris, mais acquitté.

- 87 Kraus cite ici un récit de Thomas Seger, paru en 1934, sur un des premiers camps de concentration nazis, celui d'Oranienburg, où ont été utilisés les « cercueils de pierre » en question.
- 88 On ne remarque pas suffisamment que le problème s'était déjà posé à Kraus à peu près dans les mêmes termes au début de la Première Guerre mondiale et qu'il s'était déjà demandé à ce moment-là si, quand l'indiscible devient réel, l'attitude la plus respectable n'est pas de renoncer tout simplement à le dire. En novembre 1914, dans « *In dieser grossen Zeit* », il écrit : « N'attendez de moi aucune parole personnelle. Je ne serais pas non plus capable d'en proférer une nouvelle ; car dans la chambre où l'on écrit, le vacarme est si grand, et l'on ne doit pas décider à présent s'il vient d'animaux, d'enfants ou seulement de mortiers. Celui qui approuve les actions déshonore la parole et l'action et est doublement méprisable. Cette sorte de métier n'a pas disparu. Ceux qui à présent n'ont rien à dire, parce que l'action a la parole, continuent à parler. Que celui qui a quelque chose à dire s'avance et se taise ! » (F 404, 1914, p. 1.) Voir également « *Schweigen, Wort und Tat* » (octobre 1915, K 5, p. 33-36). En 1933, comme en 1914, un des problèmes de Kraus a été la peur de ne pas réussir à faire entendre son dégoût pour le comportement des gens qui, plus que jamais, parlaient et mettaient la parole au service de l'action, en particulier des actions les plus viles, pour l'« immense dépotoir des phrases » qui, dans des circonstances de ce genre, devient encore plus monstrueux, répugnant et nauséabond.

89 Le mot vient d'un canular fameux qui avait été commis par Arthur Schütz, qui était un grand lecteur de la *Fackel* et un admirateur de Kraus, aux dépens de la *Neue Freie Presse*. Le *Grubenhund* (« chien de mine »), auquel fut ajouté un peu plus tard un autre animal bizarre, la *Laufkatze* (en fait, une sorte de treuil roulant), n'était originairement rien d'autre qu'un petit wagonnet utilisé dans les mines, qui, en se déplaçant sur ses rails, produisait un bruit qui ressemblait un peu aux aboiements d'un chien. Mais, à l'occasion d'un léger tremblement de terre, Schütz avait réussi, en novembre 1911, à faire accepter par la *Neue Freie Presse* un article pseudo-technique et pseudo-savant, truffé d'absurdités, dans lequel il écrivait notamment que, quelques instants avant l'événement, son chien de mine, qui dormait dans le laboratoire, avait commencé à donner des signes d'inquiétude. Kraus, qui s'est empressé de reproduire dans la *Fackel*, en novembre 1911, le texte de la lettre de Schütz, souligne que son canular, qui est dû à un véritable expert en matière scientifique, ne ridiculise pas seulement la prétention journalistique, mais également la science elle-même ou, en tout cas, le ton qu'elle utilise pour en imposer aux profanes (cf. « Nach dem Erdbeben », K 4, p. 132-139).

Kraus lui-même avait déjà mystifié antérieurement la *Neue Freie Presse*, en 1908, à propos d'un autre petit tremblement de terre, qui s'était produit à Vienne, en lui envoyant une lettre du même style, signée du nom d'un pseudo-expert, « l'ingénieur civil J. Berdach », dans laquelle il distinguait notamment entre les « tremblements de terre telluriques » et les « tremblements de terre cosmiques ». Le texte avait été publié par le journal, avec quelques modifications qui montraient à quel point il avait été pris au sérieux, ce qui amena Kraus à remarquer avec jubilation, dans la *Fackel*, que la *Neue Freie Presse*, qui l'ignorait comme satiriste, ne le reconnaissait que comme géologue. Dans « Nestroy und die Nachwelt », il note que Nestroy, qui, d'après lui, a déjà anticipé à peu près tout ce qui est en train de se passer, avait pratiqué également la satire de la fausse science jargonante et il cite un passage de *Lumpazivagabundus*, qu'il se propose d'envoyer éventuellement comme *Grubenhund* à la *Neue Freie Presse*, ce qui constituerait à la fois une mystification littéraire et une mystification scientifique ou une sorte de *Grubenhund* redoublé.

Sur l'origine et l'histoire du *Grubenhund*, cf. Dieter Hornig, « Subversion et mystification de la presse : Karl Kraus, Arthur Schütz et l'impératif kynologique », in *Les Journalistes* de Arthur Schnitzler, p. 129-145. Le récent canular de Sokal (voir Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob, 2^e éd. 1997), dont la victime n'était pas un quotidien, mais bel et bien une revue savante, montre à quel point la pratique du *Grubenhund* mériterait aujourd'hui d'être relancée et offre aux amateurs éventuels des perspectives qui sont proprement fascinantes.

90 Pour dénoncer l'« omniscience usurpée » de la presse, Kraus a utilisé également la technique consistant à publier de temps à autre dans *Die Fackel*

des rubriques intitulées « Neue Freie Arithmetik » (Nouvelle arithmétique libre), « Neue Freie Physik » (Nouvelle physique libre) ou « Neue Freie Chemie » (Nouvelle chimie libre), dans lesquelles il ridiculisait les inepties que la *Neue Freie Presse* était capable d'imprimer sur des questions scientifiques.

91 On peut considérer comme l'erreur politique majeure de Kraus la façon dont il a interprété et jugé, dans la phase critique, les motivations et le comportement des sociaux-démocrates (les responsabilités sur ce point sont, du reste, partagées), et également son acceptation de l'austrofascisme comme solution possible. Mais ce qui restera comme son plus grand mérite et son honneur est la lucidité exceptionnelle et la capacité d'anticipation extraordinaire qu'il a manifestées dans son diagnostic et son pronostic sur la nature réelle du régime hitlérien. Comme le dit Albrecht Betz de *Dritte Walpurgisnacht* (mais on pourrait le dire aussi de « Warum die Fackel nicht erscheint », qui, à la différence du livre, a été publié du vivant de Kraus) : « Il [le texte] se lit comme si Kraus avait tout su, même s'il ne pouvait avoir sous les yeux que neuf mois de la première année du Troisième Reich. Le matériau qu'il a utilisé, des publications de toutes sortes, était accessible à beaucoup : celui qui voulait savoir le pouvait » (« Die "Worthelfer der Gewalt" in der Dritten Walpurgisnacht », in *Karl Kraus et son temps*, p. 165).

Kraus a démontré, effectivement, de façon magistrale que celui qui le voulait réellement pouvait savoir. Une bonne partie des informations qu'il a utilisées dans *Dritte Walpurgisnacht* sur les exactions diverses, les brutalités, les actes de torture, les violences racistes et les assassinats commis pendant les premiers mois du régime hitlérien semblent provenir de l'*Arbeiter-Zeitung*, dont il dit que ses comptes rendus sur ce qui se passe en Allemagne « atteignent le cœur de façon plus convaincante que sa politique n'atteint le cerveau ». Mais il ne suffisait sans doute pas d'être prêt à utiliser la documentation existante ; il fallait peut-être aussi disposer, comme Kraus, de ce que Betz appelle le « don de l'imagination exacte » (*ibid.*), une qualité dont des penseurs aussi éminents que Heidegger étaient manifestement tout à fait dépourvus.

TABLE

| | |
|---|-----|
| Au commencement était la presse... <i>Le Chant de la presse</i> (Couplet de Schwarz-Drucker) | 9 |
| Lettre d'un lecteur d'aujourd'hui à l'éditeur de la <i>Fackel</i> | 13 |
| 1. De l'enthousiasme à la révolte | 29 |
| 2. Un « progrès » trop cher payé? | 45 |
| 3. Le dernier pouvoir absolu | 70 |
| 4. Quand la réalité dépasse l'imagination | 93 |
| 5. Où se situe le vrai danger? | 113 |
| 6. La presse et le grand capitalisme | 126 |
| 7. La fabrication de l'événement | 135 |
| 8. Kraus a-t-il réussi ou échoué? | 149 |
| 9. Comment lutter contre la corruption? | 161 |
| 10. La satire est-elle encore possible? | 179 |
| Quelques repères biographiques, historiques et thématiques. | 189 |
| Notes | 197 |

DU MÊME AUTEUR

Essais

1. Wittgenstein, la modernité, le progrès et le déclin
Agone Éditeur, 2000

Prodiges et Vertiges de l'analogie.
De l'abus des belles-lettres dans la pensée :
à propos de l'affaire Sokal et de ses suites
Raisons d'agir Éditions, 1999

Austriaca

49. Actualité de Karl Kraus
(études réunies par J. Bouveresse et G. Stieg)
Publications de l'université de Rouen, 1999

Le Philosophe et le Réel.
Entretiens avec Jean-Jacques Rosat
Hachette Littératures, 1998, 2000

Dire et ne rien dire.
L'illogisme, l'impossibilité et le non-sens
Jacqueline Chambon, 1997

Le Mythe de l'intériorité.
Expérience, signification et langage privé
chez Wittgenstein
Minuit, 1997

La Demande philosophique.
Que veut la philosophie et que peut-on vouloir d'elle ?
Éclat, 1996

Langage, Perception et Réalité
vol. 1. La perception et le jugement
Jacqueline Chambon, 1995

L'Homme probable : Robert Musil.
Le hasard, la moyenne et l'escargot de l'histoire
Éclat, 1993

Herméneutique et Linguistique
Éclat, 1991

Philosophie, Mythologie et Pseudo-science.
Wittgenstein lecteur de Freud
Éclat, 1990

Le Pays des possibles.
Wittgenstein, les mathématiques et le monde réel
Minuit, 1988

La Force de la règle.
Wittgenstein et l'invention de la nécessité
Minuit, 1987

Rationalité et Cynisme
Minuit, 1985

Le Philosophe chez les autophages
Minuit, 1984

Wittgenstein : la rime et la raison.
Science, éthique et esthétique
Minuit, 1973

La Parole malheureuse.
De l'alchimie linguistique à la grammaire philosophique
Minuit, 1971



GROUPE CPI

Achevé d'imprimer en mars 2001 par
BUSSIÈRE CAMEDAN IMPRIMERIES
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
N° d'édition : 49201. - N° d'impression : 011223/1.
Dépôt légal : avril 2001.
Imprimé en France
PAO : éditions du Seuil

DANS LA MÊME COLLECTION

Méditations pascaliennes

Pierre Bourdieu

La Domination masculine

Pierre Bourdieu

Les Structures sociales de l'économie

Pierre Bourdieu

En quête de respect

Le crack à New York

Philippe Bourgois

La Paix de religion

L'autonomisation de la raison politique au XVI^e siècle

Olivier Christin

Pour Albertine

Proust et le sens du social

Jacques Dubois

Profession : instituteur

Bertrand Geay

La Croyance économique

Les économistes entre science et politique

Frédéric Lebaron

La Double Absence

Abdelmalek Sayad

La Liberté avant le libéralisme

Quentin Skinner

Karl Kraus (1874-1936) a publié à Vienne, depuis le début du mois d'avril 1899 jusqu'en février 1936, une revue satirique intitulée *Die Fackel* (Le Flambeau), dont il était au départ seulement l'éditeur-responsable et dont il est devenu à partir de 1912 le seul auteur. Pendant toutes ces années, les satires et les polémiques, parfois féroces, de Kraus ont visé essentiellement la presse, qu'il considérait comme responsable de la corruption en Autriche. À ses yeux, la presse, en particulier libérale, n'est qu'un auxiliaire dévoué et indispensable dans le système du marché universel qui est en train de s'instaurer. Et la corruption du langage, à laquelle elle contribue de façon essentielle, est indissolublement liée à la corruption morale elle-même, dont elle constitue le symbole par excellence. Il n'est pas exagéré de dire que Kraus a fourni la première critique des médias et des systèmes de communication moderne qui soit réellement à la hauteur du phénomène. Jacques Bouveresse analyse minutieusement cette critique du journalisme, pour en montrer la pertinence et la modernité.

Jacques Bouveresse est philosophe, professeur au Collège de France, auteur de nombreux ouvrages, notamment sur Wittgenstein et Musil.



9 782020 49201 6

www.seuil.com

Imp. en France 4.2001
ISBN : 2 02 049201 6

120 F
18,29 €